

---

---

## **CAHIER DE COMMENTAIRES**

pour l'étude détaillée en commission parlementaire  
du

### **Projet de loi n° 15**

**Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace**

présenté à l'Assemblée nationale, le 29 mars 2023,

par

M. Christian Dubé  
Ministre de la Santé

---

---

---

---

## **PROJET DE LOI N° 15**

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### PARTIE I

#### DISPOSITIONS INTRODUCTIVES, DROITS RELATIFS AUX SERVICES ET FONCTIONS DU MINISTRE

### TITRE I

#### DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

#### ARTICLE 1

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

1. La présente loi a pour objet de mettre en place un système de santé et de services sociaux efficace, notamment en facilitant l'accès à des services de santé et à des services sociaux sécuritaires et de qualité, en renforçant la coordination des différentes composantes du système et en rapprochant des communautés les décisions liées à l'organisation et à la prestation des services.

À cette fin, la loi institue Santé Québec et la charge entre autres d'offrir des services de santé et des services sociaux par l'entremise d'établissements publics ainsi que d'encadrer et de coordonner l'activité des établissements privés et de certains prestataires de services du domaine de la santé et des services sociaux.

Elle établit également des règles relatives à l'organisation et à la gouvernance des établissements qui permettent une gestion de proximité et favorisent une plus grande fluidité des services.

#### COMMENTAIRE

Cet article introduit le titre I de la partie I de la *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace* prévoyant les dispositions introductives de cette loi.

Plus spécifiquement, l'article premier prévoit l'objet de la loi lequel est de mettre en place un système de santé et de services sociaux efficace.

Il énonce également que le projet de loi institue Santé Québec, et ce, notamment afin de faciliter l'accès aux services et de renforcer la coordination entre les différentes composantes du système de santé et de services sociaux. Il indique que Santé Québec a pour mission d'offrir des services de santé et des services sociaux par l'entremise des établissements public et de faire la coordination de l'activité des établissements privés et de certains autres prestataires privés.

En outre, cet article indique que le projet de loi établit des règles d'organisation et de gouvernance pour les établissements.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 2

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**2.** Les services de santé et les services sociaux sont fournis par les établissements.

Les établissements peuvent être soit publics, soit privés.

La personne qui reçoit ces services d'un établissement est un usager.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que les services de santé et les services sociaux sont offerts par les établissements, lesquels peuvent être soit publics, soit privés. De plus, il énonce qu'une personne qui reçoit de tels services est appelée un usager.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 3

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**3.** Les services de santé et les services sociaux sont compris dans les ensembles suivants :

1° «services communautaires locaux» un ensemble de services de santé et de services sociaux courants offerts en première ligne et, lorsqu'ils sont destinés à la population d'un territoire desservi, de services de santé et de services sociaux de nature préventive ou curative, de réadaptation ou de réinsertion ainsi que d'activités de santé publique réalisées conformément aux dispositions prévues par la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2);

2° «services hospitaliers» un ensemble de services diagnostiques et de soins médicaux généraux et spécialisés;

3° «services d'hébergement et de soins de longue durée» la fourniture d'un milieu de vie substitut, d'un ensemble de services d'hébergement, d'assistance, de soutien et de surveillance ainsi que de services de réadaptation, psychosociaux, infirmiers, pharmaceutiques et médicaux aux adultes qui, en raison de leur perte d'autonomie fonctionnelle ou psychosociale, ne peuvent plus demeurer dans leur milieu de vie naturel, malgré le soutien de leur entourage;

4° «services de protection de la jeunesse» un ensemble de services de nature psychosociale, y compris des services d'urgence sociale, requis par la situation d'un jeune en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse (chapitre P-34.1) ou de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (Lois du Canada, 2002, chapitre 1), et de services en matière de placement d'enfants, de médiation familiale, d'expertise à la Cour supérieure sur la garde d'enfants, d'adoption, de recherche des antécédents sociobiologiques et de retrouvailles;

5° «services de réadaptation» un ensemble de services d'adaptation ou de réadaptation et d'intégration sociale destinés à des personnes qui, en raison de leurs déficiences physiques ou intellectuelles, de leurs difficultés d'ordre comportemental, psychosocial ou familial ou de leur dépendance à l'alcool, aux drogues, aux jeux de hasard et d'argent ou de toute autre dépendance, requièrent de tels services de même que des services d'accompagnement et de soutien destinés à l'entourage de ces personnes.

### COMMENTAIRE

Cet article établit les différents ensembles de services de santé et de services sociaux fournis par les établissements. Ceux-ci sont répartis selon 5 ensembles soient les services communautaires locaux, les services hospitaliers, les services d'hébergement et de soins de longue durée, les services de protection de la jeunesse et les services de réadaptation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 4

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**4.** La présente loi ne s'applique pas aux territoires visés aux articles 530.1 et 530.89 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2) ou au territoire du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5).

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit que la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace ne s'applique pas aux territoires visés aux articles 530.1 et 530.89 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* pour les Inuit et les Naskapis et au territoire du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James institué en vertu de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris*.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE II

#### DROITS RELATIFS AUX SERVICES

#### ARTICLE 5

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**5.** Toute personne a le droit d'être informée de l'existence des services et des ressources disponibles dans son milieu en matière de santé et de services sociaux ainsi que des modalités d'accès à ces services et à ces ressources.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le droit d'une personne d'être informée de l'existence des services et des ressources disponibles et des modalités d'accès à ces services et ces ressources.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 6

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**6.** Toute personne a le droit de recevoir des services de santé et des services sociaux adéquats sur les plans à la fois scientifique, humain et social, avec continuité et de façon personnalisée et sécuritaire.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le droit d'une personne de recevoir des services de santé et des services sociaux adéquats sur les plans à la fois scientifique, humain et social, avec continuité et de façon personnalisée et sécuritaire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 7

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**7.** Toute personne a le droit de choisir le professionnel ou l'établissement duquel elle désire recevoir des services de santé ou des services sociaux. Elle a également le droit de recevoir ces services en présence.

Rien dans la présente loi ne limite la liberté qu'a un professionnel d'accepter ou non de traiter une personne.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce le droit d'une personne de choisir le professionnel ou l'établissement duquel elle souhaite recevoir des services de santé ou des services sociaux.

Il établit qu'une personne a le droit de recevoir ces services en présence.

Finalement, il précise qu'un professionnel demeure libre d'accepter ou non de traiter une personne.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 8

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**8.** Toute personne dont la vie ou l'intégrité est en danger a le droit de recevoir les soins que requiert son état. Il incombe à tout établissement, lorsque demande lui en est faite, de voir à ce que soient fournis ces soins.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'une personne a le droit de recevoir les soins que requiert son état lorsque sa vie ou son intégrité est en danger. Il ajoute qu'alors un établissement, lorsque demande lui en est faite, doit voir à ce que soient fournis ces soins.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 9

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**9.** Tout usager des services de santé et des services sociaux a le droit d'être informé sur son état de santé et de bien-être de manière à connaître, dans la mesure du possible, les différentes options qui s'offrent à lui ainsi que les risques et les conséquences généralement associés à chacune de ces options avant de consentir à des soins le concernant.

Il a également le droit d'être informé, le plus tôt possible, de tout accident survenu au cours de la prestation de services qu'il a reçus et susceptible d'entraîner ou ayant entraîné des conséquences sur son état de santé ou son bien-être ainsi que des mesures prises pour contrer, le cas échéant, de telles conséquences ou pour prévenir la récurrence d'un tel accident.

Pour l'application de la présente loi, un accident s'entend d'une action ou d'une situation où le risque se réalise et qui est, ou pourrait être, à l'origine de conséquences sur l'état de santé ou le bien-être d'un usager.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un usager a le droit d'être informé sur son état de santé et de bien-être afin de pouvoir consentir aux soins de manière éclairée.

Il prévoit également qu'un usager a le droit d'être informé d'un accident survenu alors qu'il recevait des services lorsque cet accident est susceptible d'entraîner des conséquences sur son état de santé ou de bien-être ou qui a entraîné de telles conséquences. Cet usager a alors le droit d'être informé des mesures prises pour contrer de telles conséquences.

Enfin, il ajoute une définition du terme accident pour l'application du projet de loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 10

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**10.** Nul ne peut être soumis sans son consentement à des soins, quelle qu'en soit la nature, qu'il s'agisse d'examens, de prélèvements, de traitements ou de toute autre intervention.

Le consentement aux soins ou l'autorisation de les prodiguer est donné ou refusé par l'usager ou, le cas échéant, son représentant ou le tribunal, dans les circonstances et de la manière prévues aux articles 10 et suivants du Code civil.

### **COMMENTAIRE**

Cet article rappelle que le consentement aux soins est un principe fondamental en raison du droit à l'intégrité de la personne.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 11

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**11.** Tout usager a le droit de participer à toute décision affectant son état de santé ou de bien-être.

Il a notamment le droit de participer à l'élaboration de son plan d'intervention ou de son plan de services individualisé, lorsque de tels plans sont requis conformément aux articles 328 et 329.

Il en est de même pour toute modification apportée à ces plans.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le droit d'un usager de participer à toute décision relative à son état de santé ou de bien-être.

Il ajoute que, lorsqu'un plan d'intervention ou un plan de services individualisé doit être élaboré pour un usager, celui-ci a le droit de participer à son élaboration.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 12

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**12.** Tout usager a le droit d'être accompagné et assisté d'une personne de son choix lorsqu'il désire obtenir des informations ou entreprendre une démarche relativement à un service fourni par un établissement ou pour le compte de celui-ci ou par tout professionnel qui exerce sa profession au sein de l'établissement.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce le droit pour un usager d'être accompagné et assisté d'une personne de son choix dans certaines circonstances.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 13

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**13.** Les droits reconnus à toute personne par la présente loi peuvent être exercés par un représentant.

Sont présumées être des représentants les personnes suivantes, selon les circonstances et sous réserve des priorités prévues au Code civil :

1° le titulaire de l'autorité parentale de l'usager mineur ou le tuteur de cet usager;

2° le tuteur, le conjoint ou un proche parent de l'usager majeur inapte;

3° la personne autorisée par un mandat de protection donné par l'usager antérieurement à son inaptitude;

4° la personne qui démontre un intérêt particulier pour l'usager majeur inapte.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le représentant d'une personne peut exercer les droits prévus dans le présent titre du projet de loi.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 14

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**14.** Les droits prévus à l'article 6 et au premier alinéa de l'article 7 s'exercent en tenant compte des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement ainsi que des ressources humaines, matérielles et financières dont il dispose.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le droit de recevoir des services de santé et des services sociaux prévus à l'article 6 du projet de loi ainsi que le droit de choisir le professionnel ou l'établissement duquel une personne reçoit de tels services prévus à l'article 7 du projet de loi s'exercent en tenant compte de la loi, des règlements et des ressources disponibles.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 15

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**15.** Un établissement ne peut cesser d'héberger un usager qui a reçu son congé que si l'état de celui-ci permet son retour ou son intégration à domicile ou si une place lui est assurée auprès d'un autre établissement, d'une ressource intermédiaire ou d'une ressource de type familial où il pourra recevoir les services que requiert son état.

Sous réserve du premier alinéa, un usager doit quitter l'établissement qui lui fournit des services d'hébergement dès qu'il reçoit son congé.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit d'abord les circonstances dans lesquelles un établissement ne peut cesser d'héberger un usager qui a reçu son congé. Ainsi, si l'état de l'usager ne permet pas qu'il puisse retourner à son domicile ou s'il n'a pas une place au sein d'un autre établissement ou d'une ressource, l'établissement ne peut pas cesser de l'héberger.

Il précise ensuite que dès qu'un usager reçoit son congé, il doit quitter l'établissement qui lui fournit les services d'hébergement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 16

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**16.** Toute personne d'expression anglaise a le droit de recevoir en langue anglaise des services de santé et des services sociaux, compte tenu de l'organisation et des ressources humaines, matérielles et financières des établissements qui fournissent ces services et dans la mesure où le prévoit le programme d'accès visé à l'article 348.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le droit de recevoir en langue anglaise des services de santé et des services sociaux pour une personne d'expression anglaise. Ce droit s'exerce en tenant compte des ressources de l'établissement et de ce que prévoit le programme d'accès prévu à l'article 348 du projet de loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 17

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**17.** Rien dans la présente loi ne limite le droit d'une personne ou de ses ayants cause d'exercer un recours contre Santé Québec, un établissement regroupé, un établissement privé, une ressource intermédiaire, leurs administrateurs, employés ou préposés ou un professionnel en raison d'une faute professionnelle ou autre. Un tel recours ne peut faire l'objet d'une renonciation.

Il en est de même à l'égard du droit d'exercer un recours contre une ressource de type familial.

### **COMMENTAIRE**

Cet article réitère qu'une personne peut exercer un recours en raison d'une faute professionnelle ou autre et il ajoute qu'un tel recours ne peut faire l'objet d'une renonciation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 18

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**18.** Chaque établissement diffuse l'information sur les droits et les obligations des usagers afin d'en améliorer la connaissance.

Il assure de plus la promotion du régime d'examen des plaintes des usagers et la publication de la procédure visée à l'article 606.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que l'information sur les droits et les obligations des usagers doit être diffusée par les établissements. Il ajoute que les établissements doivent faire la promotion du régime d'examen des plaintes et de la procédure d'examen des plaintes.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE III

#### FONCTIONS DU MINISTRE

##### ARTICLE 19

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**19.** Dans une perspective d'amélioration de la santé et du bien-être de la population, le ministre détermine les priorités, les objectifs et les orientations dans le domaine de la santé et des services sociaux et veille à leur application.

Plus particulièrement, le ministre :

1° établit les politiques de santé et de services sociaux, voit à leur mise en œuvre et évalue celles-ci;

2° valorise l'enseignement, la recherche, l'évaluation des technologies et des modes d'intervention, les innovations et les pratiques de pointe ainsi que le transfert des connaissances et veille à leur promotion;

3° détermine les orientations relatives aux standards d'accès, d'intégration, de qualité, d'efficacité et d'efficience quant aux services ainsi que celles relatives au respect des droits des usagers et au partenariat avec ces derniers et diffuse ces orientations auprès de Santé Québec et des établissements de celle-ci;

4° détermine les orientations, les cibles et les standards du régime d'examen des plaintes des usagers;

5° s'assure de la reddition de comptes de la gestion du réseau de la santé et des services sociaux en fonction de ses orientations et apprécie et évalue les résultats en matière de santé et de services sociaux.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce les principales fonctions du ministre. Il prévoit d'abord que le ministre détermine les priorités, les objectifs et les orientations, et ce, dans le but d'améliorer la santé et le bien-être de la population.

Ensuite, il décrit plus spécifiquement le rôle du ministre, notamment il indique que le ministre détermine les orientations relatives aux standards d'accès, d'intégration, de qualité, d'efficacité et d'efficience quant aux services, qu'il s'assure de la reddition comptes de la gestion du réseau et qu'il évalue les résultats.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### PARTIE II

### SANTÉ QUÉBEC

### TITRE I

### INSTITUTION ET MISSION

### ARTICLE 20

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**20.** Est instituée « Santé Québec ».

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'institution de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 21

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**21.** Santé Québec est une personne morale, mandataire de l'État.

Ses biens font partie du domaine de l'État, mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ceux-ci.

Santé Québec n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son nom.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que Santé Québec est une personne morale mandataire de l'État.

Il ajoute que les biens de Santé Québec font partie du domaine de l'État, mais que l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens. Il précise ensuite qu'elle n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son nom.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 22

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**22.** Santé Québec a son siège sur le territoire de la Ville de Québec à l'endroit qu'elle détermine.

Un avis de l'adresse du siège est publié à la *Gazette officielle du Québec*. Il en est de même de tout déplacement dont il est l'objet.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le siège de Santé Québec est situé dans la Ville de Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 23

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**23.** Santé Québec a pour mission d'offrir, par l'entremise des établissements publics, des services de santé et des services sociaux dans les différentes régions sociosanitaires du Québec. Dans ces régions, elle coordonne et soutient, notamment par des subventions, l'offre de tels services par les établissements privés ainsi que celle de services du domaine de la santé et des services sociaux par certains autres prestataires privés.

Santé Québec a également pour mission d'appliquer la réglementation, prévue par la présente loi, de certaines activités liées au domaine de la santé et des services sociaux.

De plus, Santé Québec a pour mission de fournir au ministre l'appui nécessaire à la mise en œuvre des orientations, des cibles et des standards qu'il détermine, notamment à l'égard de l'organisation et de la prestation de services de santé et de services sociaux.

Enfin, Santé Québec a pour mission d'exercer toute fonction qui lui incombe en vertu d'une autre loi ou que le ministre lui confie.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce la mission de Santé Québec qui est principalement d'offrir des services de santé et des services sociaux, et ce, par l'entremise des établissements publics. Il précise qu'elle coordonne et soutient, dans les différentes régions sociosanitaires, l'offre de ces services par les établissements privés. Il ajoute qu'elle a également pour mission d'appliquer la réglementation de certaines activités et qu'elle fournit au ministre l'appui qui lui est nécessaire pour l'exercice de ses fonctions.

Enfin, il prévoit que le ministre peut confier à Santé Québec certaines fonctions qui lui incombent.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 24

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**24.** Santé Québec exerce les fonctions énumérées ci-dessous ainsi que toute autre fonction auxiliaire qu'elle estime nécessaire à la prestation de services de santé et de services sociaux :

1° mettre en place des mécanismes d'accès aux services du domaine de la santé et des services sociaux;

2° élaborer un programme national sur la qualité des services;

3° tenir les dossiers des usagers des établissements publics, sauf dans les cas qu'elle détermine par règlement;

4° former un comité national des usagers et voir à son bon fonctionnement;

5° prévenir la récurrence des incidents et des accidents lors de la prestation des services de santé et des services sociaux;

6° former des directions de santé publique.

Pour l'application de la présente loi, un incident s'entend d'une action ou d'une situation qui n'entraîne pas de conséquence sur l'état de santé ou le bien-être d'un usager mais dont le résultat est inhabituel et qui, en d'autres occasions, pourrait entraîner des conséquences.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les fonctions de Santé Québec, en outre de toute autre fonction auxiliaire. Elle doit notamment mettre en place des mécanismes d'accès aux services, élaborer un programme national sur la qualité des services et former un comité national des usagers.

Cet article indique également la définition d'un incident pour l'application de la loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 25

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**25.** Le ministre peut déterminer des orientations portant sur les principes ou les pratiques que Santé Québec doit favoriser en matière de santé et de services sociaux. Il peut également déterminer des objectifs que Santé Québec doit poursuivre dans la réalisation de sa mission ou l'exercice de ses fonctions.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le ministre de déterminer des orientations portant sur les principes ou les pratiques devant être favorisés par Santé Québec. Il ajoute que le ministre a également la possibilité de déterminer des objectifs devant être poursuivis par Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 26

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**26.** Le ministre peut, outre les pouvoirs que lui confie la présente loi, émettre une directive à Santé Québec portant sur l'administration, l'organisation, le fonctionnement ou les actions de celle-ci, y compris sur la gestion de ses ressources humaines, matérielles et financières.

Santé Québec est tenue de se conformer à une directive à compter de la date qui y est déterminée.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que des directives peuvent être transmises par le ministre à Santé Québec portant par exemple sur la gestion de ses ressources humaines, matérielles et financières.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 27

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**27.** Pour l'application de la présente loi, le ministre découpe le territoire du Québec en régions sociosanitaires contiguës après consultation de Santé Québec.

Le territoire de chacun des organismes visés à l'article 4 est exclu des régions sociosanitaires.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le territoire du Québec est divisé en régions sociosanitaires contiguës, et ce, par le ministre après consultation de Santé Québec.

Également, il précise que le territoire des organismes visés à l'article 4 sont exclus de ces régions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 28

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**28.** Chaque région sociosanitaire visée au premier alinéa de l'article 27 peut être subdivisée en territoires de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux contigus délimités par le ministre après consultation de Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que les régions sociosanitaires peuvent être divisées en territoires de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux. Il précise que c'est le ministre qui délimite ces territoires après consultation de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 29

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**29.** Santé Québec doit suivre des pratiques de saine gestion, respectant le principe de subsidiarité.

Les objectifs suivants doivent guider l'exercice des responsabilités de direction par toute personne au sein de Santé Québec :

1° l'adéquation des services, compte tenu de l'organisation de Santé Québec et des ressources allouées;

2° la fluidité et la continuité des services aux usagers;

3° l'assurance d'un accès continu à une large gamme de services généraux, spécialisés et surspécialisés du domaine de la santé et des services sociaux visant à satisfaire les besoins sociosanitaires, compte tenu des particularités du territoire desservi;

4° la collaboration avec les intervenants du domaine de la santé et des services sociaux en vue d'agir sur les déterminants de la santé et les déterminants sociaux et d'améliorer l'offre de services à rendre à la population.

Pour l'application du premier alinéa, on entend par « principe de subsidiarité » le principe selon lequel les pouvoirs et les responsabilités doivent être délégués au niveau approprié d'autorité en recherchant une répartition adéquate des lieux de décision et en ayant le souci de les rapprocher le plus possible des usagers.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour Santé Québec de suivre des pratiques de saine gestion, et ce, dans le respect du principe de subsidiarité. Il précise la définition de ce principe.

Il prévoit également les objectifs devant guider une personne dans l'exercice de ses responsabilités de direction au sein de Santé Québec notamment la fluidité et la continuité des services aux usagers.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE II

#### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

#### CHAPITRE I

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### SECTION I

#### COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

#### ARTICLE 30

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**30.** Santé Québec est administrée par un conseil d'administration composé de 13 membres, dont le président du conseil, le président et chef de la direction et le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux, qui en est membre d'office.

Le président et chef de la direction est considéré être le président-directeur général de Santé Québec aux fins de l'application de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (chapitre G-1.02).

#### COMMENTAIRE

Cet article introduit les dispositions portant sur le conseil d'administration de Santé Québec. Ces dispositions sont complétées par celles de la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État* qui s'applique à Santé Québec.

Cet article prévoit la composition du conseil d'administration de Santé Québec, soit 13 membres, dont le président de ce conseil, le président et chef de la direction et le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux, ce dernier étant membre d'office du conseil.

Enfin, il précise qu'aux fins de l'application de la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*, le président et chef de la direction est considéré le président-directeur général de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 31

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**31.** L'un des membres du conseil d'administration de Santé Québec, autre que le président de celui-ci et le président et chef de la direction, doit être nommé après consultation d'organismes représentatifs des membres des comités des usagers.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que l'un des membres du conseil d'administration doit être nommé après consultation d'organismes représentatifs des membres des comités des usagers.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 32

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**32.** Toute vacance parmi les membres du conseil d'administration de Santé Québec est comblée suivant les règles de nomination prévues à leur égard.

Constitue notamment une vacance l'absence à un nombre de séances du conseil d'administration déterminé par le règlement intérieur de Santé Québec, dans les cas et les circonstances qui y sont indiqués.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les règles pour combler une vacance parmi les membres du conseil d'administration de même il indique que l'absence à un certain nombre de séances du conseil d'administration constitue une vacance.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 33

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**33.** Le quorum aux séances du conseil d'administration de Santé Québec est constitué de la majorité de ses membres, incluant le président du conseil ou le président et chef de la direction.

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres présents.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le quorum aux séances du conseil d'administration, soit la majorité des membres. Il précise que les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres qui sont présents.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 34

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**34.** Le conseil d'administration de Santé Québec peut siéger à tout endroit au Québec.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le conseil d'administration peut siéger à tout endroit au Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 35

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**35.** Sauf disposition contraire du règlement intérieur de Santé Québec, les membres du conseil d'administration peuvent, si tous sont d'accord, participer à une séance du conseil à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer immédiatement entre eux.

Ils sont alors réputés présents à la séance.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce les conditions relatives à la participation à distance aux séances du conseil d'administration.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 36

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**36.** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration de Santé Québec, approuvés par celui-ci et certifiés conformes par le président du conseil, le président et chef de la direction ou par toute autre personne autorisée à cette fin par le règlement intérieur de Santé Québec, sont authentiques. Il en est de même des documents et des reproductions émanant de Santé Québec ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont signés ou certifiés conformes par l'une de ces personnes.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les conditions pour que les procès-verbaux des séances du conseil d'administration ainsi que les documents et les reproductions provenant de Santé Québec ou de ses archives soient considérés comme authentiques.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION II

#### FONCTIONS ET POUVOIRS

§ 1. — *Institution des établissements*

#### ARTICLE 37

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**37.** Le conseil d'administration de Santé Québec peut instituer, au sein de Santé Québec, des unités administratives qui sont des établissements de celle-ci.

Un établissement de Santé Québec est un établissement public; il est territorial ou autre que territorial.

Au moins un établissement territorial doit être institué dans chaque région sociosanitaire.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le pouvoir de Santé Québec d'instituer, en son sein, des établissements; ceux-ci sont alors des unités administratives de Santé Québec. Il ajoute qu'un établissement de Santé Québec est un établissement public.

Ensuite, cet article précise qu'un établissement de Santé Québec est territorial ou autre que territorial. Enfin, il prévoit qu'un établissement territorial doit être institué dans chaque région sociosanitaire.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 38

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**38.** Un établissement territorial exerce au moins les activités nécessaires à la prestation des services suivants :

- 1° les services communautaires locaux;
- 2° les services hospitaliers;
- 3° les services d'hébergement et de soins de longue durée.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les activités minimales devant être exercées par un établissement territorial soient celles relatives à la prestation des services communautaires locaux, des services hospitaliers et des services d'hébergement et de soins de longue durée.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 39

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**39.** L'établissement autre que territorial exerce au moins les activités nécessaires à la prestation de services hospitaliers. Il ne peut offrir de services communautaires locaux ni de services de protection de la jeunesse.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les activités minimales devant être exercées par un établissement autre que territorial soit celles relatives à la prestation des services hospitaliers. Il ajoute que des services communautaires locaux et des services de protection de la jeunesse ne peuvent être offerts par un tel établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 40

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**40.** Pour l'application de la présente loi, tout lieu où sont concentrées les activités d'un établissement de Santé Québec nécessaires à la prestation de l'ensemble de services visé à chacun des paragraphes suivants est un centre dont l'appellation est celle prévue à ce paragraphe :

1° les services communautaires locaux : « centre local de services communautaires »;

2° les services hospitaliers : « centre hospitalier »;

3° les services d'hébergement et de soins de longue durée : « centre d'hébergement et de soins de longue durée »;

4° les services de protection de la jeunesse : « centre de protection de l'enfance et de la jeunesse »;

5° les services de réadaptation : « centre de réadaptation ».

Une activité nécessaire à l'une de ces prestations, lorsqu'elle est exercée à l'extérieur du lieu où sont concentrées les autres activités nécessaires à la même prestation, est considérée être exercée en ce lieu.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un lieu où sont concentrées les activités d'un établissement est considéré être un centre et il prévoit les différentes appellations d'un tel centre.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 41

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**41.** Afin de préciser la nature des services de santé ou des services sociaux fournis dans chaque centre visé au premier alinéa de l'article 40 ou de préciser les usagers auxquels ils sont destinés, le règlement intérieur de Santé Québec peut établir des classes auxquelles appartient un tel centre. Il peut de plus préciser ces classes par types.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que des classes peuvent être établies ainsi que des types pour chacun des centres visés au premier alinéa de l'article 40, et ce, afin de préciser la nature des services de santé ou des services sociaux qui sont fournis dans ces centres. Il précise que cette classification s'effectue par Santé Québec dans son règlement intérieur.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 42

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**42.** La résolution du conseil d'administration de Santé Québec instituant un établissement de Santé Québec contient les mentions suivantes :

- 1° le nom de l'établissement;
- 2° la mention qu'il s'agit d'un établissement territorial ou autre que territorial;
- 3° la liste des centres qu'il exploite et, le cas échéant, la classe et le type auxquels chacun d'eux appartient;
- 4° les coordonnées des installations qu'il est tenu de maintenir de façon durable.

Pour l'application de la présente loi, cette résolution est appelée « acte d'institution ».

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les mentions indiquées à la résolution du conseil d'administration qui institue un établissement de Santé Québec, telles que le nom de l'établissement et la liste des centres exploités. Il précise qu'une telle résolution est appelée un acte d'institution.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

§ 2. — *Délégation de pouvoirs et de signatures*

### ARTICLE 43

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**43.** Le conseil d'administration de Santé Québec peut déléguer ses pouvoirs au président et chef de la direction, à un autre membre du personnel de Santé Québec, à l'un ou plusieurs de ses comités ou à un conseil d'établissement.

Toutefois, un pouvoir peut être délégué à un conseil d'établissement ou à un membre du personnel affecté à la réalisation de tâches au sein d'un établissement seulement lorsque son exercice remplit les conditions suivantes :

1° il est restreint à l'établissement, selon le cas, au sein duquel est institué le conseil d'établissement ou où sont réalisées les tâches auxquelles est affecté le membre du personnel;

2° il n'est pas subordonné à une autorisation ou à une approbation du gouvernement, du Conseil du trésor ou d'un ministre.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le conseil d'administration de déléguer ses pouvoirs au président et chef de la direction, à un autre membre du personnel de Santé Québec, à un comité ou à un conseil d'établissement. Toutefois, il énonce certaines restrictions à une telle délégation à un conseil d'établissement ou à un membre du personnel qui est affecté uniquement à la réalisation de tâches au sein d'un établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 44

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**44.** Aucun acte ou document n'engage Santé Québec ni ne peut lui être attribué s'il n'est signé par le président de son conseil d'administration, le président et chef de la direction ou, dans la mesure déterminée dans son règlement intérieur, par un autre membre de son personnel.

Le règlement intérieur de Santé Québec peut prévoir la subdélégation et ses modalités.

La délégation d'un pouvoir du conseil d'administration de Santé Québec emporte, pour le délégataire, le pouvoir de signer les actes ou les documents résultant de l'exercice de ce pouvoir, sauf lorsque le délégataire est un comité du conseil ou un conseil d'établissement. Ce comité ou ce conseil d'établissement peut alors désigner un membre du personnel de Santé Québec pour signer l'acte ou le document, à moins que le conseil d'administration n'en décide autrement.

À moins que le conseil d'administration n'en décide autrement, une signature peut être apposée sur un acte ou un document par tout moyen.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit à quelles conditions un acte ou un document peut engager Santé Québec ou lui être attribué. Ainsi, il précise, à son premier alinéa, que le document ou l'acte doit être signé par le président du conseil d'administration, par le président et chef de la direction ou, dans la mesure prévue dans le règlement intérieur, par une autre personne.

Ensuite, il ajoute, à son deuxième alinéa, la possibilité pour Santé Québec de prévoir la subdélégation, c'est-à-dire la possibilité pour une personne exerçant une fonction qui lui a été déléguée de la déléguer à son tour à une autre personne.

Puis, il prévoit, à son troisième alinéa, que la délégation d'un pouvoir entraîne la possibilité de signer les actes ou les documents qui en découlent, sous réserve de certaines exceptions.

Enfin, il précise, à son dernier alinéa, qu'une signature peut être apposée par tout moyen sous réserve d'une décision contraire du conseil d'administration.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 45

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**45.** Le conseil d'administration de Santé Québec prend le règlement intérieur de Santé Québec. Ce règlement peut prévoir, outre les dispositions prévues par la présente loi, celles qui peuvent être prévues par le règlement intérieur d'un établissement de Santé Québec.

Le règlement intérieur de Santé Québec entre en vigueur après avoir été approuvé par le ministre.

En cas de conflit, les dispositions du règlement intérieur de Santé Québec l'emporte sur celles du règlement intérieur d'un établissement de Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le règlement intérieur de Santé Québec est pris par son conseil d'administration.

Il ajoute que le règlement doit être approuvé par le ministre pour entrer en vigueur.

Cet article établit ce qu'il advient en cas de conflit entre les dispositions du règlement intérieur de Santé Québec et celles du règlement intérieur d'un de ses établissements.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 46

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**46.** Le conseil d'administration de Santé Québec ne peut déléguer les pouvoirs suivants :

- 1° engager le crédit de Santé Québec;
- 2° instituer un établissement territorial ou autre que territorial, modifier son acte d'institution ou mettre fin à son existence;
- 3° prendre ou modifier le règlement intérieur de Santé Québec;
- 4° nommer des personnes qui exercent des responsabilités de direction sous l'autorité immédiate du président et chef de la direction.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit des limitations à la délégation de pouvoirs par le conseil d'administration. Ainsi, il précise notamment que le pouvoir d'engager le crédit de Santé Québec ou de mettre fin à un établissement ne peut être délégué.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION III

#### COMITÉ NATIONAL DE VIGILANCE ET DE LA QUALITÉ

#### ARTICLE 47

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**47.** Le conseil d'administration de Santé Québec doit, outre les comités qu'il doit constituer en vertu de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État, constituer un comité national de vigilance et de la qualité.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation de Santé Québec de créer un comité national de vigilance et de la qualité.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 48

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**48.** Le comité national de vigilance et de la qualité veille à ce que le conseil d'administration de Santé Québec exerce ses fonctions et pouvoirs de manière à favoriser la qualité des services de santé et des services sociaux et le respect des droits des usagers.

À cette fin, le comité doit notamment :

1° analyser les rapports et les recommandations transmis à Santé Québec par le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services ou par le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux;

2° établir les liens systémiques entre ces rapports et ces recommandations et en tirer les conclusions nécessaires afin de pouvoir formuler les recommandations prévues au paragraphe 3°;

3° faire des recommandations au conseil d'administration de Santé Québec sur les suites qui devraient être données à ces rapports ou à ces recommandations dans l'objectif d'améliorer la qualité des services;

4° assurer le suivi auprès du conseil d'administration de Santé Québec de l'application, par ce dernier, des recommandations qu'il a faites en application du paragraphe 3°;

5° veiller à la surveillance de l'exercice des fonctions et des responsabilités des comités de vigilance et de la qualité constitués par les conseils d'établissement et par les conseils d'administration des établissements privés;

6° exercer toute autre fonction que le conseil d'administration de Santé Québec juge utile au respect du mandat confié en vertu du premier alinéa.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le rôle du comité national de vigilance et de la qualité, soit de veiller à ce que le conseil d'administration exerce ses fonctions de manière à favoriser la qualité des services. Ensuite, il précise des actions devant être réalisées par ce comité pour remplir son rôle notamment analyser les rapports et les recommandations transmis à Santé Québec par le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

#### PERSONNEL

#### ARTICLE 49

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**49.** Le secrétaire et les autres membres du personnel de Santé Québec sont nommés selon le plan d'effectifs approuvé par le conseil d'administration de Santé Québec.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article établit que les membres du personnel de Santé Québec sont nommés suivant le plan d'effectifs, lequel est approuvé par son conseil d'administration.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 50

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**50.** En cas d'absence ou d'empêchement du président et chef de la direction, le conseil d'administration de Santé Québec peut désigner un membre du personnel de Santé Québec pour en exercer les fonctions.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un membre du personnel de Santé Québec peut être désigné par le conseil d'administration pour exercer les fonctions du président et chef de la direction s'il est absent ou s'il ne peut agir.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 51

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**51.** Le ministre peut, par règlement, déterminer les normes et barèmes qui doivent être suivis par Santé Québec pour la sélection, la nomination, l'engagement, la rémunération et les autres conditions de travail applicables aux membres du personnel, sous réserve des dispositions d'une convention collective.

Il peut également, par règlement, établir pour les personnes visées au premier alinéa qui ne sont pas régies par une convention collective une procédure de recours dans les cas de congédiement, de résiliation d'engagement ou de non-renouvellement, autres que ceux résultant d'une déchéance de charge, et de suspension sans solde ou de rétrogradation. Ce règlement peut, en outre, prescrire une procédure de règlement des mécontentements relatives à l'interprétation et à l'application des conditions de travail qu'il établit. Enfin, ce règlement peut prévoir le mode de désignation d'un arbitre, auquel s'appliquent les articles 100.1, 139 et 140 du Code du travail (chapitre C-27, et les mesures que ce dernier peut prendre après l'audition des parties.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit d'abord que les normes et les barèmes relatifs notamment à la sélection, la nomination et la rémunération des membres du personnel de Santé Québec peuvent être déterminés par règlement du ministre, sous réserve des dispositions d'une convention collective.

Il ajoute à son deuxième alinéa que, pour les personnes non régies par une convention collective, le ministre peut, par règlement, déterminer notamment une procédure de recours dans les cas de congédiement, une procédure de règlement des mécontentements et le mode désignation d'un arbitre.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 52

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**52.** Le ministre peut, avec l'approbation du Conseil du trésor, conclure avec un organisme représentatif des pharmaciens, des biochimistes cliniques ou des physiciens médicaux œuvrant pour les établissements une entente portant sur les conditions de travail de ces pharmaciens, de ces biochimistes cliniques ou de ces physiciens médicaux. L'entente lie tous les établissements.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le pouvoir du ministre de conclure une entente portant sur les conditions de travail des pharmaciens, des biochimistes cliniques ou des physiciens médicaux œuvrant pour les établissements avec un organisme représentatif de ces personnes. Il précise que le ministre doit avoir l'approbation du Conseil du trésor pour ce faire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 53

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**53.** Santé Québec assume la défense d'un membre de son personnel qui est poursuivi par un tiers pour un acte accompli dans l'exercice de ses fonctions et paie, le cas échéant, pour le préjudice résultant de cet acte, sauf si une faute lourde ou une faute personnelle séparable de l'exercice de ses fonctions a été commise.

Toutefois, dans le cadre d'une poursuite pénale ou criminelle, Santé Québec n'assume le paiement des dépenses que lorsque la personne poursuivie a été acquittée ou lorsque Santé Québec estime que celle-ci a agi de bonne foi.

### **COMMENTAIRE**

Cet article établit que lorsqu'un membre du personnel de Santé Québec est poursuivi par un tiers pour un acte accompli dans l'exercice de ses fonctions, c'est Santé Québec qui assume sa défense. De plus, il précise que dans l'éventualité où un préjudice résulte de cet acte, elle paie pour ce préjudice sous réserve de certaines exceptions.

Il précise ensuite que lorsqu'il s'agit d'une poursuite pénale ou criminelle, Santé Québec n'est tenue d'assumer des dépenses que si la personne a été acquittée ou qu'elle estime qu'elle a agi de bonne foi.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 54

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**54.** Santé Québec assume les obligations visées à l'article 53 de la présente loi et aux articles 10 et 11 de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État à l'égard de toute personne qui, à sa demande, a agi à titre d'administrateur provisoire.

### COMMENTAIRE

Cet article établit que, lorsqu'une personne agit comme administrateur provisoire à la demande de Santé Québec, celle-ci assume les obligations visées à l'article 53 du projet de loi, soit assumer la défense de cette personne dans l'éventualité où elle serait poursuivie par un tiers pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions de même que les obligations visées aux articles 10 et 11 de la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE III

#### ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE

#### ARTICLE 55

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**55.** Le code d'éthique applicable aux dirigeants et aux employés de Santé Québec que son conseil d'administration doit approuver en vertu du paragraphe 4° de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État doit prévoir, outre les dispositions nécessaires en vertu de cette loi, les suivantes :

- 1° les droits des usagers;
- 2° les pratiques et les conduites attendues des personnes qui, au sein d'un établissement de Santé Québec, exercent des activités à l'endroit des usagers;
- 3° les règles d'utilisation des renseignements visés à l'article 119.

Ce code d'éthique s'applique aux membres d'un conseil d'établissement.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine des éléments qui doivent être prévus dans le code d'éthique applicable aux dirigeants et aux employés de Santé Québec, notamment les droits des usagers ainsi que les pratiques et les conduites attendues des personnes qui exercent des activités à l'endroit des usagers. Il précise que ce code d'éthique est celui qui doit être approuvé en vertu de la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État* et qu'il doit donc comprendre également les dispositions nécessaires en vertu de cette loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 56

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**56.** Chaque établissement de Santé Québec diffuse l'information sur le code d'éthique visé à l'article 55, notamment en remettant une reproduction de ce code à tout usager qu'il héberge ou qui lui en fait la demande.

### **COMMENTAIRE**

Cet article vise à assurer une connaissance et une accessibilité du code d'éthique applicable aux dirigeants et aux employés de Santé Québec, notamment par la remise d'un exemplaire à tout usager hébergé ou qui en fait la demande.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 57

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**57.** Un membre du personnel de Santé Québec qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de Santé Québec doit, sous peine de déchéance de sa charge ou de congédiement, dénoncer par écrit son intérêt au président et chef de la direction et, le cas échéant, s'abstenir de participer à toute décision portant sur cette entreprise.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour un membre du personnel de Santé Québec de lui dénoncer par écrit un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 58

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**58.** Le conseil d'administration de Santé Québec détermine les normes applicables à un cadre supérieur ou à un cadre intermédiaire en matière de conflit d'intérêts de même que les normes applicables à un tel cadre supérieur en matière d'exclusivité de fonctions.

Un cadre ne peut, sous peine de sanction pouvant aller jusqu'au congédiement, contrevenir à une norme qui lui est applicable, déterminée en vertu du premier alinéa.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que les normes en matière de conflit d'intérêts ainsi que les normes en matière d'exclusivité de fonctions applicables à certains cadres sont établies par le conseil d'administration de Santé Québec. Il précise que le fait de contrevenir à une telle norme peut mener à une sanction dont le congédiement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 59

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**59.** Le conseil d'administration de Santé Québec doit établir des mesures pour prévenir ou faire cesser les conflits d'intérêts auxquels peut donner lieu la conclusion de contrats entre Santé Québec et un membre de son personnel ou une personne qui exerce sa profession au sein d'un établissement de Santé Québec ou entre Santé Québec et une entreprise à l'égard de laquelle ces personnes ont un intérêt direct ou indirect.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'en matière contractuelle des mesures pour prévenir ou faire cesser les conflits d'intérêts doivent être déterminées par le conseil d'administration de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 60

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**60.** Il est interdit à tout dirigeant ou à tout cadre de Santé Québec, sous peine de sanction pouvant aller jusqu'au congédiement, d'accepter une somme ou un avantage direct ou indirect d'une fondation ou d'une personne morale qui sollicite du public le versement de sommes ou de dons dans le domaine de la santé et des services sociaux.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un dirigeant ou un cadre ne peut accepter une somme ou un avantage d'une fondation ou d'une personne qui sollicite du public le versement de sommes ou de dons dans le domaine de la santé et des services sociaux. Il précise que le fait de contrevenir à cette règle est passible d'une sanction pouvant être le congédiement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 61

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**61.** Nul ne peut verser au président et chef de la direction ou à la personne qui exerce des responsabilités de direction sous son autorité immédiate ou sous celle du président-directeur général d'un établissement de Santé Québec une rémunération ou lui consentir un avantage autre que ceux prévus par la présente loi ou par la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État.

Malgré le premier alinéa, une rémunération qui ne constitue pas une somme ou un avantage visé à l'article 60 peut être versée au président-directeur général d'un établissement de Santé Québec ou à la personne qui exerce des responsabilités de direction sous son autorité immédiate si elle est versée en considération de l'exercice d'une activité professionnelle auquel le président et chef de la direction a consenti.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'aucune rémunération ne peut être versée ou qu'aucun avantage ne peut être consenti, autre que ceux prévus par la loi, à certains dirigeants de Santé Québec dont le président et chef de la direction. Il précise à son deuxième alinéa certaines exceptions à cette interdiction.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE III

### FONCTIONS AUXILIAIRES À LA PRESTATION DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

#### CHAPITRE I

#### MÉCANISMES D'ACCÈS

#### ARTICLE 62

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**62.** Lorsque Santé Québec met en place un mécanisme d'accès aux services du domaine de la santé et des services sociaux, elle détermine notamment des modalités encadrant la priorité de l'accès à tout ou partie de ces services. Elle peut également mettre en place des systèmes de répartition et de référencement des usagers entre les professionnels de la santé ou des services sociaux.

Santé Québec doit s'assurer que son mécanisme d'accès aux services tient compte des particularités socioculturelles et linguistiques des usagers et qu'il permet de coordonner les activités des établissements publics et des prestataires privés de services du domaine de la santé et des services sociaux.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que Santé Québec doit prévoir notamment les modalités encadrant la priorité de l'accès aux services lorsqu'elle met en place un mécanisme d'accès. Il ajoute qu'elle peut mettre en place des systèmes de répartition et de référencement des usagers entre les différents professionnels.

Enfin, il précise que les particularités socioculturelles et linguistiques des usagers doivent être prises en compte par le mécanisme d'accès.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 63

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**63.** Un règlement de Santé Québec peut :

1° identifier les prestataires privés qui sont soumis à un mécanisme d'accès visé au premier alinéa de l'article 62;

2° prévoir l'obligation, pour tout professionnel de la santé ou des services sociaux appartenant à une catégorie qu'il détermine, d'utiliser tout système mis en place en application de cet alinéa et plus particulièrement :

a) déterminer la mesure dans laquelle un professionnel doit se rendre disponible au moyen d'un tel système;

b) prévoir les renseignements nécessaires au fonctionnement d'un tel système qui doivent être communiqués à Santé Québec;

c) prévoir toute autre exigence relative à l'utilisation d'un tel système.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que Santé Québec peut déterminer par règlement des exigences relatives à l'utilisation d'un mécanisme d'accès, notamment les prestataires privés qui sont soumis à un tel mécanisme et la disponibilité devant être offerte par un professionnel au moyen d'un système de répartition ou de référencement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 64

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**64.** Santé Québec voit à la conception et à l'implantation d'un système d'information régionale et interrégionale pour connaître, de façon quotidienne, la situation dans les établissements pour lesquels un département clinique de médecine d'urgence est mis en place en regard du nombre et de la nature des inscriptions, des admissions, des transferts et des transports en ambulance des usagers.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce l'obligation de Santé Québec d'avoir un système d'information pour être informé quotidiennement de la situation dans les établissements notamment sur le nombre et la nature des admissions des usagers.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

#### PROGRAMME NATIONAL SUR LA QUALITÉ DES SERVICES

##### ARTICLE 65

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**65.** Santé Québec élabore un programme national sur la qualité des services, conformément aux orientations et aux attentes globales en matière de qualité, de sécurité, de pertinence et d'efficacité déterminées par le ministre.

Ce programme vise à ce que les établissements publics et les titulaires d'une autorisation se conforment à leur obligation de suivre des pratiques reconnues en matière de qualité des services, notamment en ce qui a trait à leur sécurité, à leur pertinence et à leur efficacité.

Le programme prévoit notamment les mesures qui, de l'avis de Santé Québec, peuvent être établies par un établissement public ou un titulaire d'une autorisation pour se conformer à de telles pratiques ainsi que les moyens par lesquels peut être officiellement reconnu l'établissement ou le titulaire qui s'y conforme.

Pour l'application de la présente loi, l'autorisation dont il est question lorsqu'il est fait mention de son titulaire est une autorisation accordée en vertu du titre I de la partie VI.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un programme national sur la qualité des services est élaboré par Santé Québec. Il précise que ce programme doit être établi dans le respect des orientations et des attentes globales qui sont déterminées par le ministre, notamment en matière de qualité.

Ensuite, il énonce, à son deuxième alinéa, l'objectif de ce programme soit que les établissements et les titulaires d'une autorisation, par exemple, les établissements privés et les centres médicaux spécialisés, suivent des pratiques reconnues en matière de qualité des services.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 66

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**66.** Santé Québec peut, par règlement, prévoir des normes applicables aux pratiques que doit suivre un établissement public ou le titulaire d'une autorisation.

Un tel règlement peut rendre obligatoire l'application de normes fixées par un organisme de certification ou de normalisation et prévoir que les renvois faits à ces normes comprendront les modifications ultérieures apportées à celles-ci.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour Santé Québec de déterminer par règlement des normes applicables aux pratiques devant être suivies par un établissement ou le titulaire d'une autorisation, notamment des normes fixées par un organisme de certification ou de normalisation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE III

#### COMITÉ NATIONAL DES USAGERS

##### ARTICLE 67

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**67.** Les membres du comité national des usagers que doit former Santé Québec sont nommés par son conseil d'administration. Leur mandat est de quatre ans.

Le règlement intérieur de Santé Québec prévoit le nombre de membres ainsi que les règles de fonctionnement du comité.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce que les membres du comité national des usagers sont nommés par son conseil d'administration et il précise que le mandat de ces membres est de 4 ans.

Enfin, il ajoute que le nombre de membre ainsi que les règles de fonctionnement du comité sont déterminées dans le règlement intérieur de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 68

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**68.** Le comité national des usagers est composé de membres issus de comités des usagers des établissements publics et privés, de représentants de groupements d'usagers ou de comités des usagers et d'une personne qui exerce des responsabilités de direction sous l'autorité immédiate du président et chef de la direction.

Les membres issus de comités des usagers proviennent en alternance de différentes régions sociosanitaires.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce des règles concernant la composition du comité national des usagers, notamment que les membres issus des comités des usagers doivent provenir en alternance de différentes régions sociosanitaires.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 69

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**69.** Le comité national des usagers exerce les fonctions suivantes :

1° favoriser l'harmonisation des pratiques développées par les comités des usagers dans l'exercice des fonctions que leur confie la présente loi;

2° veiller à la surveillance de l'exercice des fonctions de ces comités;

3° formuler au conseil d'administration de Santé Québec des recommandations visant l'amélioration de la qualité des conditions de vie des usagers ou de leur degré de satisfaction à l'égard des services obtenus;

4° à la demande du ministre, lui donner son avis sur les solutions possibles aux problèmes auxquels font face les usagers;

5° toute autre fonction que lui confie le conseil d'administration de Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine les fonctions du comité national des usagers, notamment favoriser les pratiques des différents comités des usagers et formuler des recommandations visant l'amélioration de la qualité des conditions de vie des usagers ou de leur satisfaction.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE IV

#### REGISTRE NATIONAL DES INCIDENTS ET DES ACCIDENTS

##### ARTICLE 70

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**70.** Afin de prévenir la récurrence des incidents et des accidents lors de la prestation des services de santé et des services sociaux, Santé Québec constitue et maintient à jour, à partir du contenu des registres locaux visés au paragraphe 3° de l'article 140, le registre national des incidents et des accidents.

Elle surveille et analyse les causes de ces incidents et de ces accidents. De plus, elle prend des mesures visant à prévenir leur récurrence et, s'il y a lieu, des mesures de contrôle. Elle effectue également le suivi de l'application de telles mesures.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un registre national des incidents et des accidents doit être tenu par Santé Québec, et ce, dans l'objectif de prévenir la récurrence des incidents et des accidents.

Le deuxième alinéa précise que Santé Québec surveille et analyse les causes des incidents et des accidents et prend des mesures pour en prévenir la récurrence.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 71

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**71.** Santé Québec transmet chaque année au ministre, dans la forme et selon la teneur et la périodicité qu'il détermine, un rapport sur les incidents et les accidents survenus lors de la prestation des services de santé et des services sociaux.

Elle y fait notamment état de ses principaux constats tirés de son analyse des causes des incidents et des accidents et des mesures de prévention et de contrôle qu'elle entend prendre en priorité.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un rapport sur les incidents et les accidents est transmis au ministre par Santé Québec. Il précise que ce rapport fait notamment état des conclusions des analyses de Santé Québec sur les causes des incidents et des accidents et des mesures qui seront prises afin de prévenir la récurrence de tels événements.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 72

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**72.** Le règlement intérieur de Santé Québec doit prévoir les règles relatives à la divulgation à un usager, au représentant d'un usager mineur ou majeur inapte ou, en cas de décès d'un usager, à une personne qui lui est liée de toute information nécessaire lorsque survient un accident.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que des règles doivent être établies dans le règlement intérieur de Santé Québec relativement à la divulgation de l'information nécessaire aux personnes concernées en cas d'accident.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE V

#### DIRECTIONS ET DIRECTEURS DE SANTÉ PUBLIQUE

##### ARTICLE 73

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**73.** Une direction de santé publique doit être formée pour chaque région sociosanitaire.

Santé Québec doit, à l'égard de chacune de ces directions :

1° assurer la sécurité et la confidentialité des renseignements personnels ou confidentiels obtenus dans l'exercice de ses fonctions;

2° organiser les services et allouer les ressources pour l'application du plan d'action régional de santé publique prévu par la Loi sur la santé publique.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article oblige la formation d'une direction de santé publique pour chaque région sociosanitaire.

Le deuxième alinéa de cet article précise certaines obligations de Santé Québec à l'égard de ces directions soient d'assurer la confidentialité des renseignements recueillis et d'organiser les services et d'allouer les ressources pour l'application du plan d'action régional de santé publique.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 74

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**74.** Le ministre nomme, sur recommandation de Santé Québec, un directeur de santé publique pour chaque région sociosanitaire. Une même personne peut être directeur de santé publique pour plus d'une telle région.

Un directeur de santé publique doit être un médecin titulaire d'un certificat de spécialiste en santé publique et médecine préventive ou, exceptionnellement, ayant une expérience de cinq ans de pratique en santé publique. Son mandat est d'au plus quatre ans. À l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau.

Le ministre nomme une personne qui le représente au sein du processus de sélection d'un directeur de santé publique.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le ministre procède à la nomination d'un directeur de santé publique pour chaque région sociosanitaire, et ce, sur recommandation de Santé Québec. Néanmoins, il précise qu'une personne peut être le directeur de plus d'une région.

Ensuite, à son deuxième alinéa, il énonce les qualifications nécessaires d'un tel directeur et la durée de son mandat, soit au plus 4 ans.

Puis, il précise qu'une personne représentant le ministre participe au processus de sélection d'un tel directeur.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 75

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**75.** Le ministre peut, si un directeur de santé publique est empêché d'agir, s'il commet une faute grave ou s'il tolère une situation susceptible de mettre en danger la santé de la population, confier, pour le temps et aux conditions qu'il juge appropriés, les fonctions et pouvoirs dévolus à ce directeur à un autre directeur de santé publique, au directeur national de santé publique nommé en vertu de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (chapitre M-19.2) ou à un médecin qu'il désigne.

Il avise aussitôt le président et chef de la direction et le conseil d'administration de Santé Québec de sa décision.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le ministre peut confier les fonctions et les pouvoirs d'un directeur de santé publique à un autre directeur ou au directeur national de santé publique ou à un médecin dans certaines circonstances notamment si ce directeur de santé publique commet une faute grave.

Il ajoute que le ministre doit aviser le président et chef de la direction et le conseil d'administration d'une telle décision.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 76

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**76.** Un directeur de santé publique est responsable pour sa région :

1° de gérer le plan d'action régional de santé publique prévu par la Loi sur la santé publique;

2° d'informer la population de l'état de santé général des individus qui la composent, des problèmes de santé prioritaires, des groupes les plus vulnérables, des principaux facteurs de risque et des interventions qu'il juge les plus efficaces, d'en suivre l'évolution et, le cas échéant, de conduire des études ou des recherches nécessaires à cette fin;

3° d'identifier les situations susceptibles de mettre en danger la santé de la population et de voir à la mise en place des mesures nécessaires à sa protection;

4° d'assurer une expertise en santé publique et de conseiller Santé Québec sur les services préventifs utiles à la réduction de la mortalité et de la morbidité évitable;

5° d'identifier les situations où une action intersectorielle s'impose pour prévenir les maladies, les traumatismes ou les problèmes sociaux ayant un impact sur la santé de la population et, lorsqu'il l'estime approprié, de prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour favoriser cette action.

Un directeur de santé publique est également responsable de confier tout mandat au chef de département clinique de santé publique.

Un tel directeur exerce, en outre, toute autre fonction qui lui est confiée par la Loi sur la santé publique.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce les responsabilités d'un directeur de santé publique, notamment l'identification des situations susceptibles de mettre en danger la santé de la population et la mise en place de mesures nécessaires à sa protection.

Il précise également qu'un tel directeur peut confier tout mandat au chef de département clinique de santé publique.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 77

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**77.** Un directeur de santé publique réalise tout autre mandat que Santé Québec peut lui confier dans le cadre de ses fonctions.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce, qu'en outre de ce qui est prévu dans le présent projet de loi et dans la *Loi sur la santé publique*, un directeur de santé publique réalise tout autre mandat que lui confie Santé Québec.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 78

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**78.** Un directeur de santé publique doit informer sans retard le directeur national de santé publique de toute situation d'urgence ou de toute situation mettant en danger la santé de la population.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article vise à s'assurer que lorsqu'un directeur de santé publique constate une situation d'urgence ou une situation mettant en danger la santé de la population, il en informe le directeur national de santé publique, et ce, sans retard.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 79

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**79.** Le directeur national de santé publique peut demander à un directeur de santé publique de lui rendre compte de décisions qu'il a prises ou d'avis qu'il a donnés en matière de santé publique dans l'exercice de ses fonctions.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation d'un directeur de santé publique de rendre compte de ses décisions ou de ses avis au directeur national de santé publique lorsque celui-ci le lui demande.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 80

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**80.** Les médecins et les dentistes exerçant leur profession au sein de la direction de santé publique formée pour une région sociosanitaire font partie du département clinique de santé publique formé au sein d'un établissement de Santé Québec désigné par son conseil d'administration en vertu du deuxième alinéa de l'article 176.

### **COMMENTAIRE**

Cet article précise le département clinique dont font partie les médecins et les dentistes qui exercent au sein d'une direction de santé publique, soit le département clinique de santé publique formé au sein de l'établissement désigné par le conseil d'administration de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 81

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**81.** Un directeur de santé publique exerce, avec les adaptations nécessaires, les fonctions et responsabilités d'un directeur médical prévues à l'article 179, au premier alinéa de l'article 180 et aux articles 181 à 183 à l'égard du département clinique de santé publique visé à l'article 80 et de son chef. De plus, les règles applicables aux soins médicaux et dentaires et les règles d'utilisation des médicaments de ce département doivent préalablement être approuvées par le directeur de santé publique.

En plus des responsabilités qui lui sont confiées par la présente loi, le chef de ce département clinique réalise tout mandat que lui confie le directeur de santé publique.

### **COMMENTAIRE**

Cet article précise que le directeur de santé publique exerce certaines fonctions et responsabilités dévolues au directeur médical, et ce, à l'égard du département clinique de santé publique et de son chef.

Il ajoute que le chef de ce département réalise tout mandat que lui confie le directeur de santé publique.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE IV

POUVOIRS SPÉCIAUX DE SANTÉ QUÉBEC, RESTRICTIONS À CERTAINS  
AUTRES POUVOIRS, FINANCEMENT, CONTRIBUTIONS ET FONDATIONS

### CHAPITRE I

POUVOIRS SPÉCIAUX DE SANTÉ QUÉBEC ET RESTRICTIONS À CERTAINS  
AUTRES POUVOIRS

### ARTICLE 82

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**82.** Santé Québec peut acquérir, par expropriation, tout immeuble nécessaire à ses fins.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le pouvoir de Santé Québec d'acquérir par expropriation un immeuble nécessaire à ses fins.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 83

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**83.** Malgré l'article 4, Santé Québec peut exiger des établissements privés et des établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis qu'ils utilisent un actif informationnel qu'elle détermine.

Santé Québec doit alors tenir compte des orientations, des standards, des stratégies, des directives, des règles et des indications d'application pris en vertu de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (chapitre G-1.03).

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que l'utilisation d'un actif informationnel peut être exigée de certains établissements par Santé Québec.

Ensuite, il précise que Santé Québec doit alors tenir compte notamment des orientations et des standards pris en vertu de la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement*.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 84

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**84.** Santé Québec ne peut, sans l'autorisation du gouvernement :

1° contracter un emprunt qui porte au-delà du montant déterminé par le gouvernement le total de ses emprunts en cours et non encore remboursés;

2° au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement :

- a) s'engager financièrement;
- b) acquérir, détenir, céder ou autrement disposer de valeurs mobilières ou d'autres biens meubles ou immeubles;
- c) accepter un don, un legs ou une autre contribution auquel est attachée une charge ou une condition ou ayant pour effet immédiat ou prévisible d'augmenter les dépenses de Santé Québec;
- d) renoncer à l'exercice d'un droit.

Le décret qui détermine les limites et les modalités prévues au paragraphe 2° du premier alinéa est pris sur recommandation du ministre des Finances et du président du Conseil du trésor.

Le gouvernement peut, aux conditions et dans la mesure qu'il détermine, déléguer au Conseil du trésor ou au ministre le pouvoir d'accorder une autorisation nécessaire en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa, sauf à l'égard de l'acquisition, de la détention et de la cession de valeurs mobilières et des engagements financiers déterminés par un règlement pris en vertu du premier alinéa de l'article 77.3 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001).

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit des restrictions à l'exercice de certains pouvoirs par Santé Québec en assujettissant leur exercice à l'autorisation du gouvernement dans certaines circonstances.

Ainsi, par exemple, il prévoit que Santé Québec ne peut s'engager financièrement ou acquérir un immeuble au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement

Cet article précise, à son deuxième alinéa, que les limites et les modalités devant être déterminées par le gouvernement, le sont sur recommandation du ministre des Finances et du président du Conseil du trésor.

Enfin, il prévoit la possibilité pour le gouvernement de déléguer le pouvoir d'accorder une autorisation au Conseil du trésor ou au ministre de la Santé et des Services sociaux sous réserve de certaines exceptions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 85

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**85.** Le gouvernement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine :

1° garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt contracté par Santé Québec ainsi que l'exécution de toute obligation de celle-ci;

2° autoriser le ministre des Finances à avancer à Santé Québec tout montant jugé nécessaire à ses fins.

Les sommes requises pour l'application du présent article sont prises sur le fonds consolidé du revenu.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le gouvernement de garantir le paiement d'un emprunt contracté par Santé Québec ou d'autoriser le ministre des Finances à avancer à celle-ci un montant.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 86

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**86.** Santé Québec peut, aux conditions déterminées à cette fin par le ministre et conformément à la loi, conclure une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation en vue de l'exécution de ses fonctions.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que Santé Québec peut, en vue de l'exécution de ses fonctions, conclure des ententes notamment avec un gouvernement étranger ou une organisation internationale, et ce, dans le respect des conditions déterminées par le ministre.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

#### FINANCEMENT, CONTRIBUTIONS ET FONDATIONS

#### SECTION I

#### FINANCEMENT

#### ARTICLE 87

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**87.** Santé Québec finance ses activités par les revenus provenant des subventions qu'elle reçoit, des droits, frais, redevances et autres rémunérations qu'elle perçoit ainsi que par d'autres sommes auxquelles elle a droit.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine le mode de financement des activités de Santé Québec, dont des subventions ainsi que certaines formes de rémunérations qu'elle perçoit.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 88

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**88.** Le ministre établit annuellement, après consultation de Santé Québec, des règles budgétaires pour déterminer les montants des dépenses qui sont admissibles aux subventions à allouer à Santé Québec pour le financement du système de santé et de services sociaux.

Les règles budgétaires doivent être soumises à l'approbation du Conseil du trésor et sont publiques une fois approuvées.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le ministre établit les règles budgétaires pour déterminer les montants qui sont admissibles aux subventions à allouer à Santé Québec pour le financement du système de santé et de services sociaux.

Il précise que ces règles sont établies annuellement, après consultation de Santé Québec, et qu'elles sont soumises à l'approbation du Conseil du trésor.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 89

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**89.** Le ministre établit annuellement des règles budgétaires particulières applicables à Santé Québec quant à sa gestion, lesquelles doivent prévoir une comptabilité par programme-service.

De plus, le ministre établit annuellement des règles budgétaires particulières applicables à l'octroi par Santé Québec de subventions aux organismes communautaires de même qu'à toute personne ou tout groupement qui y est admissible et qui remplit une obligation particulière résultant de la présente loi ou d'une entente conclue conformément à celle-ci.

Les règles budgétaires visées au deuxième alinéa doivent être soumises à l'approbation du Conseil du trésor et sont publiques une fois approuvées.

Dans la présente loi, on entend par « organisme communautaire » une personne morale constituée en vertu d'une loi du Québec à des fins non lucratives dont les affaires sont administrées par un conseil d'administration composé majoritairement d'utilisateurs des services de l'organisme ou de membres de la communauté qu'il dessert et dont les activités sont liées au domaine de la santé et des services sociaux.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le ministre établit annuellement des règles budgétaires particulières.

D'abord, il précise, à son premier alinéa, que ses règles sont applicables à Santé Québec et qu'elles portent sur sa gestion.

Ensuite, il ajoute, à son deuxième alinéa, que le ministre établit également des règles budgétaires applicables à Santé Québec lorsqu'elle octroie des subventions aux personnes ou aux groupements qui y sont admissibles. Il prévoit que ses règles doivent être soumises à l'approbation du Conseil du trésor et qu'elles ont un caractère public.

Enfin, il prévoit une définition d'organisme communautaire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 90

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**90.** Les règles budgétaires particulières visées au deuxième alinéa de l'article 89 peuvent prévoir que l'allocation d'une subvention :

1° peut être faite sur la base de normes générales visant tous ceux qui y sont admissibles ou sur la base de normes particulières ne visant que certains d'entre eux;

2° peut être assujettie à des conditions générales applicables à tous ceux qui y sont admissibles ou à des conditions particulières applicables à l'un ou à certains d'entre eux;

3° peut être assujettie à l'autorisation du ministre;

4° peut n'être faite qu'à l'un ou à certains de ceux qui y sont admissibles.

### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine des modalités pouvant être prévues par les règles budgétaires relatives à l'allocation par Santé Québec de subventions à certaines personnes ou certains groupements, dont les organismes communautaires. Ainsi, il précise que l'allocation d'une subvention peut, par exemple, être assujettie à l'autorisation du ministre ou être assujettie à des conditions générales ou particulières.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 91

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**91.** Les règles budgétaires visées aux articles 88 à 90 peuvent aussi porter sur :

1° l'utilisation des revenus qui peuvent être perçus et des contributions financières qui doivent être exigées conformément à la présente loi et leur incidence sur le calcul ou le paiement des subventions;

2° la fréquence des versements et autres modalités de paiement d'une subvention.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit des éléments sur lesquels les règles budgétaires visées aux articles 88 à 90 peuvent porter notamment les modalités de paiement d'une subvention.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 92

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**92.** Aux fins de l'allocation de subventions aux organismes communautaires, Santé Québec élabore, dans le respect des règles budgétaires applicables, un programme d'aide financière. Santé Québec doit également élaborer un tel programme pour l'allocation de subventions à toute personne ou à tout groupement que peut désigner le Conseil du trésor parmi ceux visés au deuxième alinéa de l'article 89.

Un programme d'aide financière prévoit les critères d'admissibilité aux subventions, leurs barèmes et leurs limites ainsi que leurs modalités d'attribution.

Tout programme d'aide financière élaboré en vertu du présent article est soumis à l'approbation du Conseil du trésor et du ministre.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que Santé Québec élabore un programme d'aide financière aux fins de l'allocation de subventions aux organismes communautaires, et ce, dans le respect des règles budgétaires applicables.

Il précise que Santé Québec doit également élaborer un tel programme à l'égard des subventions octroyées à toute personne ou tout groupement qui remplit une obligation particulière résultant de la présente loi ou d'une entente conclue conformément à celle-ci et qui est désigné par le Conseil du trésor.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 93

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**93.** Santé Québec voit à la répartition interrégionale des ressources nécessaires au financement du système de santé et de services sociaux en fonction des populations à desservir et de leurs caractéristiques sociosanitaires.

Elle établit des mécanismes d'allocation des ressources afin de permettre aux établissements de gérer les enveloppes budgétaires qui leur sont allouées.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que Santé Québec doit prendre en considération les populations à desservir et leurs caractéristiques sociosanitaires dans la répartition des ressources.

Il ajoute qu'elle doit établir des mécanismes d'allocation des ressources dans l'objectif que les établissements puissent gérer leurs enveloppes budgétaires.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION II

#### CONTRIBUTIONS ET FONDATIONS

##### ARTICLE 94

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**94.** Santé Québec doit affecter à l'un de ses établissements les dons, les legs et les autres contributions qu'elle reçoit et qui sont destinés à cet établissement par leurs contributeurs.

À cette fin, elle tient une comptabilité distincte à l'égard des contributions qui sont de nature financière.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que les dons, les legs et les autres contributions reçus par Santé Québec alors qu'ils sont destinés à un établissement par un contributeur doivent être affectés par Santé Québec à cet établissement.

Afin de s'assurer du respect de cette règle, cet article prévoit que Santé Québec doit tenir une comptabilité distincte à l'égard des contributions qui sont de nature financière.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 95

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**95.** Lorsque Santé Québec reçoit une contribution affectée par son contributeur soit à des fins particulières, soit afin de doter un établissement de Santé Québec d'un capital qui doit être préservé et dont seuls les revenus pourront être utilisés, elle doit déposer ou placer cette contribution conformément aux dispositions du Code civil relatives aux placements présumés sûrs, jusqu'à ce qu'elle en dispose conformément à son affectation.

### **COMMENTAIRE**

Cet article établit que certaines contributions doivent être déposées ou placées conformément aux dispositions du Code civil relatives aux placements présumés sûrs jusqu'à ce que Santé Québec en dispose.

Il précise que les contributions visées par cette obligation sont celles affectées par un contributeur à des fins particulières ou afin de doter un établissement d'un capital qui doit être préservé et dont seuls les revenus pourront être utilisés.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 96

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**96.** Santé Québec peut confier l'administration des contributions qu'elle reçoit et qui sont destinées à l'un de ses établissements à la fondation de cet établissement.

La fondation agit à titre d'administrateur du bien d'autrui chargé de la pleine administration, sauf si Santé Québec ne la charge que de la simple administration.

### **COMMENTAIRE**

Cet article permet qu'une fondation d'un établissement puisse administrer les contributions reçues par Santé Québec et qui sont destinées à cet établissement.

Ensuite, il précise que la fondation agit alors à titre d'administrateur du bien d'autrui chargé de la pleine administration, mais il précise que Santé Québec peut décider de la charger uniquement de la simple administration.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 97

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**97.** Pour l'application de la présente loi, est considérée être la fondation d'un établissement la personne morale sans but lucratif qui remplit l'une des conditions suivantes :

1° elle a essentiellement pour objet de recueillir les contributions versées en faveur d'un établissement de Santé Québec nommément désigné dans son acte constitutif ou d'un autre établissement qui lui est substitué par le conseil d'administration de Santé Québec;

2° elle a principalement pour objet de recueillir des contributions au bénéfice de tout ou partie de la mission poursuivie par un tel établissement et devant être utilisées à l'une des fins suivantes :

a) l'achat, la construction, la rénovation, l'amélioration, l'agrandissement ou l'aménagement de biens immobiliers mis à la disposition de l'établissement;

b) l'achat, l'installation, l'amélioration ou le remplacement de l'ameublement, de l'équipement ou de l'outillage mis à la disposition de l'établissement;

c) les activités de recherche de l'établissement;

d) l'amélioration de la qualité de vie des usagers de l'établissement;

e) la formation et le développement des ressources humaines exerçant leurs activités au sein de l'établissement pour des besoins spécifiques.

### **COMMENTAIRE**

Cet article définit ce qui est considéré comme étant la fondation d'un établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 98

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**98.** À l'exception du premier alinéa de l'article 94, les dispositions de la présente section ne s'appliquent pas à une subvention versée à Santé Québec en vertu de la section I.

### **COMMENTAIRE**

Cet article vise à ce que le financement octroyé à Santé Québec pour ses activités ne soit pas considéré comme une contribution destinée à un établissement et pouvant être géré par la fondation d'un tel établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE V

#### PLAN STRATÉGIQUE, COMPTES ET RAPPORTS

##### ARTICLE 99

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**99.** Le plan stratégique de Santé Québec est établi dans la forme et selon la teneur et la périodicité déterminées par le gouvernement. Il doit notamment indiquer :

- 1° le contexte dans lequel évolue Santé Québec et les principaux enjeux auxquels elle fait face;
- 2° les objectifs et les orientations stratégiques de Santé Québec;
- 3° les résultats visés au terme de la période couverte par le plan;
- 4° les indicateurs de performance utilisés pour mesurer l'atteinte des résultats;
- 5° tout autre élément déterminé par le ministre.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que la forme, la teneur et la périodicité du plan stratégique de Santé Québec sont déterminées par le gouvernement. Il détermine également des éléments que ce plan doit indiquer notamment ses objectifs et ses orientations stratégiques et les indicateurs de performance utilisés pour mesurer l'atteinte des résultats.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 100

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**100.** L'exercice de Santé Québec se termine le 31 mars de chaque année.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article établit que l'exercice de Santé Québec se termine le 31 mars de chaque année.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 101

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**101.** Santé Québec doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, produire au ministre ses états financiers ainsi qu'un rapport annuel de gestion pour l'exercice précédent.

Le rapport annuel de gestion doit, en outre des renseignements nécessaires en vertu de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État, présenter :

- 1° les effectifs de Santé Québec;
- 2° la rémunération moyenne y compris la rémunération variable et les autres avantages versés à ses salariés de même que l'écart type;
- 3° un sommaire du rapport présenté au conseil d'administration de Santé Québec par le comité national de vigilance et de la qualité.

Le rapport annuel de gestion doit, de plus, faire état du suivi des indicateurs visés au paragraphe 4° de l'article 99.

Les états financiers et le rapport annuel de gestion doivent également contenir tout renseignement exigé par le ministre.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour Santé Québec de produire au ministre des états financiers ainsi qu'un rapport annuel de gestion, et ce, au plus tard le 30 juin de chaque année.

Il précise ensuite le contenu devant être intégré au rapport annuel de gestion, en outre de ce que la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État* prévoit. Ainsi, il indique que ce rapport doit notamment présenter les effectifs de Santé Québec et un sommaire du rapport présenté par le comité national de vigilance et de la qualité.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 102

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**102.** Santé Québec transmet au ministre, dans la forme qu'il détermine, un rapport financier mensuel et un rapport prévisionnel des dépenses mensuel relatifs au fonctionnement de Santé Québec, au plus tard le 30<sup>e</sup> jour suivant la fin du mois visé. Elle lui transmet une version préliminaire du rapport financier mensuel au plus tard le 10<sup>e</sup> jour ouvrable suivant la fin du mois visé.

Le ministre fournit, dans les mêmes délais, une reproduction de chacune de ces versions au ministre des Finances et au président du Conseil du trésor.

Les rapports visés au premier alinéa doivent contenir tout renseignement requis par le ministre.

Santé Québec transmet de plus au ministre tout autre rapport sur les sujets visés au premier alinéa dans la forme et selon la teneur et la périodicité qu'il détermine.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que Santé Québec transmet au ministre mensuellement un rapport financier et un rapport prévisionnel des dépenses et que des reproductions de ces rapports sont transmises au ministre des Finances et au président du Conseil du trésor.

Enfin, il ajoute que Santé Québec transmet au ministre tout autre rapport relatif à son fonctionnement lorsque celui-ci l'exige.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 103

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**103.** Santé Québec doit communiquer au ministre tout renseignement qu'il exige sur ses activités, dans la forme et selon la périodicité qu'il détermine.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article vise à ce que le ministre ait toute information pertinente sur les activités de Santé Québec. Ainsi, il prévoit que Santé Québec communique au ministre tout renseignement que celui-ci exige sur ses activités.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 104

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**104.** Le ministre dépose les états financiers et le rapport annuel de gestion de Santé Québec visés à l'article 101 à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de leur réception ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le dépôt par le ministre des états financiers et du rapport annuel de gestion de Santé Québec à l'Assemblée nationale. Il précise que ce dépôt s'effectue dans les 30 jours suivant la réception des états financiers et du rapport annuel de gestion.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 105

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**105.** Les livres et les comptes de Santé Québec sont vérifiés chaque année conjointement par le vérificateur général et par un auditeur externe nommé par le gouvernement. La rémunération de cet auditeur externe est payée sur les revenus de Santé Québec. Le rapport conjoint du vérificateur général et de l'auditeur externe doit être joint au rapport annuel de gestion de Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le vérificateur général et un auditeur externe procède annuellement à la vérification des livres et des comptes de Santé Québec. Il précise la rémunération de cet auditeur externe. Enfin, il indique que le rapport conjoint du vérificateur général et de l'auditeur est joint au rapport annuel de gestion de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### PARTIE III

ÉTABLISSEMENTS, PRESTATION DES SERVICES DE SANTÉ ET DES  
SERVICES SOCIAUX ET AFFAIRES UNIVERSITAIRES

### TITRE I

ORGANISATION ET GOUVERNANCE DES ÉTABLISSEMENTS

### CHAPITRE I

ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ QUÉBEC

### SECTION I

CONSEIL D'ÉTABLISSEMENT ET COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL  
D'ÉTABLISSEMENT

§ 1. — *Institution, composition et fonctionnement du conseil d'établissement*

#### ARTICLE 106

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**106.** Est institué, dans chaque établissement de Santé Québec, un conseil d'établissement.

#### COMMENTAIRE

Cet article prévoit l'institution d'un conseil d'établissement dans chaque établissement de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 107

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**107.** Le conseil d'établissement est composé du président-directeur général et des personnes suivantes, nommées pour un mandat de quatre ans par le conseil d'administration de Santé Québec :

- 1° cinq usagers de l'établissement;
- 2° une personne provenant de chacun des milieux suivants :
  - a) le milieu communautaire;
  - b) le milieu de l'enseignement et de la recherche;
  - c) le milieu des affaires;
  - d) le milieu municipal.

De plus, le conseil d'établissement comprend le président de la fondation de l'établissement ou, s'il existe plus d'une fondation, la personne désignée en vertu de l'article 109 ou, en l'absence d'une fondation, un usager additionnel.

### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine la composition du conseil d'établissement, soit 11 membres. Le président-directeur général de l'établissement en fait partie, ainsi que le président de la fondation de l'établissement et les autres membres sont nommés par Santé Québec pour un mandat de 4 ans. Il précise qu'en cas d'absence de fondation, le conseil comprend alors un usager additionnel.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 108

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**108.** Lorsque le conseil d'administration de Santé Québec procède à la nomination d'un membre du conseil d'établissement, il doit tenir compte de la composition socioculturelle, ethnoculturelle, linguistique ou démographique de l'ensemble des usagers que cet établissement dessert. Il doit également s'assurer de la représentativité de la population des différentes parties du territoire desservi par cet établissement.

Plus particulièrement, avant de nommer une personne en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 107, le conseil d'administration de Santé Québec doit consulter les organismes qu'il considère représentatifs du milieu concerné.

### **COMMENTAIRE**

Cet article précise les facteurs devant être pris en compte par le conseil d'administration lorsqu'il procède à la nomination d'un membre d'un conseil d'établissement notamment la composition ethnoculturelle ou démographique de la population desservie et la représentativité du territoire.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, que les organismes représentatifs des milieux concernés doivent être consultés relativement à la nomination des membres provenant du milieu communautaire, de l'enseignement et de la recherche, des affaires et municipal.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 109

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**109.** Lorsqu'il existe plus d'une fondation pour un établissement de Santé Québec ou si le conseil d'administration de Santé Québec exerce ses fonctions à l'égard d'un ou de plusieurs établissements regroupés pour lesquels il existe une ou plusieurs fondations, l'ensemble des fondations concernées désigne l'un des présidents de celles-ci pour agir comme membre du conseil d'établissement. Son mandat est d'une durée maximale de quatre ans.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit comment est désigné le membre du conseil d'établissement provenant de la fondation de celui-ci lorsqu'il existe plus d'une fondation. Il précise qu'alors les fondations concernées désigne l'un de leurs présidents pour agir comme membre du conseil.

Enfin, il ajoute que dans cette situation, le président ainsi désigné a un mandat d'une durée ne pouvant excéder 4 ans.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 110

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**110.** Ne peuvent être membres du conseil d'établissement les personnes suivantes :

1° la personne inhabile à être administrateur en vertu des dispositions du Code civil;

2° la personne qui ne réside pas au Québec;

3° la personne qui, au cours des cinq dernières années, a fait l'objet d'une déclaration de culpabilité pour un crime punissable d'au moins trois ans d'emprisonnement, à moins d'en avoir obtenu le pardon;

4° la personne qui, au cours des trois dernières années, selon le cas :

a) a été déchue de ses fonctions comme membre du conseil d'administration d'un établissement privé;

b) a fait l'objet d'une déclaration de culpabilité pour une infraction à la présente loi ou à ses règlements, à moins d'en avoir obtenu le pardon.

### **COMMENTAIRE**

Cet article établit que certaines personnes ne peuvent être membres d'un conseil d'établissement dont une personne qui ne réside pas Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 111

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**111.** À l'expiration de leur mandat, les membres du conseil d'établissement demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article vise à s'assurer la présence constante de membres du conseil d'établissement en fonction en prévoyant que ceux-ci demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 112

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**112.** Conformément aux paramètres définis par le ministre, Santé Québec rémunère les membres de chaque conseil d'établissement, autres que le président-directeur général, dans la mesure et aux conditions qu'elle détermine.

Les membres d'un conseil ont par ailleurs droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, dans la mesure et aux conditions que Santé Québec détermine.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que les membres d'un conseil d'établissement sont rémunérés par Santé Québec, et ce, conformément aux paramètres définis par le ministre.

Il ajoute que les membres ont également droit au remboursement de leurs dépenses à certaines conditions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 113

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**113.** Un membre d'un conseil d'établissement ne peut, à moins qu'il n'y soit dûment autorisé, divulguer ni communiquer à quiconque des renseignements confidentiels dont il a pris connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. Il ne peut utiliser, à son profit ou au profit d'un tiers, les renseignements ainsi obtenus.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que les renseignements confidentiels dont a pris connaissance un membre d'un conseil d'établissement ne peuvent être divulgués par ce dernier sauf s'il y a été autorisé. Il ajoute qu'il ne peut utiliser de tels renseignements à son profit ou pour le profit d'un tiers.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 114

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**114.** Les membres du conseil d'établissement désignent parmi eux un président et un vice-président; leur mandat à ce titre est d'au plus quatre ans et peut être renouvelé.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un président et un vice-président doivent être désignés par et parmi les membres du conseil d'établissement. Il précise que ceux-ci ont alors un mandat d'au plus 4 ans qui n'est pas renouvelable.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 115

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**115.** Le président du conseil d'établissement en préside les séances, voit à son bon fonctionnement et exerce toute autre fonction que lui confie le conseil.

Le vice-président remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les fonctions du président et du vice-président du conseil d'établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 116

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**116.** Le règlement intérieur de l'établissement de Santé Québec prévoit les règles de fonctionnement du conseil d'établissement.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article indique que les règles de fonctionnement du conseil d'établissement sont prévues dans le règlement intérieur de l'établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

§ 2. — *Fonctions du conseil d'établissement*

### ARTICLE 117

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**117.** Le conseil d'établissement, outre les fonctions que lui confère la présente loi, donne son avis au président-directeur général sur les sujets suivants :

1° la prestation des services au sein de l'établissement notamment en ce qui concerne :

a) l'expérience vécue par les usagers à l'égard des services de santé et des services sociaux offerts par l'établissement;

b) la gestion des plaintes;

c) les besoins sociosanitaires et les particularités des communautés composant la population desservie par l'établissement;

2° les recommandations formulées par le comité consultatif visé à l'article 125;

3° tout autre sujet que lui soumet le président-directeur général.

Le conseil peut requérir du président-directeur général qu'il donne suite à un avis rendu sur un sujet visé au paragraphe 1° ou 2° du premier alinéa. Le président-directeur général doit communiquer au conseil les motifs de tout refus de donner suite à un tel avis.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit le rôle principal du conseil d'établissement soit de donner son avis au président-directeur général sur différents sujets dont l'expérience vécue par les usagers à l'égard des services de santé et des services sociaux, la gestion des plaintes et les particularités de la population desservie par l'établissement.

Enfin, il précise que lorsque le conseil requiert du président-directeur général qu'il donne suite à un avis qu'il a rendu et que le président-directeur général refuse de le faire, il doit alors communiquer au conseil les motifs de ce refus.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 118

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**118.** Le conseil d'établissement maintient des relations avec les communautés composant la population desservie par l'établissement. Au besoin, il procède à des consultations, sollicite des opinions et reçoit et entend les requêtes et les suggestions de personnes, d'organismes ou d'associations. Il peut aussi créer des sous-comités.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce que le conseil d'établissement a également pour rôle d'assurer un lien avec les communautés qui composent la population desservie par l'établissement. Il précise que, pour ce faire, il procède à des consultations, sollicite des avis et reçoit des suggestions de la population, d'organismes ou d'associations.

Enfin, il ajoute que le conseil d'établissement peut créer des sous-comités.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 119

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**119.** Le conseil d'établissement doit voir à l'évaluation annuelle de l'expérience vécue par les usagers à l'égard des services de santé et des services sociaux offerts par l'établissement de même que des besoins sociosanitaires des communautés composant la population desservie par l'établissement.

Un établissement peut utiliser le nom, l'adresse et le numéro de téléphone contenus au dossier d'un usager pour la réalisation de sondages ayant pour objet de connaître les attentes des usagers et leur satisfaction à l'égard de la qualité des services offerts par l'établissement.

Un usager peut, en tout temps, demander à l'établissement que les renseignements le concernant ne soient plus utilisés à une telle fin.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'une évaluation annuelle doit être effectuée par le conseil d'établissement. Il indique que cette évaluation porte sur l'expérience vécue par les usagers à l'égard des services de santé et des services sociaux et sur les besoins des communautés qui composent la population desservie par l'établissement.

Également, il précise, à son deuxième alinéa, que pour réaliser une telle évaluation, le conseil d'établissement peut utiliser divers renseignements personnels.

Enfin, il ajoute, à son troisième alinéa, qu'un usager a le droit de demander à l'établissement que ce dernier cesse d'utiliser les renseignements qui le concernent aux fins d'une telle évaluation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### § 3. — *Comités formés par le conseil d'établissement*

#### I. — *Comité de vigilance et de la qualité*

#### **ARTICLE 120**

☐ **Adopté** ☐ **Suspendu** ☐ **Amendé**

**120.** Le conseil d'établissement doit créer un comité de vigilance et de la qualité.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la création d'un comité de vigilance et de la qualité par le conseil d'établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 121

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**121.** Le comité de vigilance et de la qualité est responsable principalement d'assurer, auprès du conseil d'établissement, le suivi des recommandations suivantes :

1° les recommandations du commissaire aux plaintes et à la qualité des services relativement :

a) aux plaintes qui ont été formulées ou aux interventions qui ont été effectuées conformément aux dispositions de la présente loi;

b) aux signalements effectués dans le cadre de la politique de lutte contre la maltraitance adoptée en vertu de la Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité (chapitre L-6.3);

2° les recommandations du Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux relativement :

a) aux plaintes qui ont été formulées conformément aux dispositions de la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux (chapitre P-31.1);

b) aux interventions qui ont été effectuées conformément aux dispositions de cette loi.

Ce comité est également responsable de coordonner l'ensemble des activités des autres instances mises en place au sein de l'établissement pour exercer des responsabilités relatives à l'accessibilité aux services, à la pertinence, à la qualité, à la sécurité ou à l'efficacité des services rendus, au respect des droits des usagers ou au traitement de leurs plaintes et d'assurer le suivi des recommandations de ces instances.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les responsabilités du comité de vigilance et de la qualité. Il énonce que ce conseil est responsable envers le conseil d'établissement du suivi des recommandations du commissaire aux plaintes et à la qualité des services et celles du Protecteur des usagers.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 122

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**122.** Le comité de vigilance et de la qualité se compose de cinq personnes, dont le président-directeur général et le commissaire aux plaintes et à la qualité des services.

Les trois autres personnes sont choisies par le conseil d'établissement parmi ses membres qui ne travaillent pas pour Santé Québec ou qui n'exercent pas leur profession au sein d'un établissement de Santé Québec. L'une de ces personnes est une personne nommée en application du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 107.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la composition du comité de vigilance et de la qualité, soit 5 personnes. Il indique que le président-directeur général de l'établissement et le commissaire aux plaintes et à la qualité des services en font partie.

Il ajoute les critères devant être suivis par le conseil d'établissement dans le choix des trois autres personnes notamment il indique que l'une de ces personnes doit être l'un des usagers nommés sur le conseil d'établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 123

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**123.** Le comité de vigilance et de la qualité veille à ce que le conseil d'établissement s'acquitte de façon efficace des fonctions qui lui sont confiées par le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 117 et de toute autre fonction qu'il exerce, le cas échéant, relativement à la qualité des services.

À cette fin, le comité de vigilance et de la qualité doit notamment :

1° analyser les rapports et les recommandations transmis au conseil d'établissement et portant sur l'accessibilité aux services, sur la pertinence, la qualité, la sécurité ou l'efficacité des services rendus, le respect des droits des usagers ou le traitement de leurs plaintes;

2° établir les liens systémiques entre ces rapports et ces recommandations et en tirer les conclusions nécessaires afin de pouvoir formuler les recommandations prévues au paragraphe 3°;

3° faire des recommandations au conseil d'établissement sur les suites qui devraient être données à ces rapports ou à ces recommandations dans l'objectif d'améliorer l'accessibilité aux services et la qualité des services aux usagers;

4° assurer le suivi auprès du conseil d'établissement de l'application, par ce dernier, des recommandations qu'il a fait en application du paragraphe 3°;

5° favoriser la collaboration et la concertation des intervenants concernés par le paragraphe 1°;

6° exercer toute autre fonction que le conseil d'établissement juge utile au respect du mandat confié en vertu du premier alinéa.

### **COMMENTAIRE**

Cet article indique que le conseil d'établissement veille à ce que le conseil d'établissement s'acquitte de façon efficace de ses responsabilités en matière de qualité des services.

À cette fin, il précise certaines actions que doit poser le comité de vigilance et de la qualité notamment effectuer l'analyse des rapports transmis au conseil d'établissement et portant sur l'accessibilité aux services et la qualité des services rendus.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 124

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**124.** Le comité de vigilance et de la qualité fait rapport des suites données à ses recommandations et de ses activités au comité national de vigilance et de la qualité, selon la périodicité que celui-ci détermine.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un comité de vigilance et de la qualité doit faire rapport au comité national de vigilance et de la qualité.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

II. — *Comité consultatif*

### ARTICLE 125

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**125.** Le conseil d'un établissement territorial doit, à la demande d'un ou de plusieurs groupes formés d'employés ou de professionnels œuvrant au sein d'une installation de l'établissement ou de personnes appartenant à un milieu qu'il dessert, constituer un seul comité consultatif par ensemble d'installations.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit la création d'un comité consultatif lorsqu'une telle demande est formulée par certaines personnes au conseil d'un établissement territorial.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 126

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**126.** Le comité consultatif est chargé de faire des recommandations au conseil d'établissement sur les moyens à mettre en place pour préserver le caractère culturel, historique, linguistique ou local de l'établissement relativement aux installations désignées dans la demande formulée en vertu de l'article 125 et d'établir, le cas échéant, les liens nécessaires avec les fondations des établissements ainsi qu'avec les responsables des activités de recherche.

Le comité doit établir ses règles de fonctionnement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le rôle du comité consultatif soit de faire des recommandations sur les moyens à prendre pour préserver le caractère culturel, historique, linguistique ou local de l'établissement relativement à certaines de ses installations. De plus, il précise que ce comité fait également les liens nécessaires avec la fondation de l'établissement.

Enfin, il indique que le comité établit lui-même ses règles de fonctionnement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 127

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**127.** Le comité consultatif est composé de sept membres qui ont les qualités requises pour en exécuter le mandat et qui sont nommés par le conseil d'établissement. À cette fin, ce conseil doit inviter les groupes intéressés à lui fournir des listes de noms parmi lesquels il choisit les membres du comité.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la composition du comité consultatif, soit 7 membres. Il indique également que ces membres sont nommés par le conseil d'établissement qui invite les groupes intéressés à lui fournir des propositions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

III. — *Autres comités*

### ARTICLE 128

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**128.** Outre le comité de vigilance et de la qualité et le comité consultatif, le conseil d'établissement peut former tout autre comité pour le conseiller dans l'exercice de ses fonctions. Il détermine sa composition, ses fonctions, ses devoirs et ses pouvoirs, les modalités d'administration de ses affaires ainsi que les règles de sa régie interne.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le conseil d'établissement de former tout autre comité pour le conseiller dans l'exercice de ses fonctions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION II

#### PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL ET PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

§ 1. — *Président-directeur général*

#### ARTICLE 129

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**129.** Le conseil d'administration de Santé Québec nomme le président-directeur général d'un établissement de Santé Québec.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que la nomination du président-directeur général d'un établissement s'effectue par le conseil d'administration de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 130

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**130.** Sous l'autorité immédiate du président et chef de la direction, le président-directeur général nommé en vertu de l'article 129 est le plus haut dirigeant de l'établissement. Il est responsable de l'administration et du fonctionnement de cet établissement dans le cadre du règlement intérieur de Santé Québec. Il doit notamment veiller à ce que les obligations qui incombent à l'établissement en vertu de la présente loi soient exécutées entièrement, correctement et sans retard.

Le président-directeur général exerce ses fonctions à temps plein, veille à l'exécution des décisions du conseil d'administration de Santé Québec et s'assure que lui est transmise toute information qu'il requiert ou qui lui est nécessaire pour exercer ses responsabilités.

Il doit en outre s'assurer de la coordination et de la surveillance de l'activité clinique au sein de l'établissement.

Les dispositions de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État qui concernent le président-directeur général d'une société d'État ne s'appliquent pas au président-directeur général de l'établissement.

### COMMENTAIRE

Cet article précise que le président-directeur général est le plus haut dirigeant d'un établissement et qu'il agit sous l'autorité immédiate du président et chef de la direction. Il prévoit également le rôle du président-directeur général soit notamment d'être le responsable de l'administration et du fonctionnement de l'établissement, de veiller à l'exécution des décisions du conseil d'administration et de s'assurer de la coordination et de la surveillance de l'activité clinique.

Il ajoute qu'il exerce ses fonctions à temps plein.

Enfin, il précise que les dispositions de la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État* concernant le président-directeur général d'une société ne sont pas applicables à un président-directeur général d'un établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 131

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**131.** Le président-directeur général détermine l'organisation administrative, professionnelle et scientifique de l'établissement de Santé Québec dans la mesure nécessaire pour compléter les dispositions de la présente loi et du règlement intérieur de Santé Québec; à cette fin, il peut prévoir des structures administratives, des directions, des services ainsi que des programmes cliniques.

Les dispositions prises par le président-directeur général concernant l'organisation administrative, professionnelle et scientifique de l'établissement de Santé Québec conformément au premier alinéa sont soumises au président et chef de la direction qui peut les approuver avec ou sans modification.

Sous réserve du règlement intérieur de Santé Québec, le président-directeur général nomme les membres du personnel de Santé Québec relevant de son autorité.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que l'organisation administrative, professionnelle et scientifique de l'établissement est effectuée par le président-directeur général, il peut notamment prévoir des directions et des programmes cliniques.

Il précise, à son deuxième alinéa, que le président-directeur général soumet au président et chef de la direction, pour approbation, les dispositions qu'il prend relatives à l'organisation administrative, professionnelle et scientifique de l'établissement.

Enfin, cet article ajoute que la nomination des membres du personnel de Santé Québec s'effectue par le président-directeur général lorsqu'il s'agit du personnel qui relève de son autorité.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 132

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**132.** Lorsqu'il détermine l'organisation administrative, professionnelle et scientifique de l'établissement, le président-directeur général doit favoriser la gestion de proximité.

À cette fin, il doit notamment s'assurer de la désignation, pour chaque installation maintenue par l'établissement, d'au moins une personne responsable de veiller à la bonne marche des activités de l'établissement et à la détection en temps utile des situations anormales. Cette personne doit disposer de l'autorité nécessaire pour remédier avec diligence à une telle situation ou d'un libre accès à la personne disposant d'une telle autorité.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article vise à favoriser une gestion de proximité en indiquant que le président-directeur général doit favoriser ce type de gestion dans la détermination de l'organisation de l'établissement

Il ajoute qu'une personne responsable doit être désignée pour chaque installation maintenue par l'établissement. Il précise que le rôle de cette personne est de veiller à la bonne marche des activités de l'établissement et de veiller à ce que les situations anormales soient identifiées.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 133

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**133.** Le président-directeur général prend le règlement intérieur de l'établissement. Ce règlement entre en vigueur après avoir été approuvé, avec ou sans modification, par le président et chef de la direction de Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le règlement intérieur de l'établissement est pris par le président-directeur général et qu'il doit être approuvé par le président et chef de la direction pour entrer en vigueur.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 134

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**134.** Santé Québec veille à assurer une relève aux présidents-directeurs généraux.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour Santé Québec de veiller à assurer une relève aux présidents-directeurs généraux.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

§ 2. — *Président-directeur général adjoint*

### ARTICLE 135

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**135.** Le président-directeur général peut être assisté du nombre de présidents-directeurs généraux adjoints que détermine le conseil d'administration de Santé Québec. Ils sont nommés par ce conseil.

Un président-directeur général adjoint exerce les fonctions et les pouvoirs du président-directeur général si celui-ci est absent ou empêché d'agir. En cas de vacance au poste de président-directeur général, un président-directeur général adjoint assure l'intérim jusqu'à la nomination du nouveau président-directeur général.

Si plusieurs présidents-directeurs généraux adjoints ont été nommés, le conseil d'administration de Santé Québec désigne celui qui assume les fonctions prévues au deuxième alinéa.

La personne qui occupe le poste de président-directeur général adjoint doit exercer des fonctions à temps plein au sein de l'établissement.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit que des présidents-directeurs généraux adjoints peuvent être nommés par le conseil d'administration.

Il ajoute que lorsqu'un président-directeur général est absent ou empêché d'agir ou lorsqu'il y a vacance à ce poste, ses fonctions et ses pouvoirs sont assumés par un président-directeur général adjoint.

Enfin, il précise qu'un président-directeur adjoint exerce ses fonctions à temps plein.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

§ 3. — *Dispositions communes*

### ARTICLE 136

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**136.** Le président-directeur général et toute personne qui exerce des responsabilités de direction sous son autorité immédiate doivent s'occuper exclusivement du travail de l'établissement et des devoirs de leurs fonctions.

Ils peuvent toutefois, avec le consentement du président et chef de la direction, exercer d'autres activités professionnelles, qu'elles soient ou non rémunérées. Ils peuvent aussi exercer tout mandat que le président et chef de la direction leur confie.

En cas de contravention au présent article, des sanctions pouvant aller jusqu'au congédiement peuvent être appliquées au contrevenant.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que certaines personnes sont assujetties à une exclusivité de fonctions, sauf si le président et chef de direction autorise l'exercice de d'autres activités professionnelles.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 137

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**137.** Santé Québec s'assure d'offrir un programme de formation continue aux présidents-directeurs généraux et, le cas échéant, aux présidents-directeurs généraux adjoints.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un programme de formation continue destinée aux présidents-directeurs généraux et aux présidents-directeurs généraux adjoints doit être offert par Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION III

#### COMITÉ DE GESTION DES RISQUES, COMITÉ DES USAGERS ET COMITÉ DES RÉSIDENTS

§ 1. — *Comité de gestion des risques*

#### ARTICLE 138

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**138.** Un comité de gestion des risques est institué pour chaque établissement de Santé Québec. Le président-directeur général de l'établissement en nomme les membres.

Le règlement intérieur de Santé Québec prévoit le nombre de membres et les règles de fonctionnement du comité.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la création d'un comité de gestion des risques pour chaque établissement. Il ajoute que la nomination des membres de ce comité est effectuée par Santé Québec.

En outre, il précise que le nombre de membres et les règles de fonctionnement du comité sont établies dans le règlement intérieur de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 139

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**139.** La composition du comité de gestion des risques doit assurer une représentativité équilibrée des catégories de personnes suivantes :

1° le personnel de Santé Québec affecté à la réalisation de tâches au sein de l'établissement de cette dernière;

2° les usagers;

3° les personnes qui exercent leur profession au sein de l'établissement de Santé Québec;

4° s'il y a lieu, les personnes qui, en vertu d'un contrat de service, fournissent au sein de l'établissement et pour le compte de Santé Québec des services aux usagers.

Le président-directeur général ou la personne qu'il désigne est membre d'office de ce comité.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'une représentativité équilibrée de certaines catégories de personnes doit être assurée dans la composition du comité de gestion des risques.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 140

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**140.** Le comité de gestion des risques a notamment pour fonctions de rechercher, de développer et de promouvoir des moyens visant à :

1° identifier et analyser les risques d'incident ou d'accident en vue d'assurer la sécurité des usagers et, plus particulièrement dans le cas des infections nosocomiales, en prévenir l'apparition et en contrôler la récurrence;

2° s'assurer qu'un soutien est apporté à la victime et à ses proches;

3° assurer la mise en place d'un système de surveillance incluant la constitution d'un registre local des incidents et des accidents aux fins d'analyse de leurs causes et recommander au conseil d'établissement la prise de mesures visant à en prévenir la récurrence et, s'il y a lieu, la prise de mesures de contrôle.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les fonctions du comité de gestion des risques notamment de développer des moyens visant à identifier les risques d'incidents et d'accidents, d'assurer qu'un soutien est apporté à la victime et de créer un registre des incidents et des accidents.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 141

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**141.** Les réponses d'une personne, dans le cadre des activités de gestion des risques, et notamment tout renseignement ou document fourni de bonne foi par elle en réponse à une demande d'un gestionnaire de risques ou d'un comité de gestion des risques, ne peuvent être utilisées ni ne sont recevables à titre de preuve contre cette personne ou contre toute autre personne devant une instance judiciaire ou une personne ou un organisme exerçant des fonctions juridictionnelles.

Malgré toute disposition contraire, un gestionnaire de risques ou un membre d'un comité de gestion des risques ne peut être contraint devant une instance judiciaire ou une personne ou un organisme exerçant des fonctions juridictionnelles de témoigner sur un renseignement confidentiel obtenu dans l'exercice de ses fonctions, ni de produire un document contenant un tel renseignement, si ce n'est aux fins du contrôle de sa confidentialité.

Aucun élément de contenu du dossier de gestion des risques, y compris les conclusions motivées et, le cas échéant, les recommandations qui les accompagnent, ne peut constituer une déclaration, une reconnaissance ou un aveu extrajudiciaire d'une faute professionnelle, administrative ou autre de nature à engager la responsabilité civile d'une partie devant une instance judiciaire.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit diverses mesures favorisant la découverte de la vérité dans le cadre des activités de gestion des risques notamment en prévoyant que les réponses d'une personne ne peuvent être utilisées ni être recevables à titre de preuve contre une personne devant une instance judiciaire ou une personne ou un organisme exerçant des fonctions juridictionnelles.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 142

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**142.** Malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), les dossiers et les procès-verbaux du comité de gestion des risques sont confidentiels.

Nul ne peut prendre connaissance des procès-verbaux du comité de gestion des risques, sauf les membres de ce comité, les personnes responsables d'évaluer l'application du programme national sur la qualité des services visé à l'article 65 ou les représentants d'un ordre professionnel dans l'exercice de leurs fonctions prévues par la loi.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la confidentialité des dossiers et des procès-verbaux du comité de gestion des risques.

Il prévoit une exception à cette règle. Ainsi, il précise que les personnes responsables d'évaluer l'application du programme national sur la qualité des services ainsi que les représentants d'un ordre professionnel peuvent prendre connaissance des procès-verbaux du comité de gestion des risques.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

§ 2. — *Comité des usagers et comités des résidents*

### ARTICLE 143

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**143.** Un comité des usagers est institué pour chaque établissement de Santé Québec.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'institution d'un comité des usagers pour chaque établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 144

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**144.** Lorsqu'un établissement de Santé Québec offre des services à des usagers qui sont hébergés dans ses installations, un comité des résidents est institué dans chacune des installations où ces usagers sont hébergés.

Toutefois, dans le cas d'une installation pouvant héberger moins de 10 usagers ou dont la durée prévue de l'hébergement de la majorité des usagers est de moins de six mois, le président-directeur général peut, après avoir consulté le comité des usagers de l'établissement, selon le cas :

1° confier l'exercice de ses fonctions au comité des usagers, sans que soit institué dans cette installation un comité des résidents;

2° former un comité des résidents commun à plusieurs installations que regroupe le président-directeur général.

Le président-directeur général doit, annuellement, évaluer l'efficacité de la mesure choisie en application du deuxième alinéa et, au besoin, la modifier conformément au présent article.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'institution de comité des résidents dans chacune des installations d'un établissement dans lesquelles sont hébergées des usagers.

Il prévoit également la possibilité de ne pas instituer un tel comité lorsque l'installation peut héberger moins de 10 usagers ou lorsque la durée prévue de l'hébergement est de moins de 6 mois.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 145

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**145.** Sous réserve de l'article 146, le règlement intérieur de Santé Québec détermine la composition des comités des usagers et des comités des résidents. Il peut prévoir la formation, au sein de ces comités, de sous-comités.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que la composition des comités des usagers et des comités des résidents est établie par le règlement intérieur de Santé Québec. Il ajoute que ce règlement peut également prévoir la formation de sous-comités.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 146

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**146.** Le comité des usagers d'un établissement se compose d'au moins cinq membres élus par tous les usagers de l'établissement et d'un représentant désigné par et parmi chacun des comités des résidents.

Tout comité des résidents se compose d'au moins trois membres élus par les résidents.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un comité des usagers est minimalement composé de 5 membres qui sont élus par les usagers et d'un représentant désigné par et parmi chacun des comités de résidents.

Il prévoit, à son deuxième alinéa, qu'un comité de résidents est minimalement composé de 3 membres élus.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 147

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**147.** La majorité des membres d'un comité des usagers doit être formée d'usagers; celle d'un comité des résidents, de résidents.

Lorsqu'il est impossible de former une telle majorité, les usagers ou les résidents peuvent élire toute autre personne de leur choix pourvu que cette personne ne travaille pas pour Santé Québec ou n'exerce pas sa profession au sein de l'établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article vise à assurer une présence significative d'usagers et de résidents en tant que membres de leurs comités respectifs. Pour ce faire, il prévoit que la majorité des membres d'un comité des usagers doit être formée d'usagers et celle d'un comité des résidents, de résidents. Il prévoit des adaptations à cette règle lorsqu'il est impossible de former une telle majorité.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 148

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**148.** Le mandat des membres du comité des usagers et des membres de tout comité des résidents ne peut excéder trois ans.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la durée du mandat des membres des comités des usagers et des comités des résidents, soit 3 ans.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 149

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**149.** Un comité des usagers ou un comité des résidents exerce les fonctions suivantes :

1° à l'égard des usagers ou, selon le cas, des résidents :

- a) les renseigner sur leurs droits et leurs obligations;
- b) promouvoir l'amélioration de la qualité de leurs conditions de vie et participer à l'évaluation de leur degré de satisfaction à l'égard des services obtenus de l'établissement;

c) défendre leurs droits et leurs intérêts collectifs;

2° à la demande d'une personne, défendre ses droits et ses intérêts en tant qu'usager ou résident auprès de toute autorité compétente.

Le comité des usagers exerce de plus les fonctions suivantes :

1° accompagner et assister, sur demande, un usager dans toute démarche qu'il entreprend, y compris lorsqu'il désire formuler une plainte conformément aux dispositions de la partie VII de la présente loi ou en vertu de la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux;

2° s'assurer, le cas échéant, du bon fonctionnement de chacun des comités des résidents et veiller à ce qu'ils disposent des ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions;

3° évaluer, le cas échéant, l'efficacité de la mesure mise en place en application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 144.

Ces comités établissent, en outre, leurs règles de fonctionnement.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit les fonctions des comités des usagers et des comités des résidents, soient notamment d'informer les usagers ou les résidents, selon le cas, de leurs droits et de leurs obligations et de promouvoir l'amélioration de leurs conditions de vie.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, des fonctions spécifiques aux comités des usagers, soient notamment d'accompagner et d'assister un usager lorsqu'il désire formuler une plainte.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 150

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**150.** Le comité des usagers d'un établissement soumet chaque année un rapport d'activités au comité national des usagers. Tout comité des résidents soumet un tel rapport au comité des usagers duquel il relève.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation, pour un comité des usagers, de transmettre un rapport d'activités au comité national des usagers. Il ajoute qu'un comité des résidents doit transmettre également un rapport de ses activités au comité des usagers duquel il relève.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 151

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**151.** Le président-directeur général doit favoriser le bon fonctionnement du comité des usagers et de tout comité des résidents. Il doit voir à ce que chaque usager soit informé par écrit de l'existence de ces comités.

Lorsque l'établissement reçoit des sommes destinées à l'un de ces comités, le président-directeur général doit les mettre sans délai à la disposition de ce comité. Il doit également permettre l'utilisation d'un local pour les activités de ces comités et donner la possibilité aux membres de conserver les dossiers du comité de manière à leur permettre d'en assurer la confidentialité.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce l'obligation du président-directeur général de l'établissement de favoriser le bon fonctionnement du comité des usagers et des comités de résidents. De plus, il précise que le président-directeur général doit s'assurer que les usagers sont informés de l'existence de tels comités.

Afin d'assurer le bon fonctionnement de ces comités, cet article ajoute, à son deuxième alinéa, que le président-directeur général doit mettre à la disposition des comités les sommes qui leurs sont destinés, et ce, sans délai. Il prévoit également qu'un local doit être mis à la disposition des comités.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 152

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**152.** Le ministre peut déterminer des orientations et des paramètres budgétaires propres à favoriser l'harmonisation des pratiques des comités des usagers et des comités des résidents, l'utilisation optimale du financement qui leur est destiné et leur bon fonctionnement.

Santé Québec fait rapport au ministre sur la mise en œuvre de ces orientations et de ces paramètres, dans la forme et selon la teneur et la périodicité qu'il détermine.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le ministre de déterminer certaines orientations et des paramètres budgétaires, et ce, afin de favoriser notamment l'harmonisation des pratiques des comités et leur bon fonctionnement.

Il établit, à son deuxième alinéa, l'obligation qui incombe à Santé Québec de faire rapport au ministre sur la mise en œuvre de ces orientations et de ces paramètres.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION IV

#### GOUVERNANCE CLINIQUE

§ 1. — *Conseil interdisciplinaire d'évaluation des trajectoires et de l'organisation clinique*

I. — *Fonctions et composition*

#### ARTICLE 153

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**153.** Un établissement de Santé Québec comprend un conseil interdisciplinaire d'évaluation des trajectoires et de l'organisation clinique.

Le conseil exerce les fonctions suivantes :

1° contrôler et apprécier la qualité, y compris la pertinence, des trajectoires de services cliniques au sein de l'établissement et en assurer le suivi;

2° formuler au président-directeur général toute recommandation au sujet de ces trajectoires;

3° donner son avis au président-directeur général de l'établissement et lui faire des recommandations sur ce qui suit :

a) les aspects professionnels de l'organisation technique, scientifique et clinique de l'établissement;

b) la distribution des services cliniques;

c) les approches novatrices de services et leurs incidences sur la santé et le bien-être de la population;

4° assumer toute autre fonction que lui confie le président-directeur général.

#### COMMENTAIRE

Cet article prévoit la création d'un conseil interdisciplinaire d'évaluation des trajectoires et de l'organisation clinique.

Il établit les fonctions d'un tel conseil soit notamment de contrôler et apprécier la qualité des trajectoires de services clinique et de conseiller le président-directeur général.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 154

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**154.** Le conseil interdisciplinaire est composé d'un nombre égal de personnes appartenant à chacune des catégories suivantes :

- 1° les médecins qui exercent leur profession au sein de l'établissement;
- 2° les infirmières et les infirmiers qui exercent leur profession au sein de l'établissement;
- 3° les personnes, autres que celles visées aux paragraphes 1° et 2°, titulaires d'un diplôme de niveau collégial ou universitaire exerçant, pour l'établissement, des fonctions caractéristiques du secteur d'activités visé par ce diplôme et liées directement aux services de santé;
- 4° les personnes, autres que celles visées aux paragraphes 1°, 2° et 3°, titulaires d'un diplôme de niveau collégial ou universitaire exerçant, pour l'établissement, des fonctions caractéristiques du secteur d'activités visé par ce diplôme et liées directement aux services sociaux.

Le règlement intérieur de l'établissement détermine le nombre de personnes par catégorie visée au premier alinéa et prévoit les modalités selon lesquelles elles sont élues par les personnes appartenant à la même catégorie.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la composition du conseil interdisciplinaire, soit un nombre égal de personnes appartenant à plusieurs catégories de professionnels c'est-à-dire :

- des médecins;
- des infirmières;
- des personnes titulaires d'un diplôme de niveau collégial ou universitaire exerçant des fonctions liées directement aux services de santé et aux services sociaux.

Cet article précise que le nombre de personnes pour chacune de ses catégories ainsi que les modalités de leur élection sont déterminés dans le règlement intérieur de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

II. — *Régie interne, dossiers, procès-verbaux et rapport annuel*

### ARTICLE 155

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**155.** Les fonctions du conseil interdisciplinaire sont exercées par un comité exécutif formé d'au moins cinq membres désignés par le conseil, du président-directeur général de l'établissement et du directeur médical nommé en vertu de l'article 158.

Le comité exécutif dispose des pouvoirs du conseil nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Il supervise et coordonne les travaux des autres comités du conseil, le cas échéant.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit qu'un comité exécutif exerce les fonctions du conseil interdisciplinaire et que ce comité est formé d'au moins 5 membres désignés par le conseil. Il précise que le président-directeur général et le directeur médical en font également partie.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 156

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**156.** Le conseil interdisciplinaire peut adopter des règlements concernant sa régie interne, la création et le fonctionnement de comités en plus du comité exécutif ainsi que la poursuite de ses fins. Ces règlements entrent en vigueur après avoir été approuvés par le président-directeur général.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le conseil interdisciplinaire d'adopter des règlements concernant sa régie interne ainsi que le fonctionnement de ses comités.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 157

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**157.** Le conseil interdisciplinaire doit faire rapport annuellement au président-directeur général concernant l'exercice de ses fonctions et les avis qui en résultent.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation du conseil interdisciplinaire de faire rapport de ses activités au président-directeur général, et ce, annuellement.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

§ 2. — *Règles particulières aux médecins, aux dentistes, aux pharmaciens et aux sages-femmes*

I. — *Directeur médical*

### ARTICLE 158

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**158.** Le président-directeur général d'un établissement de Santé Québec nomme un directeur médical.

Un tel directeur doit être un médecin.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un directeur médical est nommé par le président-directeur général.

Il précise que le directeur médical doit être un médecin.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 159

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**159.** Sous l'autorité immédiate du président-directeur général, le directeur médical exerce les fonctions suivantes :

1° coordonner l'activité professionnelle et scientifique de l'établissement avec les autres directeurs;

2° lorsqu'un département territorial de médecine familiale ou de médecine spécialisée est rattaché à l'établissement, coordonner l'activité professionnelle extérieure à l'établissement des médecins membres de ce département avec le directeur qui le dirige;

3° prendre toutes les mesures pour faire en sorte qu'un examen, une autopsie ou une expertise exigé en vertu de la Loi sur les coroners (chapitre C-68.01) soit effectué;

4° remplir les obligations prévues au Code civil et à la Loi sur le curateur public (chapitre C-81) en matière de tutelle au majeur et de mandat de protection;

5° s'assurer de l'élaboration par les chefs de départements cliniques des modalités d'un système de garde assurant en permanence la disponibilité de médecins, de dentistes et, le cas échéant, de pharmaciens et de sages-femmes pour les besoins de l'établissement;

6° élaborer les règles selon lesquelles doivent être utilisées les ressources allouées aux départements cliniques;

7° assumer toute autre fonction prévue par la loi ou que lui confie le président-directeur général.

### **COMMENTAIRE**

Cet article précise que le directeur médical agit sous l'autorité immédiate du président-directeur général et il prévoit les fonctions d'un tel directeur, soit notamment de coordonner l'activité professionnelle et scientifique de l'établissement avec les autres directeurs de cet établissement et l'élaboration des règles d'utilisation des ressources allouées aux différents départements.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 160

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**160.** Les règles d'utilisation des ressources élaborées par le directeur médical doivent prévoir l'imposition par celui-ci de sanctions administratives pour tout manquement commis par un professionnel faisant partie d'un département. Ces sanctions peuvent avoir pour effet de limiter ou suspendre le droit du professionnel d'utiliser les ressources de l'établissement.

Ces règles entrent en vigueur après avoir été approuvées par le président-directeur général.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce que les règles d'utilisation des ressources doivent prévoir les sanctions administratives pouvant être imposées à un professionnel en cas de non-respect de ces règles.

Il précise également que les règles sont approuvées par le président-directeur général.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 161

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**161.** Les règles d'utilisation des ressources ne peuvent permettre la réservation de lits aux usagers que traite un médecin, un dentiste ou une sage-femme.

En cas de nécessité, le directeur médical ou, en son absence, le médecin désigné à cette fin par le président-directeur général peut désigner un département clinique ou un service dans lequel un lit doit être mis à la disposition d'un usager.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que la réservation de lits pour les usagers traités par certains professionnels ne peut être permise par les règles d'utilisation des ressources.

Il précise qu'un département peut être désigné afin de mettre à la disposition d'un usager un lit lorsque cela est nécessaire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 162

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**162.** Lorsqu'une sanction administrative est imposée en vertu des règles d'utilisation des ressources, le directeur médical doit faire part à l'auteur du manquement à ces règles des motifs sur lesquels il s'est fondé pour prendre sa décision. L'auteur du manquement peut, s'il est en désaccord avec cette décision, la contester, dans les 60 jours qui suivent la date à laquelle elle lui a été notifiée, devant le Tribunal administratif du Québec.

Le directeur médical doit informer le président-directeur général de la nature de la sanction imposée.

Une telle sanction ne peut être considérée comme une atteinte aux privilèges accordés au médecin ou au dentiste, selon le cas.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que lorsqu'un professionnel se voit imposer une sanction administrative pour non-respect des règles d'utilisation des ressources, il doit être informé des motifs justifiant cette décision. De plus, il est prévu que ce professionnel peut contester cette décision devant le Tribunal administratif du Québec.

Cet article précise, à son deuxième alinéa, que le président-directeur général doit être informé de la sanction.

Enfin, il ajoute, à son troisième alinéa, qu'une sanction administrative ne peut être considérée comme une atteinte aux privilèges.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 163

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**163.** Le directeur médical d'un établissement ou la personne qu'il désigne doit, avec diligence, devant la mort imminente ou récente d'un donneur potentiel d'organes ou de tissus en aviser l'un des organismes qui assurent la coordination des dons d'organes ou de tissus et qui sont désignés par le ministre conformément à l'article 2.0.11 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5).

Il vérifie auprès de l'organisme les éléments suivants et peut, à ces fins, lui transmettre tout renseignement nécessaire concernant le donneur potentiel :

1° l'admissibilité de la personne au don d'organes ou de tissus;

2° l'existence d'un consentement au prélèvement sur son corps d'organes ou de tissus après son décès dans les registres de consentements établis par l'Ordre des notaires du Québec et par la Régie de l'assurance maladie du Québec.

Lorsqu'il y a consentement au don d'organes ou de tissus, il transmet de plus à un tel organisme tout renseignement qui concerne ce donneur potentiel et qui est nécessaire à la coordination d'un tel don

Le directeur médical ou la personne qu'il désigne est informé de la mort imminente ou récente d'un donneur potentiel d'organes ou de tissus suivant la procédure établie par l'établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit des obligations du directeur médical en matière de dons d'organes ou de tissus notamment celle d'aviser un organisme qui a la coordination de tels dons et de transmettre les renseignements requis pour certaines vérifications soient effectuées.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 164

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**164.** Le président-directeur général peut nommer toute personne et l'adjoindre au directeur médical.

La personne adjointe au directeur médical exerce sous son autorité toutes ses fonctions et tous ses pouvoirs, à moins que son acte de nomination ne les restreigne ou ne les retire.

Si cette personne n'est pas un médecin, elle ne peut :

- 1° exercer les fonctions prévues au paragraphe 2° de l'article 159;
- 2° agir comme membre d'un comité du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes;
- 3° désigner un département clinique ou un service en vertu deuxième alinéa de l'article 161;
- 4° déterminer une condition en application du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 199;
- 5° formuler l'avis et les recommandations prévues au premier alinéa de l'article 202;
- 6° octroyer une autorisation en vertu de l'article 210;
- 7° juger de l'effet d'un départ en vertu du troisième alinéa de l'article 217.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit la possibilité de nommer une personne adjointe au directeur médical.

Il précise que cette personne exerce sous l'autorité d'un tel directeur toutes ses fonctions et ses pouvoirs sous réserve de limitation prévue à son acte de nomination.

Enfin, il ajoute que certaines fonctions ne peuvent être exercées par une personne ainsi adjointe au directeur que si cette personne est également médecin.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 165

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**165.** Malgré les restrictions ou les retraits prévus par son acte de nomination, le cas échéant, la personne adjointe au directeur médical, si elle est un médecin, exerce toutes les fonctions et tous les pouvoirs du directeur médical s'il est absent ou empêché d'agir. De même, en cas de vacance au poste de directeur médical, elle assure l'intérim jusqu'à la nomination du nouveau directeur médical.

Lorsque plus d'une personne adjointe au directeur médical est médecin, la personne visée au premier alinéa est le médecin désigné par le président-directeur général.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que lorsque le directeur médical est absent ou empêché d'agir ou lorsqu'il y a vacance à ce poste, une personne adjointe au directeur, qui est également médecin, exerce alors toutes les fonctions et les pouvoirs de ce directeur, et ce, malgré les limitations prévues à son acte de nomination.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

II. — *Conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes*

### ARTICLE 166

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**166.** Un établissement de Santé Québec comprend un conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes.

Ce conseil est composé de l'ensemble des médecins, des dentistes, des pharmaciens et des sages-femmes qui exercent leur profession au sein de l'établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes est formé au sein d'un établissement et la composition d'un tel conseil.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 167

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**167.** Conformément au règlement intérieur de l'établissement, le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes est responsable envers le conseil interdisciplinaire d'évaluation des trajectoires et de l'organisation clinique de donner son avis sur les sujets suivants :

1° en les considérant du point de vue des médecins, des dentistes, des pharmaciens et des sages-femmes :

a) les trajectoires de services cliniques au sein de l'établissement, notamment en ce qui concerne leur pertinence et leur efficience;

b) l'organisation technique, scientifique et clinique de l'établissement;

c) la distribution des services cliniques;

2° tout autre sujet que le conseil interdisciplinaire porte à son attention.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les responsabilités du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages femmes envers le conseil interdisciplinaire soit de donner son avis, du point de vue des professionnels formant ce conseil sur certains sujets.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 168

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**168.** Conformément au règlement intérieur de l'établissement, le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes est responsable envers le directeur médical :

1° de contrôler et d'apprécier la qualité, y compris la pertinence, des actes médicaux, dentaires, pharmaceutiques et de sages-femmes posés au sein de l'établissement;

2° d'étudier, préalablement à la prise de mesures disciplinaires, une plainte formulée à l'endroit d'un médecin, d'un dentiste ou d'une sage-femme afin de déterminer si ce professionnel a agi sans avoir les qualifications requises ou s'il a fait preuve d'incompétence scientifique ou de négligence;

3° d'approuver les règles applicables aux soins médicaux et dentaires et à l'utilisation des médicaments ainsi que les règles de soins applicables aux sages-femmes, élaborées par chaque chef de département clinique ou de service;

4° de donner son avis sur les moyens à prendre pour évaluer et maintenir la compétence des médecins, des dentistes, des pharmaciens et des sages-femmes;

5° d'assumer toute autre responsabilité que lui confie le directeur médical.

Dans l'exercice de ses responsabilités, le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes tient compte de la nécessité de rendre des services adéquats et efficaces aux usagers, de l'organisation de l'établissement et des ressources dont dispose cet établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les responsabilités du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages femmes envers le directeur médical soit notamment de contrôler et d'apprécier la qualité des actes posés par les professionnels faisant partie du conseil, d'étudier certaines plaintes formulées à l'encontre de l'un de ces professionnels et de donner son avis sur les moyens à prendre pour maintenir la compétence d'un médecin.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 169

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**169.** Dans l'exercice des responsabilités prévues aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa de l'article 168, le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes peut, avec l'autorisation du directeur médical, avoir recours à un expert externe à l'établissement. Cet expert, au même titre que le conseil, a accès au dossier d'un usager lorsque les renseignements qu'il contient sont nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

L'expert doit, avant de commencer à exercer ses fonctions, prêter le serment prévu à l'annexe I.

L'expert ne peut être poursuivi en justice en raison d'un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le conseil d'utiliser les services d'un expert externe à l'établissement dans l'exercice de certaines de ses responsabilités comme l'évaluation de la qualité d'un acte posé par l'un des professionnels faisant partie du conseil.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 170

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**170.** Le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes doit créer un comité de pharmacologie, des comités d'évaluation de l'acte et des comités de discipline.

Le comité de pharmacologie exerce les responsabilités confiées au conseil relativement aux règles applicables à l'utilisation des médicaments prévues au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 168. Les comités d'évaluation de l'acte ou les comités de discipline exercent respectivement les responsabilités confiées au conseil par les paragraphes 1° et 2° de cet alinéa.

Un comité d'évaluation de l'acte ou un comité de discipline est formé de trois membres du conseil, dont au moins un est un pair du professionnel dont le dossier est à l'étude par le comité.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour un conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages femmes de créer des comités soit un comité de pharmacologie, des comités d'évaluation de l'acte et des comités de discipline.

Ensuite, il précise, au deuxième alinéa, les fonctions exercées par ces divers comités.

Enfin, il détermine, à son troisième alinéa, certaines règles quant à la composition des comités d'évaluation de l'acte et des comités de discipline.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 171

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**171.** Les responsabilités du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes sont exercées par un comité exécutif comprenant au moins quatre médecins et un pharmacien désignés par le conseil, de même qu'au moins un dentiste et une sage-femme désignés par le conseil lorsque de tels professionnels en sont membres. Le directeur médical en est membre d'office.

Le comité exécutif dispose des pouvoirs du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes nécessaires à l'exercice de ses responsabilités. Il supervise et coordonne les travaux des autres comités du conseil.

Le directeur médical surveille le fonctionnement des comités du conseil et s'assure que ce conseil contrôle et apprécie adéquatement les actes médicaux, dentaires, pharmaceutiques et de sages-femmes dans l'établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un comité exécutif exerce les responsabilités du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes. Il prévoit également des règles quant à la composition de ce comité exécutif.

Il ajoute que le comité dispose des pouvoirs nécessaires à l'exercice de ses responsabilités.

Il précise ensuite le rôle du directeur médical. Il lui incombe notamment de surveiller le fonctionnement des comités du conseil.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 172

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**172.** Le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes peut adopter des règlements concernant sa régie interne, la création et le fonctionnement de comités en plus du comité exécutif et des comités prévus à l'article 170 et la poursuite de ses fins. Ces règlements entrent en vigueur après avoir été approuvés par le directeur médical de l'établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages femmes de prendre des règlements concernant sa régie interne et ses comités. Il précise que ces règlements doivent être approuvés par le directeur médical pour entrer en vigueur.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 173

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**173.** Malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et l'article 578 de la présente loi, les dossiers et les procès-verbaux du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes et de chacun de ses comités sont confidentiels.

Toutefois, un médecin examinateur et les membres d'un comité de révision visé à l'article 614 peuvent prendre connaissance du dossier professionnel d'un membre du conseil lorsque les renseignements qu'il contient sont nécessaires à l'exercice de leurs responsabilités. Il en est de même de toute personne habilitée à prendre une mesure disciplinaire ou une sanction administrative à l'égard d'un médecin, d'un dentiste ou d'une sage-femme.

Nul ne peut prendre connaissance des procès-verbaux d'un comité du conseil, sauf les membres de ce comité, les membres du comité exécutif du conseil, le Tribunal administratif du Québec ou les représentants d'un ordre professionnel dans l'exercice des fonctions qui leur sont attribuées par la loi.

Nul ne peut prendre connaissance des procès-verbaux du conseil, sauf les membres du conseil, les membres du comité exécutif de ce conseil, le Tribunal administratif du Québec ou les représentants d'un ordre professionnel dans l'exercice des fonctions qui leur sont attribuées par la loi.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit des règles quant à la confidentialité des dossiers et des procès-verbaux du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages femmes et de leurs comités telles que les personnes ou les organismes pouvant y avoir accès et à quelles fins.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 174

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**174.** Le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes doit faire rapport annuellement au directeur médical concernant l'exécution de ses responsabilités et les avis qui en résultent.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages femmes de faire rapport de ses activités au directeur médical, et ce, annuellement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 175

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**175.** Le président et chef de la direction de Santé Québec peut, dans des circonstances exceptionnelles et lorsque la qualité des services en dépend, confier les responsabilités d'un conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes d'un établissement à une ou à plusieurs personnes qu'il désigne et qui sont membres de l'un des ordres professionnels suivants : le Collège des médecins du Québec, l'Ordre des dentistes du Québec, l'Ordre des pharmaciens du Québec ou l'Ordre des sages-femmes du Québec.

Cette décision ne peut être prise qu'après avoir obtenu l'avis des ordres professionnels mentionnés au premier alinéa.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que les responsabilités d'un conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages femmes peuvent être confiées par le président et chef de la direction à des membres de certains ordres professionnels, et ce, dans des circonstances exceptionnelles et lorsque la qualité des services en dépend.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### III. — *Départements cliniques et services*

#### 1. — *Formation*

#### **ARTICLE 176**

☐ **Adopté** ☐ **Suspendu** ☐ **Amendé**

**176.** Le département clinique prévu à chacun des paragraphes suivants est formé au sein d'un établissement de Santé Québec et il comprend, le cas échéant, les services ou les activités visés à ce paragraphe :

- 1° anesthésie;
- 2° chirurgie;
- 3° gynécologie-obstétrique;
- 4° imagerie médicale;
  - a) services de radiologie;
  - b) services de médecine nucléaire;
- 5° médecine générale;
- 6° médecine spécialisée;
  - a) services de radio-oncologie;
  - b) services d'oncologie médicale;
  - c) activités cliniques d'hématologie;
  - d) activités cliniques de microbiologie et de maladies infectieuses;
- 7° médecine d'urgence;
- 8° pédiatrie;
- 9° pharmacie;
- 10° psychiatrie.

De plus, tout département que détermine le conseil d'administration de Santé Québec parmi les suivants est formé au sein de tout établissement de Santé Québec qu'il désigne :

- 1° médecine dentaire;

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

2° santé publique;

3° médecine de laboratoire, lequel regroupe les services de laboratoire dans les domaines suivants :

a) hématologie;

b) biochimie;

c) pathologie;

d) microbiologie;

e) génétique;

f) médecine transfusionnelle;

4° sages-femmes.

Un établissement peut, dans la mesure permise par le conseil d'administration de Santé Québec, déroger au premier alinéa pour fusionner des départements qui y sont prévus ou pour établir en leur sein des services.

### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine que des départements cliniques sont formés au sein d'un établissement et que certains de ces départements comprennent des services ou des activités.

Enfin, il prévoit la possibilité pour un établissement de déroger aux règles prévues à cet article afin de fusionner des départements ou d'établir des services au sein de ces départements.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 177

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**177.** Le président-directeur général détermine, après consultation du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes, de quel département ou de quel service relèvent les actes médicaux ou dentaires posés dans l'exercice des activités de l'établissement.

Les médecins ou les dentistes qui jouissent de privilèges leur permettant de poser les actes relevant d'un département ou d'un service en font partie.

Les professionnels visés à l'un des paragraphes suivants qui exercent leur profession au sein de l'établissement font partie du département qui y est mentionné :

- 1° les sages-femmes, le département de sages-femmes;
- 2° les pharmaciens, le département de pharmacie.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'il incombe au président-directeur général de déterminer de quel département ou de quel service relèvent les différents actes posés par les médecins et les dentistes. Il précise que le président-directeur général consulte le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages femmes.

Ensuite, il précise les départements desquels relèvent les différents professionnels qui composent le conseil.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

2. — *Chef de département clinique et chef de service*

### ARTICLE 178

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**178.** Chaque département clinique est dirigé par un chef de département clinique.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un chef de département clinique dirige un tel département.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 179

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**179.** Le président-directeur général, après consultation du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes, du directeur médical et des professionnels faisant partie d'un département clinique, nomme parmi ces professionnels le chef de ce département.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que la nomination d'un chef de département est effectuée par le président-directeur général. Il précise que celui-ci doit consulter le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages femmes, le directeur médical et les professionnels faisant partie de ce département.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 180

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**180.** Le directeur médical dirige, coordonne et surveille les activités des chefs de département clinique.

Il doit notamment obtenir l'avis des chefs sur les conséquences administratives et financières des activités des professionnels faisant partie des départements cliniques.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que la direction, la coordination et la surveillance des activités des chefs de département sont effectuées par le directeur médical.

Ensuite, il précise que le directeur médical obtient l'avis des chefs sur les conséquences administratives et financières des activités des professionnels de leur département.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 181

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**181.** Outre les autres fonctions que lui confère la présente loi, le chef de département clinique exerce, sous l'autorité immédiate du directeur médical, les fonctions suivantes :

- 1° à l'égard des professionnels qui font partie du département :
  - a) coordonner les activités qu'ils exercent au sein du département de même qu'évaluer et maintenir leur compétence;
  - b) assurer la distribution appropriée des services qu'ils fournissent;
- 2° élaborer les modalités d'un système de garde assurant en permanence la disponibilité de professionnels faisant partie du département;
- 3° élaborer les règles de fonctionnement du département.

En cas de vacance du poste de chef de département, le directeur médical exerce les fonctions prévues au premier alinéa.

### COMMENTAIRE

Cet article énonce les fonctions exercées par le chef de département clinique sous l'autorité du directeur médical notamment la coordination des activités exercées par les professionnels faisant partie du département, l'évaluation et le maintien de leur compétence et l'élaboration des modalités d'un système de garde.

Enfin, il précise que le directeur médical exerce les fonctions d'un chef de département en cas de vacance à ce poste.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 182

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**182.** Lorsque le chef de département clinique refuse d'élaborer les règles de fonctionnement du département ou tarde à le faire, le directeur médical doit les élaborer.

Les règles de fonctionnement d'un département entrent en vigueur après avoir été approuvées ou, selon le cas, élaborées par le directeur médical.

### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine que le directeur médical élabore les règles de fonctionnement d'un département clinique lorsque le chef de ce département refuse de les élaborer ou tarde à le faire.

Ensuite, il précise les modalités d'entrer en vigueur des règles de fonctionnement d'un département et il indique qu'elles doivent être approuvées par le directeur médical.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 183

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**183.** Le chef de département clinique est responsable envers le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes :

1° de surveiller l'exercice des activités professionnelles au sein du département par les professionnels qui en font partie;

2° le cas échéant, de collaborer avec le directeur des soins infirmiers à la surveillance et au contrôle de la qualité des activités visées à l'article 36.1 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers (chapitre I-8);

3° d'élaborer, pour son département, des règles applicables aux soins médicaux et dentaires et à l'utilisation des médicaments ainsi que des règles de soins applicables aux sages-femmes.

En cas de vacance du poste de chef de département, le directeur médical exerce les fonctions prévues au premier alinéa.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce les fonctions exercées par le chef de département envers le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages femmes notamment la surveillance de l'exercice des activités professionnelles au sein de son département et l'élaboration de règles applicables aux soins médicaux et dentaires et à l'utilisation des médicaments.

Il précise, à son deuxième alinéa, que le directeur médical exerce les fonctions du chef de département en cas de vacance à ce poste.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 184

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**184.** Les règles applicables aux soins médicaux et dentaires et à l'utilisation des médicaments ainsi que les règles de soins applicables aux sages-femmes doivent prévoir que l'exercice professionnel des médecins, des dentistes, des pharmaciens et des sages-femmes des départements cliniques doit répondre à des règles uniques.

Lorsque le chef de département clinique refuse d'élaborer de telles règles ou tarde à le faire, le directeur médical ou, à défaut, le président-directeur général doit les élaborer.

Elles entrent en vigueur après avoir été approuvées ou, selon le cas, élaborées par le président-directeur général.

### **COMMENTAIRE**

Cet article établit que les règles visées au paragraphe 3° de l'article 183 du projet de loi doivent prévoir que l'exercice professionnel des médecins, des dentistes, des pharmaciens et des sages femmes doit répondre à des règles uniques.

Ensuite, il précise, à son deuxième alinéa, que le directeur médical ou le président-directeur général doit élaborer ces règles advenant le cas où le chef de département refuse de les élaborer ou tarde à le faire.

Puis, il indique, à son troisième alinéa, que les règles doivent être approuvées par le président-directeur général pour entrer en vigueur.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 185

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**185.** Malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et l'article 578 de la présente loi, les dossiers qui concernent les responsabilités prévues aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa de l'article 183 sont confidentiels. Nul ne peut en prendre connaissance, sauf le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes, le Tribunal administratif du Québec ou les représentants d'un ordre professionnel dans l'exercice des fonctions qui leur sont attribuées par la loi.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit des règles relatives à la confidentialité des dossiers tenus pour l'exercice de certaines des responsabilités du chef de département et sur les personnes ou les instances pouvant prendre connaissance de tels dossiers.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 186

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**186.** Chaque service est dirigé par un chef de service.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un chef de service dirige chaque service d'un département.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 187

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**187.** Sous l'autorité immédiate du chef de département clinique, le chef de service exerce à l'égard du service les mêmes fonctions et pouvoirs que le chef de département clinique exerce à l'égard du département. Il ne peut cependant élaborer de règles contraires à celles élaborées par le chef de département clinique.

Les dispositions applicables au chef de département clinique prévues aux articles 179 à 185 sont, pour le reste, applicables au chef de service, avec les adaptations nécessaires.

### **COMMENTAIRE**

Cet article établit que le chef de service agit sous l'autorité immédiate du chef de son département et qu'il exerce les mêmes fonctions et pouvoirs que celles du chef de département.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### 3. — *Gestion centralisée de l'accès aux services spécialisés et surspécialisés des départements cliniques*

#### ARTICLE 188

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**188.** Le président-directeur général d'un établissement doit voir à la gestion centralisée de l'accès aux services spécialisés et surspécialisés des départements cliniques de cet établissement.

À cette fin, il doit établir les règles à suivre pour inscrire un usager sur la liste d'accès aux services spécialisés et surspécialisés de tout département clinique, les modalités de détermination et de communication à l'usager de la date prévisible de l'obtention de tels services de même que, dans le cas où ces services ne pourraient lui être fournis à cette date, les mesures de rechange devant lui être offertes, tels la fixation d'une nouvelle date à convenir avec lui, le recours aux services d'un autre médecin du département clinique concerné ou le recours à un autre établissement.

Le président-directeur général doit, avant d'établir ces règles, consulter le chef de chacun des départements cliniques où sont offerts des services spécialisés ou surspécialisés.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que l'accès aux services spécialisés et surspécialisés doit être géré de manière centralisée. Il ajoute que cette obligation incombe au président-directeur général qui, pour ce faire, doit notamment prévoir des règles pour qu'un usager soit inscrit sur la liste d'accès à ces services.

Enfin, il précise que le président-directeur général doit consulter les chefs des départements cliniques avant d'établir ces règles.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 189

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**189.** Conformément aux règles établies en vertu du deuxième alinéa de l'article 188, un médecin doit inscrire un usager sur la liste d'accès aux services spécialisés et surspécialisés des départements cliniques de l'établissement dès qu'il détermine que les services sont requis.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine qu'un usager doit être inscrit sur la liste d'accès aux services spécialisés et surspécialisés dès que son médecin détermine que les services sont requis. Il précise que c'est le médecin qui fait cette inscription, et ce, conformément aux règles établies à l'article 188 du projet de loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 190

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**190.** Le chef de département clinique où sont offerts des services spécialisés ou surspécialisés doit, en plus des fonctions dont il est chargé en vertu de l'article 181, s'assurer du respect et de la bonne mise en œuvre des règles établies en vertu du deuxième alinéa de l'article 188.

### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine qu'il incombe au chef de département clinique où sont offerts des services spécialisés ou surspécialisés de s'assurer du respect des règles établies aux fins de la gestion centralisée de l'accès à ces services.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 191

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**191.** Le président-directeur général doit désigner un responsable de l'application des règles qu'il établit en vertu du deuxième alinéa de l'article 188.

Sous l'autorité immédiate du directeur médical, ce responsable exerce les fonctions suivantes :

1° voir à ce que chaque chef de département clinique visé à l'article 178 s'assure, dans son département, du respect et de la bonne mise en œuvre de ces règles;

2° offrir à l'utilisateur qui ne pourra obtenir les services qu'il requiert à la date qui lui a été communiquée les mesures de rechange précisées par ces règles;

3° procéder, le cas échéant, aux ajustements requis pour diriger l'utilisateur vers un mécanisme particulier d'accès mis en place en vertu de l'article 194.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit qu'une personne responsable de l'application des règles établit aux fins de la gestion centralisée de l'accès aux services spécialisés ou surspécialisés doit être désignée par le président-directeur général.

Il détermine, à son deuxième alinéa, que cette personne agit sous l'autorité immédiate du directeur médical. Puis, cet article précise les fonctions de cette personne soit notamment d'offrir des mesures de rechange à un usager qui ne peut obtenir ces services à la date indiquée.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 192

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**192.** Le président-directeur général fait rapport au président et chef de la direction, au moins tous les trois mois, de l'efficacité des règles établies en vertu du deuxième alinéa de l'article 188, notamment en regard du temps d'attente pour les usagers entre le moment de leur inscription sur la liste d'accès et celui de l'obtention des services spécialisés et surspécialisés qu'ils requièrent.

### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine qu'un rapport portant sur l'efficacité des règles établit aux fins de la gestion centralisée de l'accès aux services spécialisés ou surspécialisés doit être fait par le président-directeur général au président et chef de la direction, et ce, à tous les trois mois.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 193

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**193.** Afin d'assurer une gestion uniforme de la liste d'accès visée au deuxième alinéa de l'article 188, le ministre peut déterminer les renseignements qui doivent être recueillis et utilisés par les établissements et qui sont nécessaires à la gestion courante de leur liste d'accès.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le ministre de déterminer les renseignements devant être recueillis et utilisés afin d'assurer une gestion uniforme de la liste d'accès.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 194

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**194.** Lorsque, compte tenu des standards d'accès généralement reconnus et après avoir effectué les consultations appropriées, le président et chef de la direction de Santé Québec estime que le temps d'attente pour obtenir un service spécialisé ou surspécialisé dans l'ensemble du Québec ou dans l'une de ses régions est déraisonnable ou sur le point de le devenir, il peut, après avoir obtenu l'autorisation du gouvernement, voir à la mise en place de mécanismes particuliers d'accès permettant de rendre ce service autrement accessible dans le délai qu'il juge raisonnable.

Le président et chef de la direction peut requérir que les établissements concernés ou, le cas échéant, le prestataire choisi pour conserver et gérer les renseignements recueillis aux fins d'assurer la gestion de l'accès aux services lui fournissent, de la manière et dans les délais qu'il indique, les renseignements nécessaires pour lui permettre d'apprécier si le temps d'attente pour obtenir un service spécialisé ou surspécialisé est déraisonnable ou sur le point de le devenir. À cette fin, le président et chef de la direction peut également requérir du prestataire qu'il produise et lui fournisse, à partir de ces renseignements, des statistiques par établissement, par région ou pour l'ensemble du Québec. En aucun cas, les renseignements fournis ne doivent permettre d'identifier les usagers des établissements.

Le président et chef de la direction peut exiger d'un établissement concerné par la prestation du service spécialisé ou surspécialisé visé d'ajuster en conséquence les modalités de fonctionnement de l'accès à ce service.

Le responsable de la gestion de l'accès aux services spécialisés ou surspécialisés doit aviser le directeur médical dès qu'il estime, après avoir consulté le chef de département clinique concerné, qu'un usager ne pourra obtenir de l'établissement un service spécialisé ou surspécialisé dans le délai jugé raisonnable par le président et chef de la direction.

Le directeur médical propose immédiatement à l'utilisateur une offre alternative de services qui tient compte notamment du département territorial de médecine spécialisée afin que l'utilisateur puisse, s'il le désire, obtenir le service spécialisé ou surspécialisé qu'il requiert dans un délai jugé raisonnable par le président et chef de la direction. Le ministre peut, malgré toute disposition inconciliable, assumer le coût de tout service obtenu, conformément aux directives du président et chef de la direction, dans un centre médical spécialisé non participatif au sens du deuxième alinéa de l'article 500 ou à l'extérieur du Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que des mécanismes particuliers d'accès à des services spécialisés ou surspécialisés peuvent être établis à certaines conditions lorsque le temps d'attente pour obtenir de tels services est déraisonnable ou sur le point de le devenir.

Ensuite, il précise la possibilité pour le président et chef de la direction d'obtenir des renseignements aux fins de déterminer si le délai pour l'obtention de ces services est déraisonnable ou sur le point de le devenir.

Enfin, il précise des actions devant être prises lorsqu'il est estimé qu'un service ne pourra être rendu dans un délai jugé raisonnable par le président et chef de la direction.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### IV. — Médecins, dentistes et pharmaciens

#### 1. — Plan des effectifs médicaux et dentaires

#### ARTICLE 195

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**195.** Le président-directeur général d'un établissement élabore et soumet au président et chef de la direction de Santé Québec un plan des effectifs médicaux et dentaires. Il y précise les éléments suivants :

1° le nombre de médecins de famille, de médecins spécialistes, par spécialité, ainsi que de dentistes généralistes et de dentistes spécialistes qui peuvent y exercer leur profession en précisant le département clinique ou le service dont chacun d'eux fait partie;

2° la répartition du nombre de ces professionnels pour chacune des installations où s'exercent des activités de l'établissement ou par groupement d'installations déterminé par le président et chef de la direction.

Dans l'élaboration du plan, le directeur médical doit consulter le chef de chacun des départements cliniques où sont offerts des services spécialisés ou surspécialisés. Il doit, en outre, tenir compte des objectifs prévus au deuxième alinéa de l'article 29, de l'acte d'institution de l'établissement et des objectifs de croissance et de décroissance visés à l'article 407.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article établit qu'un plan des effectifs médicaux et dentaires doit être élaboré par le président-directeur général et soumis au président et chef de la direction.

Ensuite, il précise les éléments devant être indiqués dans ce plan dont le nombre de médecins pouvant exercer leur profession au sein de l'établissement et le département ou le service visé et la répartition du nombre de ces professionnels pour chacun des installations de l'établissement.

Puis, il indique que les chefs des départements cliniques doivent être consultés pour l'élaboration de ce plan ainsi que les éléments devant être pris en compte lors de son élaboration.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 196

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**196.** Le président et chef de la direction de Santé Québec peut approuver avec ou sans modification le plan des effectifs médicaux et dentaires qui lui est soumis en vertu de l'article 195.

Le plan ainsi approuvé doit être établi de nouveau conformément à l'article 195 au moins tous les trois ans et chaque fois que le demande le président et chef de la direction. Un plan approuvé continue d'avoir effet tant que le président et chef de la direction n'en a pas approuvé un nouveau.

Le président et chef de la direction peut établir le plan des effectifs médicaux et dentaires pour un établissement, à défaut par le président-directeur général de l'établir dans le délai qu'il lui indique.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le plan des effectifs médicaux et dentaires est approuvé par le président et chef de la direction qui peut y apporter des modifications.

Ensuite, il prévoit qu'au moins tous les trois ans ce plan doit être fait de nouveau ainsi qu'à chaque fois que le président et chef de la direction le requiert.

Finalement, il indique que lorsque le président-directeur général n'établit pas le plan dans le délai indiqué, alors le président et chef de la direction peut le faire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

2. — *Nomination, statut, privilèges et autorisation en cas d'urgence*

### ARTICLE 197

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**197.** Le pouvoir de nommer un médecin, un dentiste ou un pharmacien afin de lui permettre d'exercer sa profession au sein d'un établissement est exercé par le président-directeur général de l'établissement.

### COMMENTAIRE

Cet article détermine qu'il appartient au président-directeur général de nommer un médecin, un dentiste ou un pharmacien pour lui permettre d'exercer sa profession dans l'établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 198

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**198.** Pour être nommé, un médecin, un dentiste ou un pharmacien doit en faire la demande au directeur médical de l'établissement concerné.

Le conseil d'administration de Santé Québec détermine la forme et la teneur de la demande de nomination; elles sont les mêmes pour tous les établissements de Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'une demande de nomination doit être faite auprès du directeur médical.

Ensuite, il précise que la forme et la teneur d'une telle demande sont déterminées par le conseil d'administration.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 199

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**199.** Une demande de nomination est irrecevable dans les cas suivants :

1° sa forme ou sa teneur n'est pas conforme à celles établies par le conseil d'administration de Santé Québec;

2° elle n'est pas conforme à l'organisation administrative, professionnelle et scientifique de l'établissement;

3° elle a pour effet de porter le nombre de médecins ou de dentistes jouissant de privilèges au sein de l'établissement au-delà de celui prévu par le plan des effectifs médicaux et dentaires approuvé ou établi en vertu de l'article 196;

4° elle ne remplit pas toute autre condition déterminée préalablement par le directeur médical ou par le chef de département clinique concerné.

Les paragraphes 2° et 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas à une demande lorsque la nomination envisagée vise seulement à remplacer un médecin ou un dentiste déjà titulaire d'un statut et de privilèges régulièrement accordés mais qui doit s'absenter ou est empêché temporairement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les cas qui entraînent l'irrecevabilité d'une demande de nomination dont lorsque celle-ci a pour effet de ne pas respecter le nombre de médecins ou de dentistes prévus au plan des effectifs médicaux et dentaires.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 200

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**200.** Le directeur médical doit transmettre au demandeur un avis de la réception de sa demande de nomination.

L'avis contient les renseignements suivants :

- 1° l'indication, selon le cas, que la demande est recevable ou non;
- 2° lorsque la demande est recevable :
  - a) la présentation de l'organisation administrative, professionnelle et scientifique de l'établissement;
  - b) la présentation du plan des effectifs médicaux et dentaires approuvé ou établi en vertu de l'article 196;
  - c) c) si le demandeur est un médecin ou un dentiste, les obligations qui pourraient être rattachées à la jouissance des privilèges qui pourraient lui être accordés.

Le demandeur peut transmettre ses observations sur les obligations envisagées au directeur médical dans les 15 jours de la réception de l'avis.

### **COMMENTAIRE**

Cet article indique qu'un avis de la réception d'une demande de nomination doit être transmis au demandeur par le directeur médical.

Il précise également les renseignements devant être contenus à cet avis dont l'indication que la demande est recevable ou non et les obligations qui pourraient être rattachées à la jouissance des privilèges.

Puis, il prévoit que le demandeur a un délai de 15 jours pour transmettre ses observations sur les obligations envisagées.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 201

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**201.** Avant de transmettre l'avis de réception d'une demande de nomination recevable formulée par un médecin ou un dentiste, le directeur médical consulte le chef de département clinique concerné ainsi que le directeur médical de médecine familiale ou, selon le cas, le directeur médical de médecine spécialisée sur les obligations qui pourraient être rattachées à la jouissance des privilèges qui pourraient être accordés au demandeur.

Les obligations rattachées à la jouissance des privilèges ont pour but d'assurer la participation du médecin ou du dentiste aux responsabilités de l'établissement, notamment en ce qui a trait à l'accès aux services, à leur qualité et à leur pertinence. Elles doivent notamment concerner les éléments suivants :

1° les périodes que le médecin ou le dentiste doit chaque année consacrer à l'exercice de sa profession au sein de l'établissement;

2° l'exercice de la médecine ou de la médecine dentaire en interdisciplinarité;

3° l'offre additionnelle de services afin de répondre aux besoins excédentaires ponctuels;

4° la prestation de services aux usagers dont le suivi médical n'est assuré par aucun médecin;

5° la participation aux comités formés au sein du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes.

### **COMMENTAIRE**

Cet article indique les consultations devant être effectuées par le directeur médical avant de transmettre l'avis de réception d'une demande de nomination qui est recevable.

Ensuite, il précise l'objectif des obligations rattachées à la jouissance des privilèges soit d'assurer la participation du professionnel aux responsabilités de l'établissement notamment en matière d'accès aux services. Cet article détermine également ce sur quoi elles doivent porter dont les périodes que le professionnel doit consacrer au sein de l'établissement et la prestation de services aux usagers dont le suivi médical n'est assuré par aucun médecin.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 202

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**202.** Le directeur médical doit, avant que le président-directeur général ne statue sur une demande de nomination recevable, lui transmettre son avis sur les qualifications et la compétence du demandeur ainsi que sa recommandation sur le statut qui devrait être accordé à celui-ci. Lorsqu'il s'agit d'un médecin ou d'un dentiste, la recommandation concerne aussi les privilèges qui devraient être accordés au demandeur de même que les obligations qui devraient être rattachées à la jouissance de ces privilèges.

Santé Québec détermine par règlement les statuts que le président-directeur général peut accorder à un médecin, à un dentiste ou à un pharmacien, les conditions auxquelles ces statuts sont accordés ou renouvelés ainsi que les attributions rattachées à ces statuts.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le directeur médical doit donner son avis au président-directeur avant que celui-ci ne statue sur la demande de nomination. Il précise que cet avis porte sur les qualifications et la compétence du demandeur. Il ajoute que le directeur médical doit également faire part au président-directeur général de sa recommandation sur le statut devant être accordé ainsi que, lorsque cela est applicable, sur les privilèges et les obligations y étant rattachés.

Enfin, il prévoit que Santé Québec détermine par règlement les statuts pouvant être accordés ainsi que les conditions et les attributions de ceux-ci.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 203

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**203.** Le président-directeur général saisi d'une demande de nomination d'un médecin ou d'un dentiste peut la refuser pour des motifs fondés sur l'organisation administrative, professionnelle et scientifique de l'établissement, sur le plan des effectifs médicaux et dentaires approuvé ou établi en vertu de l'article 196, sur les ressources disponibles et sur les exigences propres à l'établissement.

Le président-directeur général peut également fonder le refus d'une demande sur l'un des motifs suivants :

1° l'omission par le demandeur, dans les trois années précédentes, d'avoir donné le préavis d'au moins 60 jours prévu au premier alinéa de l'article 215 avant de cesser d'exercer sa profession dans l'établissement;

2° le défaut du demandeur de remplir les critères de qualification, de compétence scientifique ou de comportement, eu égard aux exigences propres à l'établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit des motifs de refus d'une demande de nomination d'un médecin ou d'un dentiste dont le défaut de celui-ci de remplir les critères de qualification, de compétence scientifique ou de comportement.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 204

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**204.** L'acte par lequel le président-directeur général procède à la nomination d'un médecin ou d'un dentiste doit prévoir des dispositions concernant les sujets suivants :

- 1° le statut et les privilèges qui lui sont accordés;
- 2° la durée pour laquelle ce statut et ces privilèges sont accordés;
- 3° la nature et le champ des activités médicales ou dentaires que le médecin ou le dentiste pourra exercer dans l'établissement;
- 4° les obligations rattachées à la jouissance des privilèges, dont celles prévues au deuxième alinéa de l'article 201;
- 5° l'engagement du médecin ou du dentiste à respecter ces obligations.

Le statut et les privilèges sont accordés pour une durée de 12 à 48 mois. Cependant, la nomination visant seulement le remplacement temporaire d'un médecin ou d'un dentiste déjà titulaire d'un statut et de privilèges régulièrement accordés ne peut valoir que pour la durée de l'absence ou de l'empêchement du médecin ou du dentiste remplacé.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les éléments devant être indiqués dans l'acte de nomination d'un médecin ou d'un dentiste dont le statut et les privilèges qui lui sont accordés ainsi que les obligations rattachées à la jouissance de ces privilèges.

Puis, il indique la durée du statut et des privilèges ainsi accordés soit 12 à 48 mois.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 205

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**205.** Le président-directeur général doit, dans les 90 jours de la réception de la demande de nomination, transmettre au médecin ou au dentiste une décision écrite. De plus, tout refus doit être motivé par écrit.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que, dans les 90 jours de la réception d'une demande de nomination, une décision écrite doit être transmise au demandeur; s'il s'agit d'un refus, il doit être motivé par écrit.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 206

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**206.** Le médecin ou le dentiste ne peut exercer sa profession au sein de l'établissement et jouir des privilèges qui lui sont accordés suivant les termes apparaissant à son acte de nomination que s'il fournit au président-directeur général un écrit dans lequel il reconnaît avoir pris connaissance de cet acte.

Le statut et les privilèges sont accordés à compter du moment où le président-directeur général reçoit cet écrit; le médecin ou le dentiste est dès lors tenu de respecter les obligations rattachées à la jouissance de ces privilèges.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un médecin ou un dentiste doit fournir un écrit dans lequel il reconnaît avoir pris connaissance de son acte de nomination pour pouvoir jouir des privilèges qui lui sont accordés.

Ainsi, le moment où sont accordés le statut et les privilèges et que, dès lors, le médecin ou le dentiste est tenu de respecter les obligations rattachées à leur jouissance.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 207

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**207.** L'acte de nomination d'un médecin ou d'un dentiste est nul de nullité absolue dans les cas suivants :

1° il a pour effet de porter le nombre de médecins ou de dentistes jouissant de privilèges au sein de l'établissement au-delà de celui prévu par le plan des effectifs médicaux et dentaires approuvé ou établi en vertu de l'article 196;

2° il n'est pas conforme à l'article 204.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit les cas dans lesquels un acte de nomination d'un médecin ou d'un dentiste est nul de nullité absolue notamment lorsqu'il a pour effet que le nombre de médecins ou de dentistes prévu au plan des effectifs médicaux et dentaires est dépassé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 208

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**208.** Malgré le paragraphe 1° de l'article 207, un acte de nomination n'est pas nul du seul fait qu'il porte le nombre de médecins ou de dentistes jouissant de privilèges au sein de l'établissement au-delà de celui prévu par le plan des effectifs médicaux et dentaires dans les cas suivants :

1° lorsque la nomination vise seulement le remplacement temporaire d'un médecin ou d'un dentiste déjà titulaire d'un statut et de privilèges régulièrement accordés;

2° lorsque le président et chef de la direction, dans une situation exceptionnelle, notamment pour assurer un accès suffisant aux services, autorise qu'un président-directeur général procède à une nomination en dérogation au plan des effectifs médicaux et dentaires.

Le président et chef de la direction de Santé Québec peut subordonner son autorisation aux conditions qu'il détermine.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit des exceptions au principe de la nullité d'un acte de nomination pour cause de dépassement du nombre de médecins ou de dentistes prévu au plan des effectifs des médicaux et dentaires, notamment lorsque le président et chef de la direction l'autorise en raison d'une situation exceptionnelle.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 209

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**209.** Le pharmacien peut exercer sa profession au sein de l'établissement dès sa nomination par le président-directeur général.

Le président-directeur général lui accorde à ce moment un statut.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que dès sa nomination un pharmacien peut exercer sa profession au sein de l'établissement et qu'un statut lui est accordé à cet effet.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 210

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**210.** En cas d'urgence, le directeur médical, un chef de département clinique ou un chef de service peut accorder temporairement à un médecin, à un dentiste ou à un pharmacien l'autorisation d'exercer sa profession au sein de l'établissement. Dans ce cas, la personne qui a accordé l'autorisation doit en aviser immédiatement le président-directeur général et le président et chef de la direction. Cette autorisation est d'une durée maximale de trois mois et ne peut être renouvelée qu'avec l'autorisation du président et chef de la direction et aux conditions qu'il détermine.

Les dispositions des articles 197 à 209 ne s'appliquent pas à l'octroi d'une telle autorisation ou à son renouvellement. De plus, lorsque le délai pour l'octroi de cette autorisation risque d'être préjudiciable à un usager, tout médecin, tout dentiste ou tout pharmacien peut, sans cette autorisation, donner les services requis par l'état de l'usager.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit qu'un médecin, qu'un dentiste ou qu'un pharmacien peut être autorisé temporairement à exercer sa profession au sein d'un établissement en cas d'urgence. Il précise que les personnes pouvant accorder une telle autorisation sont le directeur médical, le chef de département clinique ou un chef de service. Il détermine que la durée d'une telle autorisation est de trois mois et qu'elle ne peut être renouvelée qu'à certaines conditions.

Enfin, cet article ajoute qu'un médecin, qu'un dentiste ou qu'un pharmacien peut donner des services à un usager, et ce, sans cette autorisation, s'il existe un risque de préjudice pour cet usager.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

3. — *Conditions d'exercice de la profession de médecin ou de dentiste et cessation d'exercice*

### ARTICLE 211

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**211.** Tout médecin ou tout dentiste exerçant au sein d'un établissement doit être titulaire d'un contrat valide d'assurance responsabilité professionnelle accepté par le président-directeur général et, chaque année, établir que cette assurance est en vigueur.

Un médecin peut toutefois s'acquitter de l'obligation visée au premier alinéa en fournissant annuellement au président-directeur général la preuve qu'il est membre de l'Association canadienne de protection médicale.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour un médecin ou un dentiste d'être titulaire d'un contrat valide d'assurance responsabilité professionnelle ou, pour ce qui est d'un médecin, de fournir la preuve qu'il est membre de l'Association canadienne de protection médicale.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 212

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**212.** Le gouvernement peut, par règlement, déterminer la procédure que doit suivre un médecin ou un dentiste exerçant sa profession au sein d'un établissement et la teneur du formulaire qu'il doit utiliser pour permettre à la Régie de l'assurance maladie du Québec de lui verser une rémunération.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le gouvernement de déterminer, par règlement, les modalités devant être suivies par un médecin ou un dentiste pour permettre à la Régie de l'assurance maladie du Québec de lui verser une rémunération.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 213

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**213.** Santé Québec ne peut verser de rémunération ni accorder quelque autre avantage même indirectement à un médecin exerçant sa profession dans le cadre du régime institué par la Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29), en considération de la prestation, au sein d'un établissement, de services assurés en vertu de ce régime. Elle ne peut non plus verser de rémunération ni accorder pareil avantage à ce médecin en considération de l'exercice de quelque autre activité au sein d'un établissement, sauf dans la mesure prévue par règlement du gouvernement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article établit qu'une rémunération ne peut être versée ou qu'un autre avantage ne peut être accordé par Santé Québec à un médecin qui exerce sa profession au sein de l'établissement pour les services assurés qu'il rend.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 214

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**214.** Les médecins et les dentistes qui, au sein d'un établissement, rendent des services pour l'exécution de fonctions de gestion déterminées par règlement de Santé Québec sont payés en vertu d'un programme dont l'administration est confiée à la Régie de l'assurance maladie du Québec par le gouvernement. Ces services sont rémunérés conformément à une entente conclue dans le cadre de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie.

Le gouvernement détermine l'enveloppe budgétaire devant servir à défrayer la rémunération des fonctions de gestion visées au premier alinéa en tenant compte de cette entente.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit des règles particulières quant à la rémunération des médecins et des dentistes qui exécutent des fonctions de gestion.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 215

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**215.** Le médecin ou le dentiste qui décide de cesser d'exercer sa profession au sein d'un établissement doit donner au président-directeur général un préavis d'au moins 60 jours.

Dès que le président-directeur général a reçu le préavis, la décision du médecin ou du dentiste devient irrévocable et prend effet à l'expiration du délai mentionné dans le préavis.

### **COMMENTAIRE**

Cet article établit qu'un médecin ou qu'un dentiste doit donner un préavis d'au moins 60 ans avant de cesser d'exercer sa profession au sein d'un établissement. Il précise que cette décision est irrévocable dès que le président-directeur général reçoit le préavis.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 216

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**216.** Malgré l'article 215, le président-directeur général peut autoriser un médecin ou un dentiste à cesser d'exercer sa profession au sein de l'établissement sans préavis ou à la suite d'un préavis de moins de 60 jours si le directeur médical juge que son départ n'a pas pour effet d'affecter la qualité ou la suffisance des services médicaux et dentaires offerts à la population desservie par cet établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le président-directeur général d'autoriser un médecin ou un dentiste à cesser d'exercer, et ce, sans qu'un préavis ne soit transmis ou sans que le délai de transmission d'un tel préavis ne soit respecté dans certaines circonstances.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 217

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**217.** Un médecin ou un dentiste qui cesse, sans l'autorisation du président-directeur général, d'exercer sa profession au sein d'un établissement sans avoir donné un préavis d'au moins 60 jours ou avant l'expiration d'un délai moindre autorisé en vertu de l'article 216 devient, à compter de la date fixée par la Régie de l'assurance maladie du Québec, un professionnel non participant aux fins de la Loi sur l'assurance maladie, pour une période égale à deux fois le nombre de jours qu'il restait à écouler avant l'expiration du délai de préavis applicable.

Le président-directeur général avise sans retard la Régie de ce départ et lui indique la période pour laquelle ce professionnel devient non participant.

Lorsque le directeur médical juge que ce départ a pour effet d'affecter la qualité ou la suffisance des services médicaux et dentaires offerts à la population desservie par l'établissement, il en avise par écrit le Collège des médecins du Québec ou l'Ordre des dentistes du Québec, selon le cas.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les conséquences du non-respect par un médecin ou un dentiste de l'obligation de transmettre un préavis d'au moins 60 jours avant de cesser d'exercer sa profession pour un établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

4. — *Discipline*

### ARTICLE 218

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**218.** Le pouvoir de prendre des mesures disciplinaires à l'égard d'un médecin, d'un dentiste ou d'un pharmacien peut être exercé par le président-directeur général et, sauf disposition contraire de la présente loi, par le directeur médical ou un chef de département clinique.

Ces responsables disciplinaires doivent être avisés de toute plainte formulée en vertu de l'article 572 à l'encontre d'un professionnel visé au premier alinéa, sauf si elle a été rejetée en vertu de l'article 574 ou de l'article 585.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les personnes pouvant imposer des mesures disciplinaires à un médecin, un dentiste ou un pharmacien soient le président-directeur général et, sous réserve de certaines exceptions, le directeur médical ou un chef de département.

Il précise également que les responsables disciplinaires doivent être avisés d'une plainte formulée à l'encontre de l'un de ces professionnels.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 219

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**219.** Avant de prendre une mesure disciplinaire, un responsable disciplinaire doit aviser le médecin ou le dentiste concerné de son intention et lui permettre de présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'avant la prise d'une mesure disciplinaire, un médecin ou un dentiste doit être avisé et avoir l'occasion de présenter ses observations. Pour ce faire, il précise que le professionnel concerné dispose d'un délai de 15 jours.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 220

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**220.** L'établissement doit communiquer à l'ordre professionnel concerné une reproduction de toute décision par laquelle est prise une mesure disciplinaire.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que lorsqu'une mesure disciplinaire est prise à l'égard d'un médecin ou d'un dentiste, l'établissement communique cette décision à l'ordre professionnel concerné.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 221

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**221.** Toute mesure disciplinaire à l'égard d'un médecin ou d'un dentiste doit être motivée et fondée uniquement sur l'un des motifs suivants :

- 1° l'inconduite;
- 2° l'inobservation du règlement intérieur de l'établissement, eu égard aux exigences propres à celui-ci;
- 3° le défaut d'exécuter entièrement, correctement et sans retard les obligations rattachées à la jouissance des privilèges ou tout autre non-respect des termes apparaissant à son acte de nomination;
- 4° un avis rendu en vertu du deuxième alinéa de l'article 222.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les motifs pouvant fonder l'imposition de mesures disciplinaires notamment l'inconduite et le défaut de respecter les obligations rattachées à la jouissance des privilèges.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 222

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**222.** Un responsable disciplinaire peut saisir le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes d'une plainte formulée à l'encontre d'un médecin ou d'un dentiste.

Après étude de la plainte, si le conseil ou le comité statue que le médecin ou le dentiste a agi sans avoir les qualifications requises ou a fait preuve d'incompétence scientifique ou de négligence, il en avise le responsable disciplinaire.

Le règlement intérieur de l'établissement établit la procédure d'étude d'une plainte.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le rôle du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes à l'égard de certaines plaintes formulées à l'encontre d'un médecin ou d'un dentiste. Il précise qu'un responsable disciplinaire peut saisir le conseil d'une telle plainte pour que celui-ci statue si le professionnel a agi sans avoir les qualifications requises ou a fait preuve d'incompétence scientifique ou de négligence.

Enfin, il énonce que la procédure d'étude d'une plainte est établie par le règlement intérieur de l'établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 223

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**223.** Pour rendre l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 222, le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes peut, avec l'autorisation du président-directeur général, avoir recours à un expert externe à l'établissement.

Cet expert, au même titre que le conseil, a accès au dossier d'un usager lorsque les renseignements qu'il contient sont nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes de consulter un expert externe aux fins de statuer sur la plainte dont il est saisi. Il précise que l'autorisation du président-directeur général est alors requise.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 224

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**224.** Les mesures disciplinaires qui peuvent être prises à l'égard d'un médecin ou d'un dentiste sont les suivantes :

- 1° la réprimande;
- 2° l'imposition d'une sanction administrative prévue par le règlement intérieur de l'établissement;
- 3° le changement de statut;
- 4° la privation de privilèges;
- 5° la suspension du statut et des privilèges pour une période déterminée;
- 6° la révocation du statut et des privilèges.

Les mesures disciplinaires peuvent également consister à recommander au professionnel concerné de faire un stage, de suivre un cours de perfectionnement ou les deux à la fois et, s'il y a lieu, jusqu'à la mise à jour de ses connaissances, à restreindre ou à suspendre, en tout ou en partie, ses privilèges.

Seul le président-directeur général peut prononcer la révocation du statut et des privilèges. Un chef de département clinique ne peut imposer d'autres mesures disciplinaires que la réprimande.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce les diverses mesures disciplinaires pouvant être prises à l'égard d'un médecin ou d'un dentiste dont la réprimande, la suspension ou la révocation des privilèges.

Il précise que la révocation du statut et des privilèges ne peut être imposée que par le président-directeur général. Enfin, il prévoit qu'un chef de département clinique ne peut imposer que la réprimande.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 225

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**225.** Les mesures disciplinaires qui peuvent être prises à l'égard d'un pharmacien vont de la réprimande jusqu'au congédiement.

Elles peuvent consister à lui recommander de faire un stage, de suivre un cours de perfectionnement ou les deux à la fois et, s'il y a lieu, à restreindre ou à suspendre ses activités jusqu'à la mise à jour de ses connaissances.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce les mesures disciplinaires pouvant être prises à l'égard d'un pharmacien.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 226

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**226.** En cas d'urgence, le président-directeur général, le directeur médical ou le chef de département clinique concerné peut suspendre provisoirement, selon le cas, le statut et les privilèges d'un médecin ou d'un dentiste ou le statut d'un pharmacien exerçant au sein de l'établissement.

La suspension provisoire est valide jusqu'à ce que, conformément aux dispositions des articles 218 à 225, une mesure disciplinaire soit prise à l'égard du professionnel concerné ou qu'il soit décidé de ne prendre aucune telle mesure, mais ne peut excéder une période de 20 jours.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'en cas d'urgence le statut et, le cas échéant, les privilèges d'un médecin, d'un dentiste ou d'un pharmacien peuvent être suspendus provisoirement.

Il précise les règles quant à la durée de validité d'une telle suspension provisoire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

5. — *Renouvellement du statut et des privilèges accordés à un médecin ou à un dentiste*

### ARTICLE 227

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**227.** Le statut et les privilèges accordés à un médecin ou à un dentiste peuvent être renouvelés à sa demande.

Un statut et des privilèges ne peuvent toutefois être renouvelés lorsqu'ils résultent d'une nomination visant seulement le remplacement temporaire d'un médecin ou d'un dentiste déjà titulaire d'un statut et de privilèges régulièrement accordés.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit qu'un médecin ou un dentiste doit faire une demande s'il souhaite obtenir le renouvellement de son statut et de ses privilèges.

Il précise également dans quelle situation un tel statut et de tels privilèges ne peuvent pas être renouvelés.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 228

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**228.** Le directeur médical doit, avant que le président-directeur général ne statue sur la demande de renouvellement, lui indiquer s'il existe des motifs de refuser le renouvellement et, le cas échéant, en préciser la nature.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le directeur médical doit indiquer au président-directeur général s'il existe des motifs de refuser le renouvellement d'un statut et des privilèges.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 229

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**229.** Une demande de renouvellement peut être refusée par le président-directeur général seulement pour l'un des motifs suivants :

1° le défaut du médecin ou du dentiste de remplir les critères de qualification, de compétence scientifique ou de comportement, eu égard aux exigences propres à l'établissement;

2° le défaut d'exécuter entièrement, correctement et sans retard les obligations rattachées à la jouissance des privilèges ou tout autre non-respect des termes apparaissant à son acte de nomination;

3° le renouvellement contreviendrait aux conditions d'attribution d'un statut prévues par le règlement pris en application du deuxième alinéa de l'article 202.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les motifs de refus d'une demande de renouvellement de statut et de privilèges.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 230

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**230.** Le statut et les privilèges sont renouvelés pour une durée minimale de 12 mois et maximale de 48 mois.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la durée minimale et maximale de renouvellement du statut et des privilèges.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 231

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**231.** Le statut et les privilèges d'un médecin ou d'un dentiste peuvent être modifiés à l'occasion de leur renouvellement. Il en est de même des obligations rattachées à la jouissance des privilèges.

Les dispositions relatives à la nomination d'un médecin ou d'un dentiste prévues aux articles 197 à 207 sont, pour le reste, applicables, avec les adaptations nécessaires, au renouvellement avec modifications du statut et des privilèges ainsi que des obligations qui se rattachent à leur jouissance.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que lors d'un renouvellement, le statut, les privilèges et les obligations qui leur sont rattachées peuvent être modifiés

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

6. — *Recours*

### ARTICLE 232

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**232.** Le médecin ou le dentiste qui n'est pas satisfait d'une décision rendue à son sujet fondée sur des critères de qualification, de compétence scientifique, de comportement ou portant sur les mesures disciplinaires peut, dans les 60 jours qui suivent la date à laquelle la décision lui a été notifiée, contester cette décision devant le Tribunal administratif du Québec.

Il peut en outre saisir le Tribunal dans les 60 jours de l'expiration du délai prévu à l'article 205, comme s'il s'agissait d'une décision défavorable, si aucune décision portant sur sa demande de nomination ne lui a été transmise dans le délai prévu à cet article.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit que lorsqu'un médecin ou un dentiste est insatisfait d'une décision le concernant, telle qu'une décision portant sur des mesures disciplinaires, il peut la contester devant le Tribunal administratif du Québec. Il précise également le délai pour faire cette démarche.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 233

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**233.** Le pharmacien qui n'est pas satisfait d'une décision rendue à son sujet et portant sur des mesures disciplinaires peut, dans les 60 jours qui suivent la date à laquelle cette décision lui a été notifiée, la contester devant le Tribunal administratif du Québec.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour un pharmacien de contester devant le Tribunal administratif du Québec une décision portant sur des mesures disciplinaires. Il précise également le délai pour faire cette démarche.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

7. — *Transmission de renseignements*

### ARTICLE 234

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**234.** L'établissement transmet au président et chef de la direction de Santé Québec ou à la personne qu'il désigne, dans la forme et selon la périodicité déterminées par le conseil d'administration de Santé Québec, les renseignements que celui-ci détermine concernant les demandes de nomination ou de renouvellement acceptées par le président-directeur général et concernant les médecins et les dentistes qui cessent d'exercer leur profession au sein de l'établissement.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit l'obligation de transmission au président et chef de la direction de certains renseignements concernant les demandes de nomination ou de renouvellement et les médecins et les dentistes cessant d'exercer leur profession.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

V. — *Sages-femmes*

### ARTICLE 235

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**235.** Le pouvoir de conclure un contrat de service avec une sage-femme afin de lui permettre d'exercer sa profession pour un établissement de Santé Québec est exercé par le président-directeur général.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le président-directeur général peut conclure un contrat de service avec une sage-femme pour lui permettre d'exercer au sein d'un établissement.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 236

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**236.** Pour conclure le contrat de service visé à l'article 235, une sage-femme doit en faire la demande au président-directeur général.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'il incombe à une sage-femme de faire la demande au président-directeur général pour qu'un contrat de service lui permettant d'exercer sa profession au sein de l'établissement soit conclu

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 237

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**237.** Avant de se prononcer sur la demande d'une sage-femme, le président-directeur général doit obtenir les recommandations sur ses qualifications et sa compétence auprès du chef de département clinique des sages-femmes.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit que les recommandations du chef de département clinique des sages-femmes doivent être obtenues avant qu'une décision ne soit prise sur la demande de conclure un contrat de service d'une sage-femme.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 238

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**238.** Le président-directeur général accepte ou refuse la demande d'une sage-femme pour des motifs fondés sur l'organisation administrative, professionnelle et scientifique de l'établissement et les ressources disponibles.

Le président-directeur général peut également fonder le refus d'une demande sur le défaut de la sage-femme de remplir les critères de qualification, de compétence ou de comportement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine les motifs guidant la décision du président-directeur général à l'égard d'une demande d'une sage-femme.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 239

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**239.** Le contrat de service conclu avec une sage-femme doit prévoir les droits et les obligations de la sage-femme rattachés à l'exercice de sa profession pour l'établissement.

Il doit entre autres prévoir la participation de la sage-femme aux comités formés au sein du conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes.

Le contrat doit être conclu pour une durée maximale de trois ans et peut être renouvelé à son échéance. Il doit également prévoir des mécanismes et des circonstances pouvant permettre d'y mettre fin avant son terme.

### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine le contenu devant être prévu au contrat de service conclu avec une sage-femme.

Il précise également la durée maximale d'un tel contrat est de 3 ans.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 240

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**240.** Le président-directeur général doit, dans les 90 jours de la réception de la demande de la sage-femme, lui transmettre une décision écrite. De plus, tout refus doit être motivé par écrit.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'une décision écrite doit être rendue dans les 90 jours suivants la réception de la demande. Il précise qu'un refus doit être motivé par écrit.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 241

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**241.** Toute sage-femme exerçant sa profession conformément à un contrat de service visé à l'article 235 doit être titulaire d'un contrat valide d'assurance responsabilité accepté par le président-directeur général et, chaque année, établir que cette assurance est en vigueur.

La sage-femme peut toutefois s'acquitter de l'obligation prévue au premier alinéa en fournissant annuellement au président-directeur général la preuve qu'elle est couverte par un contrat d'assurance responsabilité équivalent.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour une sage-femme d'être titulaire d'un contrat valide d'assurance responsabilité.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 242

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**242.** Le pouvoir de prendre des mesures disciplinaires à l'égard d'une sage-femme est exercé par le président-directeur général, après consultation du chef de département clinique des sages-femmes.

Toute mesure disciplinaire prise à l'endroit d'une sage-femme doit être motivée et fondée uniquement sur le défaut de qualification, l'incompétence, la négligence, l'inconduite, l'inobservation du règlement intérieur de l'établissement ou le non-respect des obligations prévues par son contrat de service.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que c'est le président-directeur général qui peut prendre des mesures disciplinaires à l'égard d'une sage-femme. Il précise que pour ce faire, le président-directeur général doit consulter le chef de département clinique des sages-femmes.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, les motifs pouvant fonder une mesure disciplinaire dont la négligence et l'inconduite.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 243

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**243.** Les mesures disciplinaires qui peuvent être prises à l'égard d'une sage-femme vont de la réprimande jusqu'à la résiliation de son contrat de service et comprennent la modification de ce contrat et la privation de l'un ou de plusieurs des droits qu'il prévoit.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les mesures disciplinaires pouvant être prises à l'égard d'une sage-femme dont la réprimande et la résiliation de son contrat de service.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 244

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**244.** La procédure selon laquelle une mesure disciplinaire est prise à l'égard d'une sage-femme est prévue par le règlement intérieur de l'établissement.

L'établissement doit transmettre à l'Ordre des sages-femmes du Québec une reproduction de la décision.

### **COMMENTAIRE**

Cet article indique que c'est le règlement intérieur de l'établissement qui prévoit la procédure selon laquelle une mesure disciplinaire est prise à l'égard d'une sage-femme.

Il précise également que la décision imposant une mesure disciplinaire à une sage-femme est transmise à son ordre professionnel.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 245

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**245.** En cas d'urgence, le chef de département clinique des sages-femmes peut suspendre le droit d'une sage-femme d'exercer sa profession en vertu de son contrat de service.

Le chef de département clinique doit avertir immédiatement le président-directeur général et lui transmettre un rapport dans les 48 heures.

La suspension est valide jusqu'à ce que le président-directeur général ait pris une décision à son sujet, sans toutefois excéder une période de 10 jours.

### **COMMENTAIRE**

Cet article indique que le droit d'une sage-femme d'exercer au sein de l'établissement peut être suspendu en cas d'urgence.

Il précise également la durée de validité d'une telle suspension.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 246

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**246.** Une sage-femme qui n'est pas satisfaite d'une décision rendue à son sujet fondée sur des critères de qualification, de compétence, de comportement ou portant sur des mesures disciplinaires peut, dans les 60 jours qui suivent la date à laquelle la décision lui a été notifiée, contester cette décision devant le Tribunal administratif du Québec.

Elle peut en outre saisir le Tribunal dans les 60 jours de l'expiration du délai prévu à l'article 240, comme s'il s'agissait d'une décision défavorable, si aucune décision portant sur sa demande de conclure un contrat de service ne lui a été transmise dans le délai prévu à cet article.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'une sage-femme peut contester au Tribunal administratif du Québec une décision la concernant portant notamment sur des mesures disciplinaires. Il précise également le délai pour faire cette démarche.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 247

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**247.** Le ministre peut, avec l'approbation du Conseil du trésor, conclure une entente pour l'application des articles 235 à 246 avec un organisme représentatif des sages-femmes. L'entente lie tous les établissements.

Cette entente peut notamment prévoir différents modes de rémunération ou le versement, à titre de compensation ou de remboursement, de divers montants tels des primes, des frais ou des allocations.

À défaut d'entente, le Conseil du trésor peut fixer la rémunération ou les modes de rémunération par règlement qui tient lieu d'entente.

Les dispositions du Code du travail et de la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1) ne s'appliquent pas à une sage-femme visée par une entente conclue en vertu du présent article et qui rend des services en application d'un contrat de service conclu en vertu de l'article 235 pour un établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le ministre de conclure une entente avec un organisme représentatif des sages-femmes portant notamment sur la rémunération, et ce, avec l'approbation du Conseil du trésor.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 248

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**248.** Les dispositions d'une entente conclue en vertu de l'article 247 continuent d'avoir effet, malgré l'expiration de l'entente, jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle entente, laquelle peut rétroagir à compter de l'expiration de l'entente précédente.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'une entente conclue avec un organisme représentatif des sages-femmes continue d'avoir effet à son expiration, et ce, jusqu'à ce qu'une nouvelle entente soit conclue. Il précise que cette nouvelle entente peut rétroagir à compter de l'expiration de la précédente.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 249

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**249.** Une entente conclue en vertu de l'article 247 lie toutes les sages-femmes qui exercent leur profession en vertu d'un contrat de service visé à l'article 235, qu'elles soient membres ou non de l'organisme partie à l'entente.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que toutes les sages-femmes sont liées par une entente conclue avec un organisme représentatif, et ce, même si elles ne sont pas membres de cet organisme.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### § 3. — *Règles particulières aux infirmières et aux infirmiers*

#### I. — *Directeur des soins infirmiers*

#### **ARTICLE 250**

☐ **Adopté** ☐ **Suspendu** ☐ **Amendé**

**250.** président-directeur général d'un établissement de Santé Québec nomme un directeur des soins infirmiers.

Le directeur des soins infirmiers de l'établissement doit être une infirmière ou un infirmier.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un directeur des soins infirmiers est nommé par le président-directeur général.

Il précise également que ce directeur doit être une infirmière ou un infirmier.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 251

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**251.** Sous l'autorité immédiate du président-directeur général, le directeur des soins infirmiers, outre les autres fonctions que lui confère la présente loi, exerce les fonctions suivantes :

1° surveiller et contrôler la qualité des soins infirmiers dispensés au sein de l'établissement;

2° s'assurer de l'élaboration de règles de soins infirmiers qui tiennent compte de la nécessité de rendre des services adéquats et efficaces aux usagers ainsi que de l'organisation et des ressources dont dispose l'établissement;

3° le cas échéant, collaborer à l'élaboration des règles applicables aux soins médicaux et à l'utilisation des médicaments devant être suivies par les infirmières ou les infirmiers habilités à exercer des activités visées à l'article 36.1 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers;

4° le cas échéant, tenir et mettre à jour un registre des infirmières et des infirmiers habilités à exercer l'une ou plusieurs des activités visées à cet article.

### **COMMENTAIRE**

Cet article établit les fonctions d'un directeur des soins infirmiers et il précise que celui-ci agit sous l'autorité immédiate du président-directeur général.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 252

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**252.** Le directeur des soins infirmiers peut, pour un motif disciplinaire ou d'incompétence, limiter ou suspendre l'exercice au sein de l'établissement par une infirmière ou un infirmier des activités visées à l'article 36.1 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers.

L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec doit être informé de toute mesure prise en vertu du présent article.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que l'exercice par une infirmière ou un infirmier des activités visées à l'article 36.1 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers peut être limité ou suspendu par le directeur des soins infirmiers dans certaines circonstances.

Il précise qu'alors l'ordre des infirmières et infirmiers du Québec doit être informé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 253

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**253.** Sous réserve du règlement intérieur de l'établissement et sous l'autorité immédiate du président-directeur général, le directeur des soins infirmiers doit :

1° s'assurer de la distribution appropriée des soins infirmiers au sein de l'établissement;

2° planifier, coordonner et évaluer les soins infirmiers en fonction des besoins de l'établissement;

3° gérer les ressources humaines, matérielles et financières sous sa gouverne;

4° assumer toute autre fonction que lui confie le président-directeur général.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit d'autres fonctions que doit exercer le directeur des soins infirmiers, et ce, sous réserve du règlement intérieur de l'établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

II. — *Conseil des infirmières et des infirmiers*

### ARTICLE 254

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**254.** Un établissement de Santé Québec comprend un conseil des infirmières et infirmiers.

Ce conseil est composé de l'ensemble des infirmières et infirmiers qui exercent leur profession au sein de l'établissement.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un conseil des infirmières et infirmiers est formé dans un établissement.

Il précise la composition d'un tel conseil.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 255

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**255.** Conformément au règlement intérieur de l'établissement, le conseil des infirmières et des infirmiers est responsable envers le conseil interdisciplinaire d'évaluation des trajectoires et de l'organisation clinique de donner son avis sur les sujets suivants :

- 1° en les considérant du point de vue des infirmières et des infirmiers :
  - a) les trajectoires de services cliniques au sein de l'établissement, notamment en ce qui concerne leur pertinence et leur efficience;
  - b) l'organisation technique, scientifique et clinique de l'établissement;
  - c) la distribution des services cliniques;
- 2° tout autre sujet que le conseil interdisciplinaire porte à son attention.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit les responsabilités du conseil des infirmières et infirmiers envers le conseil interdisciplinaire d'évaluation des trajectoires et de l'organisation clinique, soit de donner son avis sur certains sujets dont l'organisation technique, scientifique et clinique de l'établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 256

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**256.** Conformément au règlement intérieur de l'établissement, le conseil des infirmières et des infirmiers est responsable envers le directeur des soins infirmiers :

1° d'apprécier, de manière générale, la qualité des actes infirmiers posés au sein de l'établissement et des activités visées à l'article 36.1 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers qui y sont exercées;

2° de faire des recommandations sur les sujets suivants :

a) les règles de soins infirmiers applicables à leurs membres au sein de l'établissement;

b) les règles relatives aux soins médicaux et à l'utilisation des médicaments applicables à ses membres;

c) la distribution appropriée des soins dispensés par ses membres au sein de l'établissement;

3° de donner son avis sur les moyens à prendre pour évaluer et maintenir la compétence des infirmières et des infirmiers;

4° d'assumer toute autre fonction que lui confie le directeur des soins infirmiers.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les responsabilités du conseil des infirmières et infirmiers envers le directeur des soins infirmiers dont l'appréciation de la qualité des actes infirmiers et la formulation de recommandations.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 257

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**257.** Le conseil des infirmières et infirmiers peut, avec l'autorisation du président-directeur général, s'adjoindre tout expert ou toute autre personne pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs. Cet expert, au même titre que le conseil, a accès au dossier d'un usager lorsque les renseignements qu'il contient sont nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

L'expert doit, avant de commencer à exercer ses fonctions, prêter le serment prévu à l'annexe I.

L'expert ne peut être poursuivi en justice en raison d'un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le conseil des infirmières et infirmiers de requérir le soutien d'un expert ou d'une autre personne pour l'assister. Il précise que l'autorisation du président-directeur général est alors requise.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 258

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**258.** En plus des fonctions prévues aux articles 255 et 256, le conseil des infirmières et infirmiers exerce, à l'égard des personnes qui exercent des activités d'infirmières auxiliaires ou d'infirmiers auxiliaires pour l'établissement, les fonctions suivantes :

- 1° apprécier la qualité des soins infirmiers qu'elles posent;
- 2° donner son avis sur les moyens à prendre pour évaluer et maintenir leur compétence;
- 3° faire des recommandations sur la distribution appropriée des soins qu'elles dispensent.

### COMMENTAIRE

Cet article précise certaines fonctions que le conseil des infirmières et infirmiers exercent à l'égard des personnes qui exercent des activités d'infirmières auxiliaires ou infirmiers auxiliaires. Il énonce que ces fonctions particulières s'ajoutent à celles prévues aux articles précédents, soit les articles 255 et 256 du projet de loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 259

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**259.** Le conseil des infirmières et infirmiers doit constituer un comité des infirmières et infirmiers auxiliaires chargé d'exercer les fonctions prévues à l'article 258. Ce comité est composé d'au moins trois personnes choisies par et parmi celles qui exercent des activités relevant de sa compétence.

Ce comité peut adopter des règlements concernant sa régie interne, son fonctionnement et la poursuite de ses fins. Ces règlements entrent en vigueur après avoir été approuvés par le comité exécutif du conseil des infirmières et infirmiers.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un comité des infirmières et infirmiers auxiliaires est constitué et qu'il exerce les fonctions prévues à l'article 258. Il détermine également la composition d'un tel comité.

Enfin, il prévoit la possibilité pour ce comité d'adopter des règlements concernant notamment sa régie interne.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 260

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**260.** Les fonctions du conseil des infirmières et infirmiers sont exercées par un comité exécutif formé d'au moins quatre infirmières ou infirmiers désignés par le conseil, du président et d'un autre membre du comité des infirmières et infirmiers auxiliaires, du directeur des soins infirmiers et du président-directeur général de l'établissement.

Le comité exécutif dispose des pouvoirs du conseil des infirmières et infirmiers nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Il supervise et coordonne les travaux des autres comités du conseil, le cas échéant.

Le directeur des soins infirmiers veille au bon fonctionnement des comités du conseil des infirmières et infirmiers et s'assure que le conseil apprécie adéquatement les actes infirmiers posés au sein de l'établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un comité exécutif exerce les fonctions du conseil des infirmières et infirmiers. Il établit la composition d'un tel comité et il indique les pouvoirs dont il dispose.

Enfin, il précise le rôle du directeur des soins infirmiers à l'égard du conseil et de ses comités.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 261

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**261.** Le conseil des infirmières et infirmiers peut adopter des règlements concernant sa régie interne, la création et le fonctionnement de comités en plus du comité exécutif et du comité des infirmières et infirmiers auxiliaires ainsi que la poursuite de ses fins. Ces règlements entrent en vigueur après avoir été approuvés par le directeur des soins infirmiers de l'établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le conseil des infirmières et infirmiers d'adopter des règlements concernant notamment sa régie interne et la création de comités. Il précise que ces règlements doivent être approuvés par le directeur des soins infirmiers pour entrer en vigueur.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 262

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**262.** Lorsqu'une recommandation du comité des infirmières et infirmiers auxiliaires n'est pas retenue par le comité exécutif du conseil des infirmières et infirmiers, elle doit être transmise au président-directeur général de l'établissement accompagnée des motifs de la décision.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'une recommandation du comité des infirmières et infirmiers auxiliaires doit être transmise au président-directeur général lorsqu'elle n'est pas retenue par le comité exécutif du conseil.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 263

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**263.** Le conseil des infirmières et infirmiers doit faire un rapport annuel au directeur des soins infirmiers concernant l'exécution de ses fonctions et des avis qui en résultent.

Le comité des infirmières et infirmiers auxiliaires, dans la forme et selon la teneur et la périodicité déterminées par le comité exécutif du conseil des infirmières et infirmiers, lui fait rapport.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour le conseil des infirmières et infirmiers de faire un rapport annuel au directeur des soins infirmiers.

Il prévoit également que le comité des infirmières et infirmiers auxiliaires doit faire rapport au comité exécutif du conseil des infirmières et infirmiers

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

§ 4. — *Règles particulières au personnel multidisciplinaire des services de santé*

I. — *Directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé*

### ARTICLE 264

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**264.** Le président directeur général d'un établissement de Santé Québec nomme un directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit qu'un directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé est nommé par le président-directeur général.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 265

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**265.** Sous réserve du règlement intérieur de l'établissement et sous l'autorité immédiate du président-directeur général, le directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé doit :

1° surveiller et contrôler la qualité des actes posés le personnel visé au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 154;

2° planifier, coordonner et évaluer l'exercice des activités de ce personnel en fonction des besoins de l'établissement;

3° gérer les ressources humaines, matérielles et financières sous sa gouverne;

4° contribuer au développement et au soutien du personnel multidisciplinaire des services de santé au sein de l'établissement;

5° assumer toute autre fonction que lui confie le président-directeur général.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les fonctions du directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé dont la surveillance et le contrôle des actes posés par certains membres du personnel.

Il précise qu'il exerce ses fonctions sous l'autorité immédiate du président-directeur général.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### II. — *Conseil multidisciplinaire des services de santé*

#### **ARTICLE 266**

☐ **Adopté** ☐ **Suspendu** ☐ **Amendé**

**266.** Un établissement de Santé Québec comprend un conseil multidisciplinaire des services de santé.

Ce conseil est composé de l'ensemble des personnes visées au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 154.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un conseil multidisciplinaire des services de santé est formé dans un établissement.

Il détermine également la composition de ce conseil.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 267

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**267.** Conformément au règlement intérieur de l'établissement, le conseil multidisciplinaire des services de santé est responsable envers le conseil interdisciplinaire d'évaluation des trajectoires et de l'organisation clinique de donner son avis sur les sujets suivants :

1° en les considérant du point de vue de ses membres :

a) les trajectoires de services cliniques au sein de l'établissement, notamment en ce qui concerne leur pertinence et leur efficience;

b) l'organisation technique, scientifique et clinique de l'établissement;

c) la distribution des services cliniques;

2° tout autre sujet que le conseil interdisciplinaire porte à son attention.

### COMMENTAIRE

Cet article établit les responsabilités du conseil multidisciplinaire des services de santé envers le conseil interdisciplinaire d'évaluation des trajectoires et de l'organisation clinique, soit de donner son avis sur certains sujets dont l'organisation technique, scientifique et clinique de l'établissement.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 268

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**268.** Conformément au règlement intérieur de l'établissement, le conseil multidisciplinaire des services de santé est responsable envers le directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé :

1° de constituer, chaque fois que cela est requis, les comités de pairs nécessaires à l'appréciation et à l'amélioration de la qualité de la pratique professionnelle de l'ensemble de leurs membres au sein de l'établissement;

2° de faire des recommandations sur la distribution appropriée des services fournis par ses membres, eu égard aux conditions locales d'exercice requises pour assurer des services au sein de l'établissement;

3° de donner son avis sur les moyens à prendre pour évaluer et maintenir la compétence de ses membres;

4° d'assumer toute autre fonction que lui confie le directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les responsabilités du conseil multidisciplinaire des services de santé envers le directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé notamment la constitution de comités de pairs et de donner des recommandations sur la distribution appropriée des services.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 269

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**269.** Le conseil multidisciplinaire des services de santé peut, avec l'autorisation du président-directeur général, s'adjoindre tout expert ou toute autre personne pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs. Cet expert, au même titre que le conseil, a accès au dossier d'un usager lorsque les renseignements qu'il contient sont nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

L'expert doit, avant de commencer à exercer ses fonctions, prêter le serment prévu à l'annexe I.

L'expert ne peut être poursuivi en justice en raison d'un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le conseil multidisciplinaire des services de santé de requérir le soutien d'un expert ou d'une autre personne pour l'assister. Il précise que l'autorisation du président-directeur général est alors requise.

Il précise également que l'expert peut avoir accès au dossier d'un usager, doit prêter un serment et qu'il ne peut être poursuivi en justice.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 270

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**270.** Les fonctions du conseil multidisciplinaire des services de santé sont exercées par un comité exécutif formé d'au moins trois personnes titulaires de titres d'emploi différents et, le cas échéant, membres d'ordres professionnels différents, élues par et parmi les membres du conseil, du directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé et du président-directeur général de l'établissement.

Le comité exécutif dispose des pouvoirs du conseil multidisciplinaire des services de santé nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Il supervise et coordonne les travaux des autres comités du conseil, le cas échéant.

Le directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé veille au bon fonctionnement des comités du conseil et s'assure que le conseil apprécie adéquatement la pratique de ses membres au sein de l'établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article établit qu'un comité exécutif exerce les fonctions du conseil multidisciplinaire des services de santé. Il prévoit également des règles quant à la composition de ce comité exécutif.

Il ajoute que le comité dispose des pouvoirs du conseil nécessaires à l'exercice de ses responsabilités.

Enfin, il précise le rôle du directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé. Il lui incombe notamment de surveiller le fonctionnement des comités du conseil.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 271

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**271.** Le conseil multidisciplinaire des services de santé peut adopter des règlements concernant sa régie interne, la création et le fonctionnement de comités en plus du comité exécutif ainsi que la poursuite de ses fins. Ces règlements entrent en vigueur après avoir été approuvés par le directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le conseil multidisciplinaire des services de santé d'adopter des règlements concernant notamment sa régie interne et la création de comités. Il précise que ces règlements doivent être approuvés par le directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé pour entrer en vigueur.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 272

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**272.** Le conseil multidisciplinaire des services de santé doit faire rapport annuellement au directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé concernant l'exécution de ses fonctions et des avis qui en résultent.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation du conseil multidisciplinaire des services de santé de faire rapport de ses activités au directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé, et ce, annuellement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

§ 5. — *Règles particulières au personnel multidisciplinaire des services sociaux*

I. — *Directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux*

### ARTICLE 273

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**273.** Le président-directeur général d'un établissement de Santé Québec nomme un directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux pour l'établissement.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit qu'un directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux est nommé par le président-directeur général.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 274

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**274.** Sous réserve du règlement intérieur de l'établissement et sous l'autorité immédiate du président-directeur général, le directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux doit :

1° surveiller et contrôler la qualité des interventions du personnel visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 154;

2° planifier, coordonner et évaluer l'exercice des activités de ce personnel en fonction des besoins de l'établissement;

3° gérer les ressources humaines, matérielles et financières sous sa gouverne;

4° contribuer au développement et au soutien du personnel en services sociaux au sein de l'établissement;

5° assumer toute autre fonction que lui confie le président-directeur général.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les fonctions du directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux dont la surveillance et le contrôle des actes posés par certains membres du personnel.

Il précise qu'il exerce ses fonctions sous l'autorité immédiate du président-directeur général.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

II. — *Conseil multidisciplinaire des services sociaux*

### ARTICLE 275

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**275.** Un établissement de Santé Québec comprend un conseil multidisciplinaire des services sociaux.

Ce conseil est composé de l'ensemble des personnes visées au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 154.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un conseil multidisciplinaire des services sociaux est formé dans un établissement.

Il détermine également la composition de ce conseil.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 276

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**276.** Conformément au règlement intérieur de l'établissement, le conseil multidisciplinaire des services sociaux est responsable envers le conseil interdisciplinaire d'évaluation des trajectoires et de l'organisation clinique de donner son avis sur les sujets suivants :

1° en les considérant du point de vue de ses membres :

a) les trajectoires de services cliniques au sein de l'établissement, notamment en ce qui concerne leur pertinence et leur efficience;

b) l'organisation technique, scientifique et clinique de l'établissement;

c) la distribution des services sociaux;

2° tout autre sujet que le conseil interdisciplinaire porte à son attention.

### COMMENTAIRE

Cet article établit les responsabilités du conseil multidisciplinaire des services sociaux envers le conseil interdisciplinaire d'évaluation des trajectoires et de l'organisation clinique, soit de donner son avis sur certains sujets dont l'organisation technique, scientifique et clinique de l'établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 277

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**277.** Conformément au règlement intérieur de l'établissement, le conseil multidisciplinaire des services sociaux est responsable envers le directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux :

1° de constituer, chaque fois qu'il est requis, les comités de pairs nécessaires à l'appréciation et à l'amélioration de la qualité de la pratique professionnelle de l'ensemble de leurs membres au sein de l'établissement;

2° de faire des recommandations sur la distribution appropriée des services fournis par leurs membres, eu égard aux conditions locales d'exercice requises pour assurer des services au sein de l'établissement;

3° de donner son avis sur les moyens à prendre pour évaluer et maintenir la compétence de ses membres;

4° d'assumer toute autre fonction que lui confie le directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les responsabilités du conseil multidisciplinaire des services sociaux envers le directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux notamment la constitution de comités de pairs et de donner des recommandations sur la distribution appropriée des services.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 278

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**278.** Le conseil multidisciplinaire des services sociaux peut, avec l'autorisation du président-directeur général, s'adjoindre tout expert ou toute autre personne pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs. Cet expert, au même titre que le conseil, a accès au dossier d'un usager lorsque les renseignements qu'il contient sont nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

L'expert doit, avant de commencer à exercer ses fonctions, prêter le serment prévu à l'annexe I.

L'expert ne peut être poursuivi en justice en raison d'un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le conseil multidisciplinaire des services sociaux de requérir le soutien d'un expert ou d'une autre personne pour l'assister. Il précise que l'autorisation du président-directeur général est alors requise.

Il précise également que l'expert peut avoir accès au dossier d'un usager, doit prêter un serment et qu'il ne peut être poursuivi en justice.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 279

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**279.** Les fonctions du conseil multidisciplinaire des services sociaux sont exercées par un comité exécutif formé d'au moins trois personnes titulaires de titres d'emploi différents et, le cas échéant, membres d'ordres professionnels différents, élues par et parmi les membres du conseil, du directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux et du président-directeur général de l'établissement.

Le comité exécutif dispose des pouvoirs du conseil multidisciplinaire des services sociaux nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Il supervise et coordonne les travaux des autres comités du conseil, le cas échéant.

Le directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux veille au bon fonctionnement des comités du conseil et s'assure que le conseil apprécie adéquatement la pratique de ses membres au sein de l'établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article établit qu'un comité exécutif exerce les fonctions du conseil multidisciplinaire des services sociaux. Il prévoit également des règles quant à la composition de ce comité exécutif.

Il ajoute que le comité dispose des pouvoirs du conseil nécessaires à l'exercice de ses responsabilités.

Enfin, il précise le rôle du directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux notamment la surveillance du fonctionnement des comités du conseil lui incombant.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 280

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**280.** Le conseil multidisciplinaire des services sociaux peut adopter des règlements concernant sa régie interne, la création et le fonctionnement de comités en plus du comité exécutif ainsi que la poursuite de ses fins. Ces règlements entrent en vigueur après avoir été approuvés par le directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le conseil multidisciplinaire des services sociaux d'adopter des règlements concernant notamment sa régie interne et la création de comités. Il précise que ces règlements doivent être approuvés par le directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux pour entrer en vigueur.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 281

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**281.** Le conseil multidisciplinaire des services sociaux doit faire rapport annuellement au directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux concernant l'exécution de ses fonctions et des avis qui en résultent.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation du conseil multidisciplinaire des services de santé de faire rapport de ses activités au directeur du personnel multidisciplinaire des services de santé, et ce, annuellement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

#### ÉTABLISSEMENTS REGROUPÉS

#### ARTICLE 282

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**282.** Les établissements regroupés sont ceux visés à l'annexe II. Ils sont des établissements publics même s'ils ne sont pas institués en vertu de l'article 37.

Chaque établissement regroupé fournit tout ensemble de services déterminé par le conseil d'administration de Santé Québec parmi ceux prévus à l'article 3.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce que les établissements regroupés sont ceux figurant à l'annexe II du projet de loi. Il précise que ces établissements sont des établissements publics, et ce, même s'ils ne sont pas institués par Santé Québec conformément à l'article 37 du projet de loi.

Enfin, il prévoit que les établissements regroupés fournissent les mêmes ensembles de services que ceux fournis par les autres établissements publics et que c'est le conseil d'administration de Santé Québec qui le détermine.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 283

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**283.** Le conseil d'administration de Santé Québec administre les affaires des établissements regroupés et exerce à leur endroit, avec les adaptations nécessaires, tous les pouvoirs que Santé Québec a à l'égard de ses établissements, sous réserve des dispositions particulières du présent chapitre.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que les affaires d'un établissement regroupé sont administrées par le conseil d'administration de Santé Québec. Il précise que celle-ci peut exercer à l'égard d'un établissement regroupé tous les pouvoirs qu'elle peut exercer à l'égard de ses propres établissements.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 284

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**284.** La structure organisationnelle d'un établissement regroupé est celle de l'établissement territorial responsable du territoire de réseau local de services de santé et de services sociaux sur lequel il se trouve. Le président-directeur général de même que les dirigeants principaux de l'établissement territorial exercent également leurs fonctions et responsabilités à l'égard de l'établissement regroupé. De plus, tous les conseils, instances et comités de l'établissement territorial, à l'exception du comité des usagers visé à l'article 143 et, le cas échéant, du comité consultatif visé à l'article 125, exercent leurs fonctions et responsabilités à l'égard de l'établissement regroupé.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit qu'un établissement regroupé a la structure organisationnelle de l'établissement territorial du territoire de réseau local de services de santé et de services sociaux sur lequel il se trouve. Ainsi, il indique notamment que les dirigeants de l'établissement territorial de même que les conseils, instances et comités de cet établissement exercent leurs fonctions à l'égard de l'établissement regroupé, sous réserve de certaines exceptions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 285

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**285.** Le conseil d'administration de Santé Québec doit s'assurer que les membres d'un établissement regroupé déterminent, par règlement, les conditions pour être admis comme membre de l'établissement, les droits et les obligations des membres ainsi que les critères ou les conditions relatifs à leur démission, à leur suspension ou à leur exclusion.

À défaut par les membres de l'établissement de ce faire, le conseil d'administration y pourvoit.

Toute modification au règlement des membres de l'établissement doit, pour entrer en vigueur, être soumise à l'approbation du conseil d'administration.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour le conseil d'administration de s'assurer que les membres d'un établissement regroupé déterminent certaines règles relatives notamment leurs droits et obligations.

Il précise que si les membres n'établissent pas de telles règles, alors il incombe au conseil d'administration de le faire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 286

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**286.** Les membres d'un établissement regroupé peuvent, par règlement, former un bureau de gouverneurs ou de délégués pour les représenter et déterminer sa composition, les règles de sa régie interne et ses fonctions et devoirs ainsi que le mode de nomination, la durée du mandat et le mode de destitution des gouverneurs ou des délégués. Les avis qui doivent être transmis aux membres de l'établissement le sont alors valablement s'ils sont adressés au bureau des gouverneurs ou des délégués.

Le règlement des membres de l'établissement peut prévoir que l'exercice des pouvoirs attribués par le présent chapitre à ces membres peut être confié au bureau des gouverneurs ou des délégués.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité qu'un bureau de gouverneurs ou de délégués soit formé par les membres d'un établissement regroupé, et ce, par règlement. Il précise que ce règlement prévoit notamment la composition de ce bureau, sa régie interne et ses fonctions.

Il ajoute que les avis devant être transmis aux membres sont valides lorsqu'ils sont transmis à un tel bureau.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 287

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**287.** L'établissement territorial responsable du territoire de réseau local de services de santé et de services sociaux sur lequel se trouve un établissement regroupé inscrit dans un registre le nom, l'adresse et l'occupation de chacun des membres de l'établissement regroupé et, le cas échéant, ceux de ses gouverneurs ou de ses délégués. De même, il inscrit dans ses livres les règlements adoptés par ces membres et les procès-verbaux de leurs assemblées ainsi que, le cas échéant, les règlements adoptés par ces gouverneurs ou ces délégués et les procès-verbaux de leurs assemblées.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit qu'un registre est tenu par un établissement territorial comprenant notamment le nom, l'adresse et l'occupation des membres d'un établissement regroupé. Il précise également ce qui doit être inscrits dans les livres de l'établissement territorial à l'égard d'un établissement regroupé tels que les règlements adoptés par les membres.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 288

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**288.** Le conseil d'administration de Santé Québec doit obtenir l'accord d'au moins les deux tiers des voix exprimées par les membres d'un établissement regroupé pour toute décision relative à l'accès aux services de nature culturelle ou linguistique rendus dans les installations de cet établissement.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que l'accord des membres d'un établissement regroupé doit être obtenu par le conseil d'administration pour certaines décisions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 289

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**289.** L'acte constitutif d'un établissement regroupé ne peut être modifié, révoqué ou abandonné sans l'autorisation écrite du ministre. Le ministre peut toutefois, avec les mêmes effets, donner une telle autorisation dans les cas où l'acte constitutif de l'établissement a été modifié, révoqué ou abandonné sans cette autorisation.

Pour l'application du présent chapitre, on entend par « acte constitutif » la loi spéciale qui constitue l'établissement, les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires, les statuts de constitution ou de continuation et tout autre document ou charte accordé pour sa constitution.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que l'autorisation du ministre doit être obtenue pour la modification, la révocation ou l'abandon d'un acte constitutif d'un établissement regroupé. Il précise également que le ministre peut donner une autorisation rétroactive.

Il définit également ce que signifie « acte constitutif d'un établissement » pour les fins de ce chapitre.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 290

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**290.** Lorsqu'un établissement regroupé a été constitué par loi spéciale, le registraire des entreprises peut, malgré toute disposition législative inconciliable, délivrer des lettres patentes supplémentaires pour modifier les dispositions de l'acte constitutif de l'établissement à la demande de Santé Québec autorisée par le ministre conformément à l'article 289.

Le registraire des entreprises fait publier ces lettres patentes supplémentaires à la *Gazette officielle du Québec*, avec un avis indiquant la date de leur prise d'effet. L'Éditeur officiel du Québec doit insérer dans le recueil annuel des lois du Québec, dont l'impression suit la délivrance de ces lettres patentes supplémentaires, un tableau indiquant la date de leur prise d'effet et les dispositions législatives qu'elles modifient.

La demande visée au premier alinéa doit être signée par le président et chef de la direction de Santé Québec et par le président de son conseil d'administration. Elle doit également être appuyée d'une résolution adoptée par ce conseil, laquelle doit être approuvée par au moins les deux tiers des voix exprimées par les membres de l'établissement.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit les règles applicables pour que des lettres patentes supplémentaires soient accordées à un établissement regroupé qui a été constitué par loi spéciale et dont l'acte constitutif doit être modifié.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 291

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**291.** Le conseil d'administration de Santé Québec doit aviser les membres d'un établissement regroupé de toute mesure susceptible de réduire la valeur ou de modifier la destination des immeubles de cet établissement.

Le conseil d'administration de Santé Québec ne peut aliéner les immeubles d'un tel établissement ni en changer la destination sans l'accord d'au moins les deux tiers des voix exprimées par ses membres.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation que les membres d'un établissement regroupé soient avisés lorsqu'une mesure est susceptible de diminuer la valeur ou de modifier la destination des immeubles de l'établissement regroupé.

Il ajoute que les membres doivent donner leur accord pour qu'un immeuble d'un établissement regroupé soit aliéné ou pour que la destination de cet immeuble soit modifiée.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 292

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**292.** Lorsque l'acquisition d'un immeuble excédentaire d'un établissement regroupé, sa construction ou les travaux exécutés sur celui-ci ont été financés par des fonds autres que des fonds provenant, en tout ou en partie, de subventions du gouvernement ou autres que des fonds provenant entièrement de souscriptions publiques et que ces investissements n'ont pas fait l'objet de remboursement ou de désintéressement, le produit de l'aliénation de cet immeuble et les revenus qu'il génère peuvent être cédés à une fondation de l'établissement ou être versés dans un fonds spécial dont l'administration est confiée aux membres de cet établissement, afin d'être utilisés à l'une des fins suivantes :

1° l'achat, la construction, la rénovation, l'amélioration, l'agrandissement ou l'aménagement de biens immobiliers de l'établissement;

2° l'achat, l'installation, l'amélioration ou le remplacement de l'ameublement, de l'équipement ou de l'outillage de l'établissement;

3° les activités de recherche de l'établissement;

4° l'amélioration de la qualité de vie des usagers de l'établissement;

5° la formation et le développement des ressources humaines de l'établissement pour des besoins spécifiques.

Le produit de l'aliénation de cet immeuble et les revenus qu'il génère peuvent également être cédés à une autre personne morale sans but lucratif dont les activités sont liées au domaine de la santé et des services sociaux si l'autorisation requise en application du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 84, le cas échéant, en dispose ainsi.

Les règles prévues aux premier et deuxième alinéas s'appliquent également aux fonds constitués par les membres de l'établissement avant le 23 juin 1992 et qui ont traditionnellement été administrés par ces derniers.

Un immeuble excédentaire peut aussi être transféré soit à une fondation de l'établissement, soit, si l'autorisation requise en application du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 84, le cas échéant, en dispose ainsi, à une autre personne morale sans but lucratif dont les activités sont liées au domaine de la santé et des services sociaux.

Aux fins du présent article, on entend par « immeuble excédentaire » un immeuble pour lequel ni l'établissement, ni Santé Québec, ni le ministre ne

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

prévoit, aux fins d'un autre établissement, une quelconque utilisation pour les cinq années subséquentes.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les cas dans lesquels le produit de l'aliénation d'un immeuble excédentaire d'un établissement regroupé et les revenus qu'il génère peuvent être versés à la fondation de l'établissement ou dans un fonds spécial dont l'administration est confiée aux membres de cet établissement. Il précise également les fins pour lesquelles ils peuvent être alors utilisés.

Il prévoit également, à son deuxième alinéa, les conditions suivant lesquelles le produit de l'aliénation de cet immeuble et les revenus qu'il génère peuvent être cédés à une autre personne morale sans but lucratif dont les activités sont liées au domaine de la santé et des services sociaux.

Puis, cet article indique, à son quatrième alinéa, les conditions suivant lesquelles l'immeuble excédentaire peut être transféré à la fondation de l'établissement ou à une autre personne morale sans but lucratif dont les activités sont liées au domaine de la santé et des services sociaux.

Enfin, à son dernier alinéa, il définit ce que signifie « immeuble excédentaire » au sens du présent article.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 293

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**293.** À la demande d'un ou de plusieurs groupes formés d'employés ou de professionnels œuvrant au sein d'une installation d'un établissement regroupé ou de personnes appartenant à un milieu qu'il dessert, Santé Québec doit constituer pour cet établissement un seul comité consultatif chargé de faire des recommandations au conseil d'administration de Santé Québec sur les moyens à mettre en place pour préserver le caractère culturel, historique, linguistique ou local de cet établissement et d'établir, le cas échéant, les liens nécessaires avec les fondations de l'établissement ainsi qu'avec les responsables des activités de recherche.

Ce comité est composé de sept membres qui ont les qualités requises pour en exécuter le mandat et qui sont nommés par le conseil d'administration de Santé Québec. À cette fin, le conseil d'administration doit inviter les groupes intéressés à lui fournir des listes de noms parmi lesquels il choisit les membres du comité.

Le comité doit établir ses règles de fonctionnement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la création d'un comité consultatif lorsqu'une telle demande est formulée par certaines personnes. Il indique également le rôle de ce comité soit faire des recommandations au conseil d'administration notamment sur les moyens à mettre en place pour préserver le caractère culturel, historique, linguistique ou local de cet établissement.

Ensuite, cet article indique la composition d'un tel comité.

Enfin, il précise que le comité établit ses règles de fonctionnement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE III

### ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

### SECTION I

### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

### ARTICLE 294

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**294.** Un établissement privé doit déterminer son organisation administrative, professionnelle et scientifique.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un établissement privé détermine son organisation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 295

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**295.** Un établissement privé doit remplir les obligations suivantes :

1° créer un comité de vigilance et de la qualité auquel s'appliquent les articles 120, 121, 123 et 124;

2° instituer un comité de gestion des risques auquel s'appliquent les articles 138 et 140 à 142;

3° instituer un comité des usagers et, le cas échéant, un comité des résidents auquel s'appliquent les articles 143 à 151;

4° se doter de règles relatives à la divulgation à un usager, au représentant d'un usager mineur ou majeur inapte ou, en cas de décès d'un usager, à ses héritiers, à ses légataires particuliers ou au liquidateur de sa succession, de toute l'information nécessaire lorsque survient un accident.

Les dispositions auxquelles renvoie le premier alinéa s'appliquent en y faisant les modifications suivantes et avec les autres adaptations nécessaires :

1° une mention du conseil d'administration de l'établissement privé ou, si celui-ci n'est pas une personne morale, du titulaire de l'autorisation est substituée à celle du conseil d'établissement de l'établissement de Santé Québec et à celle du conseil d'administration de Santé Québec;

2° une mention du règlement intérieur de l'établissement privé est substituée à celle du règlement intérieur de Santé Québec;

3° une mention du plus haut dirigeant de l'établissement privé est substituée à celle du président-directeur général de l'établissement de Santé Québec.

Santé Québec peut, par règlement, prévoir ceux des pouvoirs conférés au plus haut dirigeant d'un établissement privé par les dispositions visées au premier alinéa que le conseil d'administration de cet établissement peut retirer ou restreindre afin de les exercer lui-même.

### COMMENTAIRE

Cet article énonce les obligations d'un établissement privé dont la création d'un comité de vigilance et de la qualité, l'institution d'un comité de gestion des risques et d'un comité des usagers.

Considérant les renvois qui sont faits à différents articles du projet de loi, cet article prévoit également des adaptations nécessaires au texte, notamment il indique que lorsqu'il est mention du conseil d'établissement, cela signifie, pour

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

l'établissement privé, son conseil d'administration ou, si celui-ci n'est pas une personne morale, le titulaire de l'autorisation.

Enfin, il précise la possibilité pour Santé Québec de prévoir, par règlement, parmi les pouvoirs dévolus au plus haut dirigeant d'un établissement privé ceux pouvant lui être retirés ou restreints par le conseil d'administration de cet établissement. Il précise que c'est alors le conseil d'administration qui exerce ces pouvoirs.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 296

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**296.** Le comité de vigilance et de la qualité créé pour un établissement privé en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 295 est composé d'au moins cinq personnes, dont le plus haut dirigeant de l'établissement, un commissaire aux plaintes et à la qualité des services et une autre personne désignés par Santé Québec et toute autre personne que le conseil d'administration de l'établissement désigne ou, si celui-ci n'est pas une personne morale, que le titulaire de l'autorisation désigne.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la composition du comité de vigilance et de la qualité d'un établissement privé. Il indique qu'en font notamment partie un commissaire aux plaintes et à la qualité des services et une personne désignés par Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 297

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**297.** La composition du comité de gestion des risques institué pour un établissement privé en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 295 doit assurer une représentativité équilibrée des employés et des usagers de l'établissement, des personnes qui exercent leur profession en son sein de même que, s'il y a lieu, des personnes qui, en vertu d'un contrat de service, fournissent pour le compte de l'établissement des services aux usagers de ce dernier.

De plus, le plus haut dirigeant de l'établissement ou la personne qu'il désigne est membre d'office de ce comité.

### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine des critères devant être respectés dans la composition du comité de gestion des risques d'un établissement privé.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 298

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**298.** Malgré le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 295, un établissement privé qui offre de l'hébergement de longue durée dans des installations se trouvant dans plus d'une région sociosanitaire peut choisir de mettre sur pied un comité d'usagers pour chacune ou plusieurs de ces régions.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit une adaptation à la règle de l'institution d'un comité des usagers par un établissement privé lorsque celui-ci a des installations dans plus d'une région sociosanitaire. Il indique qu'alors cet établissement peut décider d'instituer un comité pour chacune de ces régions. Cette possibilité n'est prévue que pour un établissement qui offre des services d'hébergement de longue durée.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 299

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**299.** Tout établissement privé doit se doter d'un code d'éthique qui prévoit :

- 1° les droits des usagers;
- 2° les pratiques et conduites attendues des personnes qui, au sein de l'établissement, exercent des activités à l'endroit des usagers;
- 3° les règles d'utilisation des renseignements visés à l'article 321.

L'établissement doit remettre une reproduction de ce code d'éthique à tout usager qu'il héberge ou qui lui en fait la demande.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour un établissement privé de se doter d'un code d'éthique. Il indique ce sur quoi ce code doit porter notamment les droits des usagers et les pratiques attendues des personnes qui exercent des activités à l'endroit des usagers.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 300

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**300.** Un établissement privé doit nommer un responsable de la qualité des services cliniques.

Ce responsable doit notamment surveiller et contrôler la qualité des services cliniques offerts aux usagers et veiller à la détection en temps utile des situations anormales. Le responsable doit disposer de l'autorité permettant de remédier avec diligence à une telle situation ou d'un libre accès à la personne disposant d'une telle autorité.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour un établissement de nommer une personne responsable de la qualité des services cliniques.

Il énonce, à son deuxième alinéa, les fonctions de ce responsable dont la surveillance de la qualité des services cliniques offerts et de veiller à la détection des situations anormales.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 301

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**301.** Un établissement privé qui exploite un centre hospitalier, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation doit nommer un directeur des soins infirmiers qui doit être une infirmière ou un infirmier.

Santé Québec peut exempter un établissement privé de l'obligation de nommer un tel directeur lorsque le nombre de lits dont cet établissement dispose dans ses installations pour l'hébergement des usagers ne justifie pas qu'un tel directeur soit nommé.

Elle peut en outre exempter un établissement privé qui exploite un centre de réadaptation de cette obligation si la nature des services qu'il fournit ne justifie pas qu'un tel directeur soit nommé.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour un établissement privé de nommer un directeur des soins infirmiers lorsqu'il exploite un centre hospitalier, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation. Il précise que ce directeur doit être une infirmière ou un infirmier.

Il ajoute, à ses deuxième et troisième alinéas, qu'un tel établissement peut néanmoins être exempté de cette obligation par Santé Québec dans certaines circonstances.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 302

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**302.** Sous l'autorité immédiate du plus haut dirigeant d'un établissement privé, le directeur des soins infirmiers exerce les fonctions suivantes :

1° surveiller et contrôler la qualité des soins infirmiers dispensés par l'établissement;

2° s'assurer de l'élaboration de règles applicables aux soins infirmiers qui tiennent compte de la nécessité de rendre des services adéquats et efficaces aux usagers ainsi que de l'organisation et des ressources dont dispose l'établissement;

3° s'assurer de la distribution appropriée des soins infirmiers dans l'établissement;

4° planifier, coordonner et évaluer les soins infirmiers en fonction des besoins de l'établissement;

5° gérer les ressources humaines, matérielles et financières sous sa gouverne;

6° le cas échéant, tenir et mettre à jour un registre des infirmières et des infirmiers habilités à exercer des activités visées à l'article 36.1 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers;

7° assumer toute autre fonction que lui confie le plus haut dirigeant de l'établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article établit les fonctions du directeur des soins infirmiers dont la surveillance de la qualité des soins infirmiers et la planification et la coordination des soins infirmiers. Il précise également que ce directeur exerce ses fonctions sous l'autorité immédiate du plus haut dirigeant de l'établissement privé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 303

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**303.** Le directeur des soins infirmiers peut, pour un motif disciplinaire ou d'incompétence, limiter ou suspendre l'exercice dans le centre par une infirmière ou un infirmier des activités visées à l'article 36.1 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers.

L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec doit être informé de toute mesure prise en vertu du présent article.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le pouvoir du directeur des soins infirmiers de limiter ou de suspendre l'exercice par une infirmière ou un infirmier de certaines activités visées à l'article 36.1 de la *Loi sur les infirmières et les infirmiers*, et ce, pour un motif disciplinaire.

Il précise que leur ordre professionnel doit en être informé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 304

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**304.** Lorsqu'un établissement privé se prévaut de l'exemption de nommer un directeur des soins infirmiers prévue au deuxième alinéa de l'article 301, il doit alors nommer un responsable des soins infirmiers qui doit être une infirmière ou un infirmier.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que lorsque Santé Québec exempte un établissement de son obligation de nommer un directeur de soins infirmiers considérant que le nombre de lits de cet établissement ne justifie pas qu'un tel directeur soit nommé et que l'établissement se prévaut de cette exemption, il doit néanmoins nommer un responsable des soins infirmiers. Il précise que ce responsable doit être une infirmière ou un infirmier.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 305

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**305.** Lorsqu'un directeur des soins infirmiers ou un responsable des soins infirmiers est nommé pour un établissement privé, celui-ci peut également assumer les fonctions du responsable de la qualité des services cliniques prévues à l'article 300.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que les fonctions du responsable de la qualité des services cliniques peuvent être assumées par un directeur des soins infirmiers ou un responsable des soins infirmiers.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION II

#### OFFRE DE SERVICES

#### ARTICLE 306

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**306.** L'établissement privé détermine son offre de services de santé ou de services sociaux conformément à l'autorisation octroyée par Santé Québec pour l'exploitation de cet établissement.

L'établissement fixe également les paramètres des services de santé ou des services sociaux qu'il fournit et soumet ces paramètres à l'approbation de Santé Québec.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que l'offre de services de l'établissement est déterminée par celui-ci en respect de l'autorisation qui lui est octroyée pour son exploitation.

Il ajoute que l'établissement fixe les paramètres des services qu'il fournit et qu'il les soumet à Santé Québec pour approbation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 307

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**307.** Santé Québec peut, lorsqu'elle estime que l'intérêt public le justifie, exiger d'un établissement privé qu'il exerce les activités nécessaires à toute prestation de services qu'elle détermine, qu'il cesse d'en exercer certaines ou qu'il modifie de toute autre manière son offre de services. Avant de prendre une telle décision, elle doit avoir donné au titulaire de l'autorisation l'occasion de lui présenter ses observations.

Le titulaire de l'autorisation doit, dans les six mois suivant la date de la délivrance du document attestant l'autorisation modifiée par Santé Québec et malgré toute disposition inconciliable, prendre les mesures nécessaires pour effectuer les modifications conséquentes à la décision de Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le pouvoir de Santé Québec d'exiger d'un établissement qu'il modifie son offre de services. Il précise que le titulaire de l'autorisation doit avoir eu l'occasion de présenter ses observations avant qu'une telle décision ne soit prise par Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION III

#### VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES DES RESSOURCES HUMAINES

##### ARTICLE 308

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**308.** Un établissement privé doit s'assurer qu'une personne, y compris un professionnel, un stagiaire ou un bénévole qui, dans l'une de ses installations, exerce une activité déterminée par règlement de Santé Québec détient un certificat d'absence d'antécédent judiciaire délivré conformément au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 309 ou un certificat d'absence d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une activité déterminée au sein d'un établissement délivré en vertu du deuxième alinéa de l'article 313.

Est un antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une activité déterminée au sein d'un établissement :

1° la déclaration de culpabilité, prononcée depuis moins que le nombre d'années prévu par le règlement pris en vertu du premier alinéa, pour une infraction visée par ce règlement, à moins qu'un pardon n'ait été obtenu, ou une poursuite encore pendante pour une telle infraction;

2° une déclaration de culpabilité pour une infraction criminelle autre qu'une infraction visée au paragraphe 1° qui, de l'avis de Santé Québec, a un lien avec ces aptitudes et ce comportement, à moins qu'un pardon n'ait été obtenu, ou une poursuite encore pendante pour une telle infraction.

Le règlement prévu au premier alinéa peut prévoir la périodicité selon laquelle un établissement doit exiger qu'une personne visée au premier alinéa lui présente de nouveau l'un ou l'autre des certificats qui y sont visés.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit des règles relatives à la vérification des antécédents judiciaires des ressources humaines d'un établissement privé.

Ainsi, il indique qu'un établissement privé doit s'assurer que certaines personnes qui exercent des activités déterminées par règlement de Santé Québec détiennent soit un certificat d'absence d'antécédent judiciaire soit un certificat d'absence d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié.

Ensuite, il définit ce qu'est un antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une activité déterminée au sein d'un établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 309

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**309.** Un corps de police du Québec est tenu de délivrer à la personne qui lui en fait la demande celui des documents suivants qui s'applique :

1° un document attestant que les banques de données qui lui sont accessibles ne contiennent pas de renseignement permettant d'établir que cette personne a des antécédents judiciaires, incluant des poursuites encore pendantes; ce document est appelé « certificat d'absence d'antécédent judiciaire » ;

2° une liste de tous les antécédents judiciaires de la personne, incluant les poursuites encore pendantes; cette liste est appelée « liste des antécédents judiciaires » .

Le gouvernement prévoit, par règlement, la forme de ces documents de même que les frais exigibles pour leur délivrance.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que suivant une demande d'une personne, un corps de police délivre soit un certificat d'absence d'antécédent judiciaire, lorsqu'aucun renseignement contenu aux banques de données ne permette d'établir que la personne a des antécédents judiciaires, soit une liste des antécédents judiciaires.

Il prévoit également le pouvoir du gouvernement de déterminer, par règlement, la forme de ces documents ainsi que les frais exigibles pour leur délivrance.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 310

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**310.** La personne à laquelle un corps de police a délivré une liste des antécédents judiciaires qui ne mentionne pas d'antécédent visé au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 308 peut demander par écrit à Santé Québec la délivrance d'un certificat d'absence d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une activité déterminée au sein d'un établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que suivant la délivrance d'une liste d'antécédent judiciaire, une personne peut faire une demande à Santé Québec pour alors obtenir un certificat d'absence d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une activité déterminée.

Il précise que la liste des antécédents judiciaires ne doit pas comporter un antécédent visé au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 308.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 311

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**311.** La demanderesse présente, dans sa demande faite en vertu de l'article 310, les renseignements suivants :

1° son nom et ses coordonnées;

2° les motifs pour lesquels elle estime que ses antécédents judiciaires ne présentent aucun lien avec les aptitudes requises et le comportement approprié pour exercer une activité au sein d'un établissement;

3° tout autre renseignement que peut prévoir un règlement de Santé Québec.

La liste des antécédents judiciaires doit y être jointe, de même que les frais prévus par ce règlement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article indique les renseignements devant être contenus dans la demande faite pour l'obtention d'un certificat d'absence d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une activité déterminée au sein d'établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 312

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**312.** Est irrecevable la demande qui ne présente pas les renseignements prévus à l'article 311 ou à laquelle ne sont pas joints la liste des antécédents judiciaires et les frais prévus en vertu de cet article.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les cas où la demande est irrecevable.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 313

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**313.** Santé Québec doit refuser de faire droit à la demande si elle estime que les antécédents judiciaires de la demanderesse ont un lien avec les aptitudes requises et le comportement approprié pour exercer une activité au sein d'un établissement.

Dans le cas contraire, elle lui délivre un certificat d'absence d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une activité au sein d'un établissement.

Avant de refuser de faire droit à la demande, Santé Québec doit notifier par écrit à la demanderesse le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) et lui accorder un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit qu'un certificat d'absence d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une activité au sein d'un établissement ne peut être délivré par Santé Québec lorsque celle-ci estime que les antécédents judiciaires ont un lien avec les aptitudes requises et le comportement approprié pour exercer une activité au sein d'un établissement.

Il ajoute que le préavis prévu à l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative* doit être notifié par écrit à la personne avant que Santé Québec refuse la demande. De plus, il indique le délai devant être accordé à la personne pour présenter ses observations.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 314

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**314.** Toute personne visée à l'article 308 doit déclarer à l'établissement privé au sein duquel elle exerce une activité tout changement relatif à ses antécédents judiciaires.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour une personne de déclarer tout changement relatif à ses antécédents judiciaires.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION IV

#### CONTRIBUTIONS, FONDATIONS ET ASSURANCES

##### ARTICLE 315

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**315.** Tout établissement privé peut recevoir des dons, des legs, des subventions ou d'autres contributions bénévoles de toute personne ou de tout organisme public ou privé désirant aider à la réalisation de la mission de cet établissement.

Lorsque l'établissement reçoit une contribution affectée par son contributeur soit à des fins particulières, soit afin de doter l'établissement d'un capital qui doit être préservé et dont seuls les revenus pourront être utilisés, l'établissement doit déposer ou placer cette contribution conformément aux dispositions du Code civil relatives aux placements présumés sûrs, jusqu'à ce qu'il en dispose conformément à son affectation.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit des règles applicables à la réception par l'établissement de dons ou d'autres contributions.

Ainsi, il établit que certaines contributions doivent être déposées ou placées conformément aux dispositions du Code civil relatives aux placements présumés sûrs jusqu'à ce que Santé Québec en dispose.

Il précise que les contributions visées par cette obligation sont celles affectées par un contributeur à des fins particulières ou afin de doter un établissement d'un capital qui doit être préservé et dont seuls les revenus pourront être utilisés.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 316

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**316.** Un établissement privé peut, avec l'autorisation préalable de Santé Québec, confier l'administration des contributions qu'il reçoit à une fondation de l'établissement pourvu qu'elle remplisse les conditions prévues à l'article 97, avec les adaptations nécessaires, qu'elle soit constituée suivant les lois du Québec et qu'aucune disposition de son acte constitutif ne l'empêche de gérer de tels fonds.

La fondation agit à titre d'administrateur du bien d'autrui chargé de la pleine administration, sauf si l'établissement ne la charge que de la simple administration.

En cas de dissolution d'une telle fondation, les fonds pour lesquels les sommes n'ont pas encore été utilisées aux fins particulières stipulées de même que les revenus et intérêts accumulés provenant du placement de ces fonds doivent être retournés à l'établissement pour être gérés de la manière prévue au deuxième alinéa de l'article 315.

### **COMMENTAIRE**

Cet article permet qu'une fondation d'un établissement puisse administrer les contributions reçues.

Ensuite, il précise que la fondation agit alors à titre d'administrateur du bien d'autrui chargé de la pleine administration, mais il précise que Santé Québec peut décider de la charger uniquement de la simple administration.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 317

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**317.** Un établissement privé doit, lorsqu'il n'est pas représenté par le gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux visé au premier alinéa de l'article 675 pour ses besoins en matière d'assurances de dommages, souscrire un contrat en cette matière à l'égard des actes dont il peut être appelé à répondre.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un établissement privé doit souscrire à un contrat en matière d'assurances de dommages lorsqu'il n'est pas représenté par le gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION V

#### DOSSIERS DES USAGERS

#### ARTICLE 318

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**318.** Un établissement privé doit constituer et tenir un dossier sur chacun des usagers qui en reçoit des services de santé et des services sociaux, sauf dans les cas déterminés par règlement de Santé Québec.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un dossier doit être tenu pour chacun des usagers d'un établissement privé. Il précise qu'un règlement de Santé Québec peut déterminer les cas où il n'est pas tenu de le faire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION VI

#### ÉVALUATION ET REDDITION DE COMPTES

#### ARTICLE 319

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**319.** Un établissement privé doit transmettre à Santé Québec un rapport de ses activités dont la forme, la teneur et la périodicité sont déterminées par règlement de Santé Québec.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce l'obligation pour un établissement privé de transmettre un rapport de ses activités à Santé Québec.

Il permet également à Santé Québec de déterminer la forme, la teneur et la périodicité de ce rapport.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 320

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**320.** Un établissement privé doit, tous les deux ans, fournir à Santé Québec, au moyen du formulaire prescrit par celle-ci, une déclaration attestant que les installations dont il dispose et leur capacité sont les mêmes que celles indiquées à son autorisation.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un établissement privé doit faire une déclaration à Santé Québec pour attester que ses installations et leur capacité sont bien celles indiquées à son autorisation, et ce, à tous les deux ans.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 321

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**321.** Tout établissement privé doit participer, à la demande de Santé Québec, à l'évaluation du fonctionnement général du système de santé et de services sociaux; il doit se conformer aux directives que Santé Québec lui donne à cette fin.

L'établissement peut utiliser les nom, adresse et numéro de téléphone contenus au dossier d'un usager pour la réalisation de sondages ayant pour objet de connaître les attentes des usagers et leur satisfaction à l'égard de la qualité des services offerts par l'établissement.

Un usager peut, en tout temps, demander à l'établissement que les renseignements le concernant ne soient plus utilisés à une telle fin.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour un établissement privé de participer à l'évaluation du fonctionnement général du système de santé et de services sociaux.

Également, il précise, à son deuxième alinéa, que pour réaliser une telle évaluation, l'établissement peut utiliser divers renseignements personnels.

Enfin, il ajoute, à son troisième alinéa, qu'un usager a le droit de demander à l'établissement que ce dernier cesse d'utiliser les renseignements qui le concernent aux fins d'une telle évaluation.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE II

#### PRESTATION DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

#### CHAPITRE I

#### DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS

#### ARTICLE 322

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**322.** L'établissement a pour fonction d'assurer la prestation de services de santé ou de services sociaux de qualité, qui soient continus, accessibles, sécuritaires et respectueux des droits des personnes et de leurs besoins spirituels et qui visent à réduire ou à régler les problèmes de santé et de bien-être et à satisfaire les besoins des groupes de la population.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article introduit un chapitre portant sur des dispositions applicables tant aux établissements publics qu'aux établissements privés.

Il prévoit la fonction principale d'un établissement soit la prestation de services de santé ou de services sociaux et il précise que ces services doivent notamment être de qualité, continus, accessibles et sécuritaires.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 323

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**323.** L'établissement doit suivre des pratiques reconnues en matière de qualité des services cliniques notamment en ce qui a trait à leur sécurité, à leur pertinence et à leur efficacité.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce que des pratiques reconnues en matière de qualité des services cliniques doivent être suivies par un établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 324

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**324.** L'établissement doit :

1° recevoir et évaluer les besoins de toute personne qui requiert des services de santé ou des services sociaux;

2° fournir lui-même les services de santé ou les services sociaux requis ou, conformément à la présente loi, les faire fournir pour son compte par une personne ou par un groupement avec lequel il a conclu une entente visée à l'article 445 ou 454;

3° veiller à ce que les services qu'il fournit le soient en continuité et en complémentarité avec ceux fournis par les autres personnes et groupements et que l'organisation de ces services tienne compte des besoins de la population à desservir;

4° diriger les personnes auxquelles il n'est pas en mesure de fournir certains services vers une personne ou un groupement qui fournit ces services.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce différentes obligations d'un établissement en lien avec la prestation des services. Ainsi, il prévoit notamment qu'un établissement doit recevoir et évaluer les besoins d'une personne qui requiert ses services, de lui fournir les services ou de la diriger vers des personnes qui seront en mesure de lui fournir.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 325

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**325.** Santé Québec détermine par règlement les conditions et modalités d'enregistrement, d'inscription, d'admission, de transfert, de congé ou de sortie des usagers d'un établissement.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que diverses règles entourant l'enregistrement, l'inscription, l'admission, le transfert des usagers de même que leur congé et leur sortie d'un établissement sont déterminées par règlement de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 326

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**326.** Le plus haut dirigeant d'un établissement qui a mis en place un département clinique de médecine d'urgence doit veiller à l'élaboration des normes suivantes et les soumettre à l'approbation du conseil d'administration de Santé Québec :

- 1° des normes de fonctionnement adéquat de son service d'urgence;
- 2° des normes conformes aux exigences d'une répartition adéquate des cas d'urgence en ce qui concerne l'utilisation et la distribution des lits.

Après consultation des départements territoriaux concernés, le conseil d'administration de Santé Québec approuve les normes élaborées en vertu du premier alinéa lorsqu'il estime qu'elles sont propres à répartir les cas d'urgence et à assurer aux usagers une réponse rapide et adéquate à leurs besoins.

Le conseil d'administration de Santé Québec peut fixer les normes prévues au premier alinéa lorsque l'établissement fait défaut de les élaborer ou de les lui soumettre.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que des normes particulières doivent être élaborées lorsqu'un établissement a un département clinique de médecine d'urgence.

Il précise que c'est le conseil d'administration de Santé Québec qui approuve ces normes après avoir consulté les départements territoriaux concernés.

Enfin, il précise qu'en cas de défaut de l'établissement de les élaborer ou de les soumettre au conseil d'administration de Santé Québec, ce dernier peut les établir.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 327

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**327.** L'établissement doit suivre les normes approuvées ou fixées en vertu de l'article 326.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article établit que les normes particulières relatives à un établissement ayant un département clinique de médecine d'urgence doivent être respectées par cet établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 328

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**328.** L'établissement doit élaborer pour les usagers d'une catégorie déterminée par règlement de Santé Québec, dans la mesure qui y est prévue, un plan d'intervention afin d'identifier leurs besoins, les objectifs poursuivis, les moyens à utiliser et la durée prévisible pendant laquelle des services devront leur être fournis. Le plan d'intervention doit assurer la coordination des services fournis à l'utilisateur par les divers intervenants concernés de l'établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un plan d'intervention doit être élaboré pour certains usagers. Il précise que ce plan vise notamment à identifier les besoins de l'utilisateur et les moyens à utiliser et qu'il doit assurer la coordination des services fournis.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 329

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**329.** Lorsqu'un usager d'une catégorie déterminée par règlement de Santé Québec doit recevoir, pour une période prolongée, des services de santé ou des services sociaux nécessitant, outre la participation d'un établissement, celle d'autres intervenants, l'établissement qui fournit la majeure partie des services en cause ou celui des intervenants désigné après concertation entre eux doit lui élaborer le plus tôt possible un plan de services individualisé.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un plan de services individualisé doit être élaboré pour certains usagers qui doivent recevoir des services pour une période prolongée et qui nécessitent l'intervention de plusieurs acteurs.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 330

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**330.** Chacun des plans visés respectivement aux articles 328 et 329 doit être élaboré en collaboration avec l'utilisateur tel que le prévoit l'article 11.

Ces plans doivent contenir un échéancier relatif à leur évaluation et à leur révision. Cependant, ils peuvent être modifiés en tout temps pour tenir compte de circonstances nouvelles.

De plus, ces plans doivent, selon le cas, mentionner les objectifs et les moyens visant à favoriser la continuité culturelle de l'enfant autochtone qui est confié à un milieu de vie substitut en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit, à son premier alinéa, que le plan d'intervention et le plan de services individualisé doivent être élaborés en collaboration avec l'utilisateur.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, des éléments devant être contenus dans ces plans et il précise qu'ils peuvent être modifiés pour être adaptés à toute nouvelle situation.

Enfin, il établit, à son dernier alinéa, des éléments spécifiques devant être prévus à ces plans lorsque l'utilisateur est un enfant autochtone qui est confié à un milieu de vie substitut en vertu de la *Loi sur la protection de la jeunesse*.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 331

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**331.** Tout membre du personnel affecté à la réalisation de tâches au sein d'un établissement, toute personne qui exerce sa profession dans un centre exploité par cet établissement, tout stagiaire qui y effectue un stage de même que toute personne qui, en vertu d'un contrat de service, fournit pour le compte d'un établissement des services aux usagers de ce dernier doit déclarer, au plus haut dirigeant de l'établissement ou à une personne qu'il désigne, tout incident ou accident qu'il a constaté, le plus tôt possible après cette constatation.

Une telle déclaration doit être faite au moyen du formulaire prévu à cet effet. Le formulaire est versé au dossier de l'usager lorsqu'un accident est susceptible d'entraîner ou a entraîné des conséquences sur son état de santé ou son bien-être.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'une personne qui constate un accident ou un incident doit le déclarer le plus rapidement possible au plus haut dirigeant de l'établissement ou à la personne que ce dernier désigne.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 332

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**332.** La force, l'isolement, tout moyen mécanique ou toute substance chimique ne peut être utilisé comme mesure de contrôle d'une personne dans une installation maintenue par un établissement que pour l'empêcher de s'infliger ou d'infliger à autrui des lésions. L'utilisation d'une telle mesure doit être minimale et exceptionnelle et doit tenir compte de l'état physique et mental de la personne.

Lorsqu'une mesure visée au premier alinéa est prise à l'égard d'une personne, elle doit faire l'objet d'une mention détaillée dans son dossier. Une description des moyens utilisés, la période pendant laquelle ils ont été utilisés et une description du comportement qui a motivé la prise ou le maintien de cette mesure doivent notamment être consignées au dossier.

Tout établissement doit adopter un protocole d'application de ces mesures en tenant compte des orientations déterminées par le ministre, le diffuser auprès de ses usagers et procéder à une évaluation annuelle de l'application de ces mesures.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les règles applicables à l'utilisation de la force, de l'isolement, d'un moyen mécanique ou d'une substance chimique comme mesure de contrôle d'une personne.

Il ajoute les éléments devant être ajoutés au dossier d'un usager lorsqu'une telle mesure de contrôle est prise.

Enfin, il énonce qu'un protocole d'application de ces mesures doit être adopté par un établissement, et ce, en tenant compte des orientations déterminées par le ministre.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 333

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**333.** Tout établissement visé à l'article 6 ou à l'article 9 de la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (chapitre P-38.001) doit adopter un protocole encadrant la mise sous garde de personnes dans ses installations. Ce protocole doit tenir compte des orientations déterminées par le ministre et être diffusé auprès du personnel affecté à la réalisation de tâches au sein de l'établissement, des personnes qui exercent leur profession dans un centre qu'il exploite, des usagers concernés et des membres significatifs de leur famille.

Le protocole doit notamment prévoir que sont inscrits ou versés au dossier de l'usager sous garde :

1° la durée, incluant la date du début et de la fin de toute mise sous garde, en précisant l'heure dans le cas d'une mise sous garde préventive ou provisoire;

2° une description des motifs de danger justifiant la mise sous garde ainsi que son maintien;

3° une reproduction des rapports d'examen psychiatrique, des demandes de mise sous garde dans les installations de l'établissement présentées au tribunal par Santé Québec, s'il s'agit d'un établissement public, ou par l'établissement privé ainsi que de tout jugement ordonnant la mise sous garde;

4° si une évaluation psychiatrique a été effectuée sans ordonnance de mise sous garde provisoire, une note attestant l'obtention du consentement de l'usager à subir cette évaluation;

5° la date à laquelle a été transmise à l'usager l'information visée à l'article 15 de la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui.

Le plus haut dirigeant de l'établissement doit, au moins tous les trois mois, faire un rapport sur l'application de ce protocole en indiquant notamment, pour la période concernée, le nombre de mises sous garde préventives ou provisoires, le nombre de mises sous garde autorisées en vertu de l'article 30 du Code civil et le nombre de demandes visant la mise sous garde dans les installations de l'établissement présentées au tribunal par Santé Québec, s'il s'agit d'un établissement public, ou par l'établissement privé. S'il s'agit d'un établissement public, ce rapport doit être transmis au conseil d'administration de Santé Québec. Un résumé des rapports ainsi transmis doit être inclus dans une section particulière du rapport annuel de gestion prévu à l'article 101. S'il s'agit d'un établissement privé, ce rapport doit être transmis à son conseil d'administration

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

ou, si l'établissement n'est pas une personne morale, au titulaire de l'autorisation et l'établissement doit inclure un résumé des rapports ainsi obtenus dans le rapport de ses activités qu'il transmet à Santé Québec en application de l'article 319.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit, à son premier alinéa, que certains établissements doivent élaborer un protocole encadrant la mise sous garde de personnes dans leurs installations. Il précise que ce protocole doit tenir compte des orientations déterminées par le ministre et il indique auprès de qui il doit être diffusé.

Ensuite, il décrit, à son deuxième alinéa, les éléments devant être inscrits ou versés au dossier d'un usager sous garde.

Puis, il établit, à son troisième alinéa, des règles quant au rapport sur l'application de ce protocole qui doit être réalisé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 334

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**334.** Sous réserve des articles 335 à 337, l'établissement ne peut fournir que des médicaments ayant reçu un avis de conformité du gouvernement fédéral, pour les indications thérapeutiques reconnues par l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux qui apparaissent sur la liste dressée à cette fin par le ministre.

### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine quels médicaments peuvent être fournis par un établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 335

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**335.** L'établissement peut fournir, pour un motif de nécessité médicale particulière, des médicaments qui n'apparaissent pas à la liste visée à l'article 334 ainsi que des médicaments qui y apparaissent, mais qui sont utilisés pour des indications thérapeutiques non prévues à cette liste, pourvu que l'indication thérapeutique recherchée pour un usager particulier apparaisse dans l'avis de conformité émis par le gouvernement fédéral.

De même, l'établissement peut fournir, pour un traitement d'exception, d'autres médicaments que ceux apparaissant sur cette liste et qui ont obtenu l'avis de conformité du gouvernement fédéral pour une indication thérapeutique autre que celle recherchée pour l'usager ou qui n'ont pas obtenu l'avis de conformité du gouvernement fédéral.

Pour l'application du premier alinéa, on entend par un motif de nécessité médicale particulière un besoin démontré qui, compte tenu de la condition particulière de l'usager, ne peut être comblé par aucune des indications thérapeutiques des médicaments inscrites à la liste visée à l'article 334.

Pour l'application du deuxième alinéa, on entend par un traitement d'exception un médicament requis en raison d'un besoin exceptionnel démontré qui, compte tenu de la gravité de la condition particulière de l'usager, ne peut être comblé par aucune des indications thérapeutiques des médicaments ayant reçu un avis de conformité du gouvernement fédéral.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit quels sont les médicaments pouvant être fournis pour un motif de nécessité médicale particulière ou pour un traitement d'exception.

Il définit également ce que signifie un motif de nécessité médicale particulière et ce que signifie un traitement d'exception.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 336

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**336.** Un professionnel habilité à prescrire doit, pour utiliser un médicament qui peut être fourni dans les conditions prévues à l'article 335, obtenir l'autorisation écrite du comité de pharmacologie de l'établissement. Le comité ne peut accorder son autorisation si l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux a, dans un avis au ministre, refusé de reconnaître la valeur thérapeutique du médicament pour l'indication thérapeutique faisant l'objet de la demande d'autorisation.

Le professionnel doit établir, par écrit, les motifs justifiant sa demande et soumettre les données scientifiques à l'appui de celle-ci démontrant que le médicament qu'il souhaite utiliser pourra combler de façon notable le besoin particulier de l'usager.

Le comité de pharmacologie rend une décision écrite et motivée.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la démarche devant être suivie par un professionnel pour l'utilisation d'un médicament pour un motif de nécessité médicale particulière ou pour un traitement d'exception.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 337

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**337.** En cas d'urgence, un professionnel habilité à prescrire peut utiliser un médicament qui peut être fourni dans les conditions prévues à l'article 335 avant d'avoir obtenu l'autorisation écrite prévue à l'article 336.

Le professionnel doit alors, le plus tôt possible, en informer le comité de pharmacologie et motiver devant lui à la fois l'urgence d'utiliser le médicament et sa décision de l'utiliser et cela notamment à l'aide des données scientifiques auxquelles il se réfère.

Le comité peut alors ordonner le maintien ou l'arrêt de l'utilisation du médicament ou encore fixer des conditions à celle-ci.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que l'autorisation du comité de pharmacologie n'est pas requise pour l'utilisation d'un médicament pour un motif de nécessité médicale particulière ou pour un traitement d'exception dans une situation d'urgence.

Il précise, à son deuxième alinéa, qu'alors le comité doit en être informé le plus rapidement possible et qu'une justification de l'utilisation de ce médicament doit lui être transmise.

Enfin, il ajoute, à son troisième alinéa, que le comité a le pouvoir de maintenir ou de faire cesser l'utilisation du médicament ou d'imposer des conditions à son utilisation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 338

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**338.** La liste visée à l'article 334 est mise à jour périodiquement par le ministre après considération des recommandations formulées par l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux.

La Régie de l'assurance maladie du Québec doit publier cette liste et chacune de ses mises à jour.

Les corrections effectuées par la Régie de l'assurance maladie du Québec conformément à l'article 60.2 de la Loi sur l'assurance médicaments (chapitre A-29.01) s'appliquent, le cas échéant, selon les mêmes conditions et modalités, à la liste visée à l'article 334.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que la liste dressée par le ministre en vertu de l'article 334 du projet de loi est mise à jour périodiquement.

Il précise que la publication de cette liste et de ces mises à jour est effectuée par la Régie de l'assurance maladie du Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 339

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**339.** La liste visée à l'article 334, ainsi que ses mises à jour, entre en vigueur à la date de leur publication sur le site Internet de la Régie de l'assurance maladie du Québec ou à toute date ultérieure fixée dans l'avis du ministre qui accompagne cette liste ou cette mise à jour.

Cette publication accorde à cette liste ou à cette mise à jour, ainsi qu'à l'avis du ministre, une valeur authentique.

### **COMMENTAIRE**

Cet article précise l'entrée en vigueur de la liste visée à l'article 334 et de ses mises à jour.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 340

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**340.** Le ministre peut, avant d'inscrire un médicament sur la liste visée à l'article 334, conclure une entente d'inscription avec le fabricant de ce médicament, sous réserve que le contrat d'approvisionnement de ce médicament ne soit pas, en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), soumis à la procédure d'appel d'offres public.

Une telle entente a pour objet le versement de sommes par le fabricant au ministre au moyen notamment d'une ristourne ou d'un rabais qui peut varier en fonction du volume de vente du médicament.

Le prix de ce médicament convenu au contrat d'approvisionnement ne tient pas compte des sommes versées en application de l'entente d'inscription.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le ministre de conclure une entente d'inscription avec le fabricant d'un médicament, et ce, avant d'inscrire ce médicament à la liste visée à l'article 334 du projet de loi.

Il précise l'objet de cette entente.

Enfin, il ajoute les sommes versées en application d'une entente d'inscription ne sont pas prises en compte dans le prix du médicament convenu au contrat d'approvisionnement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 341

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**341.** Aux fins de la conclusion d'une entente d'inscription, le ministre peut exclure temporairement un médicament de l'application de l'article 335.

Cette exclusion ne s'applique pas à une personne à qui ce médicament était fourni avant la date de la publication de l'avis de cette exclusion ni dans les cas prévus par le règlement pris en vertu du sixième alinéa de l'article 60 de la Loi sur l'assurance médicaments.

L'avis d'exclusion d'un médicament est publié sur le site Internet de la Régie de l'assurance maladie du Québec et entre en vigueur à la date de sa publication ou à toute date ultérieure que l'avis indique. Un avis y est également publié pour indiquer la date de la fin de l'exclusion. La publication de ces avis leur accorde une valeur authentique.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le ministre d'exclure temporairement un médicament de l'application de l'article 335, soit l'utilisation d'un médicament pour un motif de nécessité médicale particulière ou pour un traitement d'exception. Il précise également les modalités de cette exclusion.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 342

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**342.** Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, nul n'a droit d'accès à une entente d'inscription.

Seuls les renseignements suivants sont publiés dans le rapport annuel de l'activité du ministère prévu à l'article 12 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux :

1° le nom du fabricant de médicaments;

2° le nom du médicament;

3° la somme globale annuelle reçue en application des ententes d'inscription, mais uniquement dans les cas où au moins trois ententes conclues avec des fabricants de médicaments différents sont en vigueur au cours de l'année financière.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la confidentialité d'une entente d'inscription et il indique quels sont les renseignements qui sont publiés à ce propos.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 343

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**343.** Le ministre désigne parmi les établissements reconnus en vertu de l'article 29.1 de la Charte de la langue française (chapitre C-11) ceux qui sont tenus de rendre accessibles aux personnes d'expression anglaise, les services de santé et les services sociaux en langue anglaise.

Lorsqu'un établissement est réputé avoir obtenu une telle reconnaissance à l'égard de certaines de ses installations, le ministre peut désigner parmi ces installations celles qui sont tenues de rendre accessibles aux personnes d'expression anglaise, les services de santé et les services sociaux en langue anglaise.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le ministre désigne des établissements qui sont tenus de rendre accessibles des services en langue anglaise. Il précise que les établissements pouvant être ainsi désignés sont ceux reconnus en vertu de l'article 29.1 de la Charte de la langue française.

Il précise, à son deuxième alinéa, une adaptation de cette règle pour les établissements étant réputé avoir une telle reconnaissance à l'égard de certaines de leurs installations seulement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

#### DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

#### SECTION I

#### DISPOSITION GÉNÉRALE

#### ARTICLE 344

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**344.** Santé Québec ne peut offrir de nouveaux services dont la nature nécessite des ressources professionnelles ou des équipements ultraspécialisés déterminés par le ministre, ni acquérir les équipements ultraspécialisés qu'il détermine, avant d'avoir obtenu son autorisation écrite.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article introduit un chapitre portant sur des dispositions applicables aux établissements publics.

Il prévoit que l'autorisation du ministre peut être nécessaire pour que de nouveaux services soient offerts par Santé Québec ou pour qu'elle acquiert certains équipements ultraspécialisés.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION II

#### RESPONSABILITÉS DES ÉTABLISSEMENTS TERRITORIAUX

##### ARTICLE 345

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**345.** L'établissement territorial institué dans une région sociosanitaire est responsable des territoires de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de cette région.

Lorsque le conseil d'administration de Santé Québec institue plus d'un établissement territorial dans une même région sociosanitaire, il détermine les réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dont chacun des établissements est responsable.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article introduit une section portant sur les responsabilités propres aux établissements territoriaux.

Il prévoit que les territoires de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux d'une région relèvent de la responsabilité de l'établissement territorial qui est institué pour celle-ci.

Il précise ce qu'il advient lorsque plus d'un établissement territorial est institué dans une région.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 346

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**346.** Le président-directeur général de l'établissement territorial doit, pour chaque territoire dont celui-ci est responsable, mettre en réseau les autres établissements publics et les autres personnes ou groupements en mesure de fournir des services à la population de ce territoire dans le but, collectivement, d'assurer de façon continue l'accès à une large gamme de services de santé et de services sociaux généraux, spécialisés et surspécialisés visant à satisfaire les besoins sociosanitaires et les particularités de cette population.

Les personnes et les groupements formant un tel réseau comprennent :

- 1° les établissements privés;
- 2° les divers groupes de professionnels;
- 3° les organismes communautaires;
- 4° les entreprises d'économie sociale;
- 5° les prestataires privés;
- 6° les intervenants des autres secteurs d'activité ayant un impact sur les services de santé et les services sociaux.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce que la responsabilité de mettre en réseau les différents acteurs présents sur le territoire incombe au président-directeur général de l'établissement territorial qui en est responsable.

Il précise les personnes et les groupements formant un tel réseau.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 347

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**347.** Le président-directeur général de l'établissement territorial doit s'assurer de l'offre de services requis pour satisfaire aux besoins sociosanitaires et aux particularités de la population de chaque territoire dont celui-ci est responsable. À cette fin, le président-directeur général :

1° définit et met en place des mécanismes d'accueil, de référence et de suivi des usagers;

2° instaure des mécanismes ou conclut des ententes avec les intervenants formant le réseau;

3° prend en charge, accompagne et soutient les personnes, notamment celles ayant des besoins particuliers et plus complexes, afin de leur assurer, à l'intérieur du réseau, la continuité des services que requiert leur état;

4° crée des conditions favorables à l'accès aux services médicaux généraux et spécialisés, à leur continuité et à leur mise en réseau, de concert avec les départements territoriaux de médecine familiale et de médecine spécialisée, en portant une attention particulière à l'accessibilité :

a) à des plateaux techniques diagnostiques pour tous les médecins;

b) à l'information clinique, entre autres, le résultat d'examens diagnostiques tels ceux de laboratoire et d'imagerie médicale, les profils médicamenteux et les résumés de dossiers;

c) à des médecins spécialistes par les médecins de famille dans une perspective de hiérarchisation des services.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit des obligations du président-directeur général d'un établissement territorial dont l'objectif est d'assurer une offre de services pour satisfaire les besoins sociosanitaires et les particularités de la population du territoire.

Ainsi, il énonce que ce président-directeur général doit notamment mettre en place des mécanismes de référencement et créé des conditions favorables à l'accès aux services médicaux généraux et spécialisés.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE III

#### LANGUE ANGLAISE ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

##### ARTICLE 348

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**348.** Santé Québec élabore un programme d'accès aux services de santé et aux services sociaux en langue anglaise pour les personnes d'expression anglaise.

Le programme doit identifier les services offerts par les établissements qui sont accessibles en langue anglaise pour ces personnes.

Santé Québec peut, avec l'accord d'un établissement privé, indiquer dans le programme d'accès les services pouvant être fournis en langue anglaise à ses usagers par cet établissement en vertu d'une entente.

Ce programme doit être approuvé par le gouvernement et être révisé au moins tous les cinq ans.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un programme d'accès aux services de santé et aux services sociaux en langue est élaboré par Santé Québec.

Il précise le contenu de ce programme.

Enfin, il ajoute que le gouvernement doit approuver ce programme et qu'il doit faire l'objet d'une révision au moins tous les cinq ans.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 349

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**349.** Un comité national, dont la formation est prévue par règlement du gouvernement, est chargé de donner son avis au gouvernement sur :

1° la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise;

2° l'approbation, l'évaluation et la modification par le gouvernement du programme d'accès élaboré par Santé Québec conformément à l'article 348.

Le règlement doit prévoir la composition de ce comité, ses règles de fonctionnement et de régie interne, les modalités d'administration de ses affaires ainsi que ses fonctions, devoirs et pouvoirs.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un règlement du gouvernement prévoit la formation d'un comité national. Il précise également le rôle de ce comité soit de donner son avis au gouvernement sur différents sujets dont la prestation des services en langue anglaise et l'approbation par le gouvernement du programme d'accès élaboré par Santé Québec.

Il ajoute différents éléments sur lesquels le règlement du gouvernement doit porter notamment la composition du comité national et ses règles de fonctionnement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 350

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**350.** Des comités régionaux, dont la formation est prévue par règlement de Santé Québec, sont institués au sein de Santé Québec et sont chargés :

1° de donner leur avis à Santé Québec sur le programme d'accès qu'elle élabore conformément à l'article 348;

2° d'évaluer ce programme d'accès et, le cas échéant, d'y suggérer des modifications.

Santé Québec détermine, par règlement, la composition des comités régionaux, leur processus d'appel de candidatures, leurs règles de fonctionnement et de régie interne, les modalités d'administration de leurs affaires ainsi que leurs fonctions, devoirs et pouvoirs.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un règlement de Santé Québec prévoit la formation de comités régionaux. Il précise également le rôle de tels comités dont l'évaluation du programme d'accès élaboré par Santé Québec dans l'objectif d'y proposer des modifications.

Enfin, il ajoute différents éléments sur lesquels le règlement de Santé Québec doit porter notamment la composition de ces comités et leurs règles de fonctionnement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 351

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**351.** L'établissement public doit, en concertation avec les organismes représentatifs des communautés ethnoculturelles et les autres établissements de sa région, favoriser l'accessibilité aux services de santé et aux services sociaux qui soit respectueuse des caractéristiques de ces communautés ethnoculturelles.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce que l'accessibilité aux services qui soit respectueuse des communautés ethnoculturelles doit être favorisée par un établissement public.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 352

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**352.** Un comité national, dont la formation est prévue par règlement du ministre, est chargé de donner son avis au ministre sur la prestation des services de santé et des services sociaux aux personnes issues des communautés ethnoculturelles.

Le règlement doit prévoir la composition du comité, ses règles de fonctionnement et de régie interne, les modalités d'administration de ses affaires ainsi que ses fonctions, devoirs et pouvoirs.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un règlement du ministre prévoit la formation d'un comité national. Il précise également le rôle de ce comité soit de donner son avis au ministre sur la prestation des services aux personnes issues des communautés ethnoculturelles.

Enfin, il ajoute différents éléments sur lesquels le règlement du ministre doit porter notamment la composition de ce comité et ses règles de fonctionnement.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE III

#### AFFAIRES UNIVERSITAIRES

#### CHAPITRE I

#### CONTRATS D’AFFILIATION ET AUTRES CONTRATS RELATIFS À L’ENSEIGNEMENT, AUX STAGES OU À LA FORMATION

#### ARTICLE 353

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**353.** Le président-directeur général d’un établissement de Santé Québec peut, s’il y est autorisé par le conseil d’administration de Santé Québec et le ministre, conclure au nom de Santé Québec un contrat d’affiliation avec une université aux fins d’offrir des activités d’enseignement ou de recherche au sein d’un centre exploité par cet établissement.

Le président-directeur général d’un tel établissement peut également conclure au nom de Santé Québec un contrat aux fins de participer à des programmes universitaires de formation ou de recherche. Un tel contrat doit faire l’objet d’un dépôt auprès du président et chef de la direction et du ministre ou des personnes qu’ils peuvent respectivement désigner.

Le président-directeur général d’un tel établissement peut aussi conclure un contrat avec tout établissement d’enseignement, autre qu’une université, reconnu par le ministre de l’Éducation, du Loisir et du Sport ou par le ministre de l’Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie aux fins de procurer aux étudiants du domaine de la santé et des services sociaux des lieux de stages et de formation pratique. Ce contrat doit être transmis au président et chef de la direction ou à la personne qu’il désigne.

Le président-directeur général d’un tel établissement peut modifier un contrat d’affiliation ou y mettre fin avec les autorisations prévues au premier alinéa.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les règles relatives aux contrats d’affiliation avec une université et celles relatives aux autres contrats concernant l’enseignement, les stages ou la formation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 354

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**354.** L'article 353 s'applique à la conclusion par un établissement regroupé ou un établissement privé d'un contrat qui y est visé, avec les adaptations nécessaires.

L'établissement conclut alors le contrat en son propre nom. Un établissement privé n'est pas tenu d'être autorisé à conclure le contrat par le conseil d'administration de Santé Québec ni de déposer ou de transmettre le contrat au président et chef de la direction ou à la personne qu'il désigne.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que l'article 353 du projet de loi sur la conclusion des contrats s'applique également aux établissements regroupés et aux établissements privés.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 355

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**355.** Les termes et modalités des contrats prévus à l'article 353 doivent être conformes aux principes et règles générales établis par le ministre en collaboration avec le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport ou le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, selon le cas.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce que les contrats prévus à l'article 353 du projet de loi doivent respecter les éléments convenus par le ministre avec d'autres ministres concernés.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 356

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**356.** Le plus haut dirigeant d'un établissement affilié à une université peut attribuer le statut de résident en médecine à une personne, titulaire d'un doctorat en médecine, qui effectue un stage de formation post-doctorale au sein d'un centre exploité par l'établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit quelle personne peut se voir attribuer le statut de résident en médecine par le plus haut dirigeant d'un établissement affilié.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

#### DÉSIGNATION D'ÉTABLISSEMENTS

##### ARTICLE 357

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**357.** Le ministre peut, après avoir consulté le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, désigner « centre hospitalier universitaire » l'établissement qui exploite un centre hospitalier et qui remplit les conditions suivantes :

1° dans les centres qu'il exploite :

a) il offre, outre des services hospitaliers, des services spécialisés ou ultraspécialisés dans plusieurs disciplines médicales dans une vision intégrée de santé et de services sociaux;

b) il participe à l'enseignement dispensé aux étudiants, aux professionnels et aux autres intervenants du domaine de la santé et des services sociaux;

c) il procède à l'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé;

d) il contribue au développement des innovations et des pratiques de pointe;

2° il gère un centre ou une structure de recherche reconnu par le Fonds de recherche du Québec – Santé institué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (chapitre M-15.1.0.1);

3° il contribue au transfert et à la valorisation des connaissances.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour un établissement qui exploite un centre hospitalier d'être désigné centre hospitalier universitaire. Il précise les conditions que doit remplir un tel établissement pour obtenir une telle désignation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 358

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**358.** Le ministre peut, après avoir consulté le ministre de l'Économie et de l'Innovation et le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, désigner « institut universitaire » tout établissement qui remplit les conditions suivantes :

1° il fournit, en outre des autres activités qu'il est habilité à exercer, des services de pointe dans un champ d'intervention du domaine de la santé ou du domaine social ou dans un champ d'intervention interdisciplinaire de la santé et des services sociaux;

2° il participe à l'enseignement dispensé aux étudiants, aux professionnels et aux autres intervenants du domaine de la santé et des services sociaux;

3° il gère un centre ou une structure de recherche reconnu, selon le cas :

a) par le Fonds de recherche du Québec – Santé pour une désignation dans un champ d'intervention dans le domaine de la santé;

b) par Fonds de recherche du Québec – Société et culture pour une désignation dans un champ d'intervention dans le domaine social;

c) le Fonds de recherche du Québec – Santé en collaboration avec le Fonds de recherche du Québec – Société et culture ou le Fonds de Recherche du Québec – Nature et technologies pour une désignation dans un champ d'intervention interdisciplinaire de la santé et des services sociaux;

4° il procède à l'évaluation des technologies et des modes d'intervention liés à son secteur de pointe;

5° il contribue au développement des innovations et des pratiques de pointe;

6° il contribue au transfert et à la valorisation des connaissances.

Un établissement peut avoir plus d'une désignation d'institut universitaire.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit la possibilité pour un établissement d'obtenir la désignation d'institut universitaire. Il précise les conditions que doit remplir un établissement pour obtenir une telle désignation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE III

#### RÈGLES PARTICULIÈRES AUX ÉTABLISSEMENTS DÉSIGNÉS

##### ARTICLE 359

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**359.** Le lieu où sont offerts les services spécialisés ou ultraspécialisés ou les services de pointe pour lesquels un établissement a obtenu une désignation en application de l'article 357 ou de l'article 358 doit demeurer au sein du même centre que celui où ils étaient offerts lorsque la désignation a été faite. Le lieu de cette offre peut être déplacé vers un autre centre seulement si le ministre autorise ce déplacement.

Il en est de même du lieu où, dans un centre, s'exercent les activités d'enseignement en raison desquelles l'établissement a été désigné.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit des règles particulières quant aux déplacements du lieu où sont offerts des services pour lesquels un établissement a une désignation de centre hospitalier universitaire ou d'institut universitaire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 360

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**360.** Le conseil d'établissement d'un établissement désigné institut universitaire ou centre hospitalier universitaire comprend, en plus des personnes visées à l'article 107, une personne nommée par le conseil d'administration de Santé Québec, à partir d'une liste de noms fournie par les universités auxquelles est affilié l'établissement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit une règle particulière quant à la composition du conseil d'établissement lorsque l'établissement concerné a une désignation d'institut universitaire ou de centre hospitalier universitaire.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 361

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**361.** Le président-directeur général d'un établissement de Santé Québec désigné institut universitaire ou centre hospitalier universitaire doit, lorsqu'il établit le plan des effectifs médicaux et dentaires de l'établissement en vertu de l'article 195, déterminer, en plus, la répartition, entre les médecins, des tâches relatives à l'activité clinique, à la recherche et à l'enseignement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le plan des effectifs médicaux et dentaires d'un établissement qui a une désignation d'institut universitaire ou de centre hospitalier universitaire doit contenir des éléments supplémentaires, soient la répartition de certaines tâches relatives à l'activité clinique, à la recherche et à l'enseignement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 362

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**362.** Le président-directeur général d'un établissement de Santé Québec désigné institut universitaire ou centre hospitalier universitaire doit, avant de procéder à la nomination ou au renouvellement d'un médecin ou d'un dentiste en vertu de l'article 204, tenir compte de la répartition, entre les médecins ou entre les dentistes, selon le cas, des tâches relatives à l'activité clinique, à la recherche et à l'enseignement, eu égard aux exigences propres à l'établissement.

L'acte par lequel le président-directeur général procède à la nomination du médecin ou du dentiste doit préciser, outre les dispositions prévues au premier alinéa de l'article 204, la répartition, s'il y a lieu, des tâches du médecin ou du dentiste relatives à l'activité clinique, à la recherche et à l'enseignement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit des règles particulières quant aux éléments à prendre en compte lors de la nomination ou du renouvellement d'un médecin ou d'un dentiste lorsque l'établissement a une désignation d'institut universitaire ou de centre hospitalier universitaire et quant au contenu de l'acte de nomination ou de renouvellement de ce médecin ou de ce dentiste.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 363

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**363.** Un établissement désigné institut universitaire ou centre hospitalier universitaire ou qui gère un centre de recherche reconnu par le Fonds de recherche du Québec – Santé et qui, selon son contrat d’affiliation, participe à des activités de recherche clinique et fondamentale peut fournir des médicaments dans les conditions et les circonstances prévues par la présente loi ainsi que dans celles prévues par règlement du gouvernement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit des règles particulières quant à l’utilisation des médicaments par un établissement ayant une désignation d’institut universitaire ou de centre hospitalier universitaire ou un établissement qui gère un centre de recherche reconnu.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE IV

#### RÉSEAUX UNIVERSITAIRES INTÉGRÉS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

#### ARTICLE 364

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**364.** Pour l'application du présent chapitre, le territoire du Québec est découpé en autant de territoires de réseaux universitaires intégrés de santé et de services sociaux qu'il y a d'universités ayant une faculté de médecine.

Ces territoires de réseau correspondent chacun à un ensemble de territoires de réseau local de services de santé et de services sociaux délimité par le ministre, de concert avec le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Ces ministres associent une université à chacun de ces territoires.

La délimitation de chacun de ces territoires doit favoriser la concertation, la complémentarité et l'intégration des missions de soins, d'enseignement et de recherche des établissements qui, étant situés sur ce territoire, sont affiliés à l'université qui y est associée et qui, selon le cas, sont désignés instituts universitaires ou centres hospitaliers universitaires.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la formation de réseaux universitaires intégrés de santé et de services sociaux. Il précise comment les territoires de ces réseaux sont déterminés.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 365

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**365.** Santé Québec doit, pour chaque territoire de réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux, mettre en réseau les établissements visés au troisième alinéa de l'article 364 avec l'université associée à ce territoire. Les établissements et l'université ainsi mis en réseau en sont les membres.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que les établissements situés sur le territoire du réseau universitaire, qui sont affiliés à l'université qui y est associée et ont une désignation doivent être mis en réseau avec cette université. Il précise ainsi la composition du réseau.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 366

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**366.** Les activités d'un réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux sont conduites par un comité de direction formé des membres suivants :

- 1° le président et chef de la direction de Santé Québec ou la personne qu'il désigne;
- 2° les plus hauts dirigeants des établissements membres du réseau;
- 3° le doyen de la faculté de médecine de l'université membre du réseau.

Le comité peut également inviter toute personne dont il juge la participation à ses travaux pertinente.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que les activités d'un réseau universitaire sont menées par un comité de direction. Il détermine également la composition de ce comité de direction.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 367

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**367.** Le président-directeur général de l'établissement de Santé Québec membre du réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux désigné centre hospitalier universitaire, à l'exception d'un tel établissement desservant exclusivement des enfants, agit comme président du réseau. Un premier vice-président est nommé par et parmi les doyens des facultés des sciences sociales de l'université membre du réseau. Un second vice-président est nommé par et parmi les doyens des facultés des sciences de la santé de l'université membre du réseau. Leur mandat est d'une durée de deux ans et peut être renouvelé.

### **COMMENTAIRE**

Cet article détermine qui est le président du réseau et il prévoit comment le premier vice-président et le second vice-président sont nommés. Il précise également la durée de leur mandat.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 368

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**368.** Le président convoque les séances du comité de direction, les préside et voit à leur bon fonctionnement. Il voit de plus à l'exécution des décisions prises par le comité.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le rôle du président du réseau universitaire.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 369

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**369.** Le comité de direction du réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux peut adopter un règlement intérieur relativement à ses séances et à la conduite de ses affaires.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour le comité de direction d'adopter un règlement intérieur.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 370

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**370.** Chaque réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux formule à Santé Québec ou au ministre, selon le cas, des propositions sur les sujets suivants :

1° l'offre de services dans les domaines d'expertise reconnus aux établissements désignés instituts universitaires ou centres hospitaliers universitaires en réponse aux demandes des établissements situés sur le territoire du réseau;

2° l'assistance offerte à la faculté de médecine de l'université membre du réseau pour le déploiement de la formation médicale en région;

3° le transfert des connaissances entre la faculté de médecine et les établissements situés sur le territoire du réseau;

4° l'accès à des programmes favorisant le maintien des compétences des partenaires provenant des diverses professions liées au domaine de la santé et des services sociaux;

5° la coordination des demandes de subvention au Fonds canadien d'investissement en provenance des établissements membres du réseau;

6° la mise sur pied, au niveau régional, d'équipes de recherche;

7° la collaboration avec les autres réseaux universitaires intégrés de santé et de services sociaux afin de déterminer les champs d'action prioritaires, de décider de la répartition des activités et d'assurer la diffusion des résultats, et ce, sous la direction de l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux;

8° la prévention de la rupture de services à court, moyen ou long terme pour les établissements du territoire du réseau qui ont de la difficulté à assurer les services généraux et spécialisés à leurs usagers;

9° la coordination, auprès des établissements membres du réseau, des activités de l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux afin d'assurer la productivité et l'efficacité de ces activités;

10° l'instauration d'une culture de collaboration entre les établissements membres du réseau;

11° le regroupement des effectifs médicaux spécialisés pour éviter les doublons.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

De plus, chaque réseau formule au ministre des propositions sur :

1° la formation médicale et la répartition, auprès des établissements membres du réseau, des étudiants de la faculté de médecine de l'université membre du réseau;

2° la coordination, avec le Fonds de recherche du Québec – Santé, des activités de recherche des établissements situés sur le territoire du réseau afin de favoriser l'atteinte d'une masse critique de chercheurs dans des secteurs donnés et le partage des plateaux techniques et d'éviter ainsi les dédoublements.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le rôle du réseau universitaire soit formuler à Santé Québec ou au ministre des propositions sur différents sujets dont la prévention de la rupture de services et l'instauration d'une culture de collaboration entre les établissements.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 371

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**371.** Chaque établissement membre d'un réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux doit :

1° contribuer à l'offre de services proposée par ce réseau dans les domaines d'expertise qui lui sont reconnus;

2° assurer aux usagers de sa zone de proximité des services généraux, spécialisés et surspécialisés et, à la demande du conseil d'administration de Santé Québec, apporter sa contribution auprès des autres établissements du territoire du réseau pour prévenir toute rupture de services;

3° offrir, conformément aux modalités que peut déterminer le conseil d'administration de Santé Québec, des services généraux et spécialisés aux établissements territoriaux du territoire de la région sociosanitaire sur lequel il se trouve.

La zone de proximité visée au paragraphe 2° du premier alinéa est déterminée par le conseil d'administration de Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les obligations des établissements membres d'un réseau universitaire dont la contribution à l'offre de services proposée par ce réseau.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### PARTIE IV

#### DÉPARTEMENTS TERRITORIAUX ET AUTRES MESURES VISANT L'ACCÈS AUX SERVICES MÉDICAUX

### TITRE I

#### DÉPARTEMENTS TERRITORIAUX DE MÉDECINE FAMILIALE ET DE MÉDECINE SPÉCIALISÉE

### CHAPITRE I

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 372

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**372.** Santé Québec forme, pour chaque région sociosanitaire, un département territorial de médecine familiale et un département territorial de médecine spécialisée.

Lorsque plus d'un établissement public se trouve dans une telle région, Santé Québec peut former plus d'un de ces départements; elle rattache alors chacun de ces départements à un établissement public de cette région.

Un département territorial formé dans une région dans laquelle se trouve un seul établissement public est rattaché à cet établissement.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un département territorial de médecine familiale et un département territorial de médecine spécialisée sont formés pour chaque région sociosanitaire.

Ensuite, il ajoute que plus d'un département peut être formé dans une région lorsque plus d'un établissement public s'y trouve.

Puis, il prévoit de quelle façon les départements sont rattachés à un établissement public.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 373

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**373.** Le territoire du département territorial de médecine familiale correspond à celui de la région sociosanitaire. Toutefois, lorsque plus d'un département a été formé dans une région, Santé Québec divise l'ensemble du territoire de cette région entre les départements pour que chacun ait son propre territoire.

Il en est de même du territoire d'un département territorial de médecine spécialisée.

### **COMMENTAIRE**

Cet article établit à quoi correspond le territoire des départements territoriaux.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 374

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**374.** Un département territorial est dirigé par un médecin qui en est membre; il est nommé pour un mandat d'au plus quatre ans par le président-directeur général de l'établissement public auquel se rattache le département.

Le médecin ainsi nommé est appelé « directeur médical de médecine familiale » ou « directeur médical de médecine spécialisée » selon qu'il dirige le département territorial de médecine familiale ou le département territorial de médecine spécialisée.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un médecin membre du département est nommé par le président-directeur général de l'établissement auquel le département est rattaché afin de diriger ce département. Il précise la durée maximale de son mandat.

Ensuite, il prévoit que les directeurs des départements territoriaux se nomment « directeur médical de médecine familiale » et « directeur médical de médecine spécialisée ».

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 375

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**375.** Le directeur médical de l'établissement auquel est rattaché un département territorial coordonne et surveille les activités du médecin qui le dirige.

Le directeur médical doit notamment obtenir l'avis de ce médecin sur les conséquences administratives et financières des activités des médecins du département pour l'établissement et, le cas échéant, les autres établissements publics de ce territoire.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que la coordination et la surveillance des activités d'un médecin qui dirige un département territorial sont effectuées par le directeur médical de l'établissement auquel le département est rattaché.

Il ajoute l'obligation du directeur médical d'obtenir l'avis de ce médecin sur certains aspects.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 376

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**376.** Sous l'autorité du directeur médical, le médecin qui dirige un département territorial est chargé de voir à ce que les fonctions confiées au département soient exercées entièrement, correctement et sans retard, dans le cadre des pouvoirs confiés à Santé Québec et dans le respect des responsabilités des établissements de ce territoire.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit le rôle du médecin qui dirige un département.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 377

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**377.** Les fonctions d'un département territorial sont exercées par un comité de direction.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'un comité de direction exerce les fonctions d'un département territorial.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 378

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**378.** Le comité de direction d'un département territorial peut adopter des règlements concernant sa régie interne, la création de comités ou d'unités sous-territoriales et leurs modalités de fonctionnement ainsi que la poursuite des fins du département.

Ces règlements peuvent également prévoir les modalités suivant lesquelles l'exercice de tout ou partie des fonctions attribuées au comité de direction peut être confié au médecin qui dirige le département. Ils entrent en vigueur après avoir été approuvés par le président-directeur général de l'établissement auquel est rattaché le département territorial.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les différents sujets pour lesquels un comité de direction peut adopter des règlements notamment sa régie interne.

Ensuite, il ajoute que, pour entrer en vigueur, ces règlements doivent être approuvés par le président-directeur général de l'établissement auquel se rattache le département.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 379

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**379.** Malgré toute disposition contraire, un médecin ne peut recevoir de rémunération de la Régie de l'assurance maladie du Québec que s'il est membre d'un département territorial, sauf si cette rémunération lui est versée en application de l'article 36 de la Loi sur l'assurance maladie.

### **COMMENTAIRE**

L'article 379 du projet de loi empêche un médecin de recevoir une rémunération de la Régie de l'assurance maladie du Québec s'il n'est pas membre d'un département territorial. Il prévoit une exception à cette règle soit lorsque la rémunération est versée en application de l'article 36 de la *Loi sur l'assurance maladie*.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

#### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX DÉPARTEMENTS TERRITORIAUX DE MÉDECINE FAMILIALE

##### ARTICLE 380

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**380.** Tout médecin de famille peut faire partie du département territorial de médecine familiale s'il remplit les conditions suivantes :

- 1° il pratique sur le territoire du département;
- 2° il est titulaire d'un statut et de privilèges qui lui permettent d'exercer sa profession au sein de l'établissement auquel se rattache le département.

Le médecin qui est un professionnel désengagé ou un professionnel non participant au sens de la Loi sur l'assurance maladie ne peut faire partie du département.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article introduit un chapitre portant sur des dispositions particulières aux départements territoriaux de médecine familiale.

Il détermine, à son premier alinéa, les conditions qu'un médecin famille doit remplir pour faire partie du département territorial de médecine familiale.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, qu'un professionnel désengagé ou non participant au sens de la *Loi sur l'assurance maladie* ne peut pas faire partie d'un département.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 381

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**381.** Le département territorial de médecine familiale élabore l'organisation des services de médecine familiale et la soumet au président-directeur général de l'établissement auquel il est rattaché.

Le département doit préciser, par territoire de réseau local de services de santé et de services sociaux, les services fournis par lieu de pratique et la nature des services existants et attendus en termes d'accessibilité et de prise en charge des diverses clientèles et assurer la mise en place et l'application de la décision de Santé Québec relative à cette organisation.

Il formule toute recommandation qu'il estime propre à l'atteinte du but visé à l'article 346.

### **COMMENTAIRE**

L'article 381 du projet de loi prévoit que l'élaboration de l'organisation des services de médecine familiale est effectuée par le département territorial de médecine familiale. Il précise qu'elle est ensuite soumise au président-directeur général de l'établissement auquel le département est rattaché.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, ce que doit minimalement contenir la proposition d'organisation des services.

Enfin, il prévoit que le département formule également des recommandations dans l'objectif que le but visé à l'article 346 du projet de loi soit atteint, c'est-à-dire d'assurer de façon continue l'accès à une large gamme de services de santé et de services sociaux généraux, spécialisés et surspécialisés visant à satisfaire les besoins sociosanitaires et les particularités de la population.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 382

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**382.** Le département doit fixer des objectifs permettant de mesurer la mise en œuvre de l'organisation des services de médecine familiale qu'il élabore. Il mesure l'atteinte de ces objectifs.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'afin de mesurer la mise en œuvre de l'organisation des services, des objectifs doivent être fixés par le département et qu'il doit mesurer l'atteinte de ceux-ci.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 383

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**383.** Le département territorial de médecine familiale, outre les autres fonctions que lui confère la présente loi, exerce les fonctions suivantes :

1° faire des recommandations sur la nature des services de médecine familiale découlant des programmes prioritaires et assurer la mise en place de la décision de Santé Québec relative à cette matière;

2° faire des recommandations sur la liste des activités médicales particulières visée à l'article 395 et assurer la mise en place de la décision de Santé Québec relative à cette liste;

3° donner son avis sur tout projet concernant la prestation des services de médecine familiale;

4° donner son avis sur certains projets relatifs à l'utilisation de médicaments;

5° réaliser toute autre fonction relative aux services de médecine familiale que lui confie le président et chef de la direction de Santé Québec ou le président-directeur général ou le directeur médical de l'établissement auquel le département est rattaché.

### **COMMENTAIRE**

L'article 383 du projet de loi prévoit les fonctions du département territorial de médecine familiale notamment faire des recommandations sur la liste des activités médicales particulières.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 384

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**384.** Le comité de direction du département territorial de médecine familiale est formé des membres suivants :

- 1° le directeur médical de médecine familiale;
- 2° deux médecins élus par et parmi les médecins membres du département;
- 3° deux à neuf médecins membres du département, selon le nombre fixé conformément à l'article 385, nommés par les deux médecins visés au paragraphe 2°;
- 4° le président-directeur général et le directeur médical de l'établissement auquel est rattaché le département.

Lorsqu'il y a une faculté de médecine sur le territoire du département, le comité de direction doit de plus comprendre un membre nommé par le doyen de cette faculté ainsi qu'un résident en médecine familiale à titre d'observateur.

La majorité des membres du comité de direction doit être composée de médecins qui pratiquent en première ligne.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit, à son premier alinéa, la composition du comité de direction du département territorial de médecine familiale.

Il précise, à son deuxième alinéa, une adaptation à la composition de ce comité lorsqu'une faculté de médecine est présente sur le territoire du département.

Enfin, il ajoute, que la majorité des membres de ce comité doit être composée de médecins exerçant en première ligne.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 385

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**385.** Les règles s'ajoutant à celles de l'article 384 relativement à la composition du comité de direction du département territorial de médecine familiale, les modalités d'élection ou de nomination des membres visés aux paragraphes 2° et 3° du premier alinéa de cet article et la durée de leur mandat sont déterminées par un règlement adopté par les médecins membres du département réunis en assemblée générale convoquée à cette fin.

Les règles relatives à la composition du comité de direction que prévoit ce règlement doivent assurer une représentation équitable des parties du territoire du département et des différents milieux de pratique médicale. Il entre en vigueur après avoir été approuvé par le président-directeur général de l'établissement auquel est rattaché le département.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les sujets sur lesquels un règlement adopté par les médecins membres du département peut porter dont des règles complémentaires relative à la composition du comité de directeur et les modalités d'élection ou de nomination de certains membres de ce comité.

Le dernier alinéa précise que ce règlement doit être approuvé par le président directeur général de l'établissement auquel le département se rattache et que suivant cette approbation, il entre en vigueur.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE III

#### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX DÉPARTEMENTS TERRITORIAUX DE MÉDECINE SPÉCIALISÉE

#### ARTICLE 386

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**386.** Tout médecin spécialiste peut faire partie d'un département territorial de médecine spécialisée s'il remplit les conditions suivantes :

- 1° il pratique sur le territoire du département;
- 2° il est titulaire d'un statut et de privilèges qui lui permettent d'exercer sa profession dans l'établissement auquel le département est rattaché.

Le médecin qui est un professionnel désengagé ou un professionnel non participant au sens de la Loi sur l'assurance maladie ne peut faire partie du département.

#### COMMENTAIRE

Cet article introduit un chapitre portant sur des dispositions particulières aux départements territoriaux de médecine spécialisée.

Le premier alinéa détermine les conditions devant être remplies par un médecin spécialiste pour faire partie d'un département territorial de médecine spécialisée.

Le deuxième alinéa ajoute qu'un professionnel désengagé ou non participant au sens de la *Loi sur l'assurance maladie* ne peut pas faire partie de ce département.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 387

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**387.** Le département territorial de médecine spécialisée élabore l'organisation des services médicaux spécialisés sur le territoire du département et la soumet au président-directeur général de l'établissement auquel il est rattaché.

Pour chaque spécialité, le département doit préciser, par territoire de réseau local de services de santé et de services sociaux, les services dont la prestation est susceptible de répondre le mieux aux besoins de la population et assurer la mise en place et l'application de la décision de Santé Québec relative à cette organisation.

Il formule toute recommandation qu'il estime propre à l'atteinte du but visé à l'article 346.

### **COMMENTAIRE**

L'article 387 du projet de loi prévoit que l'élaboration de l'organisation des services médicaux spécialisés est effectuée par le département territorial de médecine spécialisée. Il précise qu'elle est ensuite soumise au président-directeur général de l'établissement auquel le département est rattaché.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, ce que doit minimalement contenir la proposition d'organisation des services.

Enfin, il prévoit que le département formule également des recommandations dans l'objectif que le but visé à l'article 346 du projet de loi soit atteint, c'est-à-dire d'assurer de façon continue l'accès à une large gamme de services de santé et de services sociaux généraux, spécialisés et surspécialisés visant à satisfaire les besoins sociosanitaires et les particularités de la population.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 388

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**388.** Le département territorial de médecine spécialisée doit fixer des objectifs permettant de mesurer la mise en œuvre de l'organisation des services médicaux spécialisés qu'il élabore. Il mesure l'atteinte de ces objectifs.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'afin de mesurer la mise en œuvre de l'organisation des services, des objectifs doivent être fixés par le département et qu'il doit mesurer l'atteinte de ceux-ci.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 389

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**389.** Le département territorial de médecine spécialisée, outre les autres fonctions que lui confère la présente loi, exerce les fonctions suivantes :

1° donner son avis sur tout projet concernant la prestation de services médicaux spécialisés et sur le renouvellement, le déploiement et le développement des équipements médicaux spécialisés en conformité avec l'organisation territoriale des services médicaux spécialisés;

2° faire des recommandations sur la liste des activités médicales particulières visées à l'article 403 et assurer la mise en place de la décision de Santé Québec relative à cette liste;

3° donner son avis sur certains projets relatifs à l'utilisation de médicaments;

4° réaliser toute autre fonction relative à la médecine spécialisée que lui confie le président et chef de la direction de Santé Québec ou le président-directeur général ou le directeur médical de l'établissement auquel le département est rattaché.

### **COMMENTAIRE**

L'article 389 du projet de loi prévoit les fonctions du département territorial de médecine spécialisée notamment faire des recommandations sur la liste des activités médicales particulières.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 390

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**390.** Le comité de direction du département territorial de médecine spécialisée est formé des membres suivants :

- 1° le directeur médical de médecine spécialisée;
- 2° deux médecins élus par et parmi les médecins membres du département;
- 3° deux à neuf médecins membres du département, selon le nombre fixé conformément à l'article 391, nommés par les deux médecins visés au paragraphe 2°;
- 4° le président-directeur général et le directeur médical de l'établissement auquel est rattaché le département.

Lorsqu'il y a une faculté de médecine sur le territoire du département, le comité de direction doit de plus comprendre un membre nommé par le doyen de cette faculté ainsi qu'un résident en médecine à titre d'observateur.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit, à son premier alinéa, la composition du comité de direction du département territorial de médecine familiale.

Il précise, à son deuxième alinéa, une adaptation à la composition de ce comité lorsqu'une faculté de médecine est présente sur le territoire du département.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 391

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**391.** Les règles s'ajoutant à celles de l'article 390 relativement à la composition du comité de direction du département territorial de médecine spécialisée, les modalités d'élection ou de nomination des membres visés aux paragraphes 2° et 3° du premier alinéa de cet article et la durée de leur mandat sont déterminées par un règlement adopté par les médecins membres du département réunis en assemblée générale convoquée à cette fin.

Les règles relatives à la composition du comité de direction que prévoit ce règlement doivent assurer une représentation équitable des domaines cliniques dans lesquels exercent les médecins spécialistes membres du département ainsi que des parties du territoire du département.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les sujets sur lesquels un règlement adopté par les médecins membres du département peut porter dont des règles complémentaires relative à la composition du comité de directeur et les modalités d'élection ou de nomination de certains membres de ce comité.

Il prévoit que les règles établies relativement à la composition du comité doivent assurer une représentation équitable de certains aspects.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE II

#### AUTRES MESURES VISANT L'ACCÈS AUX SERVICES MÉDICAUX

##### ARTICLE 392

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**392.** Le gouvernement détermine chaque année le nombre de postes de résidents en médecine disponibles dans les programmes de formation médicale post-doctorale. Ce nombre comprend :

- 1° les postes de stages de formation en médecine familiale;
- 2° les autres postes de stages de formation requis pour l'une ou l'autre des spécialités reconnues dans un règlement pris en application de la Loi médicale (chapitre M-9).

Le gouvernement peut, en vue de favoriser une répartition rationnelle des ressources médicales entre les régions, autoriser chaque année certains des postes prévus au paragraphe 2° du premier alinéa, à la condition que les stagiaires acceptent de signer un engagement, assorti d'une clause pénale, le cas échéant, à pratiquer pour une période maximale de quatre ans dans la région ou pour l'établissement que le ministre détermine. Ces postes ne peuvent excéder 25 % du nombre de postes qui, parmi l'ensemble des postes prévus au paragraphe 2° du premier alinéa, sont destinés à de nouveaux stagiaires.

Lorsqu'un poste visé au deuxième alinéa n'est pas comblé, il devient automatiquement un poste de stagiaire en formation de médecine familiale sans être assorti d'un engagement à pratiquer dans une région ou pour un établissement déterminé.

Le gouvernement peut en outre, s'il le juge opportun, autoriser certains postes supplémentaires de stagiaires dans les programmes de formation médicale post-doctorale destinés aux étudiants diplômés d'une université ou école située hors du Canada et des États-Unis à la condition que les stagiaires acceptent de signer un engagement, assorti d'une clause pénale, le cas échéant, à pratiquer pour une période de quatre ans dans la région ou pour l'établissement que le ministre détermine.

Le nombre de postes visé au deuxième alinéa est déterminé après consultation par le ministre du Collège des médecins du Québec, des universités du Québec ayant une faculté de médecine et de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### **COMMENTAIRE**

L'article 392 du projet de loi prévoit que le nombre de postes de résidents en médecine disponibles dans les programmes de formation médicale post-doctorale est déterminé par le gouvernement annuellement.

Le deuxième alinéa confère au gouvernement le pouvoir d'autoriser certains postes conditionnellement à la prise d'un engagement, assorti d'une clause pénale, par les stagiaires.

Le troisième alinéa prévoit ce qu'il advient d'un poste visé par le deuxième alinéa qui n'est pas comblé.

Le quatrième alinéa confère au gouvernement le pouvoir d'autoriser certains postes de stagiaires destinés aux étudiants diplômés hors du Canada et des États-Unis et dont les postes sont conditionnels à la prise d'un engagement, assorti d'une clause pénale, par les stagiaires.

Enfin, le cinquième alinéa précise que le ministre doit consulter le Collège des médecins, les universités ayant une faculté de médecine et Santé Québec avant que le gouvernement ne détermine le nombre de postes visé au deuxième alinéa.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 393

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**393.** Le gouvernement peut déterminer, chaque année, dans les programmes de formation médicale de niveau doctoral, un nombre de places pour des étudiants de l'extérieur du Québec, à la condition que ces étudiants acceptent de signer, avant le début de leur formation, un engagement, assorti d'une clause pénale, le cas échéant, à pratiquer pour une période maximale de quatre ans dans la région ou pour l'établissement déterminé par le ministre, s'ils exercent la médecine au Québec après l'obtention de leur permis d'exercice.

### **COMMENTAIRE**

L'article 393 du projet de loi confère au gouvernement le pouvoir de déterminer un nombre de places pour les étudiants de l'extérieur du Québec dans les programmes de formation médicale de niveau doctoral. Il précise que l'obtention de l'une de ces places est conditionnelle à la signature d'un engagement, assorti d'une clause pénale par les étudiants.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 394

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**394.** Tout médecin de famille qui désire adhérer à une entente conclue en vertu du cinquième alinéa de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie doit, après avoir été autorisé par Santé Québec, s'engager à effectuer une partie de sa pratique dans des activités médicales particulières visées à l'article 395.

Une telle entente peut prévoir des modulations relatives à la nature des activités et au niveau de participation des médecins selon le nombre d'années de pratique.

### COMMENTAIRE

L'article 394 du projet de loi prévoit l'obligation pour un médecin de s'engager à réaliser des activités médicales particulières pour adhérer à une entente conclue en vertu du cinquième alinéa de l'article 19 de la *Loi sur l'assurance maladie*. Il précise que pour ce faire il doit être autorisé par Santé Québec.

Le deuxième alinéa précise également des éléments pouvant être prévus à cette entente dont le niveau de participation des médecins selon le nombre d'années de pratique.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 395

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**395.** Aux fins de l'application du premier alinéa de l'article 394, Santé Québec établit pour le territoire de chaque département territorial de médecine familiale visé à l'article 372, à partir des recommandations que peut lui faire le département, une liste d'activités médicales particulières. Cette liste précise les modalités d'exercice de chaque activité offerte, et ce, conformément aux modalités prévues par l'entente visée à cet alinéa.

La liste est soumise à l'approbation du ministre.

### **COMMENTAIRE**

L'article 395 du projet de loi prévoit que la liste des activités médicales particulières est établie par Santé Québec à partir des recommandations faites par le département territorial de médecine familiale. Il ajoute qu'en outre des activités, cette liste mentionne les modalités d'exercice de ces activités.

Enfin, le deuxième alinéa précise que la liste doit être approuvée par le ministre.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 396

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**396.** Le médecin adresse sa demande d'autorisation à Santé Québec qui lui transmet une liste d'activités médicales particulières parmi lesquelles il doit effectuer un choix.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 396 du projet de loi prévoit qu'un médecin doit faire sa demande d'autorisation à Santé Québec. Il précise que Santé Québec lui transmet alors une liste d'activités médicales particulières pour qu'il puisse choisir lesquelles il s'engage à effectuer.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 397

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**397.** Santé Québec autorise le médecin à adhérer à l'entente visée à l'article 394 s'il s'engage par écrit à exercer l'une des activités médicales particulières prévues à la liste visée à l'article 395.

Pour autoriser un médecin à adhérer à l'entente visée à l'article 394, Santé Québec doit tenir compte du nombre de médecins autorisé aux plans des effectifs médicaux de ses établissements.

### **COMMENTAIRE**

L'article 397 du projet de loi prévoit que si le médecin s'engage par écrit à réaliser l'une des activités médicales particulières alors Santé Québec l'autorise à adhérer à l'entente conclue en vertu du cinquième alinéa de l'article 19 de la *Loi sur l'assurance maladie*.

Il précise, à son deuxième alinéa, un facteur devant être pris en compte par Santé Québec dans sa décision d'autoriser un médecin à adhérer à l'entente.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 398

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**398.** Tant que le médecin respecte l'engagement qu'il a pris conformément à l'article 397 et jusqu'à ce qu'il en soit libéré selon les modalités prévues par l'entente visée à l'article 394, le médecin demeure visé par cette entente.

### **COMMENTAIRE**

L'article 398 du projet de loi prévoit jusqu'à quel moment un médecin demeure visé par l'entente conclue en vertu du cinquième alinéa de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie, soit tant qu'il respecte l'engagement ou jusqu'à ce qu'il en soit libéré.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 399

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**399.** Santé Québec peut, de façon périodique et conformément aux modalités prévues par l'entente, procéder à la révision de l'engagement d'un médecin pris conformément à l'article 397.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour Santé Québec de réviser un engagement pris par un médecin. Il précise que cela doit se faire conformément aux modalités prévues par l'entente.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 400

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**400.** Si, de l'avis de Santé Québec, un médecin cesse de respecter l'engagement qu'il a pris conformément à l'article 397, Santé Québec révoque l'adhésion et en informe le médecin, le département territorial de médecine familiale et la Régie de l'assurance maladie du Québec. Santé Québec doit donner au médecin l'occasion de présenter ses observations.

### **COMMENTAIRE**

L'article 400 du projet de loi prévoit les circonstances pouvant mener à la révocation de l'adhésion d'un médecin par Santé Québec et les personnes devant être informées. De plus, il précise qu'elle doit donner au médecin l'occasion de présenter ses observations.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 401

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**401.** Un médecin qui n'est pas satisfait d'une décision rendue à son sujet concernant un refus d'adhésion ou une révocation d'adhésion peut soumettre cette décision à l'arbitrage prévu par l'entente visée à l'article 394.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la possibilité pour un médecin de soumettre une décision concernant un refus d'adhésion ou une révocation d'adhésion à l'arbitrage prévu à l'entente conclue en vertu du cinquième alinéa de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 402

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**402.** Tout médecin spécialiste qui n'a pas de privilège dans un établissement qui exploite un centre hospitalier et dont la spécialité est visée par une entente conclue en vertu du cinquième alinéa de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie doit effectuer une partie de sa pratique dans les activités médicales particulières visées à l'article 403 s'il désire adhérer à une telle entente.

L'entente peut prévoir des modulations relatives à la nature des activités et au niveau de participation des médecins selon le nombre d'années de pratique.

### COMMENTAIRE

L'article 402 du projet de loi prévoit l'obligation pour certains médecins spécialistes de réaliser des activités médicales particulières pour adhérer à une entente conclue en vertu du cinquième alinéa de l'article 19 de la *Loi sur l'assurance maladie*.

Le deuxième alinéa précise également des éléments pouvant être prévus à cette entente dont le niveau de participation des médecins selon le nombre d'années de pratique.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 403

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**403.** Aux fins de l'application du premier alinéa de l'article 402, Santé Québec établit pour le territoire de chaque département territorial de médecine spécialisée visé à l'article 372, à partir des recommandations que peut lui faire le département, une liste d'activités médicales particulières. Cette liste précise les modalités d'exercice de chaque activité offerte, et ce, conformément aux modalités prévues par l'entente visée à cet alinéa.

La liste est soumise à l'approbation du ministre.

### **COMMENTAIRE**

L'article 403 du projet de loi prévoit que la liste des activités médicales particulières est établie par Santé Québec à partir des recommandations faites par le département territorial de médecine spécialisée. Il ajoute qu'en outre des activités, cette liste mentionne les modalités d'exercice de ces activités.

Enfin, le deuxième alinéa précise que la liste doit être approuvée par le ministre.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 404

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**404.** Les dispositions des articles 396 à 401 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, dans le cas des médecins spécialistes visés à l'article 402.

### **COMMENTAIRE**

L'article 404 du projet de loi prévoit que les articles 396 à 401 du projet de loi, relatifs au processus pour être autorisé à adhérer à l'entente, s'appliquent aux médecins spécialistes visés l'article 402.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 405

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**405.** Santé Québec doit établir le plan territorial des effectifs médicaux de chaque territoire d'un département visé à l'article 373 à partir des plans des effectifs médicaux et dentaires qui ont été soumis au président et chef de la direction conformément à l'article 195, du nombre de médecins requis pour accomplir les activités médicales particulières prévues aux articles 395 et 402 et du nombre de médecins de famille et de médecins spécialistes, par spécialité, qui reçoivent une rémunération de la Régie de l'assurance maladie du Québec et qui pratiquent sur ce territoire même à l'extérieur d'un établissement.

Dans l'établissement d'un plan territorial des effectifs médicaux, Santé Québec doit tenir compte des activités médicales des médecins qui pratiquent sur le territoire et qui reçoivent une rémunération de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Elle doit également consulter l'instance visée à chacun des paragraphes suivants sur la partie du plan qui y est prévue :

1° le département territorial de médecine familiale sur la partie relative aux médecins de famille;

2° le département territorial de médecine spécialisée sur la partie relative aux médecins spécialistes.

Un département territorial peut formuler les recommandations qu'il estime appropriées à l'égard de la partie du plan sur laquelle il a été consulté.

### **COMMENTAIRE**

L'article 405 du projet de loi prévoit qu'un plan territorial des effectifs médicaux est établi par Santé Québec, et ce, pour chaque territoire des départements territoriaux. Il précise également ce sur quoi Santé Québec s'appuie pour établir un tel plan dont les plans des effectifs médicaux et dentaires qui ont été soumis au président et chef de la direction et le nombre de médecins requis pour accomplir les activités médicales particulières.

Le deuxième alinéa précise que Santé Québec doit tenir compte des activités médicales réalisées par des médecins qui pratiquent sur le territoire et qui reçoivent une rémunération de la Régie. Il prévoit également les consultations devant être effectuées par Santé Québec.

Enfin, le troisième alinéa indique que des recommandations peuvent être formulées par les départements territoriaux concernés.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 406

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**406.** Le plan territorial des effectifs médicaux établi par Santé Québec est soumis au ministre qui l'approuve avec ou sans modification; les plans des effectifs médicaux et dentaires établis par les établissements de cette région y sont joints.

L'ensemble du plan territorial des effectifs médicaux ainsi approuvé doit, conformément à l'article 405, être établi de nouveau au moins tous les trois ans et chaque fois que le demande le ministre. Le plan approuvé continue d'avoir effet tant que le ministre n'a pas approuvé le nouveau plan.

Le ministre peut établir le plan territorial des effectifs médicaux à défaut par Santé Québec de l'établir dans le délai qu'il lui indique.

### **COMMENTAIRE**

L'article 406 du projet de loi prévoit que c'est le ministre qui approuve le plan territorial établi par Santé Québec. Il précise que le ministre peut le modifier ou non.

Ensuite, le deuxième alinéa prévoit la fréquence minimale de révision du plan territorial soit tous les 3 ans. Il précise que le ministre peut également demander la révision de ce plan. Il indique la durée de validité du plan approuvé.

Enfin, le troisième alinéa prévoit la possibilité pour le ministre d'établir lui-même le plan territorial en cas de défaut de Santé Québec de l'établir.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 407

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**407.** Le ministre peut transmettre des directives à Santé Québec concernant l'établissement de tout plan territorial des effectifs médicaux. Ces directives peuvent notamment prévoir des objectifs de croissance ou de décroissance et un nombre de postes qui doivent être réservés pour des médecins ayant pratiqué dans d'autres régions.

Ces directives lient Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

L'article 407 du projet de loi confère le pouvoir de transmettre des directives à Santé Québec relativement aux plans territoriaux des effectifs médicaux. Il donne des exemples de ce sur quoi ces directives peuvent porter.

Puis, le deuxième alinéa précise que Santé Québec est liée par ces directives.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 408

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**408.** Afin d'assurer le respect des plans territoriaux des effectifs médicaux :

1° tout médecin de la région qui reçoit une rémunération de la Régie de l'assurance maladie du Québec et qui exerce en cabinet privé de professionnel est lié par une entente conclue en application du septième alinéa de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie;

2° les départements territoriaux de médecine familiale et de médecine spécialisée en assurent la mise en place et l'application ainsi que l'évaluation de l'atteinte des objectifs qui y sont relatifs.

Pour l'application de la présente loi, on entend par « cabinet privé de professionnel » l'entreprise au sein de laquelle un ou plusieurs médecins, dentistes ou autres professionnels, individuellement ou en groupe, pratiquent habituellement leur profession à titre privé et à leur seul compte, sans fournir à leur clientèle, directement ou indirectement, des services d'hébergement et sans lui offrir des traitements médicaux spécialisés.

### COMMENTAIRE

L'article 408 du projet de loi vise à assurer le respect des plans territoriaux des effectifs médicaux. Ainsi, il prévoit que les médecins de la région qui reçoivent une rémunération de la Régie et qui exerce en cabinet privé de professionnel sont liés par une entente conclue en application du septième alinéa de l'article 19 de la *Loi sur l'assurance maladie*. Il prévoit également le rôle des départements territoriaux afin de rencontrer cet objectif.

Ensuite, le deuxième alinéa prévoit une définition de « cabinet privé de professionnel ».

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 409

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**409.** Le président et chef de la direction de Santé Québec approuve les plans d'effectifs médicaux et dentaires qui lui ont été soumis conformément à l'article 195 par les établissements d'une région sociosanitaire une fois que tout plan territorial des effectifs médicaux concernant cette région a été approuvé par le ministre.

Santé Québec transmet au ministre, sur demande, chaque plan des effectifs médicaux et dentaires approuvé par le président et chef de la direction.

### **COMMENTAIRE**

L'article 409 du projet de loi prévoit que l'approbation des plans d'effectifs médicaux et dentaires par le président et chef de la direction ne peut avoir lieu qu'à partir du moment où le ministre a approuvé le plan territorial des effectifs médicaux.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, que le ministre peut demander à Santé Québec de recevoir chaque plan que le président et chef de la direction a approuvé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 410

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**410.** L'autorisation de procéder à la nomination d'un médecin en dérogation au plan des effectifs médicaux et dentaires donnée par le président et chef de la direction en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 208 emporte l'autorisation de déroger au plan territorial des effectifs médicaux applicable.

### **COMMENTAIRE**

L'article 410 du projet de loi prévoit que lorsque le président et chef de la direction autorise une dérogation au plan des effectifs médicaux et dentaires en raison d'une situation exceptionnelle, cela entraîne automatiquement l'autorisation de déroger au plan territorial.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 411

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**411.** Santé Québec élabore annuellement un plan de répartition des médecins de famille en première ligne pour chaque région sociosanitaire. Ce plan identifie les différents territoires d'une région où il est prioritaire de combler des besoins en médecine familiale de première ligne ainsi que le niveau de ces besoins.

Santé Québec peut, en cours d'année, modifier ce plan.

Le ministre peut, pour l'application de ce plan, autoriser Santé Québec à modifier un plan territorial des effectifs médicaux qu'il a approuvé ou à modifier le plan des effectifs médicaux et dentaires approuvé d'un établissement. Il peut également, lorsqu'il estime que des circonstances exceptionnelles le justifient et dans les conditions qu'il fixe, permettre à un établissement de déroger à ce dernier plan.

### **COMMENTAIRE**

L'article 411 du projet de loi prévoit l'élaboration par Santé Québec d'un plan de répartition des médecins de famille en première ligne pour chaque région sociosanitaire, et ce, annuellement. Il précise le contenu de ce plan.

Il précise, à son deuxième alinéa, que ce plan peut être modifié.

Enfin, il ajoute, à son dernier alinéa, prévoit la possibilité pour le ministre d'autoriser Santé Québec à modifier un plan territorial des effectifs médicaux ou à modifier un plan des effectifs médicaux et dentaires. Il prévoit également la possibilité pour le ministre d'autoriser un établissement à déroger à ce dernier plan.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### PARTIE V

#### ENTENTES ET AGRÉMENTS AUX FINS DE FINANCEMENT ET ENTENTES VISANT LA PRESTATION DE CERTAINS SERVICES

### TITRE I

#### ENTENTES ET AGRÉMENTS AUX FINS DE FINANCEMENT

### CHAPITRE I

#### ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS CONVENTIONNÉS

### ARTICLE 412

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**412.** Santé Québec peut, si elle estime que les besoins d'une région sociosanitaire le justifient, conclure avec un établissement privé une convention à l'une ou l'autre des fins suivantes :

1° le rémunérer, pour les services de santé ou pour les services sociaux qu'il fournit conformément à la convention, à un taux forfaitaire que le gouvernement fixe pour l'ensemble de services visé à l'article 3 auquel les services fournis correspondent;

2° lui rembourser tout ou partie des dépenses qu'il fait et qui sont admissibles à l'octroi de subventions conformément aux règles budgétaires particulières visées aux deuxième alinéa de l'article 89.

Les conditions et modalités de financement prévues par une convention conclue en application du premier alinéa sont subordonnées au respect des dispositions de l'article 413. Il en est de même dans le cas du renouvellement d'une telle convention.

En cas de mésentente entre Santé Québec et un établissement privé quant à la détermination des conditions ou des modalités de financement applicables en vertu de la convention ou lors de tout renouvellement de celle-ci, Santé Québec peut, six mois après le début des discussions, demander au ministre de déterminer ces conditions et modalités.

### COMMENTAIRE

L'article 412 du projet de loi une partie du projet de loi portant sur les ententes et les agréments aux fins de financement et les ententes visant la prestation de certains services.

Le premier alinéa prévoit les fins pour lesquelles une convention de financement peut être conclue avec un établissement privé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 413

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**413.** Le ministre détermine, avec l'approbation du Conseil du trésor, les modalités générales relatives au financement des activités des établissements privés et qui sont applicables, sous réserve d'exceptions prévues par le ministre, à l'ensemble des conventions de financement conclues en application du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 412.

Le ministre détermine de la même manière le contenu minimal, la durée et, si nécessaire, la forme des conventions conclues en application de l'article 412. Le contenu de ces conventions peut varier selon les régions, la nature ou l'étendue des services fournis par les établissements de même mission ou les usagers desservis par ces derniers.

### **COMMENTAIRE**

L'article 413 du projet de loi prévoit que les modalités générales relatives au financement des établissements privés sont déterminées par le ministre, avec l'approbation du Conseil du trésor.

Il précise ensuite que le contenu minimal, la durée et, si nécessaire, la forme des conventions sont déterminés par le ministre de la même manière.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 414

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**414.** L'article 51 s'applique à un établissement privé conventionné avec les adaptations nécessaires.

### **COMMENTAIRE**

L'article 414 du projet de loi prévoit que l'article 51 s'applique à un établissement privé conventionné. Ce dernier porte notamment sur la détermination de normes et de barèmes relatifs notamment à la sélection, la nomination et la rémunération des membres du personnel par règlement du ministre.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 415

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**415.** L'établissement privé conventionné ne peut, sans avoir obtenu l'autorisation préalable de Santé Québec :

- 1° acquérir, aliéner ou hypothéquer un immeuble;
- 2° construire, agrandir, aménager, transformer, démolir, reconstruire ou procéder à des réparations majeures de ses immeubles, sauf lorsque le coût total estimé du projet est inférieur aux montants déterminés par règlement du gouvernement et qu'aucun emprunt pour le financement n'est nécessaire.
- 3° consentir un démembrement du droit de propriété;
- 4° louer un immeuble;
- 5° louer ses immeubles à un tiers, les lui prêter ou autrement lui en permettre l'utilisation, pour une période excédant un an;
- 6° louer ses installations à un professionnel non participant au sens de la Loi sur l'assurance maladie ou autrement lui en permettre l'utilisation pour qu'il y fournisse des services médicaux.

L'établissement doit également avoir obtenu l'autorisation préalable du Conseil du trésor dans les cas prévus aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa.

### **COMMENTAIRE**

L'article 415 du projet de loi prévoit des restrictions à l'exercice de certains pouvoirs d'un établissement privé conventionné. Ainsi, il prévoit que l'autorisation de Santé Québec est nécessaire notamment pour acquérir un immeuble ou l'hypothéquer.

Il précise que l'autorisation du Conseil du trésor est nécessaire dans les cas prévus aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa, soit, par exemple, pour l'acquisition d'un immeuble.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 416

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**416.** Le Conseil du trésor peut, aux conditions et dans la mesure qu'il détermine, déléguer à Santé Québec tout ou partie des pouvoirs qui lui sont accordés à l'article 415.

L'acte de délégation est publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur le 15<sup>e</sup> jour qui suit la date de cette publication.

### COMMENTAIRE

L'article 416 du projet de loi confère au Conseil du trésor la possibilité de déléguer à Santé Québec tout ou partie de ses pouvoirs relatifs à l'autorisation préalable exigée dans les cas prévus aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa de l'article 415.

Il précise que l'acte de délégation est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 417

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**417.** Les dispositions de l'article 415 ne s'appliquent pas pour la réalisation de travaux de maintien d'actifs, peu importe le montant estimé de ces travaux et la source de leur financement.

On entend par « travaux de maintien d'actifs » l'ensemble des travaux requis aux fins d'assurer la sécurité des personnes et des biens, de contrer la vétusté des immeubles et d'assurer leur conservation.

### **COMMENTAIRE**

L'article 417 du projet de loi prévoit une exception à l'application des dispositions de l'article 415. Ainsi, il prévoit qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir l'autorisation de Santé Québec pour la réalisation de travaux de maintien d'actifs.

Ensuite, il définit ce que signifie « travaux de maintien d'actifs » aux fins de cet article.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 418

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**418.** Est nul, de nullité absolue, tout contrat fait par l'établissement privé conventionné sans l'autorisation préalable du Conseil du trésor ou de Santé Québec, chaque fois que cette autorisation est requise par la présente loi.

Tout contrat doit de plus, sous peine de nullité, être fait conformément aux normes, aux conditions et selon la procédure prévue par règlement de Santé Québec.

Une demande en nullité d'un contrat fait par l'établissement contrairement au présent article peut être introduite par Santé Québec ou par toute personne intéressée.

### **COMMENTAIRE**

L'article 418 du projet de loi prévoit que lorsqu'un contrat est fait sans les autorisations requises de Santé Québec ou du Conseil du trésor, alors ce contrat est nul de nullité absolue.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 419

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**419.** Malgré l'article 315, l'établissement privé conventionné ne peut, sans avoir obtenu l'autorisation préalable de Santé Québec, accepter des dons, des legs, des subventions ou d'autres contributions versés sous condition d'exécuter un projet dans l'une des situations suivantes :

1° lorsque l'aide vise le financement d'un projet dont la réalisation nécessite l'autorisation préalable du Conseil du trésor, du ministre ou de Santé Québec;

2° lorsque le projet envisagé a pour effet immédiat ou prévisible d'augmenter le montant des dépenses annuelles de fonctionnement ou d'immobilisation de l'établissement;

L'autorisation préalable de Santé Québec prévue au premier alinéa n'est pas nécessaire si la contribution versée provient du gouvernement du Québec, d'un ministère ou d'un organisme dont les dépenses de fonctionnement sont assumées par le fonds consolidé du revenu. Dans ce cas, le gouvernement, le ministère ou l'organisme concerné doit en aviser Santé Québec.

Dans la situation visée au paragraphe 2° du premier alinéa, Santé Québec n'accorde l'autorisation préalable que si l'établissement privé conventionné démontre que les coûts supplémentaires peuvent être supportés sans requérir d'ajustement budgétaire ou de subvention particulière de la part de Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

L'article 419 du projet de loi prévoit que l'autorisation de Santé Québec est nécessaire pour l'acceptation par un établissement privé conventionné de certaines contributions versées sous conditions d'exécuter certains projets dont un projet qui a pour effet d'augmenter le montant des dépenses annuelles de fonctionnement de cet établissement.

Ensuite, le deuxième alinéa prévoit les cas où une autorisation de Santé Québec n'est pas nécessaire.

Enfin, le troisième alinéa énonce les conditions pour que Santé Québec accorde son autorisation dans la situation visée au paragraphe 2° du premier alinéa.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 420

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**420.** Afin d'assurer l'uniformité de la gestion administrative et financière des établissements privés conventionnés, Santé Québec publie et tient à jour un manuel de gestion financière.

### **COMMENTAIRE**

L'article 420 du projet de loi prévoit qu'un manuel de gestion financière est réalisé par Santé Québec. L'objectif de cette obligation est d'assurer l'uniformité de la gestion administrative et financière des établissements privés conventionnés.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 421

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**421.** Avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, Santé Québec transmet à chacun des établissements privés conventionnés son budget de fonctionnement pour l'exercice suivant. Ce budget est établi sur la base de la convention de financement que l'établissement a conclue en vertu du premier alinéa de l'article 412 avec Santé Québec, suivant les conditions et modalités qui y sont prévues, le cas échéant.

Si au 1<sup>er</sup> avril d'une année le budget de fonctionnement d'un établissement ne lui a pas été transmis, un quart du budget de l'exercice précédent est reconduit au début de chaque trimestre de l'exercice jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le budget de l'exercice visé.

### **COMMENTAIRE**

L'article 421 du projet de loi prévoit que le budget de fonctionnement pour un établissement privé conventionné lui est transmis par Santé Québec avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année. Il précise sur quelle base ce budget est établi, soit la convention de financement conclue avec cet établissement.

Le deuxième alinéa prévoit la reconduction d'une partie du budget de l'exercice précédent lorsqu'au 1<sup>er</sup> avril le budget de fonctionnement de l'établissement ne lui a pas été transmis.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 422

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**422.** L'exercice d'un établissement privé conventionné se termine le 31 mars de chaque année.

### **COMMENTAIRE**

L'article 422 du projet de loi prévoit la date de fin de l'exercice d'un établissement privé conventionné soit le 31 mars.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 423

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**423.** Un établissement privé conventionné transmet à Santé Québec, dans la forme et selon la périodicité que celle-ci détermine :

1° les rapports, nécessaires à l'application des dispositions de la convention de financement conclue avec Santé Québec, relatifs à l'utilisation du budget et au fonctionnement de l'établissement;

2° un rapport statistique annuel concernant les ressources et les services de l'établissement pour la dernière année financière.

Ces rapports doivent contenir tout renseignement requis par Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

L'article 423 du projet de loi prévoit l'obligation pour un établissement privé conventionné de transmettre divers rapports aux fins de reddition de compte.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 424

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**424.** Les livres et les comptes de l'établissement privé conventionné sont vérifiés chaque année par un auditeur.

### **COMMENTAIRE**

L'article 424 du projet de loi prévoit que les livres et les comptes d'un établissement privé conventionné sont vérifiés par un auditeur, et ce, à chaque année.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 425

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**425.** Avant le 30 septembre de chaque année, le conseil d'administration de l'établissement privé conventionné ou, si l'établissement n'est pas une personne morale, le titulaire de l'autorisation nomme un auditeur pour l'exercice en cours.

L'établissement doit avoir recours, au moins tous les quatre ans et chaque fois qu'il veut retenir les services d'un nouveau cabinet d'auditeurs, à une procédure d'appel d'offres visant l'obtention d'une prestation de services qui soit du meilleur rapport qualité-coût.

### **COMMENTAIRE**

L'article 425 du projet de loi prévoit que l'auditeur est nommé avant le 30 septembre de chaque année pour l'exercice en cours. Il précise qui procède à cette nomination.

Le deuxième alinéa prévoit que le choix d'un auditeur s'effectue suivant une procédure d'appel d'offres, et ce, minimalement tous les 4 ans.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 426

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**426.** Si la charge de l'auditeur devient vacante avant l'expiration de son mandat, le conseil d'administration de l'établissement privé conventionné ou, si l'établissement n'est pas une personne morale, le titulaire de l'autorisation doit combler cette vacance à la première séance qui suit.

### **COMMENTAIRE**

L'article 426 du projet de loi vise à assurer que l'établissement procède avec diligence à la nomination d'un nouvel auditeur en cas de vacance de cette charge.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 427

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**427.** Pour l'exercice de ses fonctions, l'auditeur a accès à tous les livres, registres, comptes et autres écritures comptables de l'établissement privé conventionné ainsi qu'aux pièces justificatives; toute personne en ayant la garde doit lui en faciliter l'examen.

Il peut aussi exiger des membres du conseil d'administration de l'établissement, de ses dirigeants, de ses employés et d'autres représentants de cet établissement, les renseignements, les explications et les documents nécessaires à l'accomplissement de son mandat.

### **COMMENTAIRE**

L'article 427 du projet de loi vise à ce que l'auditeur ait accès aux renseignements qui lui sont nécessaires pour l'exercice de ses fonctions. Ainsi, il prévoit que l'auditeur a accès notamment aux livres et comptes de l'établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 428

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**428.** L'auditeur doit, pour l'exercice pour lequel il a été nommé, vérifier le rapport financier de l'établissement privé conventionné et procéder à l'exécution des autres éléments de son mandat, notamment ceux que le gouvernement peut déterminer par règlement et, le cas échéant, ceux que détermine l'établissement ou Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

L'article 428 du projet de loi prévoit que le rapport financier de l'établissement doit être vérifié par l'auditeur. Il ajoute que l'auditeur procède également à l'exécution des autres éléments de son mandat. Il précise que ces éléments peuvent notamment être ceux déterminés par le gouvernement ou Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 429

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**429.** L'auditeur remet son rapport d'audit au conseil d'administration de l'établissement ou, si l'établissement n'est pas une personne morale, au titulaire de l'autorisation.

### **COMMENTAIRE**

L'article 429 du projet de loi prévoit à qui est remis le rapport de l'auditeur.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 430

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**430.** L'établissement doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, transmettre à Santé Québec son rapport financier annuel pour l'exercice écoulé. Ce rapport doit être préparé dans la forme déterminée par Santé Québec et comporter les états financiers de l'établissement, le rapport d'audit visé à l'article 429 et tout autre renseignement requis par Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

L'article 430 du projet de loi prévoit qu'un rapport financier annuel doit être transmis par l'établissement à Santé Québec. Il précise le délai pour ce faire soit au plus tard le 30 juin de chaque année. Il précise également les éléments que ce rapport doit contenir dont le rapport de l'auditeur.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

#### ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

##### ARTICLE 431

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**431.** Santé Québec peut, conformément à un programme d'aide financière élaboré et approuvé en vertu de l'article 92, octroyer, sur les sommes que lui alloue à cette fin le ministre, une subvention à l'un des organismes ou à l'un des regroupements suivants :

1° un organisme communautaire qui s'occupe de la défense des droits ou de la promotion des intérêts des utilisateurs des services des organismes communautaires ou de ceux des usagers;

2° un organisme communautaire qui s'occupe de la promotion du développement social, de l'amélioration des conditions de vie, de la prévention ou de la promotion de la santé;

3° un organisme communautaire qui offre des services de prévention, d'aide et de soutien, y compris des services d'hébergement temporaire;

4° un organisme communautaire qui exerce des activités répondant à des besoins nouveaux, utilisant des approches nouvelles ou visant des groupes particuliers de personnes;

5° un organisme communautaire auquel ont été confiées les fonctions prévues au premier alinéa de l'article 624;

6° un regroupement provincial d'organismes communautaires.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 431 du projet de loi confère à Santé Québec le pouvoir d'octroyer une subvention à des organismes communautaires. Il précise que cela s'effectue conformément à un programme d'aide financière élaboré par Santé Québec et approuvé par le ministre et le Conseil du trésor.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 432

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**432.** Un organisme communautaire qui reçoit une subvention en vertu du présent chapitre définit librement ses orientations, ses politiques et ses approches.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 432 du projet de loi vise à assurer le respect de l'autonomie des organismes communautaires en énonçant que ceux-ci définissent librement leurs orientations, leurs politiques et leurs approches même s'ils reçoivent des subventions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 433

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**433.** Tout organisme communautaire ou tout regroupement provincial qui reçoit une subvention dans les cas visés à l'article 431 doit, dans les quatre mois suivant la fin de son année financière, transmettre le rapport de ses activités et son rapport financier à Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

L'article 433 du projet de loi prévoit l'obligation pour un organisme communautaire ou un regroupement provincial qui reçoit une subvention de transmettre un rapport de ses activités ainsi qu'un rapport financier à Santé Québec, et ce, dans les 4 mois suivant la fin de son année financière.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 434

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**434.** Les dispositions des articles 432 et 433 s'appliquent à toute subvention octroyée par le ministre à un organisme ou un regroupement visés à l'article 431.

Les rapports visés à l'article 433 sont alors transmis au ministre.

### **COMMENTAIRE**

L'article 434 du projet de loi prévoit que lorsque le ministre octroie une subvention à un organisme communautaire ou un regroupement communautaire visé à l'article 431, alors les articles 432 et 433 s'appliquent.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE III

#### AGRÉMENTS AUX FINS DE FINANCEMENT

##### ARTICLE 435

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**435.** Santé Québec peut accorder une allocation financière à un organisme communautaire afin de lui permettre d'obtenir auprès d'un établissement, par entente conclue en application des dispositions de l'article 446, tout ou partie des services de santé ou des services sociaux requis par la clientèle de l'organisme ou d'offrir certains de ces services.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 435 du projet de loi prévoit la possibilité pour Santé Québec d'accorder une allocation financière à un organisme communautaire. Il précise que cette allocation a pour objectif d'obtenir auprès d'un établissement des services requis par sa clientèle ou d'offrir certains services.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 436

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**436.** Seule la personne titulaire d'un agrément délivré en vertu du présent chapitre peut recevoir une allocation financière visée à l'article 435.

### **COMMENTAIRE**

L'article 436 du projet de loi établit que pour recevoir une allocation financière visée à l'article 435, l'organisme communautaire doit être titulaire d'un agrément.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 437

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**437.** Est admissible à l'agrément toute personne qui satisfait aux exigences déterminées par le ministre.

### **COMMENTAIRE**

L'article 437 du projet de loi prévoit que les exigences devant être satisfaites pour qu'un organisme soit admissible à l'agrément sont déterminées par le ministre.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 438

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**438.** La personne qui sollicite un agrément doit transmettre sa demande à Santé Québec qui peut délivrer l'agrément si les exigences du ministre sont satisfaites.

Santé Québec peut délivrer l'agrément aux conditions et pour la clientèle qu'elle détermine.

### **COMMENTAIRE**

L'article 438 du projet de loi prévoit que pour obtenir un agrément, un organisme communautaire doit transmettre une demande à Santé Québec. Celle-ci peut délivrer l'agrément si les exigences du ministre sont remplies.

Ensuite, le deuxième alinéa précise que Santé Québec peut imposer des conditions et déterminer la clientèle visée lors de la délivrance d'un agrément.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 439

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**439.** L'agrément délivré par Santé Québec demeure en vigueur tant que le titulaire se conforme à la présente loi et qu'il satisfait aux exigences déterminées par le ministre et aux conditions déterminées par Santé Québec.

Santé Québec peut toutefois délivrer un agrément pour une période déterminée ou à titre provisoire lorsqu'elle le juge nécessaire.

### **COMMENTAIRE**

L'article 439 du projet de loi prévoit la durée de validité d'un agrément.

Le deuxième alinéa précise que Santé Québec peut néanmoins délivrer un agrément pour une durée déterminée ou à titre provisoire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 440

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**440.** Le titulaire d'un agrément doit, au préalable, informer par écrit Santé Québec de tout changement d'adresse, de toute aliénation d'actifs ou de toute opération ayant pour effet de le rendre non admissible à l'agrément.

### **COMMENTAIRE**

L'article 440 du projet de loi prévoit l'obligation pour un titulaire d'un agrément d'aviser Santé Québec de certains changements le concernant notamment un changement d'adresse.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 441

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**441.** Santé Québec peut annuler un agrément à la demande de son titulaire ou suspendre ou révoquer l'agrément si le titulaire ne satisfait plus aux exigences prévues par la présente loi, aux exigences déterminées par le ministre ou aux conditions déterminées par Santé Québec.

Santé Québec doit, avant de décider de la suspension ou de la révocation de l'agrément, notifier par écrit à l'organisme communautaire en cause le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorder un délai d'au moins 10 jours pour présenter ses observations.

### **COMMENTAIRE**

L'article 441 du projet de loi prévoit qu'un agrément peut être annulé à la demande de son titulaire. Il prévoit également les situations suivant lesquelles un agrément peut être suspendu ou révoqué par Santé Québec dont si son titulaire ne satisfait pas aux exigences déterminées par le ministre.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 442

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**442.** Santé Québec doit notifier par écrit sa décision, en la motivant, au titulaire dont il suspend ou révoque l'agrément.

### **COMMENTAIRE**

L'article 442 du projet de loi prévoit que lorsque Santé Québec suspend ou révoque l'agrément, elle doit notifier par écrit cette décision, en la motivant, au titulaire de cet agrément.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 443

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**443.** Un organisme communautaire visé à l'article 435 est tenu de rendre compte à Santé Québec de sa gestion selon les modalités et la périodicité qu'elle fixe.

### **COMMENTAIRE**

L'article 443 du projet de loi prévoit une obligation de rendre compte pour un organisme communautaire titulaire d'un agrément à Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 444

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**444.** Nul ne peut utiliser le titre d'organisme agréé ou associer l'agrément à un organisme s'il n'est titulaire d'un agrément délivré en vertu du présent chapitre.

### **COMMENTAIRE**

L'article 444 du projet de loi prévoit l'interdiction de l'utilisation du titre d'organisme agréé ou de l'association de l'agrément à un organisme sans en être réellement titulaire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE II

#### ENTENTES VISANT CERTAINS SERVICES

#### CHAPITRE I

#### ENTENTES VISANT LA FOURNITURE, LA PRESTATION OU L'ÉCHANGE DE CERTAINS SERVICES

#### ARTICLE 445

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**445.** Santé Québec peut conclure avec une personne ou un groupement une entente à l'une ou l'autre des fins suivantes :

1° la fourniture, pour le compte d'un établissement de Santé Québec, de certains services de santé ou services sociaux requis par un usager de cet établissement;

2° la prestation ou l'échange de services professionnels en matière de services de santé ou de services sociaux.

Elle peut également conclure avec un établissement privé une entente concernant l'acquisition ainsi que la préparation et la distribution automatisées de médicaments.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 445 du projet de loi prévoit la possibilité pour Santé Québec de conclure certaines ententes visant la fourniture, la prestation ou l'échange de certains services.

Le deuxième alinéa prévoit qu'elle peut conclure une entente visant l'acquisition ainsi que la préparation et la distribution automatisées de médicaments avec un établissement privé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 446

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**446.** Santé Québec peut conclure avec un organisme communautaire qui a reçu une allocation financière en application de l'article 435 une entente en vue d'assurer la prestation de tout ou partie des services de santé ou des services sociaux requis par la clientèle de l'organisme.

### **COMMENTAIRE**

L'article 446 du projet de loi prévoit la possibilité pour Santé Québec de conclure une entente avec un organisme communautaire visé à l'article 435. Il précise l'objet de cette entente soit d'assurer la prestation de services requis par la clientèle de l'organisme.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 447

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**447.** L'autorisation préalable du ministre est requise pour que Santé Québec puisse conclure une entente avec le titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé non participatif au sens du deuxième alinéa de l'article 500 ou avec un professionnel non participant au sens de la Loi sur l'assurance maladie. Elle l'est également lorsque l'entente vise un service assuré considéré comme non assuré en vertu de cette dernière loi.

### **COMMENTAIRE**

L'article 446 du projet de loi prévoit la possibilité pour Santé Québec de conclure une entente avec un organisme communautaire visé à l'article 435. Il précise l'objet de cette entente soit d'assurer la prestation de services requis par la clientèle de l'organisme.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 448

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**448.** Un médecin ou un dentiste n'est lié par une entente visée à l'article 445 ou à l'article 446 que si celle-ci est effective au moment où il adresse une demande de nomination ou de renouvellement de son statut et de ses privilèges et qu'elle est portée à sa connaissance par le directeur médical dans son avis de réception de cette demande.

Une telle entente doit de plus être conforme à une entente conclue en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie.

Dans les 30 jours suivant la date de l'entrée en vigueur d'une entente visée au premier alinéa liant un médecin ou un dentiste, Santé Québec en transmet reproduction à l'organisme représentatif concerné.

### COMMENTAIRE

L'article 448 du projet de loi prévoit que l'avis de réception d'une demande de nomination ou de renouvellement de statut et de privilèges d'un médecin ou d'un dentiste doit mentionner une entente visée aux articles 445 ou 446 pour que ce médecin ou ce dentiste soit lié par cette entente. Il précise que cette entente doit être effective au moment où le professionnel fait sa demande.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, que l'entente doit être conforme à une entente conclue en vertu de l'article 19 de la *Loi sur l'assurance maladie*.

Enfin, il prévoit qu'une reproduction de l'entente doit être transmise à l'organisme représentatif concerné.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 449

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**449.** Une entente conclue en vertu de l'article 445 ne peut avoir pour effet de modifier significativement l'organisation des services médicaux spécialisés fournis dans un centre hospitalier exploité par un établissement. Seule une entente conclue avec une clinique médicale associée conformément à l'article 454 peut avoir un tel effet.

De plus, une entente visée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 445 ne peut avoir pour effet d'octroyer l'exclusivité de services professionnels ou d'empêcher le recrutement de professionnels conformément aux besoins prévus par le plan des effectifs médicaux et dentaires approuvé ou établi par le président et chef de la direction de Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

L'article 449 du projet de loi prévoit que l'organisation des services médicaux spécialisés fournis dans un centre hospitalier ne peut être modifiée significativement par une entente visée à l'article 445. Il précise que seule une entente conclue avec une clinique médicale associée peut avoir cet effet.

Le deuxième alinéa prévoit également des restrictions quant à l'effet de l'entente prévue au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 445. Il précise que celle-ci ne peut notamment avoir pour effet d'octroyer l'exclusivité de services professionnels.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 450

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**450.** Lorsque la personne ou le groupement avec lequel Santé Québec a conclu une entente visée à l'article 445 est un organisme communautaire, l'entente doit respecter les orientations, les politiques et les approches que se donne l'organisme communautaire.

### **COMMENTAIRE**

L'article 450 du projet de loi vise à respecter l'autonomie des organismes communautaires en précisant que lorsqu'une entente est conclue avec un tel organisme, elle doit respecter les orientations, les politiques et les approches de cet organisme.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 451

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**451.** Les dispositions du présent chapitre, à l'exception de celles de l'article 449, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à un établissement privé et une entente visée à l'article 445 peut aussi être conclue avec Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

L'article 451 du projet de loi prévoit que les articles prévus au présent chapitre sont applicables à un établissement privé, sauf l'article 449.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

#### CLINIQUES MÉDICALES ASSOCIÉES

##### ARTICLE 452

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**452.** Dans le but d'améliorer l'accessibilité aux services médicaux spécialisés, Santé Québec peut proposer au ministre qu'un établissement de Santé Québec qui exerce des activités hospitalières soit associé à l'exploitant de l'une des entreprises suivantes afin de lui confier la prestation de certains services médicaux spécialisés aux usagers de cet établissement :

- 1° un cabinet privé de professionnel;
- 2° un laboratoire visé par la Loi sur les laboratoires médicaux et sur la conservation des organes et des tissus (chapitre L-0.2);
- 3° un centre médical spécialisé participatif au sens du deuxième alinéa de l'article 500.

Pour l'application du présent chapitre, une entreprise mentionnée au premier alinéa est une clinique médicale associée.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 452 du projet de loi prévoit la possibilité pour Santé Québec de proposer au ministre qu'un établissement de Santé Québec soit associé avec une clinique médicale associée afin de lui confier la prestation de certains services médicaux spécialisés. Il précise l'objectif d'une telle entente soit l'amélioration de l'accessibilité aux services médicaux spécialisés.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 453

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**453.** Avant d'accepter la proposition de Santé Québec, le ministre doit être d'avis qu'elle est de nature à améliorer l'accessibilité aux services médicaux spécialisés concernés et qu'elle n'affectera pas la capacité du réseau public de santé et de services sociaux, notamment en regard de la main-d'œuvre requise pour le fonctionnement de ce réseau. Il est également tenu de prendre en compte les gains d'efficience et d'efficacité conséquents à la mise en œuvre de cette proposition.

La décision du ministre d'accepter la proposition de Santé Québec doit préciser la procédure qu'elle devra suivre pour déterminer la clinique médicale associée offrant des services médicaux spécialisés selon le meilleur rapport qualité-coût.

Le deuxième alinéa s'applique malgré la Loi sur les contrats des organismes publics.

### COMMENTAIRE

L'article 453 du projet de loi prévoit les critères sur lesquels le ministre doit s'appuyer avant d'accepter la proposition de Santé Québec pour l'association d'un établissement avec une clinique médicale associée.

Le deuxième alinéa indique que lorsque le ministre accepte la proposition de Santé Québec, il doit indiquer à Santé Québec quelle procédure elle devra suivre pour choisir la clinique médicale associée.

Enfin, le dernier alinéa prévoit que le processus suivi pour choisir la clinique médicale associée n'est pas soumis à la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 454

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**454.** Santé Québec doit, au terme de la procédure visée au deuxième alinéa de l'article 453 et après avoir obtenu l'autorisation du ministre, conclure une entente avec l'exploitant de la clinique médicale avec laquelle elle s'associe. Cette entente doit prévoir les éléments suivants :

1° la nature des services médicaux spécialisés devant être fournis dans le cadre de l'entente;

2° les nombres minimal et maximal de services médicaux spécialisés pouvant être fournis annuellement par la clinique de même que la répartition trimestrielle de ces services requise pour assurer la disponibilité continue de ceux-ci;

3° le montant unitaire versé par Santé Québec pour couvrir les frais liés à chaque service médical spécialisé fourni par la clinique, selon sa nature, ainsi que les modalités de versement de ce montant;

4° des mécanismes de surveillance permettant à l'établissement, ou à l'un de ses conseils ou comités déterminés dans l'entente, de s'assurer de la qualité et de la sécurité des services médicaux fournis par la clinique;

5° les sommes, déterminées conformément à l'article 456, qui peuvent être exigées d'un usager qui obtient un service médical spécialisé dans la clinique et les modalités d'information de l'usager à l'égard du paiement de ces sommes;

6° les exigences en matière de tenue de livres et de systèmes d'information auxquelles l'exploitant de la clinique devra se conformer ainsi que la nature, la forme, la teneur et la périodicité des rapports et des renseignements qu'il devra transmettre à Santé Québec et au ministre;

7° un mécanisme de règlement des différends portant sur l'interprétation ou l'application de l'entente.

Les services faisant l'objet de l'entente sont soumis à la procédure d'examen des plaintes de Santé Québec de même qu'aux dispositions de la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux.

L'entente a une durée maximale de cinq ans. Les parties ne peuvent y mettre fin avant l'arrivée du terme, la modifier ou la renouveler sans l'autorisation du ministre. Dans ce dernier cas, un projet de renouvellement d'entente doit être transmis au ministre au moins six mois avant l'arrivée du terme de l'entente.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### **COMMENTAIRE**

L'article 454 du projet de loi prévoit que suivant la fin du processus pour choisir une clinique médicale associée et l'obtention de l'autorisation du ministre, Santé Québec conclut une entente avec la clinique médicale avec laquelle elle s'associe. Il précise également le contenu d'une telle entente dont la nature des services médicaux spécialisés rendus et le montant unitaire versé par Santé Québec pour couvrir les frais.

Le deuxième alinéa prévoit la durée maximale d'une telle entente, soit 5 ans. Il ajoute que l'autorisation du ministre est nécessaire pour modifier l'entente, la renouveler ou y mettre fin avant la durée prévue. Il précise qu'en cas de renouvellement, le projet à cet effet doit être transmis au ministre minimalement 6 mois avant la fin de l'entente.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 455

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**455.** Tous les médecins qui exercent leur profession dans une clinique médicale associée doivent être soumis à l'application d'une entente conclue en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie.

### COMMENTAIRE

L'article 455 du projet de loi établit que seuls des médecins soumis à l'application d'une entente conclue en vertu de l'article 19 de la *Loi sur l'assurance maladie* peuvent exercer dans une clinique médicale associée.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 456

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**456.** Malgré l'article 22.0.0.1 de la Loi sur l'assurance maladie, les seules sommes d'argent qui peuvent être réclamées d'un usager qui obtient un service médical spécialisé d'une clinique médicale associée en application d'une entente sont celles qu'aurait normalement exigées l'établissement associé à la clinique à l'occasion de la prestation de ces mêmes services, pourvu que ces sommes aient été prévues par l'entente.

### **COMMENTAIRE**

L'article 456 du projet de loi prévoit les règles applicables aux sommes pouvant être exigées d'un usager lorsqu'il obtient un service médical spécialisé d'une clinique médicale associée en application d'une entente.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 457

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**457.** Tout médecin qui fournit au sein d'une clinique médicale associée des services médicaux spécialisés prévus par une entente doit préalablement être titulaire d'un statut et des privilèges lui permettant d'exercer sa profession dans un centre hospitalier exploité par l'établissement auquel cette clinique est associée, satisfaire entièrement aux besoins du centre hospitalier selon l'appréciation faite par le directeur médical et remplir en tout temps les obligations rattachées à la jouissance des privilèges qui lui sont accordés.

L'exploitant d'une clinique médicale associée ne doit pas permettre qu'un médecin qui ne se conforme pas aux dispositions du présent article fournisse au sein de cette clinique des services médicaux spécialisés prévus par l'entente.

### COMMENTAIRE

L'article 457 du projet de loi prévoit des obligations à l'égard des médecins qui fournissent des services médicaux spécialisés au sein d'une clinique médicale associée notamment relativement au statut et privilèges dont ils doivent être titulaires.

Le deuxième alinéa précise que lorsqu'un médecin ne se conforme pas aux dispositions de cet article, la clinique médicale associée ne doit pas lui permettre de fournir des services médicaux spécialisés prévus par l'entente.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 458

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**458.** Lors de la signature d'une entente, l'exploitant de la clinique médicale doit remettre à l'établissement auquel cette clinique est associée la liste des médecins exerçant leur profession dans cet établissement qui y fourniront des services médicaux spécialisés. L'exploitant de la clinique doit tenir cette liste à jour et informer sans retard le président-directeur général de l'établissement de toute modification qui y est apportée.

### **COMMENTAIRE**

L'article 458 du projet de loi prévoit l'obligation pour la clinique médicale associée de transmettre à l'établissement auquel elle est associée une liste des médecins exerçant leur profession dans cet établissement et qui fourniront des services médicaux spécialisés. Il précise qu'elle doit maintenir cette liste à jour et informer de tout changement le président-directeur général.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 459

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**459.** Malgré le troisième alinéa de l'article 454, Santé Québec peut mettre fin à une entente lorsqu'elle a des motifs raisonnables de croire que la qualité ou la sécurité des services médicaux spécialisés fournis dans la clinique médicale associée n'est pas satisfaisante ou que l'exploitant d'une clinique médicale associée ou un médecin qui y exerce sa profession ne se conforme pas à l'une des dispositions des articles 456 à 458.

Le ministre peut demander à Santé Québec de mettre fin à l'entente lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une situation visée au premier alinéa se produit.

Avant de mettre fin à l'entente, Santé Québec doit donner à l'établissement et à l'exploitant de la clinique médicale associée l'occasion de présenter leurs observations par écrit.

### **COMMENTAIRE**

Le premier alinéa de l'article 459 du projet de loi prévoit des motifs permettant à Santé Québec de mettre fin à une entente avec une clinique médicale associée notamment en raison de la qualité ou de la sécurité des services médicaux spécialisés qui y sont fournis.

Le deuxième alinéa précise que lorsque le ministre a des motifs raisonnables de croire que l'une des situations prévues au premier alinéa se produit, il peut demander à Santé Québec de mettre fin à l'entente.

Enfin, le troisième alinéa ajoute que la clinique médicale associée doit avoir l'occasion de présenter ses observations par écrit avant que Santé Québec ne mette fin à l'entente.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 460

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**460.** Malgré les dispositions de la Loi sur l'assurance maladie, une entente visée à l'article 454 de la présente loi peut avoir pour objet des services assurés considérés comme non assurés lorsque ces services sont rendus hors d'une installation maintenue par un établissement si Santé Québec estime qu'il existe des difficultés d'accès à ces services auprès des établissements d'une région sociosanitaire.

En outre, les services fournis par un médecin dans le cadre d'une entente visée à l'article 454 sont réputés, aux seules fins de la rémunération de ce médecin, rendus au sein de l'établissement qui dirige l'usager vers la clinique médicale associée.

### COMMENTAIRE

Le premier alinéa de l'article 460 du projet de loi prévoit que lorsque Santé Québec est d'avis qu'il existe des difficultés d'accès à certains services, une entente conclue avec une clinique médicale associée peut alors avoir pour objet des services assurés considérés comme non assurés lorsqu'ils sont rendus hors d'un établissement. Il précise que cela s'applique malgré les dispositions de la *Loi sur l'assurance maladie*.

Le deuxième alinéa précise les services fournis par un médecin dans le cadre de l'entente sont réputés rendus au sein de l'établissement, et ce, uniquement aux fins de la rémunération de ce médecin.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE III

#### RESSOURCES INTERMÉDIAIRES ET RESSOURCES DE TYPE FAMILIAL

#### SECTION I

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### ARTICLE 461

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**461.** Un établissement de Santé Québec peut utiliser les services d'une ressource intermédiaire ou d'une ressource de type familial.

Sous réserve du troisième alinéa de l'article 478, l'établissement procède lui-même au recrutement de ces ressources en fonction des besoins des usagers qu'il dessert.

L'établissement voit aussi à l'évaluation de ces ressources dans le respect des critères généraux déterminés par le ministre.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 461 du projet de loi prévoit que les services d'une ressource intermédiaire ou d'une ressource de type familial peuvent être utilisés par un établissement de Santé Québec.

Il prévoit, à son deuxième alinéa, que le recrutement de ces ressources s'effectue par l'établissement, à l'exception des familles d'accueil de proximité.

Enfin, il prévoit, à son troisième alinéa, qu'il incombe également à l'établissement d'évaluer ces ressources dans le respect des critères généraux déterminés par le ministre.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 462

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**462.** Avec l'autorisation de Santé Québec, plusieurs de ses établissements peuvent recourir aux services d'une même ressource intermédiaire ou d'une même ressource de type familial.

Santé Québec veille toutefois à ce que les établissements concernés se concertent quant au suivi professionnel des usagers.

### **COMMENTAIRE**

L'article 462 du projet de loi prévoit la possibilité pour plusieurs établissements de Santé Québec de recourir aux services d'une même ressource. Auquel cas, il précise que l'autorisation de Santé Québec est nécessaire.

Il ajoute qu'il incombe alors à Santé Québec de veiller à ce qu'il y ait une concertation entre les établissements quant au suivi professionnel des usagers.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION II

#### RESSOURCES INTERMÉDIAIRES

##### ARTICLE 463

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**463.** Est une ressource intermédiaire toute ressource exploitée par une personne physique comme travailleur autonome, par une personne morale ou par une société de personnes ayant conclu une entente avec Santé Québec pour participer au maintien ou à l'intégration dans la communauté d'usagers par ailleurs inscrits aux services de l'un de ses établissements en leur procurant un milieu de vie adapté à leurs besoins et en leur fournissant des services de soutien ou d'assistance requis par leur condition.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 463 du projet de loi définit ce qu'est une ressource intermédiaire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 464

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**464.** L'immeuble ou le local d'habitation où sont offerts les services d'une ressource intermédiaire n'est pas réputé être une installation maintenue par l'établissement de Santé Québec qui recourt aux services de la ressource, sauf pour l'application de la Loi sur la protection de la jeunesse où il est alors considéré comme lieu d'hébergement de cet établissement.

### **COMMENTAIRE**

L'article 464 du projet de loi prévoit que le lieu où sont offerts les services d'une ressource intermédiaire n'est pas considéré être une installation maintenue par un établissement. Il précise une exception à cette règle en matière de protection de la jeunesse.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 465

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**465.** Le ministre établit, par règlement, une classification des services offerts par les ressources intermédiaires qui est fondée sur le degré de soutien ou d'assistance requis par les usagers.

La rétribution applicable pour chaque type de services prévus dans la classification établie en application du premier alinéa est déterminée, selon le cas :

1° conformément aux dispositions de la Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant (chapitre R-24.0.2), pour les ressources intermédiaires représentées par une association reconnue en vertu de cette loi;

2° par le ministre, avec l'autorisation du Conseil du trésor et aux conditions qu'il détermine, pour les ressources intermédiaires visées par cette loi mais qui ne sont pas représentées par une association reconnue en vertu de cette loi;

3° conformément aux dispositions de l'article 466 de la présente loi, pour les ressources intermédiaires qui ne sont pas visées par la Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant.

### COMMENTAIRE

L'article 465 du projet de loi prévoit qu'une classification des services offerts par les ressources intermédiaires est établie par un règlement du ministre. Il précise que cette classification est fondée sur le degré de soutien ou d'assistance requis par les usagers.

Il établit, à son deuxième alinéa, la façon dont la rétribution applicable à chaque type de ressources est déterminée. En résumé, il prévoit que la rétribution d'une ressource dépend de sa qualification au regard de la *Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant* :

- pour les ressources intermédiaires visées par cette loi et représentées par une association reconnue : la rétribution est déterminée conformément aux dispositions de cette loi;
- pour les ressources intermédiaires visées par cette loi, mais non représentées par une association reconnue : la rétribution est déterminée par le ministre, avec l'autorisation du Conseil du trésor;
- pour les ressources intermédiaires qui ne sont pas visées par cette loi : la rétribution applicable est déterminée conformément à l'article 466 du projet de loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 466

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**466.** Le ministre peut, avec l'autorisation du Conseil du trésor et aux conditions qu'il détermine, conclure avec un ou plusieurs organismes représentatifs des ressources intermédiaires, autres que celles visées par la Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant, une entente portant sur les matières suivantes :

1° les conditions minimales et particulières de prestation des services de ces ressources;

2° les modes et l'échelle de rétribution de ces services, en tenant compte de la classification établie par le ministre en vertu de l'article 465, et les diverses mesures et modalités relatives au paiement de cette rétribution;

3° le financement, la mise sur pied et le maintien de programmes et de services répondant aux besoins de l'ensemble des ressources que l'organisme représente, notamment en matière de formation et de perfectionnement;

4° la mise sur pied de tout comité mixte, soit pour assurer le suivi administratif de l'entente, soit aux fins d'assurer la formation et le perfectionnement suffisants au maintien et à la relève des ressources, soit à toute autre fin jugée utile ou nécessaire par les parties.

Une telle entente lie Santé Québec et toutes les ressources intermédiaires visées par l'entente, qu'elles soient membres ou non d'un organisme qui l'a conclue.

À défaut d'entente conclue en application du présent article, le mode et l'échelle de rétribution des services et les diverses mesures et modalités relatives au paiement de cette rétribution sont déterminés par le ministre, avec l'autorisation du Conseil du trésor et aux conditions qu'il détermine.

### COMMENTAIRE

L'article 466 du projet de loi prévoit, à son premier alinéa, la possibilité pour le ministre de conclure une entente avec un organisme représentatif des ressources intermédiaires, et ce, avec l'approbation du Conseil du trésor. Il précise que les ressources visées sont celles qui ne sont pas visées par la *Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les*

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

*concernant.* Enfin, il énonce les matières sur lesquelles une telle entente peut porter dont les modes et l'échelle de rétribution.

Il prévoit, à son deuxième alinéa, que Santé Québec et toutes les ressources visées par l'entente sont liées par celles-ci, et ce, même si elles ne sont pas membres de l'organisme qui l'a conclu.

Finalement, il établit ce qu'il advient lorsqu'aucune entente n'a été conclue.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 467

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**467.** Est représentatif de ressources intermédiaires visées à l'article 466 un organisme qui, à l'échelle nationale, regroupe des ressources destinées à des enfants ou des ressources destinées à des adultes et qui compte, comme membres, soit au moins 20% du nombre total de ces ressources à l'échelle nationale, soit le nombre de ressources requises pour desservir au moins 30% du nombre total des usagers de ces ressources à l'échelle nationale.

Il en est de même d'un groupement formé d'organismes de telles ressources intermédiaires qui n'interviennent qu'à l'échelle locale ou régionale, pourvu que ces organismes assurent ensemble la même représentativité que celle exigée en vertu du premier alinéa.

Sur demande, un organisme représentatif doit fournir au ministre les documents à jour établissant sa constitution de même que les nom et adresse de chacun de ses membres.

De même, un groupement doit fournir les documents à jour établissant sa constitution, le nom et l'adresse des organismes qu'il représente et, pour chacun d'eux, le nom et l'adresse de ses membres.

Lorsqu'un organisme représentatif est un groupement d'organismes, celui-ci est le seul habilité à représenter chacun des organismes membres.

Une ressource intermédiaire ne peut, aux fins prévues à l'article 466, être membre de plus d'un organisme représentatif autre qu'un groupement.

### COMMENTAIRE

L'article 467 du projet de loi prévoit les critères pour qu'un organisme ou un groupement d'organismes soit considéré comme représentatif de ressources intermédiaires visées à l'article 466 du projet de loi.

Il précise également les documents et les renseignements qu'un organisme représentatif ou un groupement doit fournir au ministre.

Il ajoute que lorsqu'un organisme représentatif est un groupement, alors il est le seul à pouvoir représenter les organismes membres de ce groupe.

Enfin, il ajoute qu'aux fins d'une entente conclue en vertu de l'article 466, une ressource intermédiaire ne peut être membre d'un organisme représentatif, autre qu'un groupement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 468

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**468.** Un permis ou un certificat municipal ne peut être refusé et une poursuite en vertu d'un règlement ne peut être intentée pour le seul motif qu'une construction ou un local d'habitation est destiné à être occupé en tout ou en partie par une ressource intermédiaire.

Le présent article prévaut sur toute loi générale ou spéciale et sur tout règlement municipal adopté en vertu d'une telle loi.

### **COMMENTAIRE**

L'article 468 du projet de loi établit que le fait qu'un lieu soit destiné à être occupé par une ressource intermédiaire ne peut être un motif suffisant en soi pour qu'un permis ou un certificat municipal soit refusé ou pour qu'une poursuite soit intentée.

Il établit la prévalence de cette règle sur toute loi générale ou spéciale et sur tout règlement municipal adopté en vertu d'une telle loi.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 469

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**469.** Le responsable d'une ressource intermédiaire ou les employés de celle-ci, selon le cas, sont assujettis, avec les adaptations nécessaires, aux pratiques et aux conduites attendues des personnes qui exercent des activités à l'endroit des usagers prévues au code d'éthique de Santé Québec conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 55.

### **COMMENTAIRE**

L'article 469 du projet de loi prévoit que le code d'éthique de Santé Québec est applicable, avec les adaptations nécessaires, au responsable d'une ressource intermédiaire et aux employés de celle-ci.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 470

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**470.** Les restrictions prévues aux articles 761 et 1817 du Code civil s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à un legs ou à un don fait au responsable d'une ressource intermédiaire ou à l'un de ses employés lorsque le don ou le legs a été fait à l'époque où le donateur ou le testateur recevait des services de cette ressource intermédiaire.

### **COMMENTAIRE**

L'article 470 du projet de loi prévoit que les règles prévoyant certaines restrictions en matière de legs et de donation sont applicables au responsable d'une ressource intermédiaires ou aux employés de celle-ci.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 471

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**471.** Santé Québec peut désigner une personne pour assumer, pour une période d'au plus 180 jours, l'administration provisoire d'une ressource intermédiaire, autre qu'une ressource visée par la Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant :

1° lorsque l'entente a été résiliée;

2° lorsque la ressource intermédiaire s'adonne à des pratiques ou tolère une situation susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité des personnes à qui elle fournit des services;

3° lorsque la ressource intermédiaire éprouve des difficultés qui compromettent sérieusement la qualité des services qu'elle offre ou son administration, son organisation ou son fonctionnement.

La période prévue au premier alinéa peut être prolongée par Santé Québec, pourvu que le délai de la prolongation n'excède pas 180 jours.

### COMMENTAIRE

L'article 471 du projet de loi confère le pouvoir à Santé Québec d'administrer provisoirement une ressource intermédiaire pour une période de 180 jours. Il précise les motifs qui justifient une telle mesure notamment lorsque la ressource s'adonne à des pratiques ou tolère une situation susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité des personnes qu'elle accueille. Il ajoute que ce pouvoir ne peut s'exercer à l'encontre d'une ressource visée par la *Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant*.

Enfin, il prévoit la possibilité pour Santé Québec de prolonger la période de l'administration provisoire. Il précise que la prolongation ne doit pas excéder 180 jours.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 472

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**472.** L'administrateur provisoire d'une ressource intermédiaire doit faire à Santé Québec, dans les meilleurs délais, un rapport provisoire de ses constatations, accompagné de ses recommandations.

### **COMMENTAIRE**

L'article 472 du projet de loi prévoit l'obligation pour l'administrateur provisoire de faire un rapport provisoire de ses constatations et de ses recommandations à Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 473

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**473.** L'administrateur provisoire doit, avant de soumettre le rapport provisoire à Santé Québec, donner à l'exploitant de la ressource intermédiaire l'occasion de présenter ses observations. Il doit joindre à son rapport un résumé des observations qu'on lui a faites, le cas échéant.

### **COMMENTAIRE**

L'article 473 du projet de loi prévoit l'obligation pour l'administrateur provisoire de donner à l'exploitant de la ressource l'occasion de présenter ses observations, et ce, avant de transmettre son rapport provisoire. Il précise également que si de telles observations lui sont transmises, il doit joindre à son rapport un résumé de celles-ci.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 474

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**474.** Lorsque Santé Québec désigne un administrateur provisoire conformément à l'article 471, elle indique si tous ou certains des pouvoirs de l'exploitant de la ressource intermédiaire sont suspendus. Les pouvoirs suspendus sont alors exercés par l'administrateur provisoire.

S'il est privé d'une partie de ses pouvoirs, l'exploitant de la ressource continue d'exercer les pouvoirs qui n'ont pas été suspendus.

En tout temps, l'exploitant de la ressource continue d'exercer ses pouvoirs à l'égard de ses activités autres que celles liées à l'exploitation de la ressource, le cas échéant.

### **COMMENTAIRE**

L'article 474 du projet de loi prévoit que lors de la désignation d'un administrateur provisoire, Santé Québec doit déterminer si tous les pouvoirs de l'exploitant sont suspendus ou seulement certains de ceux-ci. Il précise que l'administrateur provisoire exerce les pouvoirs suspendus.

Enfin, il ajoute que l'exploitant continue d'exercer ses pouvoirs qui ne sont pas suspendus ainsi que ceux qui concernent des activités autres que celles liées à l'exploitation de la ressource.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 475

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**475.** L'administrateur provisoire d'une ressource intermédiaire ne peut être poursuivi en justice pour un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

### **COMMENTAIRE**

L'article 475 du projet de loi prévoit une protection pour l'administrateur provisoire en empêchant qu'il puisse être poursuivi en justice pour un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 476

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**476.** Santé Québec peut, si le rapport provisoire fait par l'administrateur provisoire en application de l'article 472 confirme l'existence de l'une des situations prévues à l'article 471 :

1° ordonner à la ressource d'apporter les correctifs nécessaires dans le délai qu'elle fixe;

2° ordonner à l'administrateur provisoire de continuer son administration ou de l'abandonner pour ne la reprendre que si la ressource intermédiaire n'apporte pas les correctifs ordonnés par celle-ci conformément au paragraphe 1°.

Lorsque Santé Québec ordonne la poursuite de l'administration provisoire, l'administrateur doit transmettre à Santé Québec un rapport définitif dès qu'il constate que la situation à l'origine de cette administration est corrigée ou qu'elle ne pourra pas l'être.

### **COMMENTAIRE**

L'article 476 du projet de loi prévoit les actions pouvant être prises par Santé Québec lorsque le rapport provisoire de l'administrateur confirme l'existence d'une situation problématique.

Enfin, il prévoit l'obligation pour Santé Québec d'ordonner à l'administrateur provisoire de produire un rapport définitif dès que la situation problématique a été corrigée ou qu'elle en pourra l'être.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 477

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**477.** Santé Québec peut, après avoir reçu le rapport définitif de l'administrateur provisoire en application du deuxième alinéa de l'article 476, prendre l'une des mesures suivantes :

- 1° mettre fin à l'administration provisoire à la date qu'elle fixe;
- 2° exercer tout pouvoir qui lui est conféré par l'article 476.

### **COMMENTAIRE**

L'article 477 du projet de loi prévoit les actions pouvant être prises par Santé Québec suivant la réception du rapport définitif de l'administrateur soit mettre fin à l'administration provisoire ou exercer tout pouvoir qui lui est conféré par l'article 476.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION III

#### RESSOURCES DE TYPE FAMILIAL

#### ARTICLE 478

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**478.** Les ressources de type familial sont les personnes recrutées à titre de famille d'accueil ou de résidence d'accueil.

Est une famille d'accueil une ou deux personnes qui accueillent à leur lieu principal de résidence au maximum neuf enfants en difficulté qui leur sont confiés par un établissement de Santé Québec afin de répondre à leurs besoins et leur offrir des conditions de vie favorisant une relation de type parental dans un contexte familial.

Est une famille d'accueil de proximité une ou deux personnes qui ont fait l'objet d'une évaluation en application du troisième alinéa de l'article 461 et qui ont conclu une entente avec un établissement de Santé Québec, après s'être vu confier, en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse, un enfant nommément désigné pour une durée déterminée. Dans le cadre de son évaluation, l'établissement prend notamment en considération le lien significatif qu'a l'enfant avec cette ou ces personnes.

Est une résidence d'accueil une ou deux personnes qui accueillent à leur lieu principal de résidence au maximum neuf adultes, incluant des personnes âgées, qui leur sont confiés par un établissement de Santé Québec afin de répondre à leurs besoins et leur offrir des conditions de vie se rapprochant le plus possible de celles d'un milieu naturel.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 478 du projet de loi prévoit que les ressources de type familial sont des personnes qui sont recrutées à titre de famille d'accueil ou de résidence d'accueil. Il définit ce qu'est une famille d'accueil, une famille d'accueil de proximité et une résidence d'accueil.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 479

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**479.** Les activités et les services fournis par une ressource de type familial sont réputés ne pas constituer l'exploitation d'un commerce ou d'un moyen de profit.

### **COMMENTAIRE**

L'article 479 du projet de loi prévoit une présomption que les activités et les services fournis par une ressource de type familial ne constituent pas l'exploitation d'un commerce ou d'un moyen de profit.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 480

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**480.** Les dispositions des articles 465 et 468 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux ressources de type familial.

### **COMMENTAIRE**

L'article 480 du projet de loi permet l'application aux ressources de type familial de dispositions prévues pour les ressources intermédiaires notamment celles concernant la classification des services offerts et la rétribution.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### PARTIE VI

#### RÉGLEMENTATION DE CERTAINES ACTIVITÉS

#### TITRE I

#### RÉGIME D'AUTORISATION

#### CHAPITRE I

#### ACTIVITÉS DONT L'EXERCICE EST SUBORDONNÉ À L'OBTENTION D'UNE AUTORISATION

#### ARTICLE 481

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**481.** Une autorisation de Santé Québec permettant l'exploitation d'un centre médical spécialisé est requise pour exploiter une entreprise qui consiste à offrir à une clientèle les services médicaux nécessaires pour effectuer une arthroplastie-prothèse de la hanche ou du genou, une extraction de la cataracte avec implantation d'une lentille intraoculaire ou tout autre traitement médical spécialisé déterminé par règlement de Santé Québec.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 481 du projet de loi est le premier d'un titre prévoyant un régime d'autorisation relatif à l'exploitation de certaines entreprises du domaine de la santé et des services sociaux.

Plus particulièrement, cet article prévoit qu'une autorisation de Santé Québec est nécessaire à l'exploitation d'une entreprise qui consiste à offrir à une clientèle les services médicaux nécessaires pour effectuer les traitements médicaux spécialisés qu'énumère l'article 481 ainsi que ceux que pourrait déterminer Santé Québec, par un règlement pris en vertu de cet article.

L'entreprise exploitée conformément à une telle autorisation est un centre médical spécialisé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 482

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**482.** Aux fins de déterminer un traitement médical spécialisé, Santé Québec doit prendre en compte notamment les risques généralement associés au traitement, l'importance du personnel et de l'équipement nécessaires pour le fournir de même que, le cas échéant, le type d'anesthésie normalement utilisé lors du traitement et la durée habituellement requise de l'hébergement à la suite de ce traitement.

Santé Québec doit, avant de prendre un règlement en application de l'article 481, consulter le Collège des médecins du Québec.

### **COMMENTAIRE**

L'article 482 du projet de loi complète l'article 481. Il prévoit d'une part une liste non exhaustive d'éléments que Santé Québec doit prendre en compte lorsque, en vertu de l'article 481, elle prend un règlement pour déterminer un traitement médical spécialisé.

L'article 482 prévoit d'autre part qu'avant de prendre un tel règlement, Santé Québec doit consulter le Collège des médecins du Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 483

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**483.** Une autorisation de Santé Québec permettant l'exploitation d'une résidence privée pour aînés est requise pour exploiter une entreprise qui consiste à offrir, dans tout ou partie d'un immeuble d'habitation collective, la location de chambres ou de logements à une clientèle principalement composée de personnes âgées de 65 ans et plus, en plus d'offrir aux locataires différents services, dont le coût est inclus dans le loyer ou autrement à leur charge, compris dans au moins deux des catégories de services suivantes :

- 1° services de repas;
- 2° services d'assistance personnelle;
- 3° soins infirmiers;
- 4° services d'aide domestique;
- 5° services de sécurité;
- 6° services de loisirs.

Un règlement de Santé Québec définit chacune des catégories de services prévues au premier alinéa. Un tel règlement prévoit en outre, sur la base des services offerts par le titulaire de l'autorisation, des catégories de résidences privées pour aînés dont, minimalement, une catégorie de résidences dont les services sont destinés à des personnes âgées autonomes et une catégorie de résidences dont les services sont destinés à des personnes âgées semi-autonomes.

Pour l'application du premier alinéa, sont considérés offerts par le titulaire d'une autorisation les services offerts indirectement par celui-ci, notamment par l'intermédiaire d'une personne morale ou d'une société qu'il contrôle ou qui le contrôle ou d'un autre groupement avec lequel il a conclu une entente à cette fin.

### **COMMENTAIRE**

L'article 483 du projet de loi prévoit qu'une autorisation de Santé Québec est nécessaire à l'exploitation d'une entreprise qui consiste à offrir la location de chambres ou de logements, dans un immeuble d'habitation collective, à une clientèle composée de personnes âgées de 65 ans et plus et d'offrir aux locataires certains services compris dans au moins deux des six catégories prévues aux

## PROJET DE LOI N° 15

### Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

paragraphes 1° à 6° du premier alinéa de l'article 483, lorsque le coût de ces services est à la charge de ces locataires.

L'entreprise exploitée conformément à une telle autorisation est une résidence privée pour aînés.

La teneur des six catégories de services mentionnées précédemment est définie par un règlement de Santé Québec. Un tel règlement prévoit aussi des catégories de résidence.

Enfin, le dernier alinéa de l'article 483 prévoit des règles d'interprétation qui permettent de considérer que des services sont offerts par le titulaire de l'autorisation alors qu'ils ne sont pas, à strictement parler, offerts par lui.

Un amendement doit être présenté à cet article afin que le troisième alinéa vise un exploitant et non le titulaire d'une autorisation, et ce, afin que cet exploitant soit tenu d'obtenir l'autorisation prévue au premier alinéa alors que les services qui y sont visés ne sont offerts qu'indirectement par lui.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 484

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**484.** Santé Québec peut, par règlement, prévoir les cas dans lesquels son autorisation est requise pour l'exploitation d'une entreprise consistant à offrir, à une clientèle composée de personnes vulnérables, des services d'hébergement et tout autre service qu'elle peut ainsi déterminer.

Aux fins de la présente loi, une entreprise dont l'exploitation est ainsi autorisée est désignée « ressource offrant de l'hébergement ».

### **COMMENTAIRE**

Cet article habilite Santé Québec à prévoir des cas où son autorisation est nécessaire à l'exploitation d'une entreprise consistant à offrir des services d'hébergement ou d'autres services prévus par ce règlement à une clientèle composée de personnes vulnérables.

L'entreprise exploitée conformément à une telle autorisation est une ressource offrant de l'hébergement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 485

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**485.** Une autorisation de Santé Québec permettant l'exploitation d'un établissement privé est requise pour exploiter une entreprise qui consiste à offrir à une clientèle un ensemble de services comparable à l'un de ceux pouvant être offerts par un établissement public, lorsque tout ou partie de ces services doivent être fournis par un médecin, une infirmière praticienne spécialisée ou tout autre professionnel de la santé ou des services sociaux déterminé par règlement de Santé Québec.

Un règlement de Santé Québec détermine et classe les ensembles de services comparables à ceux qu'offrent les établissements publics. À cette fin, elle considère notamment, outre la nature même des services, leur importance eu égard à l'étendue de ceux qui seraient normalement fournis par un établissement public à des usagers présentant les mêmes caractéristiques que celles de la clientèle à laquelle est destinée l'offre de services de l'entreprise.

Le présent article ne s'applique pas à l'exploitation d'une entreprise visée à l'un des articles 481 à 484 ou à l'article 486. En outre, il ne s'applique pas à l'exploitation :

- 1° d'une ressource intermédiaire ou de type familial;
- 2° d'un organisme communautaire qui bénéficie d'une allocation financière en application de l'article 435;
- 3° d'un cabinet privé de professionnels;
- 4° d'un laboratoire visé par la Loi sur les laboratoires médicaux et sur la conservation des organes et des tissus;
- 5° d'un centre de procréation assistée visé par la Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée (chapitre A-5.01);
- 6° d'une institution religieuse ou d'un établissement d'enseignement qui exploite une infirmerie où il reçoit les membres de son personnel ou ses élèves;
- 7° d'une institution religieuse qui maintient une installation d'hébergement et de soins de longue durée pour y recevoir ses membres ou ses adhérents pourvu que le nombre d'adhérents n'excède pas 20;
- 8° de toute autre entreprise dotée des caractéristiques déterminées par un règlement de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### **COMMENTAIRE**

L'article 485 du projet de loi prévoit qu'une autorisation de Santé Québec est nécessaire à l'exploitation d'une entreprise qui consiste à offrir un ensemble de services qui se compare à l'un des ensembles de services prévu à l'article 3 et offert par un établissement public, lorsque la prestation de ces services nécessite un médecin, une infirmière praticienne spécialisée ou tout autre professionnel de la santé ou des services sociaux déterminé par règlement de Santé Québec.

Le deuxième alinéa de l'article 485 prévoit que Santé Québec détermine par règlement les ensembles de services comparables mentionnés précédemment et qu'elle classe ces ensembles.

Le troisième alinéa prévoit les cas où l'autorisation prévue au premier alinéa n'est pas nécessaire.

L'objet de l'article 485 est d'identifier les entreprises qui, en raison des services qu'elles offrent et des professionnels qui y exercent leurs activités, seraient susceptibles de nuire au fonctionnement des établissements publics notamment en raison d'une offre de services concurrente et non complémentaire ou de leur impact sur la main-d'œuvre disponible.

L'entreprise exploitée conformément à une telle autorisation est un établissement privé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 486

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**486.** Tout organisme communautaire doit, pour offrir dans ses locaux des services d'interruption volontaire de grossesse, être autorisé à cette fin par Santé Québec.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article oblige un organisme communautaire à être autorisé par Santé Québec pour offrir, dans ses locaux, des services d'interruption volontaire de grossesse.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

#### OCTROI D'UNE AUTORISATION ET ENCADREMENT DES ACTIVITÉS AUTORISÉES

### SECTION I

#### DISPOSITIONS D'APPLICATION GÉNÉRALE

#### ARTICLE 487

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**487.** Toute personne ou tout groupement qui entend exercer des activités visées par l'obligation de détenir une autorisation doit présenter à Santé Québec une demande à cet effet.

Une telle demande doit être transmise dans la forme que détermine Santé Québec.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 487 prévoit l'obligation de présenter une demande d'autorisation à Santé Québec lorsque cette autorisation est obligatoire en vertu de l'article 481, 483, 484, 485 ou 486.

Il permet également à Santé Québec de déterminer la forme de la demande.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 488

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**488.** Il appartient à Santé Québec de statuer sur l'opportunité d'accorder une autorisation visée au présent titre ou, lorsqu'applicable, de la renouveler ou de la modifier. Dans l'exercice de sa discrétion, Santé Québec tient compte des orientations déterminées par le ministre et de tout facteur qu'elle juge pertinent. En outre, elle évalue les éléments suivants :

- 1° le besoin des services proposés par le demandeur dans la région;
- 2° l'impact sur la disponibilité de la main-d'œuvre pour assurer la continuité des services offerts dans la région;
- 3° la capacité du demandeur à respecter les obligations qui découlent d'une condition qu'elle entend lui imposer en vertu de l'article 490, le cas échéant;
- 4° dans le cas d'une décision relative à une autorisation d'exploiter un centre médical spécialisé au sein duquel exercent des médecins non participants au sens de la Loi sur l'assurance maladie, l'impact sur l'accessibilité des services médicaux assurés dans la région.

### COMMENTAIRE

Cet article confère à Santé Québec le pouvoir discrétionnaire d'accorder ou non l'autorisation obligatoire en vertu de l'article 481, 483, 484, 485 ou 486, ainsi que, le cas échéant, celui de la renouveler ou de la modifier.

Il balise l'exercice de cette discrétion en prévoyant les éléments dont Santé Québec doit tenir compte et en l'obligeant à évaluer si, dans la région concernée, il existe un besoin pour les services qui seraient offerts, l'impact des activités autorisées sur la disponibilité de la main-d'œuvre, la capacité du demandeur à respecter les conditions dont pourraient être assortie l'autorisation demandée et, en certains cas, l'impact des activités autorisées sur l'accessibilité des services médicaux.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 489

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**489.** Santé Québec doit refuser d'accorder une autorisation au demandeur qui ne satisfait pas aux conditions suivantes :

1° le demandeur et, s'il s'agit d'une société en commandite, le commandité :

a) est solvable;

b) n'a pas été titulaire d'une autorisation qui, dans les trois ans précédant la demande, a été révoquée ou, le cas échéant, n'a pas été renouvelée en vertu des dispositions du chapitre III;

c) est exempt d'antécédents judiciaires liés aux aptitudes requises et au comportement approprié pour participer à l'exploitation d'un prestataire de services du domaine de la santé et des services sociaux;

2° lorsque le demandeur est une société en commandite et que le commandité est une personne morale, ses dirigeants et ses administrateurs sont exempts de tels antécédents;

3° lorsque le demandeur est un groupement autre que celui visé au paragraphe 2°, ses dirigeants et ses administrateurs ou toute autre personne exerçant des fonctions de même nature sont exempts de tels antécédents;

4° toute autre condition que Santé Québec peut déterminer par règlement.

Sont des antécédents judiciaires liés aux aptitudes requises et au comportement approprié pour participer à l'exploitation d'un prestataire de services du domaine de la santé et des services sociaux :

1° une déclaration de culpabilité, dans les trois ans précédant la demande, pour une infraction à la présente loi, à moins qu'un pardon n'ait été obtenu, ou une poursuite encore pendante pour une telle infraction;

2° une déclaration de culpabilité, dans les cinq ans précédant la demande, pour une infraction criminelle qui, de l'avis de Santé Québec, a un lien avec ces aptitudes et ce comportement, à moins qu'un pardon n'ait été obtenu, ou une poursuite encore pendante pour une telle infraction.

Santé Québec doit également refuser une demande de cession des droits que confère une autorisation lorsque le cessionnaire envisagé ne satisfait pas aux conditions prévues au présent article.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les cas où Santé Québec est tenue de refuser d'accorder une autorisation qui lui a été demandée.

Ces cas visent à ce que le demandeur et, s'il s'agit d'une société en commandite, le commandité soient solvables, n'ont pas été titulaire d'une autorisation ayant été révoquée ou n'ayant pas été renouvelée dans les trois ans précédant la demande d'autorisation et soient exempts de certains antécédents judiciaires.

Le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 489 prévoit que, lorsque le demandeur est une société en commandite, l'exigence d'être exempt de tels antécédents s'étend en plus aux dirigeants et administrateurs du commandité s'il s'agit d'une personne morale.

Le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 489 prévoit que, lorsque le demandeur est un groupement autre qu'une société en commandite, par exemple une société par actions, l'exigence d'être exempt de tels antécédents s'étend en plus aux dirigeants et administrateurs de ce groupement ou aux personnes qui exercent des fonctions de même nature que celles d'un administrateur ou d'un dirigeant.

Enfin, le paragraphe 4° du premier alinéa permet à Santé Québec de prévoir d'autres conditions auxquels un demandeur pourrait devoir satisfaire pour obtenir une autorisation.

Le deuxième alinéa de l'article 489 précise la notion d'antécédents judiciaires liés aux aptitudes requises et au comportement approprié pour participer à l'exploitation d'un prestataire de services du domaine de la santé et des services sociaux.

Le dernier alinéa prévoit que les conditions prévues à l'article 489 s'appliquent également à un cessionnaire envisagé lorsque le titulaire d'une autorisation accordée par Santé Québec entend la céder, dans les cas où cette autorisation peut faire l'objet d'une cession.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 490

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**490.** Santé Québec peut, au moment d'accorder, de modifier ou, lorsqu'applicable, de renouveler une autorisation, assortir cette autorisation de toute condition qu'elle juge nécessaire afin d'assurer une gestion de l'offre qui répond aux besoins de la population.

De telles conditions peuvent notamment avoir pour objet l'obligation pour le titulaire de l'autorisation :

- 1° de maintenir des heures d'ouverture minimales;
- 2° d'offrir une prestation minimale de certains services;
- 3° de fournir un volume minimal de certains services.

Dans le cas d'une autorisation permettant l'exploitation d'un centre médical spécialisé ou d'un établissement privé au sein duquel exercent des médecins soumis à l'application d'une entente conclue en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie, une telle condition peut également consister dans l'obligation pour le titulaire de l'autorisation d'exiger de certains ou de l'ensemble de ces médecins la prise d'un engagement à exercer certaines activités au sein d'un établissement public. Un règlement de Santé Québec détermine les exigences applicables à de tels engagements, incluant les modalités suivant lesquelles ces engagements doivent être pris et portés à la connaissance de l'établissement public concerné.

### COMMENTAIRE

L'article 490 du projet de loi permet à Santé Québec, lorsqu'elle accorde, modifie ou renouvelle une autorisation, de l'assortir de conditions visant à assurer une gestion de l'offre qui répond aux besoins de la population.

Le deuxième alinéa de l'article illustre la nature de ces obligations, alors que le troisième permet à Santé Québec d'exiger de certains titulaires d'une autorisation qu'elle accorde d'exiger à leur tour des médecins qui exercent leur profession au sein du centre médical spécialisé ou de l'établissement exploité par le titulaire qu'ils exercent, en plus, certaines de leurs activités professionnelles au sein d'un établissement public. Le troisième alinéa permet de plus à Santé Québec de prévoir par règlement les normes nécessaires à son application.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 491

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**491.** Santé Québec peut, en tout temps, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire d'une autorisation assortie d'une condition imposée en application de l'article 490, réexaminer la portée de cette condition ou la pertinence de la maintenir.

La demande de réexamen d'une condition doit faire état de la condition dont le réexamen est demandé ainsi que des motifs invoqués à l'appui de celui-ci. Elle doit, de plus, comporter tout autre renseignement prévu par règlement de Santé Québec et être accompagnée des droits pouvant être ainsi déterminés. Aucun droit ne peut toutefois être exigé d'un demandeur qui est un organisme communautaire.

Avant de refuser, en tout ou en partie, une demande de réexamen présentée par le titulaire d'une autorisation, Santé Québec doit notifier par écrit au titulaire le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorder un délai d'au moins 10 jours pour présenter ses observations. Ces obligations s'imposent également à Santé Québec lorsque, au terme d'un réexamen entrepris de sa propre initiative, elle envisage rendre une décision ayant pour effet de modifier la portée d'une condition.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit les règles selon lesquelles les conditions dont est assortie une autorisation peuvent être réexaminées.

Ce réexamen peut aussi bien concerner la portée de la condition que la pertinence de son maintien. Santé Québec peut y procéder sur demande ou de sa propre initiative.

Le deuxième alinéa prévoit la teneur et les règles relatives à la teneur de la demande de réexamen alors que le troisième alinéa prévoit les exigences d'équité procédurale auxquelles Santé Québec doit se conformer à l'occasion du réexamen d'une condition.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 492

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**492.** Lorsque Santé Québec accorde ou renouvelle une autorisation en application des dispositions du présent titre, elle délivre au titulaire de cette autorisation un document qui atteste sa décision, et ce, pour chaque lieu d'exploitation autorisé.

Ce document fait état des éléments sur lesquels porte l'autorisation en plus de comporter la date à laquelle elle a été accordée et, le cas échéant, celle à laquelle elle prend fin. Ce document comporte tout autre renseignement que Santé Québec juge utile.

Un nouveau document doit être délivré au titulaire chaque fois qu'une autorisation fait l'objet d'une modification.

### **COMMENTAIRE**

L'article 492 du projet de loi prévoit la délivrance par Santé Québec d'un document qui fait foi de l'autorisation qu'elle a octroyée. Il précise la teneur de ce document et prévoit qu'un tel document doit être délivré pour chaque lieu d'exploitation autorisé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 493

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**493.** Le titulaire d'une autorisation doit s'assurer que le document qui atteste cette autorisation est affiché à la vue du public dans tout lieu d'exploitation autorisé.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les règles concernant l'affichage dans un lieu d'exploitation autorisé du document qui atteste l'autorisation de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 494

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**494.** Toute personne ou tout groupement qui détient un document attestant une autorisation alors qu'il n'est plus titulaire de cette autorisation est tenu de remettre sans délai ce document à Santé Québec.

### COMMENTAIRE

L'article 494 du projet de loi complète l'article 493 et prévoit que le détenteur d'un document attestant l'autorisation de Santé Québec doit, sans délai, lui remettre ce document lorsqu'il n'est plus titulaire de cette autorisation.

Cet article vise à éviter qu'il ne soit possible de se présenter sans droit comme un titulaire d'une autorisation de Santé Québec en conservant le document qui faisait foi de cette autorisation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 495

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**495.** Est sans effet la cession des droits que confère une autorisation si elle est interdite par les dispositions du présent titre ou, dans le cas contraire, elle n'a pas été faite dans le respect des conditions qui y sont prévues.

Aux fins de la présente loi, est assimilé à une cession des droits que confère une autorisation le changement du détenteur du contrôle de la personne morale titulaire de l'autorisation. Pour déterminer s'il y a changement du détenteur du contrôle, les articles 6 et 9 à 12 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29-02) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit qu'une cession des droits que confère une autorisation est sans effet si elle n'est pas faite dans le respect des conditions prévues par le projet de loi ou lorsqu'elle n'est pas permise.

Le deuxième alinéa de l'article 495 étend les règles du premier alinéa au changement du détenteur du contrôle sur le titulaire de l'autorisation. À cette fin, l'article renvoie aux dispositions des articles 6 et 9 à 12 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 496

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**496.** Lorsque Santé Québec permet, en application des dispositions du présent titre, la cession des droits que confère une autorisation, elle délivre au cessionnaire un document qui atteste cette autorisation.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 496 prévoit la délivrance par Santé Québec d'un document attestant son autorisation lorsqu'elle a permis qu'elle soit cédée.

Comme le cessionnaire d'une autorisation en devient, du fait de la fusion, le titulaire, il doit avoir un document, à son nom, qui atteste cette autorisation afin qu'il puisse se conformer aux exigences d'affichage de ce document prévues par l'article 493 du projet de loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 497

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**497.** Le titulaire d'une autorisation doit s'assurer que les activités faisant l'objet de l'autorisation sont exercées conformément à cette autorisation et dans le respect, le cas échéant, des conditions prévues par la présente loi ou en application de celle-ci.

### **COMMENTAIRE**

Cet article énonce le principe selon lequel le titulaire d'une autorisation doit s'y conformer ainsi qu'aux conditions prévues par le projet de loi ou en vertu de celui-ci, notamment par règlement ou dans une décision de Santé Québec telle que celle prévue à l'article 490.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 498

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**498.** L'autorisation octroyée par Santé Québec emporte, pour le titulaire de celle-ci, l'obligation de maintenir son existence jusqu'à la révocation complète et finale de cette autorisation.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le titulaire d'une autorisation doit maintenir son existence jusqu'à ce que cette autorisation soit révoquée.

Est un exemple de révocation complète, celle qui vise tous les lieux d'exploitation autorisés et, dans le cas d'un établissement, tous les ensembles de services autorisés dans ces lieux.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION II

#### DISPOSITIONS RELATIVES AUX CENTRES MÉDICAUX SPÉCIALISÉS

§ 1. — *Autorisation*

#### ARTICLE 499

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**499.** Seule la personne ou la société qui satisfait aux conditions prévues à l'article 503 peut être autorisée par Santé Québec à exploiter un centre médical spécialisé. Toutefois, Santé Québec doit refuser d'accorder une autorisation à une telle personne ou à une telle société qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

1° s'agissant d'un médecin, son droit d'exercer la médecine a été limité ou suspendu ou a fait l'objet d'une radiation temporaire dans les trois ans précédant la demande;

2° s'agissant d'une personne morale ou d'une société, l'un des médecins membres de son conseil d'administration ou de son conseil de gestion interne, selon le cas, a vu son droit d'exercer la médecine limité ou suspendu ou avoir fait l'objet d'une radiation temporaire.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article précise certains cas où Santé Québec est tenue de refuser de faire droit à une demande d'autorisation pour exploiter un centre médical spécialisé.

Ces cas sont particuliers à cette demande et s'ajoutent aux conditions applicables à toutes les demandes d'autorisation prévues à l'article 489 du projet de loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 500

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**500.** L'autorisation d'exploiter un centre médical spécialisé porte sur les éléments suivants :

- 1° le lieu d'exploitation du centre;
- 2° le statut de participation au régime d'assurance maladie des médecins qui peuvent exercer leur profession au sein du centre;
- 3° les traitements médicaux spécialisés pouvant être dispensés au sein du centre;
- 4° le nombre de salles d'opération pouvant être aménagées dans les locaux du centre;
- 5° le nombre de lits pouvant y être rendus disponibles pour l'hébergement de la clientèle du centre, le cas échéant.

Le statut visé au paragraphe 2° du premier alinéa est soit celui de médecin soumis à l'application d'une entente conclue en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie, soit celui de médecin non participant au sens de cette loi. Le centre médical spécialisé au sein duquel exercent des médecins visés par le premier cas est, aux fins de la présente loi, désigné « centre médical spécialisé participatif » et celui au sein duquel exercent des médecins visés par le second cas est désigné « centre médical spécialisé non participatif ».

Afin d'établir la portée de son autorisation, Santé Québec tient compte, en plus des restrictions déterminées, le cas échéant, en application du deuxième alinéa de l'article 506, des suivantes :

- 1° le lieu d'exploitation d'un centre médical spécialisé ne peut être situé dans une installation maintenue par un établissement;
- 2° le lieu d'exploitation d'un centre médical spécialisé participatif ne peut être le même que celui d'un centre médical spécialisé non participatif, et inversement;
- 3° le nombre de lits autorisés pour l'hébergement de la clientèle ne peut être supérieur à 10, ni supérieur à un nombre qui aurait pour effet de porter au-delà de 10 le nombre total de lits au sein d'un même immeuble.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### **COMMENTAIRE**

Le premier alinéa de cet article prévoit ce sur quoi porte l'autorisation accordée par Santé Québec pour exploiter un centre médical spécialisé.

Le deuxième alinéa de l'article définit les deux statuts de participation au régime d'assurance maladie des médecins qui peuvent exercer leur profession au sein du centre.

Le troisième alinéa quant à lui restreint la discrétion conférée à Santé Québec d'autoriser ou non l'exploitation d'un tel centre afin de s'assurer de certaines conditions relatives au lieu dans lequel est exercé le centre, aux médecins qui y exercent leur profession et au nombre de lits pouvant être autorisés pour l'hébergement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 501

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**501.** L'autorisation d'exploiter un centre médical spécialisé est valide pour une période de cinq ans et peut être renouvelée à la demande de son titulaire.

L'autorisation peut en outre être modifiée à la demande de son titulaire.

### **COMMENTAIRE**

L'article 501 du projet de loi prévoit la durée de l'autorisation pour exploiter un centre médical spécialisé et précise qu'une telle autorisation peut être modifiée.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 502

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**502.** Les droits que confère l'autorisation de Santé Québec ne peuvent être cédés à une autre personne ou à une autre société.

### **COMMENTAIRE**

L'article 502 du projet de loi prévoit que l'autorisation pour exploiter un centre médical spécialisé est incessible.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

§ 2. — *Conditions d'exploitation du centre médical spécialisé*

### ARTICLE 503

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**503.** Seul un médecin membre du Collège des médecins du Québec peut, comme personne physique, exploiter un centre médical spécialisé. Lorsque le titulaire de l'autorisation est une personne morale ou une société, plus de 50 % des droits de vote rattachés aux actions ou aux parts de cette personne morale ou de cette société doivent être détenus soit :

- 1° par des médecins membres de cet ordre professionnel;
- 2° par une personne morale ou une société dont les droits de vote rattachés aux actions ou aux parts sont détenus en totalité, selon le cas :
  - a) par des médecins visés au paragraphe 1°;
  - b) par une autre personne morale ou une autre société dont les droits de vote rattachés aux actions ou aux parts sont détenus en totalité par de tels médecins;
- 3° à la fois par des médecins visés au paragraphe 1° et par une personne morale ou une société visée au paragraphe 2°.

Les affaires de la personne morale ou de la société doivent être administrées par un conseil d'administration ou un conseil de gestion interne, selon le cas, formé en majorité de médecins qui exercent leur profession au sein du centre; ces médecins doivent en tout temps constituer la majorité du quorum d'un tel conseil.

Les actionnaires de la personne morale ou de la société ne peuvent, par convention, restreindre le pouvoir des administrateurs de cette personne morale ou de cette société.

Le producteur ou le distributeur d'un bien ou d'un service lié au domaine de la santé et des services sociaux, autre qu'un médecin membre du Collège des médecins du Québec, ne peut détenir, directement ou indirectement, d'actions de la personne morale ou de parts de la société si un tel bien ou un tel service peut être requis par la clientèle du centre avant la prestation d'un service médical, lors de sa prestation ou à la suite de celle-ci.

### COMMENTAIRE

L'article 503 du projet de loi précise un ensemble de conditions d'exploitation visant à ce qu'un centre médical spécialisé soit exploité par un médecin membre

## **PROJET DE LOI N° 15**

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

du Collège des médecins du Québec ou par une personne morale ou une société de personnes contrôlée par de tels médecins.

Le dernier alinéa de cet article vise de plus à éviter qu'un producteur de biens ou de services liés au domaine de la santé et des services sociaux puisse participer dans les décisions ou les profits de la personne morale ou de la société de personnes qui exploite un centre médical spécialisé lorsque ce bien ou ce service peut être requis par la clientèle du centre, sauf si ce producteur est lui-même un médecin membre du Collège des médecins du Québec.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 504

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**504.** Seuls les médecins dont le statut de participation au régime d'assurance maladie correspond à celui autorisé pour un centre médical spécialisé peuvent exercer leur profession au sein de celui-ci.

Malgré ce qui précède, un médecin devenu professionnel non participant en vertu du premier alinéa de l'article 217 ne peut exercer sa profession au sein d'un centre médical spécialisé non participatif pendant la période déterminée en application de cet alinéa.

### COMMENTAIRE

Cet article vise à éviter que des médecins soumis à l'application d'une entente conclue en vertu de l'article 19 de la *Loi sur l'assurance maladie* n'exercent leur profession au sein d'un centre médical spécialisé dans lequel exerceraient également un ou plusieurs médecins non participants au sens de cette loi.

De plus l'article 504 complète l'article 217 du projet de loi en prévoyant que le médecin devenu non participant en vertu de ce dernier article ne peut exercer au sein d'un tel centre pour la durée de la période déterminée en vertu de cet article.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 505

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**505.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé non participatif ne peut permettre à un médecin ou à un dentiste devenu professionnel non participant en vertu du premier alinéa de l'article 217 d'exercer sa profession au sein de ce centre pendant la période déterminée en application de cet alinéa.

### COMMENTAIRE

L'article 505 du projet de loi comme le deuxième alinéa de son article 504 complète l'article 217 du projet de loi et impose au titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé non participatif la responsabilité de ne pas permettre à un médecin ou à un dentiste devenu professionnel non participant en vertu de ce dernier article d'exercer sa profession au sein de ce centre.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 506

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**506.** Seuls les services suivants peuvent être fournis au sein d'un centre médical spécialisé :

1° sous réserve d'une restriction déterminée en application du deuxième alinéa du présent article, les services médicaux nécessaires pour effectuer une chirurgie ou un autre traitement médical spécialisé visé à l'article 481 et faisant l'objet de l'autorisation accordée par Santé Québec pour l'exploitation du centre médical spécialisé;

2° les services visés à l'article 508 et qui sont associés à une telle chirurgie ou à un tel traitement médical spécialisé;

3° les services qui correspondent aux activités pouvant être exercées en cabinet privé de professionnel.

Un règlement de Santé Québec peut prévoir qu'une chirurgie ou un autre traitement médical spécialisé visé aux articles 481 et 507 ne peut être dispensé qu'au sein d'un centre médical spécialisé non participatif ou d'un centre médical spécialisé participatif et, dans ce dernier cas, que dans le cadre d'une entente conclue en application de l'article 454.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit les services qui peuvent être offerts au sein d'un centre médical spécialisé.

Comme les services qui correspondent aux activités pouvant être exercées en cabinet privé de professionnel sont en fait des services non réglementés par le projet de loi, la gamme de services que peut offrir un tel centre est plus vaste que les seuls services médicaux spécialisés.

Le deuxième alinéa de l'article 506 du projet de loi permet à Santé Québec de déterminer que certaines chirurgies ou certains autres traitements médicaux spécialisés peuvent être dispensés seulement dans un centre médical spécialisé non participatif ou d'un centre médical spécialisé participatif et, en ce dernier cas, prévoir que ces traitements sont fournis dans le cadre d'une entente visée à l'article 454 du projet de loi, ce qui ferait du centre médical spécialisé une clinique médicale associée à un établissement de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 507

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**507.** Malgré le premier alinéa de l'article 506, le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé peut, par entente, permettre à un ou plusieurs dentistes membres de l'Ordre des dentistes du Québec de fournir à leur clientèle, dans les installations du centre, les services nécessaires pour des chirurgies maxillo-faciales ou buccales ou tout autre traitement médical spécialisé dispensé par un dentiste et requérant l'anesthésie générale déterminé par règlement de Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

L'article 507 du projet de loi vise à permettre la pratique, au sein d'un centre médical spécialisé, de chirurgies maxillo-faciales ou buccales ou tout autre traitement médical spécialisé dispensé par un dentiste et requérant l'anesthésie générale.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 508

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**508.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé non participatif doit offrir aux personnes qui reçoivent auprès de ce centre une chirurgie ou un autre traitement médical spécialisé, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une personne ou d'un groupement autre qu'un établissement avec lequel il a conclu une entente et vers lequel il dirige ces personnes, tous les services préopératoires et postopératoires normalement associés à cette chirurgie ou à cet autre traitement médical spécialisé, à l'exclusion des services liés aux complications qui nécessitent une hospitalisation, de même que tous les services de réadaptation et de soutien à domicile nécessaires à leur complet rétablissement.

Le titulaire de l'autorisation doit informer toute personne qui désire recevoir auprès du centre une chirurgie ou un autre traitement médical spécialisé qu'elle doit obtenir ces services préopératoires, postopératoires, de réadaptation et de soutien à domicile auprès du centre ou auprès d'une personne ou d'un groupement autre qu'un établissement. Le titulaire de l'autorisation doit également informer cette personne de l'ensemble des coûts prévisibles des services qu'elle devra ainsi obtenir.

Les obligations prévues aux premier et deuxième alinéas s'appliquent également au titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé participatif à l'égard des traitements médicaux spécialisés dispensés au sein de ce centre qui sont non assurés ou considérés comme non assurés en vertu de la Loi sur l'assurance maladie.

Le coût des services médicaux obtenus auprès d'une personne ou d'un groupement en application du premier ou du troisième alinéa ne peut être assumé par la Régie de l'assurance maladie du Québec.

Toutefois, lorsqu'une chirurgie ou un autre traitement médical spécialisé est dispensé dans le cadre d'une entente visée à l'article 447 ou d'un mécanisme d'accès à des services spécialisés mis en place en application de l'article 194, Santé Québec peut permettre au titulaire de l'autorisation de ne pas satisfaire aux obligations prévues au présent article.

### COMMENTAIRE

Cet article vise à éviter qu'il n'y ait un transfert vers les établissements publics et privés d'une partie de l'épisode de soins posés par des médecins qui sont des professionnels non participants au sens de la *Loi sur l'assurance maladie* ou de

## PROJET DE LOI N° 15

### Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

soins qui ne sont pas assurés ou qui sont considérés non assurés en vertu de cette loi.

À cette fin il impose au titulaire du centre médical spécialisé l'obligation de s'assurer d'offrir à ses clients tous les services préopératoires et postopératoires normalement associés au traitement médical spécialisé offert de même que tous les services de réadaptation et de soutien à domicile nécessaires à leur complet rétablissement.

L'article 506 prévoit certaines exceptions à cette obligation :

- pour les services liés aux complications qui nécessitent une hospitalisation;
- lorsque le traitement médical spécialisé est offert par un centre médical spécialisé qui est lié à Santé Québec par une entente conclue en vertu de l'article 447 du projet de loi;
- lorsque traitement médical spécialisé est offert dans le cadre d'un mécanisme d'accès à des services spécialisés mis en place en application de l'article 194.

L'article 508 permet au titulaire de l'autorisation de s'acquitter lui-même de l'obligation qui lui incombe ou de le faire par l'intermédiaire d'un tiers autre qu'un établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 509

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**509.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé est tenu de s'assurer que sont suivies, au sein du centre, des pratiques reconnues en matière de qualité des services cliniques, notamment en ce qui a trait à leur sécurité, à leur pertinence et à leur efficacité.

Sont considérées comme des pratiques reconnues, entre autres, les pratiques qui répondent aux normes prescrites par Santé Québec en application de l'article 66, le cas échéant.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé est tenu de s'assurer que sont suivies, au sein du centre, des pratiques reconnues en matière de qualité de services cliniques.

L'article 509 du projet de loi complète les dispositions des articles 65 et 66 du projet de loi relatives au programme national sur la qualité des services. Il prévoit à cette fin que parmi les pratiques reconnues qui doivent être suivies au sein d'un centre médical spécialisé il y a les pratiques conformes aux normes que peut prescrire Santé Québec dans le cadre de ce programme.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 510

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**510.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé doit nommer un directeur médical. Ce dernier doit être choisi parmi les médecins qui y exercent leur profession.

Sous l'autorité du titulaire de l'autorisation, le directeur médical est responsable :

1° d'organiser les services médicaux et dentaires, le cas échéant, fournis au sein du centre;

2° de s'assurer de la qualité et de la sécurité de ces services;

3° de voir à la mise en place et au respect de procédures médicales normalisées pour toute chirurgie ou tout autre traitement médical spécialisé dispensé au sein du centre;

4° de prendre toute autre mesure nécessaire au bon fonctionnement du centre.

### **COMMENTAIRE**

L'article 510 du projet de loi prévoit l'obligation pour le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé de nommer un directeur médical parmi les médecins qui exercent leur profession au sein du centre.

Le deuxième alinéa de cet article précise les responsabilités qui incombent au directeur médical. Ces responsabilités concernent l'organisation, la qualité et la sécurité des services médicaux et, lorsqu'une entente a été conclue en vertu de l'article 507 du projet de loi, des services dentaires ainsi que le bon fonctionnement du centre.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 511

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**511.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, transmettre à Santé Québec un rapport de ses activités pour l'année civile précédente. Ce rapport indique le nom du directeur médical, celui des médecins de famille et des médecins spécialistes, par spécialité, qui ont exercé leur profession au sein du centre, le nombre de traitements médicaux spécialisés qui ont été dispensés au sein du centre, pour chaque traitement indiqué à l'autorisation, ainsi que tout autre renseignement requis par Santé Québec.

Les renseignements ainsi fournis ne doivent pas permettre d'identifier un client du centre.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé de préparer un rapport annuel d'activités et de le transmettre à Santé Québec au plus tard le 31 mars de chaque année.

L'article 511 du projet de loi précise également la teneur minimale du rapport et permet à Santé Québec d'exiger, en plus, d'autres renseignements.

Le dernier alinéa vise quant à lui à protéger l'identité des clients du centre.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 512

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**512.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé qui entend cesser ses activités doit en aviser par écrit Santé Québec au moins 60 jours avant la date prévue de la cessation. Il doit, de plus, en aviser par écrit les personnes qui utilisent ses services et respecter toute condition que peut lui imposer Santé Québec.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation pour le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé d'aviser Santé Québec de son intention de cesser ses activités, et ce, au moins 60 jours avant la date prévue de la cessation.

Le titulaire doit, de plus, aviser ses clients et respecter les conditions que Santé Québec pourrait lui imposer en vue de la cessation ordonnée des activités et de la protection de la clientèle.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION III

#### DISPOSITIONS RELATIVES AUX RÉSIDENCES PRIVÉES POUR ÂÎNÉS

§ 1. — *Autorisation*

#### ARTICLE 513

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**513.** Seule la personne ou seul le groupement qui satisfait aux critères sociosanitaires prévus par règlement de Santé Québec et applicables à la catégorie de résidences privées pour aînés pour laquelle cette personne ou ce groupement sollicite une autorisation peut être autorisé par Santé Québec à exploiter une résidence de cette catégorie.

Malgré le premier alinéa, une autorisation temporaire peut être accordée à la personne ou au groupement qui ne satisfait pas à l'ensemble des critères visés au premier alinéa, afin de lui donner l'occasion d'y remédier à l'intérieur de la période de validité de cette autorisation, si cette personne ou ce groupement satisfait néanmoins aux conditions déterminées par règlement de Santé Québec.

Lorsqu'elle accorde l'autorisation temporaire visée au deuxième alinéa, Santé Québec doit entamer un processus visant à régulariser la situation du titulaire de l'autorisation.

#### COMMENTAIRE

Le premier alinéa de l'article 513 du projet de loi énonce le principe selon lequel une personne ou un groupement qui sollicite une autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés doit respecter les critères sociosanitaires prévus par règlement pour la catégorie à laquelle appartiendrait cette résidence pour obtenir cette autorisation.

Le deuxième alinéa de cet article apporte un tempérament à ce principe et permet à Santé Québec d'accorder une autorisation temporaire à une personne ou à un groupement qui, sans satisfaire à l'ensemble des critères sociosanitaires mentionnés précédemment, satisfait à d'autres conditions prévues par règlements. Le titulaire de l'autorisation temporaire ainsi accordée devra, pendant la durée de cette autorisation, parvenir à satisfaire aux critères sociosanitaires.

À cette fin, le troisième alinéa prévoit que Santé Québec devra, lorsqu'elle accorde une telle autorisation temporaire, entamer un processus visant à ce que le titulaire de l'autorisation temporaire en vienne à se conformer aux critères sociosanitaires.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 514

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**514.** L'autorisation accordée pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés porte sur le lieu d'exploitation de la résidence et sur la ou les catégories auxquelles elle appartient.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit ce sur quoi porte l'autorisation accordée par Santé Québec pour exploiter une résidence privée pour aînés.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 515

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**515.** L'autorisation accordée pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés, si elle est temporaire, est valide pour une durée maximale d'un an et ne peut être renouvelée.

Malgré le premier alinéa, Santé Québec peut prolonger la période de validité d'une autorisation temporaire pour une durée maximale d'un an en raison de circonstances exceptionnelles, notamment si le non-respect d'un critère sociosanitaire est attribuable à une cause échappant au contrôle du titulaire de l'autorisation. Santé Québec peut assortir cette prolongation de conditions. Le cas échéant, ces conditions constituent, aux fins de la présente loi, des conditions d'exploitation de la résidence.

Santé Québec doit, avant le terme de la période de validité d'une telle autorisation, statuer sur l'octroi d'une autorisation régulière. À cette fin, elle peut notamment considérer les motifs de révocation d'une autorisation d'exploiter une résidence privée pour aînés prévus à la section I du chapitre III.

### COMMENTAIRE

Le premier alinéa de l'article 515 du projet de loi confère le caractère temporaire que l'autorisation temporaire pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés a une durée d'un an et ne peut être renouvelée.

Le deuxième alinéa permet à Santé Québec de prolonger la durée de l'autorisation temporaire de façon exceptionnelle et lui permet, dans un tel cas, d'assortir cette prolongation de conditions.

Enfin, le troisième alinéa impose à Santé Québec l'obligation de statuer sur l'octroi, au titulaire d'une autorisation temporaire, d'une autorisation régulière. Parmi les motifs pouvant justifier de ne pas accorder une autorisation régulière, Santé Québec peut retenir ceux que le projet de loi prévoit pour justifier la révocation d'une telle autorisation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 516

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**516.** L'autorisation accordée pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés, si elle est régulière, est valide pour une période de quatre ans et peut être renouvelée.

Six mois avant la date d'échéance de l'autorisation, Santé Québec entame le processus de renouvellement de cette autorisation auprès de son titulaire.

### **COMMENTAIRE**

L'article 516 du projet de loi prévoit la durée de l'autorisation régulière accordée pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés et son caractère renouvelable.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 517

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**517.** Avant de refuser d'accorder une autorisation d'exploiter une résidence privée pour aînés, qu'elle soit temporaire ou régulière, Santé Québec doit notifier par écrit au demandeur le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorder un délai d'au moins 10 jours pour présenter ses observations.

Santé Québec doit notifier par écrit au demandeur sa décision de lui refuser l'octroi, selon le cas, d'une autorisation temporaire ou d'une autorisation régulière. Ce demandeur peut, dans un délai de 60 jours de la date de la notification, contester cette décision devant le Tribunal administratif du Québec.

Lorsque la décision de Santé Québec concerne le refus de délivrer une autorisation régulière au titulaire d'une autorisation temporaire, l'article 539 et les dispositions de la section II du chapitre III s'appliquent alors comme s'il s'agissait d'une décision de révoquer l'autorisation d'exploiter une telle résidence.

### **COMMENTAIRE**

L'article 517 du projet de loi prévoit les règles procédurales que doit suivre Santé Québec avant de refuser d'accorder une autorisation, temporaire ou régulière, pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés, afin de permettre au demandeur de présenter ses observations.

Cet article prévoit ensuite que le demandeur peut, en cas de refus, contester la décision de Santé Québec devant le Tribunal administratif du Québec; il dispose d'un délai de 60 jours pour exercer ce droit.

Enfin, le troisième alinéa de l'article 517 rend applicables les dispositions des articles 539 et 541 à 544 du projet de loi, qui prévoient des règles relatives à la cessation de l'exploitation d'une résidence privée pour aînés, lorsque Santé Québec refuse d'accorder une autorisation régulière au titulaire d'une autorisation temporaire, et ce, puisque ce refus entraînera la fin de l'exploitation de ladite résidence.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 518

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**518.** L'autorisation visée à l'un des articles 515 et 516 peut être modifiée sur demande de son titulaire.

Les droits que confère une telle autorisation ne peuvent être cédés à une autre personne ou à un autre groupement que sur permission écrite de Santé Québec.

Un règlement de Santé Québec détermine les conditions auxquelles doit satisfaire le cessionnaire envisagé pour qu'une cession puisse être autorisée.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit qu'une autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés, qu'elle soit temporaire ou régulière, peut être cédée ainsi que faire l'objet de modifications à la demande de son titulaire.

L'article précise que la cession de l'autorisation nécessite la permission écrite de Santé Québec. Il habilite cette dernière à prévoir, par règlement, les conditions auxquelles doit satisfaire un éventuel cessionnaire pour qu'une cession soit permise.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

§ 2. — *Conditions d'exploitation de la résidence privée pour aînés*

**ARTICLE 519**

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**519.** En outre de celles prévues aux dispositions de la présente sous-section et de celles prévues en application du deuxième alinéa, les conditions d'exploitation d'une résidence privée pour aînés sont, pour chaque catégorie de résidences, déterminées par règlement de Santé Québec, lequel porte notamment sur les éléments suivants :

1° les critères sociosanitaires auxquels doit se conformer le titulaire de l'autorisation, entre autres le nombre minimal de personnes devant être présentes en tout temps dans une résidence pour y assurer une surveillance adéquate;

2° les conditions auxquelles doivent satisfaire les membres du personnel et les bénévoles d'une résidence ainsi que toute autre personne œuvrant au sein d'une telle résidence selon les responsabilités qu'ils assument, notamment en ce qui a trait à la formation requise ainsi qu'aux conditions de sécurité, à l'exclusion des antécédents judiciaires, de même que les renseignements et les documents que ces personnes doivent fournir au titulaire de l'autorisation afin de lui permettre de vérifier le respect de ces conditions;

3° les outils devant être utilisés pour évaluer l'autonomie des personnes âgées qui résident ou souhaitent résider dans une résidence privée pour aînés ainsi que les modalités d'évaluation de l'autonomie de ces personnes;

4° l'obligation, pour le titulaire de l'autorisation qui offre pour la location au sein d'une résidence privée pour aînés un nombre déterminé de chambres ou de logements, de mettre sur pied un comité de milieu de vie ainsi que les fonctions de ce comité et sa composition;

5° l'obligation pour le titulaire de l'autorisation de conclure une entente avec Santé Québec portant sur la prestation de certains services aux résidents de la région concernée et prévoyant les obligations des parties à cet égard de même que le contenu minimal d'une telle entente;

6° l'obligation pour le titulaire de l'autorisation de communiquer des renseignements à Santé Québec.

Un règlement du gouvernement détermine les antécédents judiciaires dont doivent être exemptes les personnes visées au paragraphe 2° du premier alinéa qui œuvrent au sein d'une résidence privée pour aînés ainsi que les renseignements et les documents que ces personnes doivent fournir au titulaire de l'autorisation afin de lui permettre de vérifier le respect de ces conditions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

Un règlement pris en vertu du présent article peut prévoir les cas où l'une de ses dispositions ne s'applique pas au titulaire d'une autorisation. Dans le cas d'un règlement pris en vertu du premier alinéa, un tel règlement peut également prévoir les cas où l'une des dispositions de la présente sous-section ne s'applique pas à un tel titulaire. Le cas échéant, le règlement peut déterminer les conditions alors applicables à ces cas.

### **COMMENTAIRE**

Le premier alinéa de l'article 519 du projet de loi habilite Santé Québec à prévoir, par règlements, des conditions d'exploitation d'une résidence privée pour aînés. De telles conditions d'exploitation s'ajoutent à celles que prévoit le projet de loi.

Les paragraphes 1° à 6° du premier alinéa de l'article 519 précisent le contenu minimal du règlement que doit prendre Santé Québec.

Le deuxième alinéa de l'article 519 habilite le gouvernement à déterminer les antécédents judiciaires dont doivent être exempts les membres du personnel et les bénévoles d'une résidence privée pour aînés ainsi que toute autre personne œuvrant au sein d'une telle résidence ainsi que les renseignements et documents qu'elles doivent fournir au titulaire de l'autorisation afin qu'il puisse s'en assurer.

Enfin, le dernier alinéa de l'article 519 permet de prévoir que certaines dispositions d'un règlement pris en vertu de cet article peuvent ne pas s'appliquer, de même qu'il permet à Santé Québec de prévoir, dans le règlement qu'elle prend en vertu du premier alinéa du même article, que certaines conditions d'exploitation prévues par le projet de loi ne s'appliquent pas à un titulaire d'une autorisation et, le cas échéant, leur substituer d'autres conditions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 520

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**520.** Santé Québec peut, à l'égard du titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés, exiger la présence en tout temps dans la résidence d'un nombre minimal de personnes plus élevé que celui prévu par règlement pris en application du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 519, lorsqu'elle estime que ce nombre ne permet pas d'assurer une surveillance adéquate en raison de l'aménagement physique des lieux ou du type de clientèle de la résidence.

### COMMENTAIRE

Cet article complète les critères sociosanitaires, devant être prévu par règlement pris en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 519 du projet de loi, et portant sur le nombre minimal de personnes devant être présentes en tout temps dans une résidence pour y assurer une surveillance adéquate. À cette fin, il permet à Santé Québec d'exiger d'un titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés en particulier qu'un nombre plus élevé de personnes soient présentes en tout temps dans la résidence pour y assurer cette surveillance.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 521

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**521.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés est tenu de s'assurer que sont suivies, au sein de la résidence, des pratiques reconnues en matière de qualité des soins et des services, notamment en ce qui a trait à leur sécurité, à leur pertinence et à leur efficacité.

Sont considérées comme des pratiques reconnues, entre autres, les pratiques qui répondent aux normes prescrites par Santé Québec en application de l'article 66, le cas échéant.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés est tenu de s'assurer que sont suivies, au sein de la résidence, des pratiques reconnues en matière de qualité des soins et des services.

L'article 521 du projet de loi complète les dispositions des articles 65 et 66 du projet de loi relatives au programme national sur la qualité des services. Il prévoit à cette fin que parmi les pratiques reconnues qui doivent être suivies au sein d'une résidence il y a les pratiques conformes aux normes que peut prescrire Santé Québec dans le cadre de ce programme.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 522

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**522.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés qui entend cesser ses activités, même à l'égard d'une partie seulement de la résidence, doit transmettre un plan de cessation des activités à Santé Québec au moins neuf mois avant la date prévue de la cessation.

Ce plan a principalement pour objet de s'assurer que la cessation des activités ne compromet pas la santé et la sécurité des résidents. Il doit prévoir les démarches qui seront entreprises ainsi que les actions qui seront posées par le titulaire de l'autorisation pour une période minimale de six mois précédant la cessation. Il contient notamment les éléments suivants :

- 1° la date prévue de la cessation des activités;
- 2° les coordonnées des personnes concernées par la cessation des activités et, le cas échéant, de leurs répondants;
- 3° les mesures qui seront prises par le titulaire de l'autorisation afin :
  - a) d'aider à la relocalisation des personnes concernées qui le requièrent;
  - b) d'informer adéquatement les personnes concernées et, le cas échéant, leurs répondants, en ce qui a trait à l'aide disponible aux fins de la relocalisation de ces personnes ainsi qu'à l'évolution de la situation jusqu'à la cessation des activités;
- 4° tout autre élément déterminé par règlement de Santé Québec.

Si elle estime que le plan ne satisfait pas aux exigences prévues au deuxième alinéa, Santé Québec doit, par écrit et dans les 30 jours qui suivent la réception du plan, en aviser le titulaire de l'autorisation et lui fournir les motifs au soutien de sa conclusion afin qu'il puisse, dans les meilleurs délais, en effectuer la révision.

Santé Québec doit approuver le plan de cessation des activités du titulaire de l'autorisation, avec ou sans modification, dans les trois mois de sa réception. Avant d'approuver un plan avec modification, elle doit accorder au titulaire de l'autorisation un délai d'au moins 10 jours pour présenter ses observations. Le titulaire de l'autorisation doit se conformer au plan approuvé par Santé Québec.

Sont sans effet tous les avis qui, en application des règles du Code civil relatives au bail d'un logement, doivent être donnés aux locataires préalablement à la cessation des activités lorsqu'ils sont transmis avant l'approbation par Santé Québec du plan de cessation des activités.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

Le présent article ne s'applique pas lorsque les droits que confère l'autorisation d'exploiter une résidence sont, avec la permission de Santé Québec, cédés à un tiers.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation, pour le titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés qui désire cesser ses activités, d'établir et de faire approuver par Santé Québec un plan de cessation des activités qui prévoit les démarches qui seront entreprises ainsi que les actions qui seront posées pour une période minimale de six mois précédant cette cessation, entre autres afin d'aider à la relocalisation des résidents qui le requièrent.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 523

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**523.** En cas d'aliénation d'un immeuble d'habitation collective dans lequel est exploitée une résidence privée pour aînés ou en cas d'extinction du titre du locateur de cet immeuble, les dispositions de l'article 522 sont applicables, avec les adaptations nécessaires, au nouveau locateur ayant envers les locataires de cette résidence les droits et obligations résultant de leur bail si, préalablement à l'aliénation de l'immeuble ou à l'extinction du titre de locateur, l'ancien exploitant de la résidence n'a pas transmis à Santé Québec pour approbation, conformément à ces dispositions, le plan de cessation des activités qui y est prévu.

### **COMMENTAIRE**

Cet article rend applicable les dispositions de l'article 522 du projet de loi à la personne ou au groupement qui devient locateur à la place du titulaire de l'autorisation à la suite de l'aliénation de la résidence ou de l'extinction du titre du locateur de la résidence.

Comme l'article 523 vise un « nouveau locateur » et non un titulaire d'une autorisation pour exploiter une résidence privée pour aînés, il ne vise pas le nouveau locateur qui se serait vu céder les droits que confère l'autorisation et ne serait pas, non plus, titulaire d'une autorisation temporaire obtenue de façon concomitante à l'acquisition de l'immeuble.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 524

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**524.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés doit, le 31 mars de chaque année, produire auprès de Santé Québec, dans la forme qu'elle détermine, une déclaration de mise à jour des renseignements qu'elle prévoit par règlement.

### **COMMENTAIRE**

L'article 524 du projet de loi prévoit l'obligation, pour le titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés de produire annuellement une déclaration permettant la mise à jour des renseignements que Santé Québec détient à son égard.

L'article 524 habilite Santé Québec à prévoir, par règlement, les renseignements qui doivent ainsi être mis à jour.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION IV

#### DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES OFFRANT DE L'HÉBERGEMENT

#### ARTICLE 525

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**525.** Les dispositions de la section III s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'autorisation et aux conditions d'exploitation d'une ressource offrant de l'hébergement.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article rend les dispositions de la section III, les articles à 513 à 524 concernant les résidences privées pour aînés, applicables à l'autorisation et aux conditions d'exploitation d'une ressource offrant de l'hébergement.

Rappelons que les ressources offrant de l'hébergement sont celles visées à l'article 484 du projet de loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION V

#### DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

§ 1. — *Autorisation*

#### ARTICLE 526

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**526.** L'autorisation d'exploiter un établissement privé porte sur les éléments suivants :

- 1° le nom de l'établissement;
- 2° l'ensemble de services comparable à l'un de ceux pouvant être offerts par un établissement public et pouvant être fournis au sein de l'établissement et la ou les classes, parmi celles établies en application du deuxième alinéa de l'article 485, auxquelles appartiennent ces services;
- 3° l'emplacement de la ou des installations dans lesquelles seront fournis les services;
- 4° le nombre de lits pouvant être rendus disponibles dans chacune de ces installations pour l'hébergement des usagers de l'établissement, le cas échéant;
- 5° le nom sous lequel chacune de ces installations sera exploitée, lequel peut différer du nom de l'établissement lui-même.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit ce sur quoi porte l'autorisation accordée par Santé Québec pour exploiter un établissement privé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 527

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**527.** L'autorisation d'exploiter un établissement privé est valide tant qu'elle n'est pas révoquée.

L'autorisation peut être modifiée sur demande de son titulaire. Elle doit être modifiée par Santé Québec lorsqu'une décision rendue en application de l'article 307 requiert d'en modifier la portée.

Les droits que confère une telle autorisation ne peuvent être cédés à un tiers que sur permission écrite de Santé Québec.

### COMMENTAIRE

L'article 527 du projet de loi prévoit que l'autorisation pour exploiter un établissement privé a une durée indéterminée, puisqu'elle est valide tant qu'elle n'est pas révoquée.

Le deuxième alinéa de cet article précise qu'une telle autorisation peut être modifiée à la demande de son titulaire et qu'il est aussi possible qu'elle soit modifiée par Santé Québec lorsque cette modification s'impose en conséquence d'une décision rendue en vertu de l'article 307 du projet de loi, lorsque l'intérêt public justifie qu'un établissement privé modifie son offre de services.

Le troisième alinéa de l'article 527 prévoit que les droits conférés par l'autorisation accordée par Santé Québec peuvent être cédés à un tiers si elle le permet par écrit.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

§ 2. — *Conditions d'exploitation de l'établissement privé*

### ARTICLE 528

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**528.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un établissement privé doit respecter l'ensemble des dispositions prévues par la présente loi et qui sont applicables aux établissements privés.

De plus, il ne peut offrir de services d'hébergement et de soins de longue durée que si l'établissement est conventionné.

### COMMENTAIRE

Vu la nature des établissements privés et leur rôle dans le système de santé et de services sociaux, leurs conditions d'exploitation se trouvent dans les différentes parties du projet de loi. Le premier alinéa de l'article 528 mentionne ce fait.

Le second alinéa quant à lui vise à ce que tout établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée soit conventionné c'est-à-dire qu'il est partie à une convention conclue avec Santé Québec en vertu de l'article 412 du projet de loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 529

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**529.** Les dispositions de l'article 522 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, lorsque le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un établissement privé qui offre à ses usagers des services d'hébergement autres que ceux requis par des usagers admis en soins de courte durée entend cesser de les offrir.

### COMMENTAIRE

L'article 529 rend applicables les dispositions de l'article 522 au titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'un établissement privé qui offre à ses usagers des services d'hébergement autres que ceux requis par des usagers admis en soins de courte durée lorsque ce titulaire entend cesser d'offrir ces services.

Il sera ainsi tenu d'établir et de faire approuver par Santé Québec un plan de cessation des activités qui prévoit les démarches qui seront entreprises ainsi que les actions qui seront posées pour une période minimale de six mois précédant cette cessation, entre autres afin d'aider à la relocalisation des usagers qui le requièrent.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION VI

#### DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OFFRANT DES SERVICES D'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE

§ 1. — *Autorisation*

#### ARTICLE 530

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**530.** L'autorisation accordée à un organisme communautaire afin qu'il puisse fournir des services d'interruption volontaire de grossesse porte sur l'emplacement des locaux où peuvent être fournis ces services.

L'autorisation est valide tant qu'elle n'est pas révoquée. Elle peut par ailleurs être modifiée sur demande de son titulaire.

Les droits que confère une telle autorisation ne peuvent être cédés à un autre organisme communautaire que sur permission écrite de Santé Québec.

#### COMMENTAIRE

Le premier alinéa de cet article prévoit ce sur quoi porte l'autorisation accordée à un organisme communautaire par Santé Québec pour qu'il puisse fournir des services d'interruption volontaire de grossesse.

Le deuxième alinéa de l'article 530 prévoit d'une part que cette autorisation a une durée indéterminée, puisqu'elle est valide tant qu'elle n'est pas révoquée, et, d'autre part, qu'elle peut être modifiée à la demande de son titulaire.

Le troisième alinéa de l'article 530 prévoit que les droits conférés par l'autorisation accordée par Santé Québec peuvent être cédés à un tiers si elle le permet par écrit.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

§ 2. — *Conditions de prestation de services*

### ARTICLE 531

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**531.** L'organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse est tenu de s'assurer que sont suivies, aux fins de la prestation de ces services, des pratiques reconnues en matière de qualité des services cliniques, notamment en ce qui a trait à leur sécurité, à leur pertinence et à leur efficacité.

Sont considérées comme des pratiques reconnues, entre autres, les pratiques qui répondent aux normes prescrites par Santé Québec en application de l'article 66, le cas échéant.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit que l'organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse est tenu de s'assurer que sont suivies, aux fins de la prestation de ces services, des pratiques reconnues en matière de qualité de services cliniques.

L'article 531 du projet de loi complète les dispositions des articles 65 et 66 du projet de loi relatives au programme national sur la qualité des services. Il prévoit à cette fin que parmi les pratiques reconnues qui doivent être suivies au sein d'un tel organisme communautaire il y a les pratiques conformes aux normes que peut prescrire Santé Québec dans le cadre de ce programme.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 532

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**532.** L'organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse doit nommer un directeur médical. Ce dernier doit être choisi parmi les médecins qui y exercent leur profession.

Sous l'autorité de l'organisme, le directeur médical est responsable :

- 1° d'organiser les services médicaux fournis par l'organisme;
- 2° de s'assurer de la qualité et de la sécurité de ces services;
- 3° de voir à la mise en place et au respect de procédures médicales normalisées pour toute intervention effectuée par l'organisme;
- 4° de prendre toute autre mesure nécessaire au bon fonctionnement de l'organisme.

### **COMMENTAIRE**

L'article 532 du projet de loi prévoit l'obligation pour l'organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse de nommer un directeur médical parmi les médecins qui y exercent leur profession.

Le deuxième alinéa de cet article précise les responsabilités qui incombent au directeur médical. Ces responsabilités concernent l'organisation, la qualité et la sécurité des services médicaux ainsi que le bon fonctionnement de l'organisme.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE III

#### SUSPENSION, RÉVOCATION ET REFUS DE RENOUELEMENT D'UNE AUTORISATION

#### SECTION I

#### MOTIFS DE SUSPENSION, DE RÉVOCATION ET DE REFUS DE RENOUELEMENT ET DÉCISION DE SANTÉ QUÉBEC

#### ARTICLE 533

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**533.** Santé Québec peut révoquer toute autorisation octroyée en vertu des dispositions du présent titre pour l'un des motifs suivants :

1° le titulaire de l'autorisation ne satisfait plus aux conditions prévues à ces dispositions ou en application de celles-ci pour l'obtention d'une telle autorisation;

2° les activités faisant l'objet de l'autorisation ne sont pas exercées conformément à cette autorisation ou dans le respect des conditions d'exercice prévues à ces dispositions ou en application de celles-ci;

3° le titulaire de l'autorisation ne respecte pas les obligations qui, en cette qualité, lui sont imposées en vertu de ces dispositions ou en application de celles-ci;

4° Santé Québec est d'avis que les services du domaine de la santé et des services sociaux offerts ou fournis par le titulaire de l'autorisation ne sont pas adéquats;

5° Santé Québec est d'avis que le titulaire de l'autorisation s'adonne à des pratiques ou tolère une situation susceptibles de compromettre la santé ou le bien-être des personnes qui reçoivent ou pourraient recevoir ses services;

6° le titulaire de l'autorisation est sur le point de devenir insolvable;

7° le titulaire de l'autorisation n'exerce plus les activités autorisées depuis au moins trois ans.

Santé Québec peut, pour ces mêmes motifs, refuser de renouveler l'autorisation octroyée pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé ou, si elle est régulière, celle octroyée pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement. Elle peut en outre, pour ces mêmes motifs, suspendre l'autorisation octroyée pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé ou d'un établissement privé ou à un organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### **COMMENTAIRE**

Le premier alinéa de l'article 533 du projet de loi prévoit les motifs pour lesquels Santé Québec peut révoquer les autorisations suivantes :

- l'autorisation permettant l'exploitation d'un centre médical spécialisé;
- l'autorisation temporaire permettant l'exploitation d'une résidence privée pour aînés;
- l'autorisation régulière permettant l'exploitation d'une telle résidence ;
- l'autorisation temporaire permettant l'exploitation ressource offrant de l'hébergement ;
- l'autorisation régulière permettant l'exploitation d'une telle ressource;
- l'autorisation permettant l'exploitation d'un établissement privé.
- l'autorisation octroyée à un organisme communautaire lui permettant d'offrir des services d'interruption volontaire de grossesse.

Le deuxième alinéa de cet article permet à Santé Québec, pour les motifs prévus au premier alinéa de :

1° refuser de renouveler les autorisations suivantes :

- l'autorisation permettant l'exploitation d'un centre médical spécialisé;
- l'autorisation régulière permettant l'exploitation d'une résidence privée pour aînés;
- l'autorisation régulière permettant l'exploitation ressource offrant de l'hébergement;

2° suspendre les autorisations suivantes :

- l'autorisation permettant l'exploitation d'un centre médical spécialisé;
- l'autorisation permettant l'exploitation d'un établissement privé;
- l'autorisation octroyée à un organisme communautaire lui permettant d'offrir des services d'interruption volontaire de grossesse.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 534

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**534.** En outre des motifs prévus à l'article 533, Santé Québec peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler l'autorisation octroyée pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé pour l'un des motifs suivants :

1° de l'avis du conseil d'administration d'un ordre professionnel, les services professionnels fournis par les membres de cet ordre au sein du centre n'offrent pas un niveau de qualité ou de sécurité satisfaisant;

2° le titulaire de l'autorisation ou l'un des médecins qui exerce sa profession au sein du centre a été déclaré coupable d'une infraction au quatrième ou au neuvième alinéa de l'article 22 ou à l'article 22.0.0.1 de la Loi sur l'assurance maladie, selon le cas, pour un acte ou une omission qui concerne ce centre;

3° le titulaire de l'autorisation ne maintient pas son contrôle sur l'exploitation du centre, notamment si Santé Québec constate qu'il n'est pas le propriétaire ou le locataire des installations du centre, n'est pas l'employeur du personnel requis pour son exploitation ou ne dispose pas de l'autorité nécessaire pour permettre aux médecins qui en font la demande d'y exercer leur profession.

Santé Québec peut également suspendre ou révoquer l'autorisation octroyée pour l'exploitation d'un établissement privé ou l'autorisation octroyée à un organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse lorsqu'un avis de la nature de celui visé au paragraphe 1° du premier alinéa est émis à l'égard des services professionnels fournis au sein de cet établissement ou pour le compte de cet organisme communautaire.

### COMMENTAIRE

L'article 534 du projet de loi ajoute aux dispositions de l'article 533 en prévoyant des motifs additionnels pour lesquels Santé Québec peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler l'autorisation octroyée pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé.

Le deuxième alinéa de l'article 534 prévoit que les motifs énoncés au paragraphe 1° peuvent également être invoqués pour suspendre ou révoquer l'autorisation octroyée pour l'exploitation d'un établissement privé ou octroyée à un organisme communautaire qui offre des services d'interruption volontaire de grossesse.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 535

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**535.** En outre des motifs prévus à l'article 533 et, le cas échéant, au deuxième alinéa de l'article 534, Santé Québec peut révoquer ou suspendre l'autorisation octroyée pour l'exploitation d'un établissement privé, révoquer celle octroyée pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement ou encore refuser de renouveler l'autorisation régulière octroyée pour l'exploitation d'une telle résidence ou d'une telle ressource lorsque le titulaire de l'autorisation ne prend pas les moyens nécessaires afin de mettre fin à tout cas de maltraitance, au sens de la Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité, ayant été porté à sa connaissance.

### COMMENTAIRE

L'article 535 ajoute aux dispositions des articles 533 et 534 en prévoyant des motifs additionnels pour lesquels Santé Québec peut, selon le cas :

1° révoquer les autorisations suivantes :

- l'autorisation permettant l'exploitation d'un établissement privé;
- l'autorisation temporaire permettant l'exploitation d'une résidence privée pour aînés;
- l'autorisation régulière permettant l'exploitation d'une telle résidence;
- l'autorisation temporaire permettant l'exploitation ressource offrant de l'hébergement;
- l'autorisation régulière permettant l'exploitation d'une telle ressource.

2° refuser de renouveler les autorisations suivantes :

- l'autorisation temporaire permettant l'exploitation d'une résidence privée pour aînés;
- l'autorisation régulière permettant l'exploitation d'une telle résidence ;

3° suspendre l'autorisation permettant l'exploitation d'un établissement privé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 536

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**536.** En outre des motifs prévus à l'article 533, au deuxième alinéa de l'article 534 et à l'article 535, Santé Québec peut révoquer ou suspendre l'autorisation octroyée pour l'exploitation d'un établissement privé si le titulaire de cette autorisation s'adonne à des pratiques ou tolère une situation qui sont incompatibles avec la poursuite de la mission de cet établissement.

### **COMMENTAIRE**

L'article 536 du projet de loi ajoute aux dispositions des articles 533, 534 et 535 en prévoyant un motif supplémentaire pour permettre à Santé Québec de suspendre ou de révoquer l'autorisation qu'elle a octroyée pour l'exploitation d'un établissement privé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 537

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**537.** Lorsque Santé Québec constate, à l'égard du titulaire d'une autorisation, l'existence d'un motif de suspension, de révocation ou de refus de renouvellement de cette autorisation, elle peut, au lieu de suspendre, de révoquer ou de refuser de renouveler l'autorisation, ordonner au titulaire d'apporter dans le délai qu'elle fixe les correctifs requis pour mettre fin à la situation qui en est à l'origine. Lorsque le motif constaté ne se prête pas à de tels correctifs, Santé Québec peut alors accepter du titulaire de l'autorisation un engagement volontaire à se conformer aux exigences de la présente loi ou de ses règlements.

À défaut pour le titulaire, selon le cas, d'apporter les correctifs dans le délai fixé et à la satisfaction de Santé Québec ou de respecter son engagement, Santé Québec peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler l'autorisation.

### **COMMENTAIRE**

L'article 537 du projet de loi permet à Santé Québec, plutôt que de suspendre, de révoquer ou de refuser de renouveler une autorisation qu'elle a accordée, d'imposer au titulaire de cette autorisation d'apporter les correctifs requis dans le délai qu'elle fixe. Selon les motifs qui auraient justifié de suspendre ou de révoquer l'autorisation ou de refuser son renouvellement, Santé Québec peut accepter du titulaire un engagement volontaire à se conformer aux dispositions du projet de loi ou des règlements pris pour son application.

Le deuxième alinéa de l'article permet à Santé Québec de suspendre, de révoquer ou de refuser le renouvellement d'une autorisation si le titulaire fait défaut d'apporter les correctifs requis dans le délai imparti ou de respecter son engagement volontaire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 538

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**538.** Santé Québec doit, avant de suspendre, de révoquer ou de refuser de renouveler une autorisation, notifier par écrit au titulaire le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorder un délai d'au moins 10 jours pour présenter ses observations.

Lorsque le processus de suspension, de révocation ou de refus de renouvellement concerne le titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé, le préavis doit faire mention de l'application de l'interdiction de rémunération prévue au premier alinéa de l'article 22.0.0.0.1 de la Loi sur l'assurance maladie. Ce préavis peut être transmis aux médecins et aux dentistes, le cas échéant, qui exercent leur profession au sein du centre concerné.

### COMMENTAIRE

L'article 538 du projet de loi prévoit le délai dans lequel Santé Québec doit transmettre un avis informant le titulaire d'une autorisation qu'elle a octroyée de son intention de suspendre, de révoquer ou de refuser de renouveler cette autorisation. Ce délai vise à donner au titulaire le temps nécessaire pour présenter ses observations.

Le deuxième alinéa de l'article 538 prévoit les modalités particulières d'un préavis concernant un centre médical spécialisé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 539

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**539.** Toute décision de Santé Québec concernant la suspension, la révocation ou le refus de renouvellement d'une autorisation doit prévoir le délai à l'intérieur duquel le titulaire doit cesser ses activités, qu'il s'agisse d'une cessation temporaire ou définitive. Dans le cas d'un centre médical spécialisé, la décision doit également comporter la mention visée au deuxième alinéa de l'article 538.

Une telle décision peut par ailleurs être assortie de conditions de cessation des activités. Ces conditions peuvent notamment prévoir :

1° malgré toute disposition contraire, l'obligation de permettre à toute personne désignée par Santé Québec d'avoir accès, en tout temps, à tout lieu où sont exercées des activités qui étaient autorisées, y incluant, le cas échéant, les chambres ou les logements situés dans une résidence privée pour aînés;

2° l'obligation d'informer au préalable Santé Québec de la relocalisation de toute personne qui est hébergée par un établissement privé ou par une ressource offrant de l'hébergement ou qui réside dans une résidence privée pour aînés en précisant son nom, celui de son répondant, le cas échéant, ainsi que l'adresse du nouveau lieu de son hébergement ou de sa nouvelle résidence;

3° toute autre mesure requise pour s'assurer du bien-être de ces personnes hébergées ou de ces résidents.

La décision de Santé Québec doit être notifiée par écrit au titulaire. Dans le cas d'un centre médical spécialisé, une reproduction de cette décision est transmise sans délai à la Régie de l'assurance maladie du Québec qui, sur réception, informe les médecins et les dentistes, le cas échéant, qui exercent leur profession au sein du centre concerné de l'application de l'interdiction de rémunération prévue au premier alinéa de l'article 22.0.0.0.1 de la Loi sur l'assurance maladie.

### COMMENTAIRE

Le premier alinéa de l'article 539 du projet de loi prévoit que la décision qui met fin à des activités autorisées par Santé Québec doit indiquer le délai accordé au titulaire de l'autorisation pour mettre fin à ses activités. Dans le cas d'un centre médical spécialisé, la décision doit indiquer qu'un médecin n'a pas le droit d'être rémunéré pour un service assuré qu'il a fourni dans un centre médical spécialisé exploité sans permis ou dont le permis était suspendu, révoqué ou non renouvelé.

Le deuxième alinéa de l'article 539 permet à Santé Québec d'assortir sa décision de conditions et fait une énumération non exhaustive de condition que Santé



## **PROJET DE LOI N° 15**

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

Québec pourrait prévoir, notamment dans le but d'assurer le bien-être de personnes hébergées ou de résidents.

Le troisième alinéa prévoit enfin les règles concernant les destinataires auxquelles la décision doit être transmise.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 540

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**540.** L'exploitant dont l'autorisation est suspendue, révoquée ou n'est pas renouvelée peut contester la décision de Santé Québec devant le Tribunal administratif du Québec, dans les 60 jours qui suivent la date à laquelle elle lui a été notifiée.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit un recours devant le Tribunal administratif du Québec à l'encontre de la décision de Santé Québec qui suspend ou révoque une autorisation qu'elle a accordée ou qui en refuse le renouvellement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION II

#### CONSÉQUENCES DE LA SUSPENSION, DE LA RÉVOCATION OU DU REFUS DE RENOUVELLEMENT D'UNE AUTORISATION

##### ARTICLE 541

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**541.** L'exploitant dont l'autorisation est suspendue, révoquée ou dont le renouvellement a été refusé doit en informer aussitôt sa clientèle. De plus, il doit cesser ses activités à l'intérieur du délai et, le cas échéant, conformément aux conditions prescrits par Santé Québec en application de l'article 539.

##### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit l'obligation, pour un exploitant dont l'autorisation est suspendue, révoquée ou dont le renouvellement a été refusé, de mettre fin aux activités ainsi autorisées conformément aux conditions qu'a pu déterminer Santé Québec. Il prévoit également que cet exploitant est tenu d'informer sa clientèle de la décision de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 542

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**542.** Les frais, honoraires et déboursés occasionnés à Santé Québec par l'application des conditions de cessation des activités peuvent être réclamés à l'exploitant.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article permet à Santé Québec de réclamer de l'exploitant les frais, honoraires et déboursés occasionnés à celle-ci en raison de l'application des conditions de cessation d'activités qu'elle a déterminées.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 543

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**543.** Toute personne liée par un bail de logement à l'exploitant d'une résidence privée pour aînés dont Santé Québec a révoqué l'autorisation ou a refusé de la renouveler peut, après avoir donné un préavis d'au moins 15 jours à l'exploitant, résilier ce bail. Le préavis indique notamment la date à laquelle cette personne quittera sa chambre ou son logement. À compter de cette date, le bail est résilié de plein droit. Ce préavis doit être transmis, au plus tard, 60 jours après la cessation des activités de la résidence.

Une personne qui réside dans une résidence privée pour aînés visée au premier alinéa dispose, contre l'exploitant, des recours prévus à l'article 1863 du Code civil.

L'exploitant d'une résidence privée pour aînés ne peut réclamer aucune indemnité d'une personne en raison de la résiliation d'un bail en application du présent article.

### **COMMENTAIRE**

Cet article permet la résiliation du bail de logement conclu avec l'exploitant d'une résidence privée pour aînés dont Santé Québec a révoqué l'autorisation ou a refusé de la renouveler et prévoit la procédure à suivre pour l'exercice de ce droit.

Le second alinéa de l'article 543 permet également au locataire de réclamer des dommages-intérêts ou une diminution de loyer.

Le dernier alinéa empêche le locateur d'exiger une indemnité pour la résiliation du bail.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 544

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**544.** Santé Québec doit prendre les moyens nécessaires pour s'assurer que toute personne qui est hébergée par un établissement privé ou par une ressource offrant de l'hébergement ou qui réside dans une résidence privée pour aînés est informée de la cessation des activités de cet établissement, de cette ressource ou de cette résidence.

À cette fin, Santé Québec peut exiger de l'exploitant qu'il lui fournisse les coordonnées de ces personnes et, le cas échéant, de leurs répondants.

### **COMMENTAIRE**

Cet article vise à ce que les résidents d'une résidence privée pour aînés ou les personnes hébergées par un établissement privé ou une ressource offrant de l'hébergement soient avisés de la cessation des activités de cette résidence, de cet établissement ou de cette ressource.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE IV

#### PUBLICATION DES RENSEIGNEMENTS

##### ARTICLE 545

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**545.** Santé Québec publie sur un site Internet, relativement à toute autorisation qu'elle accorde en application du présent titre, les renseignements suivants :

- 1° le nom du titulaire de l'autorisation;
- 2° les renseignements contenus dans le document attestant l'autorisation du titulaire;
- 3° les conditions imposées en application de l'article 490, le cas échéant;
- 4° tout autre renseignement que Santé Québec juge d'intérêt public.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit la publication des renseignements relatifs aux autorisations octroyées par Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE V

#### DISPOSITIONS DIVERSES

##### ARTICLE 546

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**546.** En outre des autres pouvoirs réglementaires prévus aux dispositions du présent titre et sous réserve de ceux conférés à d'autres autorités réglementaires, Santé Québec peut prévoir par règlement :

1° toute condition devant être satisfaite pour qu'une demande d'autorisation ou une demande de renouvellement ou de modification d'une autorisation puisse être considérée par Santé Québec, telles les qualités requises du demandeur, ainsi que les droits, les renseignements et les documents devant accompagner une demande, incluant, dans ces deux derniers cas, ceux nécessaires à la vérification par Santé Québec de l'existence d'antécédents judiciaires visés à l'article 489;

2° toute condition relative à l'exercice d'activités autorisées, telle que l'obligation de maintenir une couverture d'assurance responsabilité civile générale ou professionnelle d'un montant déterminé;

3° toute obligation qui incombe au titulaire d'une autorisation, telle que la transmission périodique à Santé Québec de renseignements, de rapports d'activités, d'états ou de données statistiques;

4° les noms sous lesquels seules peuvent être exercées les activités dont l'exercice est subordonné à l'obtention d'une autorisation de Santé Québec en vertu des dispositions du présent titre;

5° parmi les dispositions d'un règlement pris par Santé Québec en vertu du présent titre, celles dont la violation constitue une infraction et rend le contrevenant passible de l'amende prévue à l'article 706.

Un règlement édicté en application du présent article ne peut toutefois exiger d'un demandeur ou d'un titulaire d'une autorisation qui est un organisme communautaire aucun droit pour la délivrance ou le renouvellement de l'autorisation.

#### COMMENTAIRE

L'article 546 du projet de loi habilite Santé Québec à prévoir, par règlement des normes pour l'application du régime d'autorisation mis en place le titre I de la partie VI du projet de loi.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 547

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**547.** Santé Québec peut exiger que tout titulaire d'une autorisation lui transmette, dans la forme et selon la périodicité qu'elle détermine, les rapports d'activités, les états, les données statistiques et les autres renseignements qu'elle juge appropriés pour l'exercice de ses fonctions.

Le ministre peut exiger de Santé Québec que ces renseignements ou qu'une reproduction de ces documents lui soient transmis.

Les renseignements visés au premier alinéa ont un caractère public, sous réserve de la protection des renseignements personnels qu'ils contiennent. Il en est de même des renseignements dont la transmission à Santé Québec est prescrite en application du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 546.

Toutefois, malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, nul n'a droit d'accès à ces renseignements avant qu'ils n'aient été transmis à Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

L'article 547 du projet de loi permet à Santé Québec d'obtenir de tout titulaire d'une autorisation qu'elle a accordée les renseignements qu'elle juge appropriés pour l'exercice de ses fonctions.

Il permet également au ministre d'obtenir les renseignements d'abord obtenus par Santé Québec.

Enfin, il prévoit le caractère public de ces renseignements lorsqu'ils sont entre les mains de Santé Québec, et leur caractère confidentiel avant leur transmission à Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 548

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**548.** Santé Québec doit conclure avec le ministre de la Sécurité publique une entente-cadre visant à établir les modalités requises pour vérifier le respect du sous-paragraphe c du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 489 ainsi que des conditions de sécurité prévues par règlement de Santé Québec et que les corps de police du Québec seront appelés à vérifier pour elle ou pour le titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement.

### **COMMENTAIRE**

Cet article vise la conclusion d'une entente cadre entre Santé Québec et le ministre de la Sécurité publique afin de s'assurer de l'uniformité de la vérification des antécédents judiciaires et des vérifications de sécurité qui peuvent être prévues par règlement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 549

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**549.** Aucun renseignement dont la transmission à Santé Québec est prescrite en application de l'article 547 ou d'un règlement pris en vertu du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 546 ne doit permettre d'identifier un usager ou un client.

### COMMENTAIRE

Cet article vise à protéger l'identité des usagers des établissements privés ainsi que celle des clients des centres médicaux spécialisés, des résidences privées pour aînés, des ressources offrant de l'hébergement et des organismes communautaires offrant des services d'interruption volontaire de grossesse.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE II

#### MESURES D'AIDE, DE SURVEILLANCE ET DE CONTRÔLE

#### CHAPITRE I

#### AIDE ET ACCOMPAGNEMENT

#### ARTICLE 550

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**550.** Lorsque le titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'un établissement privé, d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement éprouve des difficultés relatives à la qualité des services qu'il offre ou à l'administration, à l'organisation ou au fonctionnement de l'établissement, de la résidence ou de la ressource, Santé Québec peut lui fournir de l'aide et de l'accompagnement.

Cette aide et cet accompagnement doivent faire l'objet d'une entente entre Santé Québec et le titulaire de l'autorisation, laquelle doit notamment prévoir la nature de cette aide et de cet accompagnement, leur durée et les résultats attendus.

Le titulaire de l'autorisation qui a bénéficié d'une aide et d'un accompagnement doit faire état de l'évolution de la situation auprès de Santé Québec.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 550 du projet de loi permet à Santé Québec de fournir de l'aide et de l'accompagnement au titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'un établissement privé, d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement éprouve certaines difficultés.

Il prévoit que cette aide et que cet accompagnement doit faire l'objet d'une entente que le titulaire qui en bénéficie doit faire état de l'évolution de la situation auprès de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 551

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**551.** Lorsque le titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'un établissement privé éprouve des difficultés qui compromettent sérieusement la qualité des services de santé ou des services sociaux qu'il rend, son administration, son organisation ou son fonctionnement, Santé Québec peut nommer au plus deux observateurs pour une période qu'elle détermine.

Ces derniers peuvent assister, sans droit de vote, à toutes les séances du conseil d'administration et de tout comité du titulaire, le cas échéant.

Les observateurs transmettent leurs observations à Santé Québec, laquelle détermine les recommandations qui doivent être faites au titulaire. Santé Québec peut également exiger de celui-ci qu'il lui fournisse un plan d'action pour la mise en œuvre de ces recommandations.

### **COMMENTAIRE**

L'article 551 du projet de loi permet, dans les circonstances qu'il prévoit, à Santé Québec de nommer un ou deux observateurs au sein du conseil d'administration et de tout comité du titulaire d'une autorisation qu'elle a accordée pour l'exploitation d'un établissement privé.

Grâce à ces observateurs, Santé Québec devrait être en mesure de faire des recommandations au titulaire. L'article 551 permet d'ailleurs à Santé Québec d'exiger du titulaire qu'il fournisse un plan d'action visant la mise en œuvre des recommandations qu'elle a formulées.

Il prévoit que cette aide et que cet accompagnement doit faire l'objet d'une entente que le titulaire qui en bénéficie doit faire état de l'évolution de la situation auprès de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 552

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**552.** En cas de cessation des activités du titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'un établissement privé qui offre des services d'hébergement, d'une ressource offrant de l'hébergement ou d'une résidence privée pour aînés, que celle-ci découle d'une décision de ce titulaire ou de la perte temporaire ou définitive de son autorisation, Santé Québec doit s'assurer qu'une personne qui est hébergée par cet établissement ou par cette ressource ou qui réside dans cette résidence obtient l'aide à sa relocalisation lorsque cette personne le requiert.

### **COMMENTAIRE**

L'article 552 du projet de loi vise à ce que Santé Québec aide les personnes hébergées et les résidents à se relocaliser

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

#### VÉRIFICATION DE LA QUALITÉ ET DE LA SÉCURITÉ DE CERTAINS SERVICES

##### ARTICLE 553

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**553.** Santé Québec peut demander au conseil d'administration d'un ordre professionnel un avis sur la qualité et la sécurité des services professionnels fournis par les membres de cet ordre dans un centre médical spécialisé, dans un établissement privé ou pour le compte d'un organisme communautaire qui offre dans ses locaux des services d'interruption volontaire de grossesse.

Santé Québec peut également requérir du conseil d'administration d'un ordre professionnel un avis sur les normes à suivre pour relever le niveau de qualité et de sécurité des services professionnels fournis par les membres de cet ordre dans un tel centre, dans un tel établissement ou pour le compte d'un tel organisme.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 553 du projet de loi permet à Santé Québec d'obtenir du conseil d'administration d'un ordre professionnel des avis sur la qualité et la sécurité des services professionnels fournis par certains membres de cet ordre de même que sur les normes à suivre pour relever le niveau de qualité et de sécurité de ces services professionnels.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE III

#### ADMINISTRATION PROVISOIRE

##### ARTICLE 554

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**554.** Santé Québec peut désigner une personne pour assumer, pour une période d'au plus 180 jours, l'administration provisoire d'un établissement privé, d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement dans l'une des situations suivantes :

1° l'exploitant n'est plus titulaire d'une autorisation ou ne remplit plus les conditions requises pour obtenir une autorisation ou l'autorisation dont il est titulaire a été révoquée ou n'a pas été renouvelée conformément à la présente loi;

2° l'autorisation de l'exploitant a été suspendue parce qu'il n'a pas apporté, à l'intérieur des délais fixés par Santé Québec ou à sa satisfaction, les correctifs ordonnés par celle-ci en vertu de l'article 537 ou qu'il n'a pas respecté l'engagement pris en application de cet article;

3° l'exploitant ne prend pas les moyens nécessaires afin de mettre fin à tout cas de maltraitance, au sens de la Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité, ayant été porté à sa connaissance;

4° l'exploitant s'adonne à des pratiques ou tolère une situation qui, de l'avis de Santé Québec, sont susceptibles de compromettre la santé ou le bien-être des personnes recevant ou pouvant recevoir des services de l'exploitant ou qui sont incompatibles avec la poursuite de sa mission;

5° l'exploitant éprouve des difficultés qui, de l'avis de Santé Québec, compromettent sérieusement la qualité des services du domaine de la santé et des services sociaux qu'il rend, son administration, son organisation ou son fonctionnement.

Santé Québec peut prolonger la durée de l'administration provisoire pour une période d'au plus 180 jours.

#### COMMENTAIRE

Cet article prévoit les circonstances dans lesquelles Santé Québec peut désigner une personne, l'administrateur provisoire, pour lui faire assumer l'administration provisoire d'un établissement privé, d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 555

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**555.** Lorsque Santé Québec désigne une personne pour assumer l'administration provisoire d'un établissement privé, tous les pouvoirs de l'exploitant sont suspendus.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que l'administration provisoire d'un établissement privé suspend tous les pouvoirs de l'exploitant.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 556

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**556.** Lorsque Santé Québec désigne une personne pour assumer l'administration provisoire d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement, elle indique si tous ou certains des pouvoirs de l'exploitant sont suspendus.

S'il est privé d'une partie de ses pouvoirs, l'exploitant continue d'exercer les pouvoirs qui n'ont pas été suspendus.

En tout temps, l'exploitant continue d'exercer ses pouvoirs à l'égard de ses activités autres que celles liées à l'exploitation de la résidence ou de la ressource, le cas échéant.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit que l'administration provisoire d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement suspend les pouvoirs de l'exploitant dans la mesure que détermine Santé Québec.

Il précise de plus que les pouvoirs de l'exploitant à l'égard de ses activités qui ne sont pas liées à l'exploitation de la résidence ou de la ressource ne font pas l'objet d'une telle suspension.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 557

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**557.** L'administrateur provisoire doit transmettre à Santé Québec, dans les meilleurs délais, un rapport préliminaire de ses constatations accompagné de ses recommandations.

Santé Québec fait parvenir une reproduction du rapport préliminaire à l'exploitant et lui accorde un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

### **COMMENTAIRE**

L'article 557 du projet de loi prévoit que l'administrateur provisoire doit transmettre à Santé Québec un rapport provisoire grâce auquel elle pourra décider des mesures à prendre à l'égard de l'établissement, de la résidence ou de la ressource qui fait l'objet de l'administration provisoire.

Santé Québec doit permettre à l'exploitant de lui présenter ses observations concernant ce rapport.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 558

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**558.** Santé Québec peut, sur la base du rapport préliminaire transmis par l'administrateur provisoire et des recommandations formulées par ce dernier et après avoir pris en considération les observations de l'exploitant, prendre l'une des mesures suivantes :

1° subordonner le maintien de l'autorisation aux conditions qu'elle juge appropriées ou prescrire un délai pour remédier à la situation;

2° ordonner à l'administrateur provisoire de continuer d'administrer l'établissement privé, la résidence privée pour aînés ou la ressource offrant de l'hébergement;

3° ordonner à l'administrateur provisoire d'abandonner son administration.

Lorsque Santé Québec ordonne la poursuite de l'administration provisoire, l'administrateur doit transmettre à Santé Québec un rapport définitif dès qu'il constate que la situation à l'origine de cette administration est corrigée ou qu'elle ne pourra pas l'être.

### COMMENTAIRE

Cet article prévoit les différentes décisions que Santé Québec peut prendre après avoir reçu le rapport préliminaire de l'administrateur provisoire. Une telle décision doit être prise après avoir pris en considération les observations de l'exploitant faisant l'objet de l'administration.

Il prévoit également que, lorsque Santé Québec décide de la poursuite de l'administration provisoire, l'administrateur provisoire devra produire un rapport définitif au moment où il constatera que la situation à l'origine de cette administration est corrigée ou qu'elle ne pourra pas l'être.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 559

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**559.** Santé Québec peut, après avoir reçu le rapport définitif de l'administrateur provisoire, prendre l'une des mesures suivantes :

- 1° mettre fin à l'administration provisoire à la date qu'elle fixe;
- 2° exercer tout pouvoir qui lui est conféré par l'article 558;
- 3° dans le cas d'un établissement privé conventionné, déclarer déchu de leurs fonctions les membres de son conseil d'administration, le cas échéant, et pourvoir à la nomination de leurs remplaçants;
- 4° révoquer l'autorisation conformément aux dispositions du chapitre III du titre I.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit les différentes décisions que Santé Québec peut prendre après avoir reçu le rapport définitif de l'administrateur provisoire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 560

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**560.** Les frais, honoraires et déboursés de l'administration provisoire sont à la charge de l'exploitant qui en est l'objet.

### **COMMENTAIRE**

Cet article charge l'exploitant qui fait l'objet d'une administration provisoire des frais, honoraires et déboursés qui en découlent.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 561

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**561.** L'administrateur provisoire ne peut être poursuivi en justice pour un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

### **COMMENTAIRE**

Cet article confère une immunité relative à l'administrateur provisoire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE IV

### ÉVACUATION

#### ARTICLE 562

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**562.** Santé Québec peut procéder à l'évacuation et à la relocalisation des personnes qui sont hébergées par un centre médical spécialisé, un établissement privé ou une ressource offrant de l'hébergement ou celles qui résident dans une résidence privée pour aînés lorsqu'elle a des motifs raisonnables de croire que le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation de ce centre, de cet établissement, de cette ressource ou de cette résidence s'adonne à des pratiques ou tolère une situation qui constituent un danger pour la santé ou la sécurité de ces personnes, dont notamment des actes de négligence ou de violence.

Avant de procéder ainsi, Santé Québec doit notifier par écrit au titulaire de l'autorisation un ordre d'évacuation indiquant les motifs justifiant cette évacuation et lui permettre de présenter ses observations à l'intérieur du délai qu'elle fixe. Elle doit également prendre les moyens nécessaires pour en informer les personnes concernées et, à cette fin, elle peut exiger que le titulaire de l'autorisation lui fournisse les coordonnées de ces personnes et, le cas échéant, de leurs répondants. Lorsqu'un danger est imminent, les motifs justifiant cette évacuation peuvent d'abord être transmis verbalement puis être notifiés par écrit une fois l'évacuation complétée.

Dès la notification de l'ordre d'évacuation, toute personne désignée par Santé Québec peut, en tout temps et jusqu'à ce que l'évacuation soit complétée, avoir accès à tout lieu d'exploitation visé par cet ordre, y incluant, le cas échéant, les chambres ou les logements.

Lorsque la situation exige l'évacuation de l'ensemble des personnes hébergées dans un lieu d'exploitation ou de l'ensemble de celles qui y résident, l'autorisation du titulaire cesse d'avoir effet dès que l'évacuation est ordonnée et jusqu'à ce que celui-ci démontre, à la satisfaction de Santé Québec, que les pratiques ou les situations visées au premier alinéa ont été corrigées, à moins que Santé Québec ne révoque l'autorisation conformément aux dispositions du chapitre III du titre I.

Les frais, honoraires et déboursés occasionnés à Santé Québec par la procédure d'évacuation et de relocalisation peuvent être réclamés au titulaire de l'autorisation.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article habilite Santé Québec à procéder, dans les circonstances qui y sont prévues, à l'évacuation et à la relocalisation de personnes hébergées ou de



## **PROJET DE LOI N° 15**

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

résidents. Il précise également la procédure à suivre à cette fin de même que les règles permettant l'accès aux chambres ou aux logements du lieu d'exploitation visé par l'ordre d'évacuation et celles chargeant le titulaire de l'autorisation des frais, honoraires et déboursés qui découlent de la procédure d'évacuation et de relocalisation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 563

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**563.** Une personne évacuée d'une résidence privée pour aînés en vertu de l'article 562 est dispensée de payer le loyer pour la période de l'évacuation. À moins que Santé Québec ne révoque l'autorisation du titulaire de l'autorisation pour l'exploitation de cette résidence conformément aux dispositions du chapitre III du titre I, dès que la situation nécessitant l'évacuation et la relocalisation a été corrigée à la satisfaction de Santé Québec, le titulaire de l'autorisation est tenu d'en aviser la personne évacuée, si cette dernière l'a avisé de sa nouvelle adresse. Cette personne est alors tenue, dans les 10 jours, d'aviser le titulaire de l'autorisation de son intention de réintégrer ou non la chambre ou le logement. En cas de refus de réintégrer la chambre ou le logement ou si cette personne n'a pas avisé le titulaire de l'autorisation de sa nouvelle adresse ou de son intention de réintégrer la chambre ou le logement, le bail est résilié de plein droit. La personne conserve alors ses autres recours en vertu du bail contre le titulaire de l'autorisation, notamment celui de demander des dommages-intérêts.

Le titulaire de l'autorisation ne peut réclamer aucune indemnité d'une personne en raison de la résiliation d'un bail en application du présent article.

### **COMMENTAIRE**

L'article 563 du projet de loi complète l'article 562 et prévoit, dans le cas de l'évacuation et de la relocalisation de résidents d'une résidence privée pour aînée, des règles particulières au bail de logement qu'ils ont conclu avec l'exploitant de la résidence.

En vertu de ces règles, le résident n'est pas tenu de payer le loyer prévu pendant la durée de l'évacuation et peut, à la fin de l'évacuation, réintégrer ou non sa chambre ou son logement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 564

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**564.** Santé Québec peut procéder à l'évacuation et à la relocalisation des personnes qui sont hébergées par un centre médical spécialisé, un établissement privé ou une ressource offrant de l'hébergement ou celles qui résident dans une résidence privée pour aînés lorsque, selon le cas, ce centre, cet établissement, cette ressource ou cette résidence est exploité sans autorisation. Le cas échéant, les deuxième, troisième et cinquième alinéas de l'article 562 et l'article 563 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires.

### COMMENTAIRE

Cet article habilite Santé Québec à procéder à l'évacuation et à la relocalisation de personnes hébergées ou de résidents, lorsque l'exploitant du lieu où elles sont hébergées ou de celui où ils résident agit sans avoir l'autorisation de Santé Québec prévue par les dispositions du titre I de la partie VI du projet de loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 565

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**565.** La personne à qui est notifiée une décision de Santé Québec rendue en vertu de l'article 562 ou 564 peut la contester devant le Tribunal administratif du Québec.

Santé Québec peut, si aucun recours n'a été formé dans les 10 jours de la notification de cette décision et après avoir obtenu l'autorisation du Tribunal, procéder à l'évacuation et à la relocalisation des personnes visées à l'article 562 ou 564.

Si la décision de Santé Québec est contestée devant le Tribunal, elle ne peut cependant y procéder avant que celui-ci ne rende sa décision.

Les deuxième et troisième alinéas ne s'appliquent pas lorsque Santé Québec procède à une évacuation en raison d'un danger imminent.

### **COMMENTAIRE**

Cet article prévoit un recours devant le tribunal administratif du Québec pour contester la décision de Santé Québec de procéder l'évacuation et à la relocalisation de résidents ou de personnes hébergées.

Afin de permettre l'exercice de ce recours, sauf lorsqu'il y a un danger imminent, Santé Québec doit attendre 10 jours après la notification de sa décision pour la mettre à exécution, si l'exploitant concerné prend recours dans ce délai, elle ne pourra y procéder tant que la décision du tribunal ne sera pas rendue.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE III

#### PRATIQUES INTERDITES

##### ARTICLE 566

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**566.** Nul ne peut pratiquer à l'endroit d'un patient une sédation-analgésie profonde ou modérée, une anesthésie générale ou une anesthésie régionale du type tronculaire ou du type bloc à la racine d'un membre, excluant le bloc digital, s'il n'est titulaire d'une autorisation lui permettant de fournir le traitement médical spécialisé pour lequel cette sédation-analgésie ou cette anesthésie est requise dans le cadre de l'exploitation d'un centre médical spécialisé ou d'un établissement privé.

Le premier alinéa n'empêche pas la prestation des soins qui y sont visés au sein d'un établissement public.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article vise à ce que la sédation-analgésie profonde ou modérée, l'anesthésie générale ou l'anesthésie régionale du type tronculaire ou du type bloc à la racine d'un membre, excluant le bloc digital, ne puisse être pratiquée ailleurs que dans un centre médical spécialisé, un établissement privé ou un établissement public.

L'exploitation de l'établissement privé ainsi que celle du centre médical spécialisé doit faire l'objet d'une autorisation de Santé Québec, et dans le cas de ce centre, cette autorisation doit en plus viser le traitement médical spécialisé pour lequel cette sédation-analgésie ou cette anesthésie est requise.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 567

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**567.** Le médecin ou le dentiste devenu professionnel non participant en vertu du premier alinéa de l'article 217 ne peut, pendant la période déterminée en application de cet alinéa, exercer sa profession au sein d'un centre médical spécialisé.

### COMMENTAIRE

Cet article vise à interdire à un médecin ou à un dentiste d'exercer sa profession au sein d'un centre médical spécialisé, s'il est devenu un professionnel non participant aux fins de la *Loi sur l'assurance maladie du Québec* parce qu'il a cessé d'exercer sa profession au sein d'un établissement sans l'autorisation du président-directeur général de cet établissement et sans avoir donné un préavis de 60 jours prévu par l'article 217 du projet de loi, et ce, pour la durée de la période prévue à cet article.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 568

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**568.** Nul ne peut exploiter une entreprise ou exercer des activités pour lesquelles l'autorisation de Santé Québec est requise, ni laisser croire, de quelque façon que ce soit, qu'il est ainsi autorisé s'il n'est titulaire d'une telle autorisation.

#### **COMMENTAIRE**

Cet article vise à interdire à quiconque d'exploiter une entreprise ou d'exercer une activité qui, chacune, nécessite l'autorisation de Santé Québec sans être titulaire de l'autorisation appropriée.

Il interdit également à quiconque de faussement laisser croire qu'il est titulaire d'une telle autorisation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 569

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**569.** Nul ne peut exercer une activité sous un nom incluant les mots « résidence privée pour aînés » ou « centre médical spécialisé » s'il n'est titulaire d'une autorisation pour l'exploitation, selon le cas, d'une résidence privée pour aînés ou d'un centre médical spécialisé.

### **COMMENTAIRE**

Cet article vise à réserver l'emploi, dans un nom sous lequel une activité est exercée, des mots « résidence privée pour aînés » et « centre médical spécialisé » aux titulaires d'une autorisation octroyée par Santé Québec pour l'exploitation d'une telle résidence ou d'un tel centre.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 570

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**570.** Nul ne peut exploiter une installation ou exercer une activité sous un nom incluant les mots « centre jeunesse », « centre local de services communautaires », « centre hospitalier », « hôpital », « centre de protection de l'enfance et de la jeunesse », « centre de services sociaux », « centre d'hébergement et de soins de longue durée », « centre de réadaptation », « centre de santé et de services sociaux », « maison des aînés », « maison alternative » ou « centre d'accueil » s'il n'est titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'un établissement privé.

Le premier alinéa n'empêche pas l'utilisation, dans le nom d'une fondation d'un établissement au sens de l'article 97, du nom de cet établissement. Il n'empêche pas non plus l'utilisation, dans un nom, des mots « hôpital vétérinaire ». Enfin, il n'empêche pas non plus l'utilisation des mots qui y sont prévus dans le nom d'une personne ou d'un groupement dont les activités ne sont pas susceptibles de prêter confusion avec les activités propres à celles exercées au sein d'un établissement, pourvu que l'autorisation de Santé Québec ait été obtenue.

L'interdiction prévue au premier alinéa ne s'applique pas à Santé Québec ni aux établissements regroupés.

### COMMENTAIRE

Le premier alinéa de cet article vise à réserver l'emploi, dans un nom sous lequel une installation est exploitée ou une activité est exercée, des mots qui y sont énumérés aux titulaires d'une autorisation pour l'exploitation d'un établissement privé.

Les second et troisième alinéas prévoient certaines exceptions au premier alinéa.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 571

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**571.** Nul ne peut exercer des activités sous un nom incluant un mot dont l'utilisation est, en vertu d'un règlement de Santé Québec, réservée à l'exercice d'activités pour lesquelles l'autorisation de Santé Québec est requise s'il n'est titulaire d'une telle autorisation.

### **COMMENTAIRE**

L'article 571 du projet de loi permet à Santé Québec de compléter les articles 569 et 570 en réservant au titulaire d'une autorisation accordée en vertu du titre I de la partie VI du projet de loi l'utilisation, dans un nom sous lequel une activité est exercée, de certains mots qu'elle prévoira par règlement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### PARTIE VII

#### PLAINTES ET QUALITÉ DES SERVICES

#### TITRE I

#### RÉGIME D'EXAMEN DES PLAINTES

#### CHAPITRE I

#### DÉPÔT DES PLAINTES ET TRAITEMENT PAR UN COMMISSAIRE AUX PLAINTES ET À LA QUALITÉ DES SERVICES

#### ARTICLE 572

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**572.** Toute personne peut formuler à Santé Québec une plainte à l'égard des services de santé ou des services sociaux qui relèvent d'un établissement public.

Toute personne peut également formuler à Santé Québec une plainte à l'égard des services du domaine de la santé et des services sociaux qu'a pour fonction de fournir le titulaire d'une autorisation ou un autre prestataire auquel Santé Québec verse des sommes d'argent.

Une plainte peut également être formulée à Santé Québec à l'égard des activités de recherche d'un établissement.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 572 du projet de loi introduit le chapitre du projet de loi portant sur le dépôt des plaintes et leurs traitements par un commissaire aux plaintes et à la qualité des services.

Cet article prévoit qu'une plainte peut être formulée à Santé Québec à l'égard :

- des services qui relèvent d'un établissement public;
- des services qu'a pour fonction de fournir le titulaire d'une autorisation, par exemple un établissement privé;
- des services qu'a pour fonction de fournir un autre prestataire auquel Santé Québec verse des sommes d'argent, par exemple un organisme communautaire;
- des activités de recherche d'un établissement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 573

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**573.** Une plainte formulée verbalement ou par écrit en vertu de l'article 572 est reçue par un commissaire aux plaintes et à la qualité des services.

Le commissaire avise l'auteur de la plainte de la date de sa réception.

### **COMMENTAIRE**

L'article 573 du projet de loi prévoit qu'un commissaire aux plaintes et à la qualité des services reçoit une plainte, qu'elle ait été faite verbalement ou par écrit.

Il précise que l'auteur doit être avisé du fait que sa plainte a été reçue.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 574

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**574.** Le commissaire rejette, sur examen sommaire, toute plainte qu'il juge frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi.

Le commissaire rejette également les plaintes suivantes :

1° la plainte qui implique un contrôle ou une appréciation de la qualité des actes médicaux, dentaires ou pharmaceutiques ou des services d'une sage-femme posés ailleurs qu'au sein d'un établissement ou qui concerne autrement l'exercice par un médecin, un dentiste, un pharmacien ou une sage-femme de sa profession ailleurs qu'au sein d'un établissement;

2° la plainte qui concerne un centre médical spécialisé auquel Santé Québec ne verse pas de sommes d'argent, à moins qu'elle ne concerne un manquement à la présente loi;

3° la plainte qui est formulée pour un tiers par un membre du personnel de Santé Québec, du titulaire d'une autorisation ou du prestataire qu'elle concerne ou par un professionnel qui exerce ses activités au sein de Santé Québec ou pour le titulaire de l'autorisation ou le prestataire, sauf si le membre du personnel ou le professionnel agit comme représentant d'un conjoint ou d'un proche parent, comme héritier ou comme liquidateur de la succession d'un tiers décédé.

Le commissaire informe l'auteur de la plainte de son rejet.

### COMMENTAIRE

L'article 574 du projet de loi prévoit quelles sont les plaintes devant être rejetées par un commissaire par exemple celles faites de mauvaise foi.

Il précise que l'auteur de la plainte doit être informé de son rejet.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 575

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**575.** Lorsqu'une plainte n'est pas rejetée sur examen sommaire, le commissaire informe l'établissement public, le titulaire d'une autorisation ou le prestataire concerné de la réception de la plainte ou, s'il est d'avis qu'il y a absence de préjudice pour l'auteur de la plainte, lui communique une reproduction de la plainte.

### **COMMENTAIRE**

L'article 575 du projet de loi prévoit que le commissaire avise celui qui est concerné par la plainte et lui transmet une copie de celle-ci lorsqu'il est d'avis que cela ne causera pas de préjudice à l'auteur de la plainte.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 576

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**576.** Lorsque l'examen d'une plainte implique un contrôle ou une appréciation de la qualité des actes médicaux, dentaires ou pharmaceutiques ou des services d'une sage-femme posés au sein d'un établissement ou concerne autrement l'exercice par un médecin, un dentiste, un pharmacien ou une sage-femme de sa profession au sein de cet établissement, le commissaire la transfère dans les plus brefs délais au médecin examinateur ayant compétence pour l'examiner.

Le commissaire avise l'auteur de la plainte de ce transfert et de la date à laquelle il a eu lieu.

### **COMMENTAIRE**

L'article 576 du projet de loi prévoit qu'une plainte portant sur l'exercice par un médecin, un dentiste, un pharmacien ou une sage-femme de sa profession est transférée à un médecin examinateur pour que celui-ci la traite plutôt qu'un commissaire.

Il prévoit également que l'auteur en est avisé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 577

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**577.** Le commissaire doit procéder à l'examen de toute plainte qu'il ne transfère pas au médecin examinateur en vertu de l'article 576.

Il doit, avant de tirer toute conclusion de cet examen, permettre à l'auteur de la plainte de présenter ses observations. Il fait de même à l'égard de la personne disposant de l'autorité permettant de présenter des observations pour l'établissement public, le titulaire d'une autorisation ou le prestataire concerné par la plainte.

### **COMMENTAIRE**

L'article 577 du projet de loi prévoit l'obligation pour un commissaire d'analyser toute plainte qu'il n'a pas rejeté ou transféré au médecin examinateur.

Il oblige le commissaire à donner l'occasion à certaines personnes de présenter leurs observations.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 578

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**578.** Lorsqu'il procède à l'examen d'une plainte, le commissaire peut exiger de toute personne qu'elle lui fournisse tout renseignement et tout document qu'il estime nécessaire à cet examen, y compris l'accès et la communication de renseignements contenus dans le dossier d'un usager. À cette occasion, le commissaire peut consulter toute personne dont il juge l'expertise nécessaire, y compris, avec l'autorisation du président-directeur général de l'établissement pour lequel il a été nommé, un expert externe.

Toute personne doit également, sauf excuse valable, assister à une rencontre que le commissaire convoque.

### **COMMENTAIRE**

L'article 578 du projet de loi confère au commissaire le pouvoir d'exiger les renseignements et les documents qu'il considère nécessaire pour examiner la plainte. Il ajoute la possibilité pour le commissaire de consulter une personne, dont un expert externe.

Il précise également que lorsque le commissaire convoque une rencontre, la personne concernée doit y assister.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 579

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**579.** Le commissaire, après avoir procédé à l'examen d'une plainte, doit transmettre à l'auteur de celle-ci les renseignements suivants :

- 1° les conclusions qu'il tire de la plainte et les motifs qui les justifient;
- 2° le cas échéant, les recommandations qu'il estime propres à éviter que les faits ayant donné lieu à la plainte ne se reproduisent;
- 3° les modalités selon lesquelles l'auteur peut, conformément à la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux, formuler une plainte s'il est en désaccord avec ces conclusions ou s'il est insatisfait du suivi accordé à ces recommandations.

Le commissaire n'est pas tenu de transmettre l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 573 s'il communique ces renseignements à l'auteur de la plainte dans les 72 heures de sa réception.

### **COMMENTAIRE**

L'article 579 du projet de loi prévoit les informations devant être transmises à l'auteur de la plainte par le commissaire après son examen de la plainte.

Il précise les conditions selon lesquelles le commissaire est dispensé de transmettre l'avis de réception de la plainte.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 580

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**580.** L'auteur d'une plainte accueillie par le commissaire à l'égard de laquelle aucune conclusion visée au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 579 n'a été transmise dans les 45 jours suivant la réception de la plainte peut s'en plaindre conformément à la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux comme s'il s'agissait d'un désaccord avec des conclusions qui lui auraient été transmises.

### **COMMENTAIRE**

L'article 580 du projet de loi permet qu'une personne qui n'a pas reçu les conclusions du commissaire dans un certain délai puisse porter plainte auprès du Protecteur des usagers.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 581

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**581.** Le commissaire transmet les conclusions qu'il tire à la suite de l'examen d'une plainte, les motifs qui les justifient et les recommandations qu'il formule, le cas échéant, au conseil d'établissement et au président-directeur général de l'établissement public concerné ou à l'instance ou à la personne disposant de l'autorité permettant d'assurer le suivi de ces conclusions et de ces recommandations pour le titulaire d'une autorisation ou le prestataire concerné par la plainte.

### **COMMENTAIRE**

L'article 581 du projet de loi vise à s'assurer que les personnes appropriées soient informées des conclusions du commissaire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 582

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**582.** Le commissaire doit être informé des mesures prises, le cas échéant, pour donner suite à une recommandation qu'il a transmise en vertu de l'article 581.

Le commissaire en informe à son tour l'auteur de la plainte.

### **COMMENTAIRE**

L'article 582 du projet de loi prévoit l'obligation d'aviser le commissaire des mesures prises pour donner suite à ses recommandations.

Il précise que l'auteur de la plainte doit aussi en être informé par le commissaire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 583

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**583.** Si, à l'occasion de l'examen d'une plainte, le commissaire constate une pratique ou une conduite d'un membre du personnel qui soulève des questions d'ordre disciplinaire, il en avise la personne disposant de l'autorité permettant de prendre les mesures disciplinaires appropriées au sein de l'établissement public ou pour le titulaire d'une autorisation ou le prestataire concerné par la plainte. Dans un tel cas, les recommandations formulées en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 579 peuvent, de plus, concerner ces questions.

Cette personne en autorité doit procéder à l'étude de la pratique ou de la conduite en cause et prendre les mesures qu'elle estime appropriées. Elle fait périodiquement rapport au commissaire de l'étude et, le cas échéant, des mesures prises.

Le commissaire en fait rapport à son tour à l'auteur de la plainte et, le cas échéant, du fait que l'ordre professionnel concerné a été avisé de la situation.

### **COMMENTAIRE**

L'article 583 du projet de loi détermine qui doit être avisé par le commissaire lorsque celui-ci constate que les actions d'un membre du personnel soulèvent des questions d'ordre disciplinaire.

Il prévoit également que le commissaire doit être informé des suites du processus disciplinaire.

Il ajoute que le commissaire doit également tenir informé l'auteur de la plainte des suites de ce processus.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

PLAINTES CONCERNANT UN MÉDECIN, UN DENTISTE, UN PHARMACIEN  
OU UNE SAGE-FEMME

### SECTION I

TRAITEMENT D'UNE PLAINTÉ PAR UN MÉDECIN EXAMINATEUR

#### ARTICLE 584

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**584.** Un médecin examinateur reçoit les plaintes que lui transfère un commissaire en vertu de l'article 576.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 584 du projet de loi prévoit que les plaintes qu'un commissaire transfère à un médecin examinateur sont reçues par ce dernier.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 585

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**585.** Le médecin examinateur rejette, sur examen sommaire, toute plainte qu'il juge frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi.

Le médecin examinateur informe l'auteur de la plainte de son rejet.

### **COMMENTAIRE**

L'article 585 du projet de loi prévoit le rejet d'une plainte jugée frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi.

Il précise que l'auteur de la plainte doit être informé de son rejet.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 586

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**586.** Lorsqu'une plainte n'est pas rejetée sur examen sommaire, le médecin examinateur procède à son examen. Il dispose à cette fin des mêmes pouvoirs que ceux conférés au commissaire par l'article 578.

### **COMMENTAIRE**

L'article 586 du projet de loi prévoit que l'examen de la plainte est effectué par le médecin examinateur et que celui-ci dispose des mêmes pouvoirs que le commissaire tel que le pouvoir d'exiger des documents et des renseignements.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 587

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**587.** Si, à l'occasion de l'examen d'une plainte, le médecin examinateur est d'avis que les faits justifiant la plainte peuvent constituer des motifs permettant de fonder une mesure disciplinaire, il met fin à son examen et transmet la plainte, pour étude à des fins disciplinaires, au président-directeur général ou au directeur médical de l'établissement public concerné ou, selon le cas, à l'instance ou à la personne disposant de l'autorité permettant de prendre des mesures disciplinaires au sein de l'établissement privé. Il en avise le commissaire et l'auteur de la plainte.

Lors de cette étude, il doit être permis à l'auteur de la plainte de présenter ses observations. De plus, le médecin examinateur est informé régulièrement du progrès de cette étude ou, au moins, de ses principales étapes. Il doit en informer périodiquement l'auteur de la plainte et, tant que l'étude n'est pas terminée, il doit, tous les 60 jours à compter de la date où l'auteur de la plainte a été informé de la réorientation de sa plainte, en informer celui-ci et lui faire rapport du progrès de son étude.

Le médecin examinateur doit informer l'auteur de la plainte de la conclusion de son étude à des fins disciplinaires et, le cas échéant, des mesures disciplinaires prises par l'établissement ou du fait que l'ordre professionnel concerné a été avisé de la situation.

### COMMENTAIRE

L'article 587 du projet de loi prévoit que lorsque le médecin examinateur constate que les faits justifiant la plainte pourraient mener à une mesure disciplinaire, il doit mettre fin à l'examen de la plainte et la transmettre aux personnes compétentes en cette matière.

Il précise que lors de l'analyse à des fins disciplinaires, il est permis à l'auteur de la plainte de présenter ses observations. Il ajoute des obligations visant à ce que l'auteur de la plainte soit informé du progrès de l'étude à des fins disciplinaires et de son résultat.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 588

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**588.** Le médecin examinateur doit, avant de tirer toute conclusion de l'examen d'une plainte auquel il ne met pas fin en vertu du premier alinéa de l'article 587, permettre à l'auteur de la plainte et au professionnel concerné de présenter leurs observations et tenter d'effectuer une conciliation des intérêts en cause.

Il transmet une reproduction de la plainte au professionnel qui en fait l'objet. Ce dernier a accès au dossier de la plainte.

### **COMMENTAIRE**

L'article 588 du projet de loi prévoit l'obligation pour le médecin examinateur de donner l'occasion à l'auteur de la plainte et au professionnel concerné de présenter leurs observations. Il ajoute qu'il doit également tenter de concilier leurs intérêts.

Il prévoit que le professionnel concerné reçoit une copie de la plainte et qu'il a accès au dossier de la plainte.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 589

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**589.** Sauf lorsque le médecin examinateur met fin à l'examen d'une plainte en vertu du premier alinéa de l'article 587, il doit communiquer à l'auteur de celle-ci et au professionnel concerné les renseignements suivants :

- 1° les conclusions qu'il tire de la plainte et les motifs qui les justifient;
- 2° le cas échéant, les recommandations qu'il estime propres à éviter que les faits ayant donné lieu à la plainte ne se reproduisent;
- 3° les modalités selon lesquelles l'auteur ou le professionnel peut demander la révision du traitement accordé à l'examen de la plainte par le médecin examinateur conformément à l'article 591.

Une reproduction des conclusions, des motifs et, le cas échéant, des recommandations est transmise au commissaire.

### **COMMENTAIRE**

L'article 589 du projet de loi prévoit les informations devant être communiquées à l'auteur de la plainte par le médecin examinateur notamment ses conclusions. Il ajoute les renseignements devant également être transmis au commissaire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 590

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**590.** L'auteur d'une plainte à l'égard de laquelle aucune conclusion visée au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 589 n'a été communiquée dans les 45 jours suivant le transfert de la plainte peut demander la révision du traitement qui a été accordé à son examen par le médecin examinateur conformément à l'article 591 comme s'il s'agissait d'un désaccord avec des conclusions qui lui auraient été communiquées. Il en est de même du professionnel concerné par la plainte.

Le premier alinéa ne s'applique pas lorsque le médecin examinateur met fin à l'examen d'une plainte et la transmet pour étude à des fins disciplinaires en vertu du premier alinéa de l'article 587.

### **COMMENTAIRE**

L'article 590 du projet de loi prévoit que la révision du traitement d'une plainte par un comité de révision peut être demandée par l'auteur d'une plainte auquel aucune conclusion n'a été transmise dans un délai de 45 jours suivants le transfert de sa plainte, sauf lorsque cette plainte a été transmise pour étude à des fins disciplinaires.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION II

#### RÉVISION DU TRAITEMENT D'UNE PLAINTÉ PAR LE MÉDECIN EXAMINATEUR

##### ARTICLE 591

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**591.** L'auteur d'une plainte ou le professionnel qu'elle concerne peut, lorsqu'il est en désaccord avec les conclusions qui lui ont été communiquées, demander à un comité de révision de réviser le traitement d'une plainte par le médecin examinateur.

La demande de révision est formulée verbalement ou par écrit à l'intention du président du comité de révision compétent.

La demande est irrecevable si elle n'est pas reçue par le comité de révision dans les 60 jours suivant, selon le cas :

1° la réception des conclusions du médecin examinateur par l'auteur de la plainte ou le professionnel concerné;

2° la fin du délai prévu au premier alinéa de l'article 590 lorsque les conclusions n'ont pas été communiquées dans ce délai.

Le comité de révision peut prolonger le délai de 60 jours prévu au troisième alinéa seulement s'il est convaincu que le demandeur était dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 591 du projet de loi prévoit la possibilité de demander la révision du traitement d'une plainte auprès d'un comité de révision.

Il détermine, à son deuxième alinéa, à l'intention de qui la demande de révision est formulée.

Ensuite, il établit, à son troisième alinéa, le délai à l'expiration duquel une telle demande de révision est irrecevable.

Enfin, il prévoit, à son dernier alinéa, que ce délai peut être prolongé si le demandeur était dans l'impossibilité d'agir.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 592

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**592.** Lorsqu'il reçoit une demande de révision en vertu de l'article 591, le président avise le demandeur de la date de sa réception. Il avise également le médecin examinateur ainsi que l'auteur de la plainte ou, selon le cas, le professionnel concerné de la réception de la demande de révision.

### **COMMENTAIRE**

L'article 592 du projet de loi prévoit que le demandeur est avisé de la date de réception de sa demande. Il précise également les autres personnes devant être informées de la réception de la demande.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 593

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**593.** Le médecin examinateur doit, dans les cinq jours après avoir été avisé de la demande de révision, transmettre au comité de révision les conclusions qu'il a, le cas échéant, formulées en vertu de l'article 589.

### **COMMENTAIRE**

L'article 593 du projet de loi prévoit l'obligation pour le médecin examinateur de transmettre ses conclusions au comité de révision.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 594

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**594.** Le comité de révision, pour chaque demande recevable, révisé le traitement de la plainte effectué par le médecin examinateur. Il dispose à cette fin des mêmes pouvoirs que ceux conférés au commissaire par l'article 578.

Le comité doit tirer l'une des conclusions suivantes :

- 1° confirmer les conclusions du médecin examinateur;
- 2° requérir de celui-ci qu'il effectue un complément d'examen dans le délai fixé par le comité et qu'il transmette ses nouvelles conclusions à l'auteur de la plainte et au professionnel concerné, avec reproduction au comité de révision ainsi qu'au commissaire aux plaintes et à la qualité des services;
- 3° transmettre la plainte au président-directeur général ou au directeur médical de l'établissement public pour étude à des fins disciplinaires ou à l'instance ou à la personne disposant de l'autorité permettant de prendre des mesures disciplinaires au sein de l'établissement privé;
- 4° recommander au médecin examinateur ou, s'il y a lieu, à l'auteur de la plainte et au professionnel concerné toute mesure de nature à les réconcilier.

### **COMMENTAIRE**

L'article 594 du projet de loi confère au comité de révision les mêmes pouvoirs que ceux du commissaire, tel que le pouvoir d'exiger des documents et des renseignements.

Ensuite, il détermine les différentes conclusions auxquelles le comité de révision peut parvenir.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 595

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**595.** Le comité de révision doit, avant de tirer toute conclusion, permettre à l'auteur de la plainte, au professionnel ainsi qu'au médecin examinateur concernés de présenter leurs observations et tenter d'effectuer une conciliation des intérêts en cause.

Le comité doit également prendre connaissance de l'ensemble du dossier de la plainte et s'assurer que l'examen de la plainte a été effectué de façon appropriée, diligente et équitable et que les motifs des conclusions du médecin examinateur, le cas échéant, se fondent sur le respect des droits et des normes professionnelles.

### **COMMENTAIRE**

L'article 595 du projet de loi prévoit l'obligation pour le comité de révision de donner l'occasion à l'auteur de la plainte et au professionnel concerné de présenter leurs observations. Il ajoute qu'il doit également tenter de concilier leurs intérêts.

Il prévoit également différents éléments devant être analysés par le comité de révision avant de tirer toute conclusion notamment si l'examen de plainte a été effectuée de façon équitable.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 596

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**596.** Dans les 60 jours de la réception d'une demande de révision, le comité doit communiquer par écrit sa conclusion et les motifs qui la justifient à l'auteur de la plainte, au professionnel, au médecin examinateur et au commissaire concernés.

Sous réserve de l'information qui doit être donnée conformément au troisième alinéa de l'article 587 à l'auteur de la plainte transmise pour étude à des fins disciplinaires, la conclusion du comité de révision est définitive.

### **COMMENTAIRE**

L'article 596 du projet de loi prévoit le délai à l'intérieur duquel le comité doit avoir communiqué sa conclusion et les motifs la justifiant. Il précise également les personnes à qui ces informations doivent être transmises.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE II

#### INTERVENTIONS ET AUTRES FONCTIONS DES COMMISSAIRES AUX PLAINTES ET À LA QUALITÉ DES SERVICES

##### ARTICLE 597

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**597.** Un commissaire aux plaintes et à la qualité des services intervient de sa propre initiative lorsqu'en raison de faits portés à sa connaissance, il a des motifs raisonnables de croire que les droits conférés par la présente loi à une personne ou à un groupe de personnes ne sont pas respectés. Il dispose alors des mêmes pouvoirs que ceux que lui confère l'article 578. Il ne peut toutefois intervenir que si les faits portés à sa connaissance avaient pu faire l'objet d'une plainte sur laquelle il a compétence.

Le commissaire fait rapport de son intervention au conseil d'établissement et au président-directeur général de l'établissement concerné ou à l'instance ou à la personne disposant de l'autorité permettant d'assurer le suivi du rapport et des recommandations pour le titulaire d'une autorisation ou le prestataire concerné. Le cas échéant, il joint à son rapport les recommandations qu'il formule visant la satisfaction des usagers et des autres personnes susceptibles de formuler une plainte ou le respect de leurs droits.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 597 du projet de loi introduit un titre portant sur d'autres fonctions des commissaires aux plaintes et à la qualité des services.

Il prévoit, à son premier alinéa, qu'un commissaire intervient également de sa propre initiative, donc sans qu'il ait reçu une plainte, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que les droits d'une personne ou d'un groupe ne sont pas respectés. Il précise qu'alors il a les mêmes pouvoirs que lors de l'étude d'une plainte, tel que le pouvoir d'exiger tout renseignement ou tout document.

Enfin, il prévoit, à son deuxième alinéa, l'obligation pour le commissaire de faire un rapport de son intervention et il détermine à qui ce rapport doit être acheminé.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 598

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**598.** Le commissaire aux plaintes et à la qualité des services qui, dans l'exercice de ses fonctions, a des motifs raisonnables de croire à l'existence d'une situation susceptible de compromettre la santé ou le bien-être d'une personne ou d'un groupe de personnes, incluant une telle situation qui découlerait de l'application de pratiques ou de procédures, doit transmettre au président et chef de la direction ainsi qu'au commissaire national aux plaintes et à la qualité des services ses conclusions motivées accompagnées, le cas échéant, de ses recommandations.

Lorsque la situation visée au premier alinéa concerne un titulaire d'une autorisation ou un prestataire, le commissaire transmet également ses conclusions motivées accompagnées, le cas échéant, de ses recommandations à l'instance ou à la personne disposant de l'autorité permettant d'en assurer le suivi pour ce titulaire ou ce prestataire.

### **COMMENTAIRE**

L'article 598 du projet de loi prévoit que lorsqu'un commissaire estime qu'une situation pourrait compromettre la santé ou le bien-être d'une personne ou d'un groupe, il doit alors tirer les conclusions et, le cas échéant, faire des recommandations et les transmettre à certaines personnes dont le commissaire national.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 599

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**599.** Un commissaire aux plaintes et à la qualité des services donne son avis sur toute question relevant de sa compétence que lui soumet, le cas échéant, le conseil d'administration de Santé Québec, le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services, le conseil d'établissement de l'établissement pour lequel il est nommé, tout comité créé par ce conseil en application des dispositions de la sous-section 3 de la section I du chapitre I du titre I de la partie III ainsi que tout autre conseil ou comité de l'établissement, y compris le comité des usagers.

Le conseil d'administration d'un établissement privé ou, si l'établissement n'est pas une personne morale, le titulaire de l'autorisation peut également requérir l'avis d'un commissaire sur toute question qui relève de sa compétence.

### **COMMENTAIRE**

L'article 599 du projet de loi prévoit également la fonction de conseiller du commissaire auprès de différentes personnes ou instances pouvant solliciter son avis notamment le conseil d'établissement et le conseil d'administration.

Il précise que le conseil d'administration d'un établissement privé ou le titulaire de l'autorisation peut également solliciter un avis de la part du commissaire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE III

COMMISSAIRES, MÉDECINS EXAMINATEURS ET COMITÉS DE RÉVISION

### CHAPITRE I

COMMISSAIRE NATIONAL AUX PLAINTES ET À LA QUALITÉ DES SERVICES  
ET COMMISSAIRES AUX PLAINTES ET À LA QUALITÉ DES SERVICES

### SECTION I

NOMINATION ET INDÉPENDANCE DES COMMISSAIRES

### ARTICLE 600

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**600.** Le ministre nomme un commissaire national aux plaintes et à la qualité des services.

Le conseil d'administration de Santé Québec nomme au moins un commissaire aux plaintes et à la qualité des services pour chacun des établissements de Santé Québec.

### COMMENTAIRE

L'article 600 du projet de loi prévoit qu'un commissaire national aux plaintes et à la qualité des services est nommé par le ministre.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, qu'au moins un commissaire aux plaintes et à la qualité des services est nommé par le conseil d'administration, et ce, pour chacun des établissements de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 601

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**601.** Le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services doit, de l'avis du ministre, se qualifier comme personne indépendante.

Tout commissaire aux plaintes et à la qualité des services doit, de l'avis du conseil d'administration de Santé Québec, se qualifier comme personne indépendante.

Une personne se qualifie comme indépendante si elle n'a pas, de manière directe ou indirecte, de relations ou d'intérêts, notamment de nature financière, commerciale, professionnelle ou philanthropique, susceptibles de nuire à l'exercice de ses fonctions eu égard aux intérêts des usagers et des autres personnes susceptibles de formuler une plainte en vertu de l'article 572.

### **COMMENTAIRE**

L'article 601 du projet de loi prévoit que le commissaire national et les commissaires aux plaintes doivent se qualifier comme personne indépendante.

Il précise, à son deuxième alinéa, les critères pour qu'une personne se qualifie comme indépendante.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 602

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**602.** Une personne est réputée ne pas être indépendante pour exercer les fonctions de commissaire national aux plaintes et à la qualité des services si :

1° un membre de sa famille immédiate est le président-directeur général ou exerce d'autres fonctions de direction au sein d'un établissement public ou pour un titulaire d'une autorisation ou un prestataire;

2° elle fournit des biens ou des services à titre onéreux à un tel établissement, à un tel titulaire d'une autorisation ou à un tel prestataire.

Une personne est réputée ne pas être indépendante pour exercer les fonctions de commissaire aux plaintes et à la qualité des services dans les cas visés au premier alinéa, dans la mesure où elle pourrait être, comme commissaire, responsable d'examiner les plaintes concernant les personnes, les titulaires d'autorisation ou les prestataires qui y sont visés.

Aux fins du présent article, est un membre de la famille immédiate d'une personne son conjoint, son enfant ou l'enfant de son conjoint, sa mère et son père ou l'un de ses parents, le conjoint de sa mère, de son père ou de l'un de ses parents ainsi que le conjoint de son enfant ou celui de l'enfant de son conjoint.

### **COMMENTAIRE**

L'article 602 du projet de loi établit une présomption qu'une personne n'est pas indépendante pour exercer les fonctions de commissaire national ou celles de commissaire aux plaintes dans certaines situations.

Il précise, à son deuxième alinéa, ce que signifie être un membre de la famille immédiate d'une personne pour les fins de cet article.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 603

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**603.** Le conseil d'administration de Santé Québec peut, pour assister un commissaire aux plaintes et à la qualité des services, lui adjoindre toute personne qu'il nomme pourvu qu'elle se qualifie comme personne indépendante pour exercer les fonctions de ce commissaire.

La personne ainsi adjointe au commissaire exerce sous son autorité toutes ses fonctions et tous ses pouvoirs, à moins que l'acte de nomination ne les restreigne ou ne les retire.

### **COMMENTAIRE**

L'article 603 du projet de loi permet qu'une personne soit nommée pour assister un commissaire. Il précise que cette personne doit se qualifier comme personne indépendante.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 604

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**604.** Le conseil d'administration de Santé Québec doit prendre les mesures nécessaires pour préserver en tout temps l'indépendance des commissaires et des membres du personnel qui agissent sous leur autorité.

À cette fin, le conseil d'administration doit notamment s'assurer que les commissaires exercent exclusivement les fonctions prévues à la présente partie et que les membres du personnel qui agissent sous leur autorité n'exercent aucune autre fonction au sein de Santé Québec ou d'un établissement regroupé ou pour un titulaire d'une autorisation ou un prestataire.

Le conseil d'administration doit de même voir à ce que chaque commissaire dispose d'un espace de travail situé ailleurs que dans une installation où un établissement exerce ses activités.

### **COMMENTAIRE**

L'article 604 du projet de loi prévoit l'obligation pour le conseil d'administration de prendre les mesures pour que l'indépendance des commissaires et de leur personnel soit préservée notamment s'assurer que les commissaires exercent uniquement les fonctions qui découlent de leur charge.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION II

#### FONCTIONS DU COMMISSAIRE NATIONAL AUX PLAINTES ET À LA QUALITÉ DES SERVICES

##### ARTICLE 605

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**605.** Le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services veille à l'application adéquate et optimale des dispositions de la présente partie et du traitement des signalements effectués dans le cadre de la politique de lutte contre la maltraitance adoptée en vertu de la Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité.

À cette fin, le commissaire national favorise la concertation des commissaires aux plaintes et à la qualité des services et des médecins examinateurs ainsi que le partage de bonnes pratiques applicables dans l'exercice de leurs fonctions. Il doit également veiller à ce que les commissaires et les médecins examinateurs reçoivent de la formation pertinente à l'exercice de leurs fonctions.

De plus, le commissaire national apporte son soutien au commissaire aux plaintes et à la qualité des services ou au médecin examinateur qui le requiert, dans le respect de la confidentialité des dossiers. Il peut ainsi lui donner son avis quant aux moyens à privilégier ou aux solutions à envisager pour pallier une difficulté liée à l'exercice de ses fonctions.

Le commissaire national peut recommander à Santé Québec toute mesure susceptible d'améliorer l'application des dispositions visées au premier alinéa et de bonifier l'exercice des fonctions des commissaires aux plaintes et à la qualité des services et des médecins examinateurs.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 605 du projet de loi prévoit que le commissaire national a pour fonction de veiller à ce que les dispositions de la présente partie et le traitement des signalements en matière de maltraitance soient appliqués de manière adéquate et optimale.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, qu'il favorise la concertation entre les différents acteurs en matière de traitement des plaintes et le partage de bonnes pratiques.

Il prévoit, à son troisième alinéa, le rôle de soutien du commissaire national envers les commissaires aux plaintes et les médecins examinateurs.

Enfin, il prévoit, à son quatrième alinéa, le rôle de conseil du commissaire envers Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 606

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**606.** Le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services établit la procédure d'examen des plaintes reçues par un commissaire aux plaintes et à la qualité des services. Cette procédure peut prévoir toute disposition complétant celles applicables au sein de Santé Québec au traitement de ces plaintes.

La procédure est soumise à l'approbation du conseil d'administration de Santé Québec; elle fait partie du règlement intérieur de celle-ci à compter de son approbation.

### **COMMENTAIRE**

L'article 606 du projet de loi prévoit qu'il incombe au commissaire national d'établir la procédure d'examen des plaintes.

Il précise que cette procédure doit être approuvée par le conseil d'administration et que dès lors elle fait partie du règlement intérieur de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 607

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**607.** Le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services consulte tout commissaire aux plaintes et à la qualité des services concerné par une mesure susceptible d'améliorer le traitement des plaintes.

### COMMENTAIRE

L'article 607 du projet de loi complète le dernier alinéa de l'article 605. Il précise l'obligation pour le commissaire national de consulter tout commissaire aux plaintes concerné par une mesure susceptible d'améliorer le traitement des plaintes.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION III

#### FONCTIONS ET COMPÉTENCE DES COMMISSAIRES AUX PLAINTES ET À LA QUALITÉ DES SERVICES

##### ARTICLE 608

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**608.** Tout commissaire aux plaintes et à la qualité des services est responsable, envers le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services, de l'exercice des fonctions qui lui incombent en vertu de la présente partie.

Le commissaire nommé pour un établissement reçoit les plaintes formulées en vertu de l'article 572 à l'égard de cet établissement ainsi que, le cas échéant, celles relatives à un établissement regroupé, à un titulaire d'une autorisation ou à un prestataire.

Il est également responsable du traitement des signalements effectués dans le cadre de la politique de lutte contre la maltraitance adoptée en vertu de la Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité et, lorsque le signalement doit être traité par une autre instance, de diriger les personnes formulant ce signalement vers celle-ci.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 608 du projet de loi prévoit les fonctions et la compétence des commissaires aux plaintes et à la qualité des services.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 609

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**609.** Le conseil d'administration de Santé Québec établit la compétence des commissaires aux plaintes et à la qualité des services de manière que toute plainte relative à un établissement regroupé, à un titulaire d'une autorisation ou à un prestataire relève de la compétence d'un commissaire et qu'un seul commissaire soit compétent à l'égard de chaque plainte.

### **COMMENTAIRE**

L'article 609 du projet de loi impose à Santé Québec l'obligation de faire en sorte qu'il n'y ait pas aucun commissaire compétent pour traiter une plainte et que toute plainte relève de la compétence d'un seul commissaire.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

#### MÉDECINS EXAMINATEURS

##### ARTICLE 610

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**610.** Le conseil d'administration de Santé Québec désigne au moins un médecin examinateur pour chacun des établissements de Santé Québec, qu'il exerce ou non sa profession au sein de l'établissement concerné.

Le médecin examinateur nommé pour un établissement reçoit les plaintes qui lui sont transférées par un commissaire en vertu de l'article 576 à l'égard de cet établissement ainsi que, le cas échéant, celles relatives à un établissement regroupé ou à un établissement privé relevant de sa compétence.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 610 du projet de loi prévoit l'obligation pour le conseil d'administration de désigner au moins un médecin examinateur pour chacun des établissements de Santé Québec.

Il précise également les fonctions d'un médecin examinateur.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 611

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**611.** Le conseil d'administration de Santé Québec établit la compétence des médecins examinateurs de manière que toute plainte qui implique un contrôle ou une appréciation de la qualité des actes médicaux, dentaires ou pharmaceutiques ou des services de sages-femmes posés au sein d'un établissement ou qui concerne autrement l'exercice par un médecin, un dentiste, un pharmacien ou une sage-femme de sa profession au sein de cet établissement relève de la compétence d'un médecin examinateur et qu'un seul médecin examinateur soit compétent à l'égard de chaque plainte.

### COMMENTAIRE

L'article 611 du projet de loi impose à Santé Québec l'obligation de faire en sorte qu'il n'y ait pas aucun médecin examinateur compétent pour traiter une plainte et que toute plainte relève de la compétence d'un seul médecin examinateur.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 612

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**612.** Tout médecin examinateur est responsable envers le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services de l'exercice des fonctions qui lui incombent en vertu des dispositions de la présente partie.

### **COMMENTAIRE**

L'article 612 du projet de loi prévoit qu'un médecin examinateur est responsable envers le commissaire national de l'exercice de ses fonctions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 613

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**613.** Le conseil d'administration de Santé Québec doit prendre les mesures nécessaires pour préserver en tout temps l'indépendance du médecin examinateur dans l'exercice de ses fonctions.

À cette fin, le conseil d'administration doit notamment s'assurer que le médecin examinateur ne se trouve pas en situation de conflit d'intérêts dans l'exercice de ses fonctions en tenant compte, le cas échéant, des autres fonctions qu'il peut exercer au sein de l'établissement pour lequel il est nommé.

### **COMMENTAIRE**

L'article 613 du projet de loi prévoit l'obligation pour le conseil d'administration d'assurer la préservation de l'indépendance des médecins examinateurs.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE III

#### COMITÉS DE RÉVISION

#### ARTICLE 614

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**614.** Le conseil d'administration de Santé Québec forme au moins un comité de révision. Un tel comité est composé de trois membres nommés par le conseil d'administration.

Le président du comité est nommé parmi les membres indépendants du conseil d'administration. Les deux autres membres sont nommés parmi les médecins, les dentistes, les pharmaciens ou les sages-femmes qui exercent leur profession au sein d'un établissement public.

Le conseil d'administration fixe la durée du mandat des membres du comité de révision et détermine ses règles de fonctionnement.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 614 du projet de loi prévoit l'obligation pour le conseil d'administration de former minimalement un comité de révision. Il précise également la composition de ce comité. Enfin, il prévoit qu'il incombe au conseil d'administration de fixer la durée du mandat des membres et les règles de fonctionnement du comité.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 615

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**615.** Un comité de révision est responsable envers le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services de l'exercice des fonctions qui lui incombent en vertu des dispositions de la présente partie.

### **COMMENTAIRE**

L'article 615 du projet de loi prévoit qu'un comité de révision est responsable envers le commissaire national de l'exercice de ses fonctions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 616

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**616.** Le conseil d'administration de Santé Québec doit, lorsqu'il forme plus d'un comité de révision, déterminer la compétence de chacun d'eux de manière que toute demande de révision formulée en vertu de l'article 591 relève de la compétence d'un comité et qu'un seul comité soit compétent à l'égard de chaque demande.

### **COMMENTAIRE**

L'article 616 du projet de loi impose l'obligation à Santé Québec de faire en sorte qu'il n'y ait pas aucun comité de révision compétent pour traiter une demande de révision et que toute demande relève de la compétence d'un seul comité.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE IV

### RAPPORTS

#### ARTICLE 617

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**617.** Un commissaire aux plaintes et à la qualité des services transmet au conseil d'établissement de l'établissement pour lequel il est nommé, au moins une fois par année et chaque fois qu'il l'estime nécessaire, un rapport de ses activités accompagné, s'il y a lieu, des mesures qu'il recommande pour améliorer la satisfaction des usagers et des autres personnes susceptibles de formuler une plainte ainsi que pour favoriser le respect de leurs droits.

Une reproduction de ce rapport est transmise au commissaire national aux plaintes et à la qualité des services.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 617 du projet de loi prévoit l'obligation pour un commissaire aux plaintes de transmettre au conseil d'établissement et au commissaire national un rapport de ses activités. Il précise la fréquence de cette transmission et ce que doit contenir ce rapport.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 618

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**618.** Un médecin examinateur doit transmettre au conseil d'établissement et au conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes de l'établissement pour lequel il est nommé, au moins une fois par année et chaque fois qu'il l'estime nécessaire, un rapport décrivant les motifs des plaintes examinées depuis le dernier rapport ainsi que ses recommandations ayant notamment pour objet l'amélioration de la qualité des services médicaux, dentaires et pharmaceutiques ou des services de sages-femmes fournis au sein de l'établissement.

Une reproduction de ce rapport est transmise au commissaire national aux plaintes et à la qualité des services.

### **COMMENTAIRE**

L'article 618 du projet de loi prévoit l'obligation pour un médecin examinateur de transmettre un rapport. Il précise les personnes devant recevoir ce rapport, la fréquence de sa transmission et ce qu'il doit contenir.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 619

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**619.** Un comité de révision doit transmettre au conseil d'administration de Santé Québec et au commissaire national aux plaintes et à la qualité des services, au moins une fois par année et chaque fois qu'il l'estime nécessaire, un rapport décrivant les motifs des plaintes ayant fait l'objet d'une demande de révision depuis le dernier rapport, ses conclusions ainsi que les délais de traitement de ses dossiers. Il peut en outre formuler des recommandations ayant notamment pour objet l'amélioration de la qualité des services médicaux, dentaires et pharmaceutiques ou des services de sages-femmes fournis au sein de l'établissement.

Une reproduction de ce rapport est transmise au conseil d'établissement et au commissaire aux plaintes et à la qualité des services de l'établissement concernés.

### **COMMENTAIRE**

L'article 619 du projet de loi prévoit l'obligation pour un comité de révision de transmettre un rapport. Il précise les personnes devant recevoir ce rapport, la fréquence de sa transmission et ce qu'il doit contenir.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 620

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**620.** Le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services peut exiger d'un conseil d'établissement, d'un commissaire aux plaintes et à la qualité des services, d'un médecin examinateur et d'un comité de révision tout renseignement nécessaire à l'exercice de ses fonctions, dans la forme et selon la périodicité qu'il détermine.

### COMMENTAIRE

L'article 620 du projet de loi confère le pouvoir au commissaire national d'exiger tout renseignement nécessaire à l'exercice de ses fonctions :

- d'un conseil d'établissement;
- d'un commissaire aux plaintes et à la qualité des services;
- d'un médecin examinateur;
- d'un comité de révision.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 621

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**621.** Le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services doit transmettre au ministre une fois par année un rapport sur la mise en œuvre de la présente partie et faisant état de la satisfaction des usagers et des autres personnes susceptibles de formuler une plainte et du respect de leurs droits.

Ce rapport doit également contenir tout renseignement que le ministre exige.

Une reproduction de ce rapport doit être transmise, par la même occasion, au Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux.

### **COMMENTAIRE**

L'article 621 du projet de loi prévoit l'obligation pour le commissaire national de transmettre un rapport au ministre, et ce, annuellement.

Il prévoit la possibilité pour le ministre d'exiger que certains renseignements soient contenus dans ce rapport.

Il précise qu'une copie du rapport est également transmise au Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 622

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**622.** Le ministre dépose le rapport du commissaire national aux plaintes et à la qualité des services visé à l'article 621 à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

### **COMMENTAIRE**

L'article 622 du projet de loi prévoit que le rapport du commissaire national est déposé à l'Assemblée nationale par le ministre. Il précise les délais dans lesquels ce dépôt doit être fait.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 623

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**623.** Le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services doit transmettre au ministre, chaque fois qu'il le requiert, un rapport portant sur toute matière susceptible de faire l'objet du rapport prévu à l'article 621 ainsi que sur toute question relative à l'application de la procédure d'examen des plaintes, y compris ses dispositions applicables à la plainte qui concerne un médecin, un dentiste, un pharmacien ou une sage-femme.

Une reproduction de ce rapport doit être transmise, par la même occasion, au Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux.

### **COMMENTAIRE**

L'article 623 du projet de loi prévoit l'obligation pour le commissaire national de transmettre certains rapports au ministre lorsqu'il le demande.

Il précise qu'une copie du rapport est également transmise au Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE V

#### ASSISTANCE ET DOSSIER DE PLAINTE

##### ARTICLE 624

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**624.** Santé Québec doit, pour chaque région sociosanitaire, confier à au moins un organisme communautaire les fonctions suivantes à l'égard de toute personne qui en fait la demande :

- 1° l'informer sur le fonctionnement du régime des plaintes;
- 2° l'aider à clarifier l'objet de sa plainte et, au besoin, la rédiger;
- 3° l'assister et l'accompagner à chaque étape du processus de plainte;
- 4° faciliter la conciliation avec toute instance concernée.

Un organisme n'est pas tenu de traiter la demande d'une personne qui ne réside pas dans la région qu'il dessert ou dont la plainte ne relève ni du commissaire aux plaintes et à la qualité des services nommé pour un établissement de Santé Québec de cette région, ni du Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux. Lorsque plus d'un organisme est impliqué dans le traitement de la demande, ils doivent collaborer entre eux.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 624 du projet de loi prévoit l'obligation pour Santé Québec de confier à un organisme communautaire certaines fonctions afin d'assurer une forme d'assistance aux personnes qui en font la demande.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 625

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**625.** Tout commissaire aux plaintes et à la qualité des services s'assure que la personne qui le requiert est assistée pour la formulation de sa plainte ou pour toute démarche relative à sa plainte, y compris auprès du comité de révision visé à l'article 614.

Le commissaire l'informe de la possibilité d'être assistée et accompagnée par l'organisme communautaire de la région auquel ont été confiées les fonctions prévues au premier alinéa de l'article 624.

Il l'informe de plus de la protection que la loi reconnaît à toute personne qui collabore à l'examen d'une plainte en application de l'article 632.

### **COMMENTAIRE**

L'article 625 du projet de loi impose au commissaire aux plaintes et à la qualité des services l'obligation de s'assurer qu'une personne obtienne l'assistance nécessaire dans le cadre du processus de plainte lorsqu'elle le demande.

Il ajoute que le commissaire informe cette personne des services offerts par l'organisme communautaire auquel les fonctions d'assistance ont été confiées.

Finalement, il prévoit que le commissaire l'informe du fait que ses réponses ou ses déclarations sont confidentielles et ne pourront être utilisées ou recevables en preuve contre elle.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 626

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**626.** Le contenu d'un dossier de plainte est déterminé par règlement de Santé Québec.

Malgré toute disposition contraire de la présente loi, aucun document contenu à un dossier de plainte ne peut être versé au dossier d'un membre du personnel ou d'un médecin, d'un dentiste ou d'une sage-femme exerçant sa profession au sein d'un établissement.

Toutefois, les conclusions motivées et, le cas échéant, les recommandations formulées par un médecin examinateur en application de l'article 589 ou la conclusion tirée par un comité de révision en application de l'article 594 doivent être versées au dossier du professionnel visé par la plainte.

Quiconque détient le dossier de plainte doit le transmettre à la personne devant traiter cette plainte pour l'application de la présente partie.

### **COMMENTAIRE**

L'article 626 du projet de loi prévoit qu'un règlement de Santé Québec détermine le contenu du dossier de plainte.

Ensuite, il prévoit, à ses deuxième et troisième alinéas, des règles relatives au dossier d'un membre du personnel.

Enfin, il prévoit, à son quatrième alinéa, l'obligation pour toute personne qui a le dossier de plainte de le transmettre à la personne qui en fait l'examen.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 627

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**627.** Le dossier de plainte d'un usager est confidentiel et, sous réserve des dispositions particulières de la présente loi, seuls peuvent y avoir accès :

1° la personne concernée et, le cas échéant, le représentant, l'héritier ou le successible de cette dernière, le liquidateur de sa succession, la personne qu'elle a désignée à titre de bénéficiaire d'une assurance-vie ou d'une indemnité de décès et le titulaire de l'autorité parentale;

2° le commissaire aux plaintes et à la qualité des services, le médecin examinateur ou le comité de révision concernés, de même que le président-directeur général, le directeur médical ou le conseil des médecins, dentistes, pharmaciens et sages-femmes de l'établissement pour lequel ce commissaire ou ce médecin est nommé ou ce comité formé ou un expert externe à cet établissement auquel ce conseil a recours en vertu du premier alinéa des articles 169 ou 223, selon le cas, dans l'exercice de ses fonctions.

Le présent article s'applique malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher la communication d'une reproduction du dossier de plainte d'un usager au Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux en application de la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux.

### **COMMENTAIRE**

L'article 627 du projet de loi prévoit qu'un dossier de plainte est confidentiel et il énonce qui peut y avoir accès.

Il précise qu'il s'applique malgré la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE VI

#### DISPOSITIONS DIVERSES

#### ARTICLE 628

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**628.** Sauf disposition contraire de la présente partie, les avis et les autres communications destinés à l’auteur d’une plainte peuvent être formulés verbalement lorsque la plainte a été ainsi formulée.

#### **COMMENTAIRE**

L’article 628 du projet de loi prévoit qu’une communication peut être verbale lorsque la plainte a été formulée verbalement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 629

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**629.** Un établissement privé doit informer tout usager qu'il peut formuler une plainte auprès de Santé Québec. Dans toutes ses installations, il doit également afficher à la vue du public un document expliquant qui peut formuler une plainte ainsi que les modalités d'exercice de ce droit. Les coordonnées du commissaire aux plaintes et à la qualité des services compétent doivent y être mentionnées.

### **COMMENTAIRE**

L'article 629 du projet de loi prévoit des obligations particulières des établissements privés dont le devoir d'informer les usagers qu'ils peuvent formuler une plainte auprès de Santé Québec et l'obligation d'afficher un document explicatif sur le processus.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 630

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**630.** Nul ne peut exercer ou tenter d'exercer des représailles, de quelque nature que ce soit, à l'endroit de toute personne qui formule ou entend formuler une plainte en vertu de l'article 572 ou une demande de révision en vertu de l'article 591.

Dès que la personne qui est appelée à examiner cette plainte en est informée, elle doit intervenir sans délai.

### **COMMENTAIRE**

L'article 630 du projet de loi vise à protéger contre les représailles une personne qui formule ou formulera une plainte.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 631

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**631.** Aucune action civile ne peut être intentée en raison ou en conséquence d'une plainte formulée de bonne foi en vertu de la présente partie, quelles que soient les conclusions rendues.

Rien dans la présente disposition ne limite le droit d'une personne ou de ses ayants droit d'exercer un recours qui porte sur les mêmes faits que ceux formulés dans une plainte.

### **COMMENTAIRE**

L'article 631 du projet de loi vise à protéger les personnes formulant de bonne foi une plainte contre les poursuites en justice.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 632

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**632.** Les réponses ou les déclarations faites par une personne, dans le cadre de l'examen d'une plainte ou de la conduite d'une intervention, et notamment tout renseignement ou tout document fourni de bonne foi par elle en réponse à une demande d'un commissaire aux plaintes et à la qualité des services, d'une personne qui agit sous son autorité, d'une personne consultée ou d'un expert externe visé à l'article 578, d'un médecin examinateur, d'un comité de révision ou de l'un de ses membres sont confidentiels et ne peuvent être utilisés ni ne sont recevables à titre de preuve contre cette personne devant une instance judiciaire ou une personne ou un organisme exerçant des fonctions juridictionnelles.

### **COMMENTAIRE**

L'article 632 du projet de loi prévoit le caractère confidentiel des réponses et des déclarations faites par une personne dans le cadre de l'examen d'une plainte ou de la conduite d'une intervention. Il ajoute que celles-ci ne peuvent être utilisées ou recevables à titre de preuve.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 633

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**633.** Ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions prévues à la présente partie :

- 1° le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services;
- 2° un commissaire aux plaintes et à la qualité des services ou une personne qui agit sous son autorité;
- 3° un médecin examinateur;
- 4° une personne consultée ou un expert externe visé à l'article 578;
- 5° un comité de révision ou l'un de ses membres;
- 6° le conseil d'administration de Santé Québec ou l'un de ses membres.

### **COMMENTAIRE**

L'article 633 du projet de loi énonce ceux qui ne peuvent être poursuivis en justice pour un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 634

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**634.** Sauf sur une question de compétence, aucun pourvoi en contrôle judiciaire prévu au Code de procédure civile (chapitre C-25.01) ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre les personnes visées à l'article 633 agissant en leur qualité officielle.

### **COMMENTAIRE**

L'article 634 du projet de loi prévoit qu'il n'est pas possible d'exercer un pourvoi en contrôle judiciaire ou d'accorder une injonction contre les personnes visées à l'article 633 du projet de loi, à l'exception d'une question de compétence.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 635

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**635.** Un juge de la Cour d'appel peut, sur demande, annuler sommairement une décision, une ordonnance ou une injonction rendue ou prononcée à l'encontre de l'article 633 ou 634.

### COMMENTAIRE

L'article 635 complète les articles 633 et 634 du projet de loi. Il prévoit qu'une décision, qu'une ordonnance ou qu'une injonction rendue ou prononcée à l'encontre des articles 633 et 634 peut être annulée par un juge de la Cour d'appel.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 636

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**636.** Le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services, un commissaire aux plaintes et à la qualité des services, une personne qui agit sous son autorité, une personne consultée ou un expert externe visé à l'article 578, un médecin examinateur, un membre d'un comité de révision ainsi qu'un membre du conseil d'établissement doivent, avant de commencer à exercer leurs fonctions conformément à la présente partie, prêter le serment prévu à l'annexe I.

### **COMMENTAIRE**

L'article 636 du projet de loi prévoit l'obligation pour certaines personnes de prêter le serment prévu à l'annexe I du projet de loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 637

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**637.** Malgré toute disposition incompatible d'une loi, le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services, un commissaire aux plaintes et à la qualité des services, une personne qui agit sous son autorité, une personne consultée ou un expert externe visé à l'article 578, un médecin examinateur, un comité de révision ou l'un de ses membres ne peut être contraint devant une instance judiciaire ou une personne ou un organisme exerçant des fonctions juridictionnelles de faire une déposition portant sur un renseignement confidentiel qu'il a obtenu dans l'exercice de ses fonctions ni de produire un document contenant un tel renseignement si ce n'est aux fins du contrôle de sa confidentialité.

### **COMMENTAIRE**

L'article 637 du projet de loi prévoit les personnes ne pouvant être contraintes de témoigner.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 638

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**638.** Aucun élément de contenu du dossier de plainte d'une personne ou d'un dossier d'intervention, y compris les conclusions motivées et, le cas échéant, les recommandations qui les accompagnent, ne peut constituer une déclaration, une reconnaissance ou un aveu extrajudiciaire d'une faute professionnelle, administrative ou autre de nature à engager la responsabilité civile d'une partie devant une instance judiciaire.

### **COMMENTAIRE**

L'article 638 du projet de loi prévoit qu'aucun élément du dossier de plainte ou d'intervention ne peut constituer une déclaration, une reconnaissance ou un aveu extrajudiciaire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### PARTIE VIII

#### MESURES D'APPLICATION ET DISPOSITIONS DIVERSES

#### TITRE I

#### MESURES D'APPLICATION

#### CHAPITRE I

#### INSPECTIONS ET ENQUÊTES

#### ARTICLE 639

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**639.** Santé Québec peut autoriser par écrit une personne à agir comme inspecteur pour l'application de la présente loi ou de ses règlements.

Un inspecteur doit, sur demande, se nommer et exhiber le document attestant sa qualité.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 639 du projet de loi prévoit le pouvoir d'inspection de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 640

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**640.** L'inspecteur peut :

1° pénétrer, à toute heure raisonnable, dans tout lieu où il a des raisons de croire que des activités régies par la présente loi sont exercées;

2° pénétrer, à toute heure raisonnable, dans tout lieu où sont exercées des activités régies par la présente loi afin de vérifier si la présente loi et ses règlements sont respectés;

3° exiger tout renseignement relatif à l'application de la présente loi ou de ses règlements ainsi que la communication, pour examen ou reproduction, de tout document s'y rapportant;

4° examiner tout lieu ou tout équipement auquel s'applique la présente loi et prendre des photographies ou des enregistrements;

5° obliger toute personne se trouvant sur les lieux à lui prêter une aide raisonnable et à l'accompagner.

Malgré le premier alinéa, l'inspecteur ne peut, sans le consentement de l'occupant ou du locataire, pénétrer dans une chambre ou un logement d'une résidence privée pour aînés, d'une ressource offrant de l'hébergement ou d'un lieu où il a des raisons de croire que sont exercées des activités pour lesquelles une autorisation d'exploiter une résidence privée pour aînés ou une ressource offrant de l'hébergement est exigée en vertu de la présente loi. Il ne peut non plus pénétrer dans une chambre d'un usager confié à une ressource intermédiaire ou à une ressource de type familial sans le consentement de cet usager.

### COMMENTAIRE

L'article 640 du projet de loi prévoit les pouvoirs de l'inspecteur tel que pénétrer dans tout lieu où il a des raisons de croire que des activités régies par la présente loi sont exercées ou exiger tout renseignement.

Le deuxième alinéa prévoit l'exigence pour l'inspecteur d'obtenir le consentement de l'occupant, du locataire ou de l'usager pour pénétrer dans certains lieux.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 641

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**641.** Un inspecteur peut, par une demande qu'il transmet par tout moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis, exiger de toute personne, dans le délai et selon les conditions qu'il précise, tout renseignement ou tout document relatif à l'application de la présente loi ou de ses règlements.

### **COMMENTAIRE**

L'article 641 du projet de loi prévoit la possibilité pour un inspecteur d'exiger des renseignements ou des documents sans avoir à se déplacer.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 642

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**642.** Santé Québec peut désigner une personne pour enquêter sur toute matière relative à l'application de la présente loi ou de ses règlements.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 642 du projet de loi prévoit le pouvoir d'enquête de Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 643

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**643.** Santé Québec peut, de sa propre initiative ou à la demande du ministre, autoriser une personne à mener une enquête sur toute matière relative à la prestation de services du domaine de la santé et des services sociaux pertinente à l'application de la présente loi autre qu'aux fins d'établir une contravention visée à une disposition du titre II de la partie X.

Dans le cadre de cette enquête, Santé Québec ou toute personne qu'elle désigne a les pouvoirs et l'immunité des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37), sauf le pouvoir d'ordonner l'emprisonnement.

Après la tenue d'une enquête menée à la demande du ministre, Santé Québec doit lui fournir un rapport de ses constatations ainsi que, le cas échéant, de ses recommandations.

### COMMENTAIRE

L'article 643 du projet de loi prévoit le pouvoir d'enquête de Santé Québec à des fins autres que d'établir une contravention à une disposition du titre portant sur les dispositions pénales. Il ajoute que ce type d'enquête peut être demandé par le ministre.

Il précise, à son deuxième alinéa, que pour ce type d'enquête, Santé Québec, de même que toute personne qu'elle désigne, bénéficie des pouvoirs et de l'immunité des commissaires nommés en vertu de la *Loi sur les commissions d'enquête* à l'exception du pouvoir d'ordonner l'emprisonnement.

Enfin, il prévoit, à son troisième alinéa, l'obligation pour Santé Québec de faire rapport au ministre lorsque l'enquête a été menée à sa demande.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 644

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**644.** Un inspecteur ou un enquêteur ne peut être poursuivi en justice pour un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

### **COMMENTAIRE**

L'article 644 du projet de loi prévoit une immunité pour l'inspecteur ou l'enquêteur qui agit ou omet d'agir de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 645

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**645.** Lorsque, à la suite d'une inspection ou d'une enquête, Santé Québec est informée qu'un centre médical spécialisé est exploité sans autorisation, elle doit, aux fins de l'application de l'interdiction de rémunération prévue au premier alinéa de l'article 22.0.0.0.1 de la Loi sur l'assurance maladie, en aviser aussitôt par écrit la Régie de l'assurance maladie du Québec. Sur réception de l'avis, celle-ci informe les médecins qui exercent leur profession au sein du centre médical spécialisé concerné de l'application de cette interdiction de rémunération.

### COMMENTAIRE

L'article 645 du projet de loi prévoit l'obligation de Santé Québec d'aviser la Régie de l'assurance maladie du Québec lorsqu'elle constate qu'un centre médical spécialisé est exploité sans autorisation, et ce, aux fins de l'application de l'interdiction de rémunération prévue à la *Loi sur l'assurance maladie*. Il précise également que la Régie doit informer les médecins concernés de l'application de l'interdiction.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 646

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**646.** Lorsque l'inspection ou l'enquête vise le titulaire d'une autorisation, une ressource intermédiaire ou une ressource de type familial, Santé Québec peut, une fois l'inspection ou l'enquête complétée, exiger de ce titulaire ou de cette ressource qu'il lui soumette un plan d'action pour donner suite aux recommandations que Santé Québec a formulées.

### **COMMENTAIRE**

L'article 646 du projet de loi prévoit que suivant une inspection ou une enquête Santé Québec peut exiger un plan d'action de la personne concernée pour mettre en œuvre ses recommandations.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

#### POUVOIRS DU MINISTRE

#### SECTION I

#### POUVOIRS RELATIFS À LA SUPERVISION DU SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

#### ARTICLE 647

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**647.** Le ministre surveille le marché des services du domaine de la santé et des services sociaux, notamment afin d'en connaître l'offre et la demande et les circonstances dans lesquelles les personnes ont accès aux services offerts.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 647 du projet de loi prévoit le pouvoir du ministre de surveiller le marché des services du domaine de la santé et des services sociaux. L'objectif de cet article est que le ministre puisse ainsi être informé sur le portrait du système de santé et de services sociaux.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 648

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**648.** Le ministre peut vérifier l'application, par Santé Québec, des dispositions de la présente loi et de ses règlements ainsi que de toute autre disposition législative qui lui confère des responsabilités. Il peut désigner par écrit une personne qui sera chargée de cette vérification. L'article 644 s'applique à cette personne, avec les adaptations nécessaires.

### **COMMENTAIRE**

L'article 648 du projet de loi prévoit le pouvoir de vérification du ministre à l'égard de Santé Québec afin de s'assurer qu'elle applique les dispositions de la présente loi et de ses règlements ainsi que de toute autre loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 649

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**649.** 649. Santé Québec doit, sur demande du ministre ou de la personne chargée de la vérification, lui transmettre ou autrement mettre à sa disposition tout document et tout renseignement que celui-ci ou, selon le cas, la personne désignée juge nécessaires pour procéder à la vérification.

Le premier alinéa ne s'applique pas aux renseignements contenus au dossier d'un usager.

### **COMMENTAIRE**

L'article 649 du projet de loi prévoit l'obligation pour Santé Québec de communiquer les renseignements ou les documents jugés nécessaires dans le cadre d'une vérification.

Il précise que ce pouvoir ne peut permettre l'obtention de renseignements prévus au dossier d'un usager.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 650

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**650.** Le ministre peut désigner une personne pour enquêter sur quelque matière se rapportant à l'accès aux services de santé et aux services sociaux offerts par Santé Québec, à la qualité et à la sécurité des services rendus, à l'accomplissement de sa mission et de ses fonctions ainsi qu'à son administration, à son organisation et à son fonctionnement.

La personne désignée par le ministre est investie, aux fins d'une enquête, de l'immunité et des pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête, sauf du pouvoir d'ordonner l'emprisonnement.

### COMMENTAIRE

L'article 650 du projet de loi prévoit le pouvoir d'enquête du ministre à l'égard de Santé Québec.

Il précise que la personne qui procède à l'enquête bénéficie de l'immunité et a les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la *Loi sur les commissions d'enquête*, sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 651

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**651.** Le ministre peut, pendant ou après la tenue d'une vérification ou d'une enquête, ordonner à Santé Québec qu'elle apporte des mesures correctrices, effectue les suivis adéquats et se soumette à toute autre mesure qu'il détermine, dont des mesures de surveillance et d'accompagnement.

Entre autres mesures, le ministre peut désigner une personne notamment pour surveiller ou accompagner la direction de Santé Québec ou tout autre membre de son personnel dans la gestion d'un établissement public.

### **COMMENTAIRE**

L'article 651 du projet de loi prévoit le pouvoir du ministre d'ordonner différentes mesures à Santé Québec dont des mesures correctrices, d'effectuer certains suivis et de l'accompagnement.

Il précise que l'accompagnement peut consister dans la nomination d'une personne pour surveiller la direction ou un membre du personnel dans sa gestion.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 652

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**652.** Le gouvernement peut, pour une période d'au plus 180 jours, nommer une ou plusieurs personnes pour exercer tout ou partie des fonctions ou des pouvoirs du conseil d'administration de Santé Québec ou du président et chef de la direction lorsqu'il estime que le conseil d'administration ou le président et chef de la direction :

1° a commis une faute grave, notamment par une inconduite, une malversation ou un abus de confiance, ou a autrement manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la loi;

2° par un acte ou une omission, a compromis sérieusement l'accès aux services offerts par un établissement public ou la qualité ou la sécurité de ces services.

Le ministre dispose des pouvoirs conférés au gouvernement par le premier alinéa à l'égard des fonctions ou des pouvoirs d'un membre de la haute direction de Santé Québec lorsqu'il estime que ce membre se trouve dans l'un des cas qui y est prévu.

La période prévue au premier alinéa peut être prolongée par le gouvernement ou le ministre, pourvu que le délai de chaque prolongation n'excède pas 180 jours.

Pour l'application du présent article, un membre de la haute direction s'entend de la personne qui exerce des fonctions de direction sous l'autorité immédiate du président et chef de la direction ou sous l'autorité immédiate d'une personne qui exerce de telles fonctions de direction.

Une personne nommée par le gouvernement ou par le ministre conformément au présent article ne peut être poursuivie en justice pour un acte omis ou accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

### COMMENTAIRE

L'article 652 du projet de loi confère au gouvernement le pouvoir de confier à une ou plusieurs personnes l'exercice des fonctions ou des pouvoirs du conseil d'administration ou du président et chef de la direction. Il précise les circonstances

## PROJET DE LOI N° 15

### Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

pouvant justifier une telle décision notamment en cas de faute grave. Il précise que ce pouvoir s'exerce pour une période maximale de 180 jours.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, que le ministre dispose des mêmes pouvoirs, mais à l'égard d'un membre de la haute direction de Santé Québec.

Ensuite, il prévoit, à son troisième alinéa, que la période maximale peut être prolongée.

Il définit, à son quatrième alinéa, ce qu'on entend par un membre de la haute direction pour l'application de cet article.

Enfin, il confère, à son dernier alinéa, aux personnes nommées par le gouvernement ou le ministre une protection contre les poursuites en justice.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 653

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**653.** Le ministre peut demander à Santé Québec qu'elle intervienne auprès d'un établissement pour que ce dernier corrige une situation contraire aux droits des usagers, aux standards d'accès, d'intégration, de qualité, d'efficacité ou d'efficience quant aux services, à son acte d'institution ou, selon le cas, à l'autorisation octroyée en vertu des dispositions du titre I de la partie VI.

### **COMMENTAIRE**

L'article 653 du projet de loi prévoit le pouvoir du ministre d'exiger de Santé Québec qu'elle intervienne auprès d'un établissement pour qu'une situation problématique soit résolue.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### SECTION II

#### AUTRES POUVOIRS

#### ARTICLE 654

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**654.** Le ministre prend les mesures propres à assurer la protection de la santé publique et assure la coordination nationale et interrégionale en la matière.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 654 du projet de loi prévoit que le ministre prend les mesures requises afin d'assurer la protection de la santé publique. Il ajoute le rôle du ministre d'assurer la coordination en la matière.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 655

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**655.** Le ministre peut requérir de quiconque les renseignements nécessaires à l'exercice de toute fonction qui lui est conférée par la présente loi, à condition que ces renseignements ne lui permettent pas d'identifier un usager ou le client d'un prestataire de services du domaine de la santé et des services sociaux.

De plus, il peut utiliser, pour l'exercice d'une telle fonction, tout renseignement qu'il détient et qu'il a obtenu dans l'exercice d'une autre telle fonction.

### **COMMENTAIRE**

L'article 655 du projet de loi confère au ministre le pouvoir d'exiger les renseignements qui sont nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Il précise que ces renseignements ne peuvent permettre d'identifier une personne recevant des services du domaine de la santé et des services sociaux.

Enfin, il ajoute, à son deuxième alinéa, qu'un renseignement qui a été obtenu dans l'exercice d'une fonction peut être réutilisé pour l'exercice d'une autre fonction.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 656

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**656.** Le ministre peut, malgré toute disposition inconciliable, mettre en œuvre, dans la mesure et aux conditions déterminées par le gouvernement, tout projet expérimental concernant l'organisation des ressources humaines ou matérielles de Santé Québec ou de l'un de ses établissements aux fins de favoriser l'organisation et la prestation intégrées des services de santé et des services sociaux.

Il peut, à cette fin, conclure des ententes avec des professionnels, sauf avec les professionnels de la santé visés par la Loi sur l'assurance maladie quant aux matières visées à l'article 19 de cette loi.

Préalablement à la mise en œuvre d'un tel projet, le ministre fait publier, à la *Gazette officielle du Québec*, un avis de son intention de proposer au gouvernement, 45 jours après cette publication, la mise en œuvre du projet. Durant ce délai, le ministre permet à toute personne intéressée de lui faire part de ses observations relativement au projet.

### COMMENTAIRE

L'article 656 du projet de loi prévoit la possibilité pour le ministre de mettre en œuvre un projet expérimental.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE III

#### DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

##### ARTICLE 657

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**657.** Le ministre peut, par règlement, déterminer, pour un médicament, les cas, conditions et circonstances de son utilisation, après avoir consulté le Collège des médecins du Québec, l'Ordre des pharmaciens du Québec et l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 657 du projet de loi introduit un chapitre portant sur différentes dispositions réglementaires.

Il prévoit que les cas, les conditions et les circonstances de l'utilisation d'un médicament peuvent être déterminés par un règlement du ministre. Il ajoute quels organismes doivent être consultés.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 658

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**658.** Le gouvernement détermine, par règlement, la contribution qui est exigée des usagers qui sont hébergés dans une installation maintenue par un établissement public ou privé conventionné ou qui sont pris en charge par une ressource intermédiaire d'un établissement public ou par une ressource de type familial.

Ce règlement détermine également le montant d'allocation de dépenses personnelles qui doit être laissé mensuellement à cet usager.

### **COMMENTAIRE**

L'article 658 du projet de loi prévoit que la contribution des usagers hébergés ou de ceux pris en charge par un ressource intermédiaire ou une ressource de type familial est déterminée par un règlement du gouvernement.

Il précise qu'un montant d'allocation de dépenses personnelles doit être déterminé dans ce règlement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 659

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**659.** Le montant de la contribution peut varier suivant les circonstances ou les besoins identifiés par règlement du gouvernement.

La contribution est exigée par le ministre, par Santé Québec ou par l'établissement privé conventionné. Les usagers eux-mêmes sont tenus de la verser; toutefois, dans le cas d'un usager mineur, la contribution peut être exigée de son père, de sa mère ou de l'un de ses parents, de l'un et l'autre conjointement ou de toute autre personne déterminée par le règlement; dans le cas d'un usager marié ou uni civilement, la contribution peut être exigée de son conjoint et, dans le cas d'un membre d'une communauté religieuse, la contribution peut être exigée de sa communauté.

### **COMMENTAIRE**

L'article 659 du projet de loi prévoit que le règlement peut identifier des circonstances ou des besoins suivant lesquels le montant de la contribution varie. Il précise qui peut exiger la contribution et qui est tenu de la verser.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 660

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**660.** Santé Québec ou le ministre peut, à la demande d'une personne de qui est exigé le paiement d'une contribution, l'exonérer du paiement de cette contribution, selon les modalités et dans les circonstances déterminées par règlement du gouvernement.

### **COMMENTAIRE**

L'article 660 du projet de loi prévoit que les modalités et les circonstances permettant qu'une personne soit exonérée du paiement de la contribution sont prévues par règlement du gouvernement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 661

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**661.** Toute personne peut contester devant le Tribunal administratif du Québec une décision concernant une exonération d'un paiement qu'elle a demandée conformément à l'article 660 dans les 60 jours de la date à laquelle cette décision lui a été notifiée.

### **COMMENTAIRE**

L'article 661 du projet de loi prévoit que lorsqu'une exonération de paiement de la contribution a été refusée à une personne, celle-ci peut contester cette décision auprès du Tribunal administratif du Québec. Il précise également le délai dont cette personne dispose.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 662

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**662.** Un usager ou toute personne de qui peut être exigé le paiement d'une contribution financière ne doit pas avoir, dans les deux années précédant l'hébergement ou la prise en charge de l'usager, renoncé à ses droits, disposé d'un bien ou d'un avoir liquide sans juste considération ou les avoir dilapidés de manière à se rendre admissible à une exonération de paiement ou de manière qu'une contribution inférieure à celle qui lui aurait autrement été demandée puisse lui être exigée.

### **COMMENTAIRE**

L'article 662 du projet de loi prévoit une interdiction pour une personne de diminuer son patrimoine de manière à être exonérée du paiement de la contribution ou payer une contribution inférieure

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 663

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**663.** Santé Québec ou le ministre peut, lorsqu'il y a violation des dispositions de l'article 662, intenter un recours en recouvrement de la valeur des droits, des biens ou des avoirs liquides dont un tiers a profité lors de la renonciation, de l'aliénation ou de la dilapidation, après avoir soustrait la juste considération versée par celui-ci. Santé Québec ou le ministre peut en outre prendre toute autre mesure prévue par règlement du gouvernement.

### **COMMENTAIRE**

L'article 663 du projet de loi prévoit le recours possible lorsqu'une personne ne respecte pas les dispositions de l'article 662 du projet de loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 664

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**664.** Le gouvernement peut, dans un règlement pris en vertu des articles 658 à 660 :

1° prescrire l'indexation automatique de tout ou partie des montants fixés dans ce règlement, suivant l'indice qui y est prévu;

2° prévoir une contribution financière différente selon que l'utilisateur ou la personne de qui le paiement de la contribution financière peut être exigé est ou n'est pas un résident du Québec et définir, à cette fin, l'expression « résident du Québec »;

3° assujettir au paiement de la contribution un usager hébergé dans un établissement ailleurs au Canada alors qu'il conserve sa qualité de résident du Québec et permettre au ministre ou à la personne qu'il désigne de percevoir cette contribution.

### **COMMENTAIRE**

L'article 664 du projet de loi énumère des éléments pouvant être prévus dans un règlement pris en vertu des articles 658 à 660 du projet de loi, c'est-à-dire un règlement relatif à la contribution des usagers et à son exonération. Par exemple, il précise que des dispositions peuvent être prises sur l'indexation automatique des montants.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 665

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**665.** La contribution d'un usager est payable mensuellement en un seul versement.

Elle porte intérêt au taux prévu au premier alinéa de l'article 28 de la Loi sur l'administration fiscale (chapitre A-6.002) à compter de la date d'exigibilité de la créance.

Santé Québec ne peut faire remise de la contribution d'un usager, ni des intérêts.

### **COMMENTAIRE**

L'article 665 du projet de loi établit que la contribution est payable à chaque mois et en un seul versement.

Il prévoit l'intérêt sur le montant dû.

Enfin, il précise que Santé Québec ne peut faire remise de la contribution et des intérêts.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 666

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**666.** Santé Québec peut, par règlement, pour les activités ou les catégories d'activités qu'elle détermine, exiger d'une personne qu'elle fournisse une garantie financière de la bonne exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi.

### **COMMENTAIRE**

L'article 666 du projet de loi permet à Santé Québec d'exiger, par règlement, des garanties financières destinées à assurer le respect de la loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 667

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**667.** Tout règlement pris par Santé Québec est approuvé avec ou sans modification par le gouvernement.

Le gouvernement peut édicter un tel règlement, à défaut par Santé Québec de le prendre dans le délai que lui indique le ministre.

### **COMMENTAIRE**

L'article 667 du projet de loi prévoit qu'un règlement pris par Santé Québec est soumis à l'approbation du gouvernement. Il précise que ce dernier peut y apporter des modifications.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, que si Santé Québec fait défaut de prendre un règlement, le gouvernement peut alors l'édicter.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE II

#### DISPOSITIONS DIVERSES

##### ARTICLE 668

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**668.** La présente loi ne peut être interprétée comme limitant les pouvoirs des comités de révision institués par l'article 41 de la Loi sur l'assurance maladie ou des ordres professionnels visés au Code des professions (chapitre C-26).

Les représentants des ordres professionnels visés au Code des professions ont accès à toute installation maintenue par un établissement pour l'accomplissement des fonctions que les ordres professionnels doivent remplir pour assurer la protection du public.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 668 du projet de loi vise à éviter des effets négatifs pouvant découler de l'interprétation du présent projet de loi sur d'autres lois.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, le pouvoir des représentants des ordres professionnels d'accéder aux installations des établissements.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 669

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**669.** Le gouvernement est de plein droit subrogé au recours de tout usager contre un tiers jusqu'à concurrence du coût des services assumé par lui à la suite d'un préjudice causé par la faute de ce tiers. Toute réclamation du gouvernement doit être notifiée au tiers par un avis qui énonce le montant de sa dette et les motifs d'exigibilité de celle-ci.

La faute commune entraîne la réduction du montant de cette subrogation dans la même proportion que le recours de l'usager.

Le ministre a le pouvoir de transiger sur toute réclamation découlant du présent article et il peut déléguer ce pouvoir.

Les droits acquis par suite de la subrogation prévue au présent article font partie du domaine de l'État à compter de leur naissance et sont soumis aux règles applicables aux droits qui en font partie; toutefois, le droit d'action qui en résulte se prescrit par trois ans.

### **COMMENTAIRE**

L'article 669 du projet de loi prévoit la subrogation au profit du gouvernement au recours d'un usager contre un tiers. Il précise les limites de cette subrogation soit jusqu'à concurrence du coût des services assumé par le gouvernement. Il ajoute une obligation pour ce dernier de notifier sa réclamation au tiers.

Il prévoit également, à son deuxième alinéa, la réduction de la subrogation en cas de faute commune.

Il ajoute, à son troisième alinéa, le pouvoir du ministre de transiger en cette matière et la possibilité de déléguer ce pouvoir.

Enfin, il précise, à son dernier alinéa, que les droits acquis par subrogation font partie du domaine de l'État.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 670

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**670.** L'assureur de la responsabilité d'un tiers ne peut se libérer de son obligation de réparer le préjudice visé au premier alinéa de l'article 669 autrement que par le versement en argent du montant de l'assurance.

### **COMMENTAIRE**

L'article 670 du projet de loi prévoit que c'est uniquement par paiement qu'un assureur de la responsabilité d'un tiers peut se libérer de son obligation découlant de l'article 669.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 671

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**671.** Un engagement par une personne de libérer un tiers ou son assureur de son obligation de réparer le préjudice visé au premier alinéa de l'article 669 ou de l'indemniser pour l'exécution de cette obligation est réputé non écrit dans toute convention, toute transaction ou toute quittance.

### **COMMENTAIRE**

L'article 671 du projet de loi prévoit une présomption à l'effet qu'un engagement de libérer un tiers ou un assureur de sa responsabilité est réputé non écrit.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 672

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**672.** Pour l'application des articles 670 et 671, le mot « assureur » désigne également une personne ou un groupement qui accorde à l'égard d'un risque une protection qui pourrait être autrement obtenue en souscrivant une assurance responsabilité.

### **COMMENTAIRE**

L'article 672 du projet de loi définit le terme « assureur » pour l'application des articles 670 et 671.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 673

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**673.** Santé Québec ou tout établissement doit, sur demande du ministre mentionnant la nature des renseignements ou des documents recherchés, lui communiquer tout renseignement ou tout document contenu au dossier de la personne assurée qui est nécessaire à l'exercice d'un recours pris en application de l'article 669, à condition d'avoir informé cette personne de la nature des renseignements ou des documents qui seront communiqués au ministre, dans un délai raisonnable avant leur transmission.

### **COMMENTAIRE**

L'article 673 du projet de loi prévoit l'obligation pour Santé Québec ou un établissement de transmettre certains renseignements à la demande du ministre lorsque cela est nécessaire à l'exercice du recours pris en application de l'article 669.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 674

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**674.** Le gouvernement peut réclamer du titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé non participatif visé à l'article 508 le coût d'un service préopératoire, postopératoire, de réadaptation ou de soutien à domicile devant, en application de cet article, être obtenu au sein de ce centre ou auprès d'une personne ou d'un groupement autre qu'un établissement lorsque ce service est fourni par un établissement public ou privé conventionné préalablement ou à la suite d'une chirurgie ou d'un autre traitement médical spécialisé effectué au sein de ce centre.

Santé Québec ou tout établissement doit, sur demande du ministre et après en avoir informé l'usager, communiquer au ministre tout renseignement contenu au dossier de cet usager qui est nécessaire à l'exercice d'un recours pris en application du premier alinéa.

### **COMMENTAIRE**

L'article 674 du projet de loi vise à favoriser le respect par les centres médicaux spécialisés non participatif de l'obligation qui leur incombe en vertu de l'article 508 du projet de loi. Ainsi, il prévoit que le gouvernement peut réclamer le coût de certains services lorsqu'ils ont été obtenus auprès d'un établissement en contravention à l'article 508 du projet de loi.

Il précise l'obligation pour Santé Québec ou un établissement de transmettre certains renseignements au ministre qui sont nécessaires à l'exercice d'un recours en cette matière.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### PARTIE IX

#### GESTIONNAIRE DES ASSURANCES DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

##### ARTICLE 675

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**675.** Dans la présente loi, on entend par «gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux» une personne morale constituée en vertu d'une loi du Québec à des fins non lucratives et désignée par le ministre, ayant pour objet d'offrir aux établissements des services en matière d'assurance de dommages adaptés à leurs besoins conformément aux orientations que Santé Québec détermine.

Le gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux peut également, avec l'autorisation du ministre, avoir des objets complémentaires ou accessoires.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 675 du projet de loi définit « gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux ».

Il précise, à son deuxième alinéa, que le ministre peut autoriser le gestionnaire à avoir des objets complémentaires.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 676

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**676.** Santé Québec et, le cas échéant, tous les établissements privés desservis par le gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux en sont membres.

La composition du conseil d'administration du gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux est déterminée dans son acte constitutif. Une majorité de personnes provenant de Santé Québec et des établissements privés qu'il dessert doit s'y retrouver. Le plus haut dirigeant du gestionnaire est nommé par le président et chef de la direction de Santé Québec à la suite d'un processus de sélection initié par celui-ci, incluant un appel de candidatures dont il détermine les modalités.

Les dispositions des articles 51, 84, 100, 103, 289, 424 à 427, 429 et 648 à 652 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux.

### **COMMENTAIRE**

L'article 676 du projet de loi détermine qui sont les membres du gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux.

Il ajoute, à son deuxième alinéa, des règles quant à la composition de son conseil d'administration.

Enfin, il prévoit l'application de plusieurs dispositions du projet de loi au gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 677

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**677.** Le gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux doit conclure avec Santé Québec une entente qui traite notamment des éléments suivants :

1° les orientations et les objectifs stratégiques et opérationnels du gestionnaire;

2° les modalités relatives à la production de rapports périodiques à Santé Québec, dont un rapport financier annuel comprenant les états financiers, le rapport de vérification et tout autre renseignement requis par Santé Québec.

### **COMMENTAIRE**

L'article 677 du projet de loi établit qu'une entente doit être conclue entre Santé Québec et le gestionnaire portant notamment sur les objectifs stratégiques et opérationnels de ce dernier ainsi que les modalités relatives à la reddition de compte.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 678

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**678.** Santé Québec détermine les modalités générales relatives au financement du gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 678 du projet de loi prévoit que les modalités générales relatives au financement du gestionnaire sont établies par Santé Québec.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 679

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**679.** Le ministre peut, aux conditions déterminées par le gouvernement, garantir l'exécution de toute obligation à laquelle le gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux est tenu relativement à la gestion d'une franchise afférente à un contrat d'assurance négocié et conclu à l'avantage des établissements qu'il représente. Il peut également, aux conditions déterminées par le gouvernement, lui avancer toute somme jugée nécessaire dans le cadre de cette gestion.

[[Les sommes requises à cette fin sont prises sur le fonds consolidé du revenu.]]

### **COMMENTAIRE**

L'article 679 du projet de loi prévoit la possibilité pour le ministre de garantir l'exécution de certaines obligations du gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux et de lui avancer tout somme jugée nécessaire. Il précise que les sommes requises sont prises sur le fonds consolidé du revenu.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### PARTIE X

#### SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES ET DISPOSITIONS PÉNALES

### TITRE I

#### SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

### CHAPITRE I

#### MANQUEMENTS

### ARTICLE 680

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**680.** Une sanction administrative pécuniaire d'un montant de 500 \$ dans le cas d'une personne physique ou de 1 500 \$ dans les autres cas peut être imposée par Santé Québec à :

1° un établissement privé qui fait défaut :

a) de transmettre à Santé Québec un rapport de ses activités, de lui transmettre un rapport complet ou de le lui transmettre dans le délai imparti conformément à l'article 319;

b) de fournir à Santé Québec une déclaration, de lui transmettre une déclaration complète ou de la lui transmettre dans le délai imparti conformément à l'article 320;

c) de transmettre à Santé Québec un rapport ou un rapport statistique annuel, de lui transmettre un rapport complet ou de le lui transmettre dans le délai imparti conformément à l'article 423;

d) d'afficher à la vue du public le document qui atteste de son autorisation conformément à l'article 493;

2° un centre médical spécialisé qui fait défaut :

a) d'afficher à la vue du public le document qui atteste de son autorisation conformément à l'article 493;

b) de transmettre à Santé Québec un rapport de ses activités, de lui transmettre un rapport complet ou de le lui transmettre dans le délai imparti conformément à l'article 511;

c) d'aviser toute personne qui utilise ses services ou Santé Québec qu'il entend cesser ses activités dans le délai imparti conformément à l'article 512;



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

3° une résidence privée pour aînés qui fait défaut :

a) d'afficher à la vue du public le document qui atteste de son autorisation conformément à l'article 493;

b) de produire à Santé Québec une déclaration de mise à jour des renseignements conformément à l'article 524.

### **COMMENTAIRE**

L'article 680 du projet de loi établit la sanction administrative pécuniaire applicable aux manquements qu'il énumère. Il s'agit de manquements objectivement constatables.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 681

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**681.** Une sanction administrative pécuniaire d'un montant de 1 250 \$ dans le cas d'une personne physique ou de 3 750 \$ dans les autres cas peut être imposée par Santé Québec à :

- 1° un établissement privé qui fait défaut :
  - a) de créer un comité de vigilance et de la qualité conformément à l'article 120 et au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 295;
  - b) d'instituer un comité de gestion des risques conformément au premier alinéa de l'article 138 et au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 295;
  - c) d'instituer un comité des usagers conformément à l'article 143 et au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 295;
  - d) de se doter d'un code d'éthique conformément au premier alinéa de l'article 299;
  - e) d'élaborer un plan d'intervention ou un plan de services individualisé pour un usager en application de l'article 328 ou de l'article 329;
  - f) d'adopter un protocole d'application des mesures de contrôle conformément à l'article 332;
  - g) de respecter les conditions assorties à son autorisation en application de l'article 490;
  - h) de transmettre à Santé Québec un plan de cessation de ses activités, de lui transmettre un plan complet ou de le lui transmettre dans le délai imparti conformément aux articles 522 et 529;
- 2° un centre médical spécialisé :
  - a) qui fait défaut de respecter les conditions dont son autorisation est assortie en application de l'article 490;
  - b) qui fournit un traitement médical spécialisé non prévu par son autorisation contrairement à l'article 500;
  - c) dont le conseil d'administration ou le conseil de gestion interne, contrairement au deuxième alinéa de l'article 503, n'est pas formé en majorité de médecins exerçant leur profession au sein du centre;

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

d) dont les actionnaires de la personne morale ou les associés de la société, contrairement au troisième alinéa de l'article 503, ont restreint les pouvoirs des administrateurs;

e) au sein duquel, contrairement à l'article 504, n'exercent pas exclusivement des médecins dont le statut de participation au régime d'assurance maladie correspond à celui autorisé pour le centre médical spécialisé;

f) qui fait défaut de nommer un directeur médical conformément à l'article 510 ou dont le directeur médical n'exerce pas sa profession au sein du centre contrairement à cet article;

3° une résidence privée pour aînés qui fait défaut :

a) de transmettre à Santé Québec un plan de cessation de ses activités, de lui transmettre un plan complet ou de le lui transmettre dans le délai imparti conformément à l'article 522;

b) de respecter les conditions assorties à son autorisation en application de l'article 490.

### **COMMENTAIRE**

L'article 681 du projet de loi établit la sanction administrative pécuniaire applicable aux manquements qu'il énumère. Il s'agit de manquements objectivement constatables dont la gravité est considérée plus importante que celle des manquements énumérés à l'article 680.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 682

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**682.** Santé Québec peut, par règlement, prévoir qu'un manquement objectivement observable à une disposition de la partie VI ou à une autre disposition de la présente loi à laquelle renvoie une disposition de cette partie peut donner lieu à une sanction administrative pécuniaire. De même, un règlement pris pour l'application de ces dispositions peut prévoir qu'un manquement objectivement observable à une disposition qu'il prévoit peut également donner lieu à une telle sanction.

Un règlement visé au premier alinéa peut prévoir des conditions d'application de la sanction et déterminer les montants ou leur mode de calcul, lesquels peuvent notamment varier selon la gravité du manquement, sans toutefois excéder 25 000 \$.

### **COMMENTAIRE**

L'article 682 du projet de loi habilite Santé Québec à prévoir par règlement qu'un manquement à certaines dispositions du projet de loi peut donner lieu à une sanction administrative pécuniaire. Également, il habilite Santé Québec à prévoir par règlement la sanction administrative pécuniaire d'un manquement à une disposition d'un règlement. La sanction ainsi prévue ne peut excéder 25 000 \$.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 683

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**683.** Un manquement susceptible de donner lieu à l'imposition d'une sanction administrative pécuniaire constitue un manquement distinct pour chaque jour durant lequel il se poursuit.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 683 du projet de loi prévoit qu'un manquement qui se poursuit sur plusieurs jours constitue un manquement distinct pour chacun de ces jours. Une sanction administrative pécuniaire peut donc être imposée pour chacun de ces manquements distincts.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE II

#### AVIS DE NON-CONFORMITÉ ET IMPOSITION

#### ARTICLE 684

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**684.** Lorsqu'un manquement visé au chapitre I est constaté, un avis de non-conformité peut être notifié à celui qui en est le responsable afin de l'inciter à prendre sans délai les mesures y remédiant.

L'avis doit mentionner que le manquement pourrait notamment donner lieu à une sanction administrative pécuniaire.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 684 du projet de loi prévoit la transmission d'un avis de non-conformité au responsable d'un manquement afin de lui permettre de corriger la situation.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 685

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**685.** L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire se prescrit par deux ans à compter de la date du manquement.

### **COMMENTAIRE**

L'article 685 du projet de loi prévoit la durée de la prescription extinctive à l'égard de l'imposition d'une sanction administrative pécuniaire.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 686

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**686.** La sanction administrative pécuniaire pour un manquement à une disposition de la présente loi ou de l'un de ses règlements ne peut être imposée au responsable du manquement lorsqu'un constat d'infraction lui a antérieurement été signifié en raison d'une contravention à la même disposition, survenue le même jour et fondée sur les mêmes faits.

Pour l'application du présent titre, le responsable d'un manquement s'entend de la personne ou du groupement qui, selon le cas, se voit imposer ou est susceptible de se voir imposer une sanction administrative pécuniaire pour un manquement visé au chapitre I.

### **COMMENTAIRE**

L'article 686 du projet de loi interdit l'imposition d'une sanction administrative pécuniaire pour un manquement constituant également une infraction pénale, lorsque, pour ce même manquement – c'est à dire mêmes faits, même jour et contravention à la même disposition – un constat d'infraction a déjà été signifié à la personne qui se verrait imposer la sanction.

Le second alinéa de cet article définit la notion de responsable d'un manquement.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 687

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**687.** Une sanction administrative pécuniaire est imposée au responsable d'un manquement par la notification d'un avis de réclamation.

L'avis comporte les mentions suivantes :

- 1° le montant réclamé;
- 2° les motifs de son exigibilité;
- 3° le délai à compter duquel il porte intérêt;
- 4° le droit, prévu à l'article 688, d'obtenir le réexamen de la décision d'imposer la sanction et le délai imparti pour l'exercer;
- 5° le droit de contester la décision en réexamen devant le Tribunal administratif du Québec et le délai pour exercer un tel recours.

L'avis de réclamation doit aussi contenir de l'information relative aux modalités de recouvrement du montant réclamé. Le responsable du manquement doit également être informé que le défaut de payer le montant dû pourrait donner lieu à une modification, à une suspension ou à une révocation de toute autorisation octroyée en vertu de la présente loi ou au refus d'octroyer une telle autorisation et, le cas échéant, que les faits à l'origine de la réclamation peuvent aussi donner lieu à une poursuite pénale.

Sauf disposition contraire, le montant dû porte intérêt, au taux prévu au premier alinéa de l'article 28 de la Loi sur l'administration fiscale, à compter du 31<sup>e</sup> jour suivant la notification de l'avis.

### COMMENTAIRE

L'article 687 du projet de loi prévoit qu'une sanction administrative pécuniaire est imposée par la simple notification d'un avis de réclamation. Il n'y a alors pas lieu de permettre à une personne de présenter ses observations, ni d'être entendue. Le deuxième et le troisième alinéa prévoit la teneur de l'avis alors que le quatrième alinéa prévoit l'intérêt sur le montant dû.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE III

#### RÉEXAMEN

#### ARTICLE 688

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**688.** Le responsable d'un manquement peut, par écrit, demander à Santé Québec le réexamen de la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire dans les 30 jours de la notification de l'avis de réclamation.

Les personnes chargées de ce réexamen sont désignées par Santé Québec; elles doivent appartenir à une division administrative distincte de celle de qui relèvent les personnes chargées d'imposer ces sanctions.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 688 du projet de loi permet au responsable d'un manquement de demander le réexamen de la décision de lui imposer une sanction administrative. Il prévoit le délai dans lequel ce droit doit être exercé.

Le deuxième alinéa vise à assurer que les personnes chargées du réexamen bénéficient d'une certaine indépendance et d'une certaine impartialité.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 689

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**689.** La demande de réexamen doit être traitée avec diligence. Après avoir donné au demandeur l'occasion de présenter ses observations et, s'il y a lieu, de produire des documents pour compléter son dossier, la personne chargée du réexamen décide sur dossier, sauf si elle estime nécessaire de procéder autrement.

### **COMMENTAIRE**

L'article 689 du projet de loi s'applique au déroulement de la demande de réexamen. C'est à cette étape que le responsable du manquement pourra présenter ses observations et produire les documents nécessaires à la complétion de son dossier

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 690

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**690.** La décision en réexamen doit être écrite en termes clairs et concis et être motivée et notifiée au demandeur avec la mention de son droit de la contester devant le Tribunal administratif du Québec et du délai pour exercer ce recours.

Si la décision en réexamen n'est pas rendue dans les 30 jours de la réception de la demande ou, le cas échéant, du délai accordé au demandeur pour présenter ses observations ou pour produire des documents, les intérêts prévus au quatrième alinéa de l'article 687 sur le montant dû sont suspendus jusqu'à ce que la décision soit rendue.

### **COMMENTAIRE**

L'article 690 du projet de loi prévoit la teneur de la décision en réexamen ainsi que ses principales modalités.

Le deuxième alinéa de cet article prévoit les cas et la période pendant laquelle l'intérêt payable sur le montant dû au titre de sanction administrative pécuniaire peut être suspendu.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 691

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**691.** La décision en réexamen confirmant l'imposition d'une sanction administrative pécuniaire peut être contestée par le responsable du manquement visé par cette décision devant le Tribunal administratif du Québec dans les 60 jours de sa notification.

Le Tribunal ne peut que confirmer ou infirmer la décision contestée.

Lorsqu'il rend sa décision, le Tribunal peut statuer à l'égard des intérêts courus alors que le recours devant lui était pendant.

### **COMMENTAIRE**

L'article 691 du projet de loi prévoit que le responsable d'un manquement peut contester la décision en réexamen confirmant l'imposition de la sanction administrative pécuniaire. Cette contestation est portée devant le Tribunal administratif du Québec qui est alors tenu de confirmer ou d'infirmer la décision et statuer sur les intérêts encourus.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE IV

#### RECOUVREMENT

#### ARTICLE 692

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**692.** Lorsque le responsable d'un manquement est en défaut de payer une sanction administrative pécuniaire, ses administrateurs et ses dirigeants sont solidairement tenus avec lui au paiement de cette sanction, sauf s'ils établissent avoir fait preuve de prudence et de diligence pour prévenir le manquement.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 692 du projet de loi prévoit la solidarité entre le responsable du manquement et ses administrateurs ainsi que ses dirigeants lorsque ce responsable est en défaut de payer la sanction administrative pécuniaire.

Il prévoit également que les administrateurs et les dirigeants peuvent s'exonérer s'ils démontrent avoir fait preuve de prudence et de diligence pour prévenir le manquement.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 693

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**693.** Le versement d'une sanction administrative pécuniaire est garanti par une hypothèque légale sur les biens meubles et immeubles du débiteur.

Pour l'application du présent chapitre, un débiteur s'entend du responsable d'un manquement tenu de payer une sanction administrative pécuniaire et, le cas échéant, de chacun de ses administrateurs et dirigeants tenus solidairement avec lui au paiement de cette sanction.

### **COMMENTAIRE**

L'article 693 du projet de loi prévoit que la créance pour le montant dû au titre de sanction administrative pécuniaire et, le cas échéant, les intérêts encourus donne lieu à une hypothèque légale sur les biens du responsable du manquement et, le cas échéant, sur ceux de ses administrateurs et dirigeants qui sont solidairement tenus avec lui de payer ce montant.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 694

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**694.** Le débiteur et Santé Québec peuvent conclure une entente de paiement d'une somme due. Une telle entente ou le paiement de cette somme ne constitue pas, aux fins de toute autre sanction administrative prévue par la présente loi, une reconnaissance des faits y donnant lieu.

### **COMMENTAIRE**

L'article 694 du projet de loi permet la conclusion d'ententes en vue du paiement de sanctions administratives pécuniaires.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 695

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**695.** À défaut du versement de la totalité de la somme due ou du respect de l'entente conclue à cette fin, Santé Québec peut délivrer un certificat de recouvrement à l'expiration soit :

1° du délai pour demander le réexamen de la décision d'imposer la sanction;

2° du délai pour contester la décision en réexamen devant le Tribunal administratif du Québec;

3° du délai de 30 jours suivant la décision finale du Tribunal confirmant la décision d'imposer la sanction ou la décision en réexamen, selon le cas.

Toutefois, ce certificat peut être délivré avant l'expiration d'un délai prévu au premier alinéa si Santé Québec est d'avis que le débiteur tente d'éluder le paiement.

Ce certificat énonce le nom et l'adresse du débiteur et le montant de la dette.

### **COMMENTAIRE**

L'article 695 du projet de loi prévoit la délivrance d'un certificat de recouvrement lorsque la sanction administrative pécuniaire n'est pas versée en totalité ou lorsqu'une entente de paiement n'est pas respectée.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 696

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**696.** Après délivrance du certificat de recouvrement, tout remboursement dû au débiteur par le ministre du Revenu peut, conformément à l'article 31 de la Loi sur l'administration fiscale, faire l'objet d'une retenue aux fins du paiement du montant visé par ce certificat.

Cette retenue interrompt la prescription prévue au Code civil quant au recouvrement d'un montant dû.

### **COMMENTAIRE**

L'article 696 du projet de loi permet, une fois le certificat de recouvrement délivré, de retenir sur les sommes dues au débiteur par le ministre du Revenu les sommes nécessaires au paiement du montant visé par le certificat.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 697

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**697.** Sur dépôt du certificat de recouvrement au greffe du tribunal compétent, accompagné d'une reproduction de la décision définitive qui établit la dette, la décision devient exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement définitif et sans appel de ce tribunal et en a tous les effets.

### **COMMENTAIRE**

L'article 697 du projet de loi prévoit la procédure à suivre pour que la décision définitive qui établit la dette au titre d'une sanction administrative pécuniaire devienne exécutoire comme le jugement du tribunal compétent.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 698

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**698.** Le débiteur est tenu au paiement de frais de recouvrement, dans les cas et aux conditions déterminés par règlement de Santé Québec et selon le montant qui y est prévu.

### **COMMENTAIRE**

L'article 698 du projet de loi prévoit que les frais de recouvrement peuvent être à la charge du débiteur.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### CHAPITRE V

#### REGISTRE

#### ARTICLE 699

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**699.** Santé Québec tient un registre des renseignements relatifs aux sanctions administratives pécuniaires.

Ce registre doit notamment contenir les renseignements suivants :

- 1° la date de l'imposition de la sanction;
- 2° la date et la nature du manquement de même que les dispositions législatives ou réglementaires sur la base desquelles la sanction a été imposée;
- 3° si la sanction est imposée à une personne morale ou à une société en nom collectif, en commandite ou en participation, son nom, l'adresse de son principal établissement au Québec et, si elle est immatriculée, son numéro d'entreprise du Québec;
- 4° si la sanction est imposée à une personne physique exploitant une entreprise individuelle, son nom, le nom de l'entreprise, l'adresse de son principal établissement au Québec et, si elle est immatriculée, son numéro d'entreprise du Québec;
- 5° le montant de la sanction imposée;
- 6° la date de réception d'une demande de réexamen, la date de la décision et son dispositif;
- 7° la date de l'exercice d'un recours devant le Tribunal administratif du Québec de même que la date et le dispositif de la décision rendue par le Tribunal, dès que ces renseignements sont portés à la connaissance de Santé Québec;
- 8° la date de l'exercice de tout recours à l'encontre de la décision rendue par le Tribunal administratif du Québec, la nature de ce recours de même que la date et le dispositif de la décision rendue par le tribunal concerné, dès que ces renseignements sont portés à la connaissance de Santé Québec;
- 9° tout autre renseignement que Santé Québec estime d'intérêt public.

Les renseignements contenus dans le registre ont un caractère public à compter du moment où la décision qui impose une sanction devient définitive. Ces renseignements sont retirés trois ans après leur inscription.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### **COMMENTAIRE**

L'article 699 du projet de loi prévoit la tenue par Santé Québec d'un registre relatif aux sanctions administratives pécuniaires; il en détaille la teneur et lui confère un caractère public.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### TITRE II

#### DISPOSITIONS PÉNALES

##### ARTICLE 700

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**700.** Quiconque contrevient au premier alinéa de l'article 61 est passible d'une amende de 5 000 \$ à 50 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 15 000 \$ à 150 000 \$ dans les autres cas.

Le président et chef de la direction ou la personne qui exerce des responsabilités de direction sous son autorité immédiate ou sous celle du président-directeur général d'un établissement de Santé Québec s'il accepte de quiconque une rémunération ou un avantage visés au premier alinéa de l'article 61, est passible d'une amende de 15 000 \$ à 150 000 \$.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 700 du projet de loi prévoit l'amende pour les infractions qui y sont prévues.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 701

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**701.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation du centre médical spécialisé exploité en contravention au premier ou au deuxième alinéa de l'article 503, au premier alinéa de l'article 504 ou au premier alinéa de l'article 506 est passible d'une amende de 2 500 \$ à 25 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 7 500 \$ à 75 000 \$ dans les autres cas.

En cas de contravention au troisième alinéa de l'article 503, chaque actionnaire ou chaque associé qui est partie à la convention est passible de la peine prévue au premier alinéa.

En cas de contravention au quatrième alinéa de l'article 503, le producteur ou le distributeur d'un bien ou d'un service lié au domaine de la santé et des services sociaux est passible de la peine prévue au premier alinéa.

Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé qui contrevient au premier ou au deuxième alinéa de l'article 508 est passible de la peine prévue au premier alinéa.

### **COMMENTAIRE**

L'article 701 du projet de loi prévoit l'amende pour les infractions qui y sont prévues.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 702

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**702.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé qui contrevient à l'article 505 est passible d'une amende de 5 000 \$ à 50 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 15 000 \$ à 150 000 \$ dans les autres cas.

### **COMMENTAIRE**

L'article 702 du projet de loi prévoit l'amende pour les infractions qui y sont prévues.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 703

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**703.** Quiconque contrevient à l'article 566 est passible d'une amende de 2 500 \$ à 25 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 7 500 \$ à 75 000 \$ dans les autres cas.

### **COMMENTAIRE**

L'article 703 du projet de loi prévoit l'amende pour les infractions qui y sont prévues.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 704

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**704.** Le médecin ou le dentiste qui contrevient à l'article 567 est passible d'une amende de 5 000 \$ à 50 000 \$.

### **COMMENTAIRE**

L'article 704 du projet de loi prévoit l'amende pour les infractions qui y sont prévues.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 705

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**705.** Quiconque contrevient à l'une des dispositions des articles 568 à 571 est passible d'une amende de 5 000 \$ à 50 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 15 000 \$ à 150 000 \$ dans les autres cas.

### **COMMENTAIRE**

L'article 705 du projet de loi prévoit l'amende pour les infractions qui y sont prévues.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 706

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**706.** Quiconque contrevient à une disposition d'un règlement dont la violation constitue une infraction en vertu du paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 546 est passible d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 3 000 \$ à 30 000 \$ dans les autres cas.

### **COMMENTAIRE**

L'article 706 du projet de loi prévoit l'amende pour les infractions qui y sont prévues.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 707

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**707.** Le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés ou le nouveau locateur visé à l'article 523 qui contrevient à l'article 522 est passible d'une amende de 2 500 \$ à 62 500 \$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 7 500 \$ à 187 500 \$ dans les autres cas.

### **COMMENTAIRE**

L'article 707 du projet de loi prévoit l'amende pour les infractions qui y sont prévues.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 708

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**708.** Le titulaire d'une autorisation qui omet de respecter une condition prévue par Santé Québec en application de l'article 490 est passible d'une amende de 5 000 \$ à 50 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 15 000 \$ à 150 000 \$ dans les autres cas.

### **COMMENTAIRE**

L'article 708 du projet de loi prévoit l'amende pour les infractions qui y sont prévues.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 709

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**709.** Quiconque entrave ou tente d'entraver de quelque façon que ce soit l'accès d'une personne à un lieu auquel elle a le droit d'accéder et où sont offerts des services du domaine de la santé et des services sociaux est passible d'une amende de 250 \$ à 1 250 \$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 500 \$ à 2 500 \$ dans les autres cas.

### **COMMENTAIRE**

L'article 709 du projet de loi prévoit l'amende pour les infractions qui y sont prévues.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 710

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**710.** Est passible d'une amende de 250 \$ à 1 250 \$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 500 \$ à 2 500 \$ dans les autres cas quiconque, à moins de 50 mètres du terrain sur lequel se trouve une installation ou un local où sont offerts des services d'interruption volontaire de grossesse, manifeste, de quelque manière que ce soit, ou effectue toute autre forme d'intervention afin :

1° de tenter de dissuader une femme d'obtenir un tel service ou de contester ou de condamner son choix de l'obtenir ou de l'avoir obtenu;

2° de tenter de dissuader une personne d'offrir un tel service ou de participer à son offre ou de contester ou de condamner son choix de l'offrir, de participer à son offre ou de travailler dans un tel lieu.

### **COMMENTAIRE**

L'article 710 du projet de loi prévoit l'amende pour les infractions qui y sont prévues.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 711

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**711.** Quiconque menace ou intimide une personne qui se rend dans une installation ou un local où sont offerts des services d'interruption volontaire de grossesse, qui tente d'y accéder ou qui en sort est passible d'une amende de 500 \$ à 2 500 \$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 1 000 \$ à 5 000 \$ dans les autres cas.

### **COMMENTAIRE**

L'article 711 du projet de loi prévoit l'amende pour les infractions qui y sont prévues.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 712

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**712.** Quiconque entrave ou tente d'entraver de quelque façon que ce soit l'exercice des fonctions d'un inspecteur ou d'un enquêteur, notamment en le trompant par réticence ou par fausse déclaration ou, dans le cas d'un inspecteur, en refusant de lui fournir un document ou un fichier qu'il peut exiger en vertu de la présente loi, est passible d'une amende de 5 000 \$ à 50 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 15 000 \$ à 150 000 \$ dans les autres cas.

### **COMMENTAIRE**

L'article 712 du projet de loi prévoit l'amende pour les infractions qui y sont prévues.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 713

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**713.** Les montants minimal et maximal des amendes prévus par la présente loi sont portés au double pour une première récidive et au triple pour toute récidive additionnelle.

En outre, lorsque le contrevenant commet une infraction prévue à une disposition de la présente loi alors qu'une déclaration de culpabilité a été antérieurement prononcée contre lui en raison d'une infraction à une telle disposition et que, abstraction faite des montants prévus en cas de récidive, le montant de l'amende minimal prévu pour la première infraction était égal ou supérieur à celui prévu pour l'infraction subséquente, les montants minimal et maximal de l'amende deviennent, si le poursuivant les réclame, ceux prévus en cas de récidive ou, le cas échéant, de récidive additionnelle.

Le présent article s'applique dans la mesure où la déclaration antérieure de culpabilité a été prononcée au cours des deux années précédant la perpétration de l'infraction subséquente, ou au cours des cinq années précédentes si le montant minimal de l'amende de laquelle était passible le contrevenant pour l'infraction antérieure était celui prévu aux articles 702, 705, 707, 708 ou 712. Les montants des amendes prévus pour une récidive additionnelle s'appliquent si l'infraction antérieure a été sanctionnée à titre de récidive.

### COMMENTAIRE

Le premier alinéa de l'article 713 du projet de loi prévoit l'augmentation des peines en cas de récidive.

Le second alinéa permet au poursuivant de traiter comme une récidive une infraction commise après une déclaration de culpabilité, lorsque l'amende minimale pour cette seconde infraction n'excède pas celle prévue pour l'infraction à l'égard de laquelle il y a eu déclaration de culpabilité.

Le troisième alinéa fixe une limite de temps au-delà de laquelle les dispositions de l'article 713 ne peuvent s'appliquer.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 714

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**714.** Lorsqu'une infraction à la présente loi est commise par un administrateur ou un dirigeant d'une personne morale ou d'un autre groupement, quelle qu'en soit la forme juridique, les montants minimal et maximal de l'amende sont le double de ceux prévus pour la personne physique pour cette infraction.

### **COMMENTAIRE**

L'article 714 du projet de loi prévoit des amendes plus lourdes à l'encontre des administrateurs et des dirigeants qui commettent des infractions à cette loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 715

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**715.** Lorsqu'une infraction à la présente loi se poursuit durant plus d'un jour, elle constitue une infraction distincte pour chaque jour durant lequel elle se poursuit.

#### **COMMENTAIRE**

L'article 715 du projet de loi prévoit qu'une infraction qui se poursuit sur plusieurs jours constitue une infraction distincte pour chacun de ces jours. Une peine peut donc être imposée pour chacune de ces infractions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 716

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**716.** Quiconque, par un acte ou une omission, aide ou, par un encouragement, un conseil, un consentement, une autorisation ou un ordre, amène une personne à commettre une infraction à la présente loi commet lui-même cette infraction.

### **COMMENTAIRE**

L'article 716 du projet de loi prévoit les peines applicables aux complices.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 717

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**717.** Dans toute poursuite pénale relative à une infraction à la présente loi, la preuve qu'elle a été commise par un administrateur, un dirigeant, un agent, un mandataire ou un employé de quiconque suffit à établir qu'elle a été commise par ce dernier, à moins que celui-ci n'établisse qu'il a fait preuve de diligence raisonnable en prenant toutes les précautions nécessaires pour en prévenir la perpétration.

### **COMMENTAIRE**

L'article 717 du projet de loi prévoit une présomption de faute pénale à l'encontre du commettant d'un agent, d'un mandataire ou d'un employé, à moins que ce commettant ne s'exonère en établissant avoir fait preuve de diligence raisonnable.



## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 718

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**718.** Lorsqu'une personne morale ou un agent, un mandataire ou un employé de celle-ci, d'une société de personnes ou d'une association non personnalisée commet une infraction à la présente loi, l'administrateur ou le dirigeant de la personne morale, de la société ou de l'association est présumé avoir commis lui-même cette infraction, à moins qu'il n'établisse qu'il a fait preuve de diligence raisonnable en prenant toutes les précautions nécessaires pour en prévenir la perpétration.

Pour l'application du présent article, dans le cas d'une société de personnes, tous les associés, à l'exception des commanditaires, sont présumés être les administrateurs de la société en l'absence de toute preuve contraire désignant l'un ou plusieurs d'entre eux ou un tiers pour gérer les affaires de la société.

### **COMMENTAIRE**

L'article 718 du projet de loi établit une présomption de faute pénale à l'encontre de l'administrateur d'une personne morale, d'une société de personnes ou d'une association non personnalisée et prévoit également qu'un administrateur qui démontre avoir fait preuve de diligence raisonnable peut s'exonérer.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 719

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**719.** Dans toute poursuite pénale relative à une infraction à la présente loi, une reproduction d'un document suffit, en l'absence de toute preuve contraire, à établir la preuve des faits qu'elle contient lorsqu'y est jointe une déclaration sous serment de l'inspecteur attestant que celle-ci est une reproduction exacte des renseignements auxquels il a eu accès en application de l'article 640.

### **COMMENTAIRE**

L'article 719 du projet de loi vise à faciliter la preuve d'une infraction en permettant l'utilisation d'une reproduction d'un document selon certaines conditions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 720

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**720.** Dans la détermination de la peine, le juge tient notamment compte du fait que le contrevenant, en commettant l'infraction ou en omettant de prendre des mesures pour empêcher sa perpétration, visait un objectif commercial ou a accru ses revenus ou avait l'intention de le faire.

Le juge qui, en présence du facteur aggravant visé au premier alinéa, impose tout de même une amende minimale doit motiver sa décision.

### **COMMENTAIRE**

L'article 720 du projet de loi prévoit des facteurs aggravants dont le juge doit tenir compte dans la détermination de la peine.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 721

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**721.** Sur demande du poursuivant, le juge peut imposer au contrevenant, en outre de toute autre peine, une amende additionnelle d'un montant maximal équivalant à tout montant excédentaire que ce dernier a obtenu en raison de la commission de l'infraction, et ce, même si l'amende maximale lui a été imposée. Le juge qui n'impose pas cette amende additionnelle doit motiver sa décision.

### **COMMENTAIRE**

L'article 721 du projet de loi permet au poursuivant de demander une amende additionnelle correspondant à l'avantage tiré de l'infraction par le contrevenant.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ARTICLE 722

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

**722.** Toute poursuite pénale pour une infraction à une disposition de la présente loi se prescrit par cinq ans depuis la date de la perpétration de l'infraction.

### **COMMENTAIRE**

L'article 722 du projet de loi prévoit la prescription applicable aux poursuites pénales pour la sanction des infractions aux dispositions de cette loi.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ANNEXE I

(Articles 169, 257, 269, 278, 636)

☐ **Adopté** ☐ **Suspendu** ☐ **Amendé**

#### Serment

Je déclare sous serment que je remplirai mes fonctions avec honnêteté, impartialité et justice. De plus, je déclare sous serment que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être autorisé par la loi, aucun renseignement confidentiel dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de mes fonctions.

## PROJET DE LOI N° 15

Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace

---

### ANNEXE II

(Article 282)

☐ Adopté ☐ Suspendu ☐ Amendé

- 1° HÔPITAL JEFFERY HALE – SAINT BRIGID’S;
- 2° CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE INTELLECTUELLE ET EN TROUBLES ENVAHISSANTS DU DÉVELOPPEMENT DE L’ESTRIE;
- 3° CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX – INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE SHERBROOKE;
- 4° INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DOUGLAS;
- 5° CENTRE DE SOINS PROLONGÉS GRACE DART;
- 6° CENTRE HOSPITALIER DE ST. MARY;
- 7° L’HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF SIR MORTIMER B. DAVIS;
- 8° CENTRE MIRIAM;
- 9° CHSLD JUIF DE MONTRÉAL;
- 10° HÔPITAL MONT SINAI;
- 11° LA CORPORATION DU CENTRE HOSPITALIER GÉRIATRIQUE MAIMONIDES;
- 12° CENTRE DE RÉADAPTATION LETHBRIDGE-LAYTON-MACKAY;
- 13° L’HÔPITAL CHINOIS DE MONTRÉAL (1963);
- 14° HÔPITAL SANTA CABRINI;
- 15° HÔPITAL JUIF DE RÉADAPTATION;
- 16° LA RÉSIDENCE DE LACHUTE;
- 17° CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-LAURENT.